

Le Monde

QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉE - N° 12483 - 4,20 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

MARDI 19 MARS 1985

Brûlures franco-polonaises

Après quarante-huit heures de garde à vue et d'interrogatoire dans un commissariat de Cracovie qui se soldent par une décision d'expulsion, un libraire français est mis par les policiers dans un autobus qui le conduit en dehors de la ville. Là, des « inconnus », qui de toute évidence le suivaient, s'emparent de lui, le font entrer de force dans une voiture noire, le contraignent à s'agenouiller sur le plancher du véhicule, le frappent et, avec le plus grand calme, le brûlent avec des cigarettes, avant de l'éjecter de la voiture.

Les faits parlent d'eux-mêmes et rappellent inévitablement d'autres affaires, certes beaucoup plus graves, mais de même nature, et en tout premier lieu l'enlèvement par trois officiers de la police politique du Père Popieluszko - qui, lui, fut battu à mort. On songe aussi à divers incidents plus ou moins mystérieux et restés impunis au cours desquels des sympathisants de Solidarité ont été enlevés, brutalisés et menacés - sans même parler de divers décès plus que suspects.

L'aventure - heureusement plus bénigne - que vient de vivre le libraire parisien, qui avait sans doute eu des contacts avec les milieux de l'opposition de Cracovie, comporte un élément nouveau. Son « héros » est pour la première fois un étranger, et de plus un Français. L'incident survient à un moment où les autorités de Varsovie déploient les plus grands efforts pour atténuer, y compris au moyen de procédés grossiers, une campagne destinée à présenter les protestataires comme des agents stipendiés de l'« impérialisme ». Et aussi alors que les relations franco-polonaises restent au plus bas.

Les dirigeants actuels de Varsovie n'ont jamais pardonné à la France - aussi bien au gouvernement qu'à l'opinion - d'avoir manifesté clairement sa sympathie à Solidarité et surtout d'avoir occupé une position en pointe dans la politique de sanctions prises par les Occidentaux après le coup de force du général Jaruzelski. Un certain mieux semblait en passe de s'esquisser dans le courant de 1984, mais les quelques perspectives encourageantes ne se sont pas concrétisées. Aucun responsable gouvernemental français ne s'est depuis lors rendu en Pologne, et la France reste, dans tous les discours officiels, y compris ceux du général Jaruzelski lui-même, l'objet de remarques aigres et parfois offensantes.

De là à affirmer que la mésaventure du libraire français a été planifiée en haut lieu, il y a un pas. Mais un certain climat a été créé qui suffit à expliquer ce qui, dans la meilleure des hypothèses, n'a peut-être été qu'une initiative locale de policiers désireux de donner un bon exemple à ces Français si entichés de Solidarité.

L'incident place Paris dans une situation délicate. Les responsables français soulignent volontiers qu'ils sont l'objet de pressions insistantes de la part des autres pays ouest-européens qui souhaitent accélérer le processus de normalisation des relations, tant politiques qu'économiques, avec la Pologne. D'autre part, la France se trouve actuellement sans ambassadeur à Varsovie, l'ancien titulaire ayant été nommé à Moscou, et le Quai d'Orsay attend avec impatience l'agrément d'un nouveau représentant. Paris, qui se doit de marquer le coup après cet incident inadmissible, se trouve donc au même moment en position de demandeur, ce qui peut faciliter à peser soigneusement sa réaction. Certains, à Varsovie ou à Cracovie, ont peut-être pensé que le moment de l'occupation était favorable pour marquer un point. Mais c'est un jeu bien dangereux.

(Lire nos informations page 23.)

L'opposition est majoritaire dans 69 départements

- La gauche a mieux résisté que prévu, mais elle doit perdre trois présidences de région
- La droite met en garde le chef de l'Etat contre l'introduction de la proportionnelle aux législatives

Le second tour des élections cantonales, dimanche 17 mars, permet à l'opposition, créditée de 53,51 % des suffrages exprimés dans les mille deux cent trente et un cantons à pourvoir, d'importer dix départements jusqu'alors détenus par la gauche (parmi ces derniers, deux d'entre eux, l'Oise et la Corrèze, avaient changé de camp avant le scrutin, et la Corse-du-Sud était détenue par le MRG, au

bénéfice de l'âge). La gauche, qui obtient 46,28 % des suffrages exprimés, enlève la Guadeloupe et la Guyane à l'opposition, mais perd 248 cantons, tandis que la droite en gagne 381 et l'extrême droite 1.

Ces résultats doivent permettre à l'opposition de prendre le contrôle des conseils régionaux d'Aquitaine, de Poitou-Charentes et de Picardie.

La porte étroite

par JEAN-MARIE COLOMBANI

1986 n'est pas joué. Cette affirmation, qui pouvait passer pour militante ou folklorique il y a à peine un an, n'est plus hors de saison.

En dépit de la nette victoire de l'opposition, les élections cantonales viennent de montrer que le jeu politique, formé par les européennes de juin 1984, est de nouveau ouvert. Les résultats, et surtout les sondages qui les accompagnent, s'inscrivent à l'évidence dans un mouvement électoral qui tend à redonner l'amplitude des mouvements du balancier droite-gauche. Ce constat est d'importance pour les conseillers

de M. Mitterrand, qui, depuis plusieurs mois, se demandent si le président pourra se maintenir au pouvoir après 1986, comment et à quelles conditions.

L'enjeu, pour les socialistes, est historique. Que la gauche soit balayée en 1986, et l'on imagine mal - comme l'observe justement M. Barre - que M. Mitterrand ait une autre issue que de se démettre. Même s'il assure à ses visiteurs - d'opposition - que, dans un tel cas de figure, il se soumettrait.

(Lire la suite page 3.)

Le pouvoir face à ses tentations

par ANDRÉ FONTAINE

Discret au premier tour, le trépasement est un peu plus perceptible au second. Ce n'est pas la « déroute » annoncée par certains. La gauche demeure une composante essentielle du paysage politique national.

Le résultat n'était pas garanti au départ : la combinaison de l'austérité et du chômage ne constitue pas un programme électoral particulièrement attirant, surtout lorsqu'on se réveille du socialisme. De surcroît, l'union de la gauche, dont l'existence, même dans ses plus belles heures, a toujours été quelque peu sujette à caution, s'est trisée l'été dernier. Le PCF partage équitab-



ment déformable ses attaques entre la majorité et l'opposition.

Il est vrai que, au lendemain du premier tour, il a préché ce que l'on est convenu d'appeler la « discipline républicaine » : c'était le prix à payer pour conserver un maximum de ses sièges. Mais il est non moins vrai que le cœur n'y était pas. Or, dans l'ensemble, les voix communistes se sont bien reportées sur les candidats socialistes demeurés en lice. Les consignes de la direction du parti ne suffisent pas à l'expliquer : comme en 1981, une proportion non négligeable de l'électorat du PCF demeure plus unitaire qu'elle.

Le mouvement inverse est moins net. Plus d'un candidat communiste a été battu parce que des électeurs socialistes n'ont pas voulu voter pour lui. L'intéressant est qu'on peut faire la même constatation à propos des reports entre la droite parlementaire et le Front national. A de rares exceptions près, les partisans de Jean-Marie Le Pen ont voté massivement, comme il le leur demandait, pour les amis de Jacques Chirac et de Valéry Giscard d'Estaing.

(Lire la suite page 3.)

L'aggravation de la guerre irano-irakienne

Tandis que la « guerre des villes » se poursuit sans relâche, l'Irak et l'Iran revendiquent chacun la « victoire » dans les combats qui se sont déroulés ces derniers jours dans une région marécageuse, dans le sud de la République basiste. Bagdad a demandé au Conseil de

sécurité d'instaurer une trêve qui ouvrirait la voie à des négociations de paix. Il a d'autre part invité les compagnies aériennes à ne plus survoler le territoire irakien, en raison des risques que les bombardements feraient courir aux avions civils.

Tandis que la capitale irakienne célébrait en liesse ce lundi 18 mars la « grande victoire » remportée dans les marais du Sud, une forte explosion a secoué le centre de la ville, provoquant la panique. C'est la troisième explosion à Bagdad depuis trois jours.

A chacun ses calculs

par ERIC ROULEAU

La rapidité fulgurante avec laquelle s'est étendue et intensifiée la « guerre des villes », après des mois d'une relative accalmie, donne à penser que les deux belligérènes l'avaient prévue, préparée, voire souhaitée, chacun des deux escomptant qu'elle tournerait à son avantage.

Si les calculs de l'Iran ne sont pas, à première vue, évidents, ceux de l'Irak sont de soi, tant la supériorité de ses moyens paraît incontestable. Bien

que numériquement inférieures, les forces de Bagdad étaient parvenues à dominer tous les théâtres d'opérations grâce, notamment, aux armements lourds reçus d'URSS et de France. Elles avaient, dès mars der-

nier, contenu puis brisé le déferlement des fantassins islamiques dans le sud de l'Irak ; depuis, elles ne cessent de pilonner les pétroliers se dirigeant vers les côtes iraniennes.

Les quelques cinq cents avions de combat, les stocks de missiles soviétiques d'une redoutable efficacité, face à la soixantaine d'appareils iraniens présumés en état de marche, étaient donc théoriquement suffisants pour infliger de lourdes pertes à l'adversaire, le contraignant soit à déclencher prématurément sa « grande offensive », tant de fois clouée puis différée, soit à y renoncer définitivement. L'armée irakienne aurait eu alors le loisir de bouter hors de son territoire les unités islamiques qui s'étaient inscrites, au printemps dernier, dans la région marécageuse des Bas Majnoon, à une quinzaine de kilomètres de la frontière.

Ainsi espérait-on, à Bagdad, en finir avec une insupportable guerre d'usure que les Iraniens avaient intérêt à prolonger jusqu'au jour où ils se seraient donnés les moyens de s'emparer de l'axe routier Bagdad-Bassorah, dont le contrôle leur permettrait de couper la République basiste en deux avant d'en occuper la partie méridionale, peuplée de chiites.

Plutôt que de faire avorter la stratégie irakienne, en refusant de s'engager dans la « guerre des villes », la République islamique a curieusement relevé le défi avec célérité, allant jusqu'à accélérer l'escalade, comme si elle escomptait, elle aussi, tirer profit de la confrontation.

Les dirigeants de Téhéran ont peut-être misé sur deux ou trois atouts : la haute compétence des pilotes iraniens, dont beaucoup ont été formés dans des académies américaines à l'époque du Chah ; la vulnérabilité des villes irakiennes, en raison de leur proximité de l'artillerie ou des bases aériennes islamiques tandis que les principales cités iraniennes, comme Téhéran ou Isfahan, sont situées à des centaines de kilomètres de la force de frappe de la République basiste ; enfin, le recours inattendu aux missiles sol-sol, d'origine inconnue, dont l'Iran a pu se doter dans des conditions qui demeurent mysté-

AU JOUR LE JOUR

Résultats

Cela fait une succession fâcheuse de mauvais résultats. D'abord il y eut, au niveau de la compétition européenne, une grande déception. Suivirent les batailles hexagonales, rudées secousses pour l'équipe dominante. Echec douloureux, même s'il était prévisible.

Faut-il pour autant parler de désastre et sombrer dans la mélancolie ? Les vainqueurs ont le succès modeste. Sans doute redoutent-ils quelque manœuvre de l'arbitre. Ils ont raison d'être prudents : l'équipe de football de Bordeaux n'a peut-être pas dit son dernier mot.

BRUNO FRAPPAT.

LIRE

26. ÉTRANGER

L'URSS aurait commencé à installer des missiles SS-25.

26. DIPLOMATIE

Un entretien avec M. Pfimlin, président du Parlement européen.

28. ÉDUCATION

La montée de FO inquiète les syndicats d'enseignants.

28. SCIENCES

Une découverte franco-américaine : le code génétique n'est pas universel.

28. SOCIÉTÉ

La commission presse-justice propose une réforme du secret de l'instruction.

44. MARCHÉ COMMUN

Trois jours pour réussir l'élargissement.

par l'auteur des « Chênes verts »

sylvie
cater
Nel est mort

roman

B
barault



Le vrai scandale serait qu'un oubli de jeter ce livre à la poubelle qui valait cette mystérieuse attention qu'a pour nous l'écriture.

PAROISSIALE LE SOUS-ÉVÉNEMENT DU JOUR

Le second tour

Le succès de l'opposition, la résistance de la gauche

« C'est un succès, ce n'est pas un triomphe », cette formule de M. François Léotard restera, car elle rend compte parfaitement des résultats du second tour des élections cantonales. Succès pour l'opposition, qui avait marqué son avantage au premier tour par un écart plus que confortable (58 % contre 42 %). Au second tour, dans les 1231 cantons non pourvus, la droite s'est maintenue à 53,51 % (53,96 % au premier tour), la gauche passant de 44,72 % à 46,28 %. Cet avantage s'est immédiatement traduit par un gain assez considérable en sièges, compte tenu de l'effet amplificateur du scrutin uninominal majoritaire à deux tours. La gauche est passée de 67 % à 44 % des sièges, le PS perdant, grosso modo, le quart des sièges qu'il détenait (il en perd 155). Le PC, le tiers (il en perd 80) (1). Avec ces sièges gagnés, l'opposition conquiert dix départements jusqu'alors contrôlés par la gauche : l'Isère, la Gironde, le Var, l'Indre, l'Isère, la Charente-Maritime, les Alpes-Maritimes, l'Alp-d'Haute-Provence, dont la présidence était détenue par le PS, la Corse-du-Sud et l'Eure-et-Loir, à dominante MRG, la Corrèze (présidence PC). A l'inverse, en mars 1979, la gauche, gagne la Guyane et la Guadeloupe. La balance est presque identique à celle des élections cantonales de 1979 : la gauche, alors dans l'opposition, avait gagné neuf départements et en avait perdu deux.

Cette situation aggrave le déséquilibre local au profit de la droite, qui contrôle désormais 69 départements, contre 26 pour la gauche. En 1979 la gauche détenait 44 départements, la droite 51. Qui plus est, ces résultats entraînent *in fine*, la perte, pour la gauche, de trois conseils régionaux : l'Aquitaine, le Poitou-Charente et la Picardie. Ce sont bien sûr autant de points d'appui pour la conquête ou la reconquête des régions, et des circonscriptions, qui feront défaut au pouvoir, en vue de l'échéance de 1986.

Ces résultats sont toutefois insuffisants pour constituer un « triomphe ». Les départements conquis représentent, en effet, le seul le plus bas qui était espéré par la droite et redouté par la gauche. L'Isère et la Corrèze ayant changé de camp avant le scrutin, les conquêtes véritables se limitent à huit, et ne concernent que trois des symboles attendus par l'opposition : la Gironde, l'Indre et l'Isère.

ronde, l'Indre (dont le président du conseil général est M. André Laignel) et surtout l'Isère, dirigée depuis 1976 par M. Louis Mermaz. Manquant à l'appel des symboles de la droite attendue de la gauche, les deux bastions socialistes que sont les Bouches-du-Rhône et surtout le Nord ; et, comme aux élections municipales de 1983, le Territoire de Belfort. Dans ces deux derniers départements, ainsi que dans le Puy-de-Dôme, la gauche a bénéficié d'un véritable sursaut, provenant la plupart du temps des abstentionnistes du premier tour.

Les socialistes ont aussi sauvé, grâce à de parfaits reports des voix de gauche, notamment communistes, la Drôme, la Dordogne et le Vaucluse. Le Puy-de-Dôme illustre d'autant mieux la qualité des reports à gauche que le PC avait longtemps laissé planer la menace d'un refus de désistement. Le PC lui, du fait des reports corrects des voix socialistes, a gardé le Val-de-Marne qui était menacé. Enfin, dernier sujet de satisfaction : tous les membres du gouvernement en ballottage ont été élus ou réélus.

Les reports, certes, n'ont pas été parfaits partout : une fois de plus, les électeurs socialistes se sont montrés plus réticents que les électeurs communistes dans certains cantons répartis dans une douzaine de départements (notamment les Hautes-Pyrénées, la Charente-Maritime, le Pas-de-Calais, les Côtes-du-Nord, les Yvelines). Les proportions de ces mauvais reports ne sont guère plus importantes qu'à l'accoutumée.

Mais, et c'est là le troisième enseignement de ce second tour, la bipolarisation est toujours là. Après un quart de siècle de scrutin d'arrondissement, tout se passe comme si les comportements électoraux avaient été durablement structurés. Les électeurs à gauche, comme à droite, sont unitaires. Celui de la droite classique, ou « parlementaire », l'est à coup sûr. Celui de l'extrême droite aussi, puisque les exemples abondent de candidats RPR, UDF ou divers élus grâce aux voix du Front national.

En revanche, pour le parti de M. Le Pen, la leçon, pour être aussi claire, n'en est pas moins dure : le Front national n'emporte qu'un seul siège, à Marseille, dans une « triangulaire », aux dépens d'un député RPR, M. Hyacinthe Santoni. C'est

dire que se trouve confirmée la loi selon laquelle le scrutin majoritaire lamine les extrêmes, et cet extrême-là ne convient guère aux électeurs de la droite modérée. Les électeurs qui se réclament de celle-ci n'ont nulle part voté au secours des candidats de M. Le Pen, là où ils avaient, au vu du premier tour, une chance. La droite a, comme le dit M. Le Pen, « trahi », notamment à Roubaix, à Avignon, à Montpellier et à Marseille.

Ainsi la leçon que les socialistes voulaient administrer à l'occasion de ces élections cantonales ne l'est que partiellement : sans doute les candidats de droite ont-ils parfois eu besoin des voix de l'extrême droite, mais il n'est pas vrai qu'avec le scrutin majoritaire par le jeu des alliances, le Front national doit obtenir des élus.

Il y a donc peu de chances que l'opposition « parlementaire » remette en cause ses mots d'ordre nationaux de refus d'alliance avec M. Le Pen, son électoral ayant avivé cette attitude, bien que M. Le Pen accuse les « élus-majors » et les soupçonne de vouloir s'engager dans une voie « social-démocrate ». Il y a au contraire fort à parier qu'elle maintiendra ce cap et persistera sur tous les tons de l'union de la droite classique. Les plus réticents aux propositions d'accord du gouvernement formulées par M. Jacques Toubon, et approuvées par MM. Léotard et Lecanuet, pourraient se laisser convaincre de la nécessité d'accélérer le processus. Ainsi l'opposition pense-t-elle déjouer les « pièges » du pouvoir, ceux de l'« alliance honteuse », de la « comédie », et de la réforme du mode de scrutin. Déjà, ses principaux créateurs mettent en garde le président de la République.

An-déjà, cependant, de ces joutes prévisibles, et probablement vaines, l'électorat se montre, à travers les sondages, sensible essentiellement à l'événement du chantage. C'est en fonction de cette donnée qu'il affirme vouloir déterminer son vote en 1986. Les socialistes, qui aujourd'hui demandent à être jugés sur leur gestion, devraient être bien tentés.

J.-M. C.

(1) En outre, le MRG perd 13 sièges et les divers gauche en gagnent 4.

Les limites de l'« effet Le Pen »

L'« effet Le Pen » trouve-t-il déjà ses limites ? Il est clair, en tout cas, que, quel que soit le cas de figure, les électeurs de droite ne sont pas unanimes, loin de là, à rallier l'extrême droite. Dans aucun des cinquante cantons où il participait, directement ou indirectement, à ce second tour de scrutin, le Front national ne réalise ses espérances. Partout ses scores apparaissent très inférieurs aux reports escomptés et les réticences sont manifestes, que le représentant de M. Jean-Marie Le Pen se soit trouvé en position de duel avec un candidat de gauche, en concurrence avec un porte-drapeau de l'opposition parlementaire ou mêlé à une « triangulaire », en ballottage favorable ou défavorable.

Pour M. Le Pen, le bilan se révèle donc totalement négatif, sans aucun rapport avec les 10,44 % des suffrages recueillis au premier tour dans les quelque 1 460 cantons où le Front national était présent ou représenté. Le chef de file de l'extrême droite ne peut revendiquer qu'un seul élu alors qu'il en espérait au moins une vingtaine au vu des résultats du premier tour. Encore convient-il de rappeler que M. Jean Roussel, élu conseiller général du quatrième canton de Marseille, aux dépens du chef marseillais du RPR, M. Hyacinthe Santoni, député des Bouches-du-Rhône, n'était que soutenu par le Front national, dont il n'est pas membre. Son succès s'explique sans doute plus par le ralliement circonstanciel de certains électeurs de gauche, décidés à donner une leçon au deuxième de liste de M. Jean-Claude Gaudin aux dernières municipales, que par une adhésion massive des électeurs au champion local du Front national. Il y a eu, en effet, dans ce canton 1 261 électeurs de moins qu'au premier tour, et M. Roussel n'a obtenu que 999 voix de plus que le dimanche précédent, contre 462 de plus pour M. Santoni.

Le Front national possédait ses meilleures chances dans les six cantons où, après être arrivé en tête de l'opposition le 10 mars, il demeura confronté, seul, à un sortant socialiste. La déperdition qu'il y subit est moins importante qu'ailleurs mais assez sensible, toutefois, pour qu'il subisse six échecs. Dans le septième canton de Montpellier, où le président régional du mouvement « lepeniste », M. Alain Jamet, savourait déjà sa victoire (*Le Monde* du 16 mars), le résultat est particulièrement révélateur. Alors qu'il disposait après le premier tour d'une avance personnelle de 1 715 voix sur le conseiller socialiste sortant et d'un potentiel de 62,18 % de suffrages de droite (10 354 voix au total), M. Jamet amène certes son score de 1 622 voix, mais il perd 15,53 points par rapport à son potentiel théorique et se retrouve distancé de 462 voix. Comme il n'y a eu que 257 votants de plus, tout laisse à penser que M. Jamet a subi la réaction de dépit d'une bonne partie des 1 440 électeurs modérés qui avaient accordé, au premier tour, leurs suffrages au candidat de l'UDF-RPR, M. Jacques Martin, lequel avait été contraint de se retirer, la mort dans l'âme, face à M. Jamet et avait publiquement exprimé son rejet des thèses soutenues par le Front national. Dans ce canton de Montpellier, la droite libérale a fait délibérément obstacle à l'extrême droite.

Un peu plus unitaire mais...

La réaction du corps électoral a été analogue dans les cantons d'Apt et d'Avignon-Sud (Vaucluse), où le candidat du Front national a été battu alors qu'il paraissait disposer d'une marge de sécurité, le potentiel des voix de droite y représentant respectivement 54,61 % et 54,76 % des suffrages exprimés (la perte s'est établie à 11,74 et 13,50 points, - 1 930 voix dans le premier cas, - 1 345 dans le second). De même dans les cantons de Marseille IX et Marseille XVII (Bouches-du-Rhône), où les conseillers socialistes sortants sont réélus alors que le porte-drapeau du Front national disposait d'un capital potentiel de 54,05 % et de 53,76 % respectivement. Enfin, dans le département du Nord, où le parti de M. Le Pen semblait certain de gagner, contre le PS, le canton de Roubaix-Est, sa candidate ne recueille que 41,12 % des suffrages alors que le potentiel des voix de l'opposition s'élevait à 54,05 % au soir du 10 mars, soit une perte de 13,50 points.

L'électorat de droite s'est montré un peu plus unitaire, derrière le Front national, quand celui-ci se trouvait en ballottage défavorable mais avec de sérieuses chances de gagner pour peu qu'il parvint à

mobiliser davantage au second tour. Les candidats de M. Le Pen n'ont pas gagné pour autant. C'est dans le canton de Saint-Priest (Rhône) que les reports se sont effectués de la meilleure façon. Le candidat de l'extrême droite n'y a pourtant pas amélioré son score (42,44 % contre 42,44 % au premier tour) mais a obtenu un potentiel de 44,66 % au premier tour, soit une déperdition de 2,22 points). Dans l'autre canton du Rhône, où se jouait un duel similaire — celui de Saint-Pons — il a manqué au candidat du Front national 1 015 voix pour récupérer intégralement toutes les voix rassemblées par la droite le 10 mars (38,14 % contre 42,87 %, soit une perte de 4,73 points). De même, dans le canton d'Argenteuil-sur-Mer (Pyrénées-Orientales), où il a manqué 181 voix au candidat soutenu officiellement par le Front national, qui a recueilli finalement 41,66 % pour un potentiel de 44,65 % (- 2,99 points), et dans le canton de Châtillon-sur-Chalaronne (Ain), où il a manqué 574 voix au représentant de M. Le Pen qui a obtenu 38,23 % des suffrages pour un potentiel de 47,79 % (- 9,56 points).

Ostracisme

Même quand la gauche était absente de la compétition, le Front national a été victime d'un ostracisme certain. A choisir entre un représentant du Front national — élu — et un candidat de l'opposition au premier tour — et un candidat de l'UDF et du RPR, les électeurs de droite ont, pour la plupart, choisi le moins extrémiste. Dans les quatre cantons des Alpes-Maritimes où le parti de M. Le Pen rêvait de tirer son épingle du jeu (Cagnes-sur-Mer, Cannes-Centre, Carros, Mandelieu), la confrontation a tourné à son net désavantage (ses candidats y ont obtenu respectivement 36,31 %, 42,14 %, 13,40 %, 43,24 %).

Idem quand le Front national a entrepris de défier en « triangulaire » un autre candidat de l'opposition — ou de soutenir les défis qui lui étaient lancés par certains rivaux — au risque de faciliter la tâche de la

gauche. Ainsi la formation de M. Le Pen n'a-t-elle tiré aucun bénéfice immédiat de ses affrontements avec le RPR et l'UDF dans les Bouches-du-Rhône (cantons de La Ciotat, Marseille X, Marseille XIV B) qui ont rendu service deux fois au PC et une fois au PS, ni dans le Var, où sa présence n'a pas empêché le succès de l'UDF à Ollioules et à Toulon et du RPR à La Valette-du-Var. Dans ces trois cantons, le Front national a même effacé l'impact positif de ses scores du premier tour qui l'avaient placé avant ses concurrents directs.

Au total, le Front national recueille plus de 40 % des suffrages exprimés au second tour dans douze cantons, presque tous répartis dans les départements méridionaux où son implantation est la plus forte (Bouches-du-Rhône, Hérault, Alpes-Maritimes, Vaucluse, Var, Pyrénées-Orientales, et Rhône). Dans huit cantons, il obtient entre 30 % et 40 % des voix (seuls les départements de l'Ain et du Nord participent à la liste) ; dans treize cantons il en obtient entre 20 % et 30 % (s'ajoutent le Haut-Rhin et la Corse-du-Sud) ; dans dix-sept cantons, il en recueille entre 10 % et 20 % (il faut alors ajouter aux départements précités ceux du Lot-et-Garonne, du Jura, de la Seine-et-Marne, du Puy-de-Dôme, du Bas-Rhin).

Dans les cinquante cantons où il participait au deuxième tour, le Front national totalise, selon nos comptes, 141 973 suffrages, soit 25,76 % du potentiel des suffrages de droite rassemblés au premier tour dans les mêmes cantons. Le pouvoir d'attraction du discours de M. Le Pen n'apparaît donc pas irrésistible au sein de l'opposition dont certains électeurs modérés appréhendent, de toute évidence, la compromission avec les thèmes simplistes de l'extrême droite.

Ce constat prend la valeur d'un échec relatif au moment où le Front national se prévaut d'une audience croissante dans l'opinion publique.

ALAIN ROLLAT.

LA FIN DE CAMPAGNE DU PRÉSIDENT DU FRONT NATIONAL Jean-Marie et Marine

Il était impérial M. Le Pen, dimanche soir, en son salon Napoléon I^{er}, loué au grand hôtel parisien Georges-V. Impérial de bonheur et de certitude, dans ce décor tout de boiseries grand chic, grand genre. Impérial et sacré tel par les médias, s'imposant par cet animal politique impeccablement sanglé dans son costume bleu nuit, la mèche soignée rangée. Impérial mais « républicain et démocrate », bien sûr, sans barguigner...

Cette soirée, ce fut, tout bien pesé, un délice et comme une friandise attendue pour cet opposant de presque toujours. Un rêve, enfin éveillée, qui n'adoucissait rien sa vaine assassinie. De M. Jacques Chirac, il dira en privé : « C'est l'annonce d'un gouvernement social-démocrate. Le chien retourne à son vomissement ». A M. Alain Duhamel, il envoie : « Vous nous prédisiez le temps qu'il faisait avant-hier ». A M. Jean-Pierre Chevènement : « Ou avez-vous donc fait pour la France ? Vous êtes un ventard, un matamore ». Et ainsi de suite. Car le président du Front national est bon, et l'on peut dire, quand il s'échauffe, quand il oublie le posteur qui le représente déguisé, broché, en chemise d'été col ouvert, tout miel.

Ce soir, M. Le Pen est à la manœuvre. Sa soirée est chargée. 20 h-20 h 30 : intervention en direct dans le journal de TF 1. 20 h 30 - 22 heures : déclarations et réparties définitives sur Europe 1, RTL, RMC, France-Inter. 22 h 30 : grand débat sur TF 1 avec « la bande des trois », ainsi réduite en raison du forfait communiste. M. Le Pen se prépare. Il a sorti son stylo, il prend des notes. L'élection de M^{me} Edith Cresson lui arrache un sourire, celle de M. Jean-François Deniau, non.

Ce soir, M. Le Pen est aussi un peu nerveux. Impérial et nerveux. A peine couvert d'une gloire électorale confirmée, il essaie les inconvénients de l'évident « médiatique ». Le salon Napoléon se fait petit, trop petit. Les caméras de TF 1 mangent l'espace, les projecteurs en surchauffe aspirent l'air, les photographes photocopient à tout-va les faits et gestes

du « président » : la goutte de sueur qui glisse sur son front, la mèche qui se détache. Alors, M. Le Pen s'irrite, prend à partie un paparazzi pugnace : « Ce qui est important, ce n'est pas que je passe ma main sur le visage », dispute le premier de son d'une radio : « Vous m'avez cassé les pieds tout le temps », repart sur ses photographes, toujours à l'affût du « mauvais » cliché. La vie d'un homme politique serait-elle vraiment une vie de chien ?

Marine, sa fille cadette, seize ans, n'en croit pas un mot. Elle pense que la politique récompense les justes. « Le RPR est enfin en train de commencer sa chute après toutes ses erreurs, confie-t-elle. On a un élu sur dix candidats. C'est évidemment une victoire. » Elle rayonne : « Demain, il y aura le quinquennat le Front national pour les adhésions ; c'est devenu un des plus grands partis de France, parce que le PC... »

Elle sourit à son père. Tortionnaire ? C'est horrible. Je sais que c'est pas vrai. Bien sûr que je réagis quand j'entends des choses comme ça. Mais on s'y attendait. Ils ont tout essayé. Ils ont essayé Poutine. M. Gustave Pordas, député au Parlement européen, accusé par le *Matin* de Paris d'être un agent de la Roumanie, puis, évidemment, comme papa a fait l'Indochine et l'Algérie, on l'a traité de nazi, de tontonnerie. Cela devient ridicule. Ils devraient s'arrêter ! »

Marine rejette en arrière ses beaux cheveux blonds. Son père file vers les studios de TF1 avec ses trois hommes de confiance. Ce débat télévisé sera, lui aussi, un sacre. Le sacre rose de M. Le Pen, sans l'opposition du salon Napoléon I^{er}. Un vrai sacre, dignifiant pour MM. Jean Lecanuet, Jacques Toubon, Jean Popper et Yves Cochet — le « vert » de service — les photographes finiront par complètement oublier au profit du président du Front national. Instant savoureux en forme de revanche, qui arrachera à MM. Popper et Toubon un sourire complice et amer.

LAURENT GRELSAMER.

Le PS a davantage mobilisé à gauche que le PCF

Dans l'ensemble des sept cent quatre-vingt-deux cantons métropolitains où le PS était présent au second tour, le total des voix qu'il a recueillies le 17 mars représente 104,90 % du total des voix obtenues par la gauche le 10 mars. Pour le PCF, présent dans deux cent trente-quatre cantons, cette proportion est de 96,32 %. Pour le Mouvement des radicaux de gauche, présent dans soixante-neuf cantons, la proportion est de 98,67 %. Les dirigeants communistes sont donc fondés à considérer que leur électorat, une fois de plus, s'est montré plus unitaire que celui du Parti socialiste et celui du MRG.

Les socialistes peuvent observer, pour leur part, que leur parti s'est révélé capable non seulement de rassembler les électeurs de gauche du premier tour, mais aussi de mobiliser des abstentionnistes et de « mener » sur d'autres élections, écologistes notamment, ce que le PCF, globalement, n'a pas pu faire.

Le Parti communiste, incontestablement, a souffert, dans certains départements, de reports de voix insuffisants de la part des électeurs non communistes. Cela a été le cas dans les Hautes-Pyrénées, où il perd deux cantons (dont celui que représentait le maire de Tarbes, M. Errauret), dans les Côtes-du-Nord, dans les Bouches-du-Rhône, dans l'Allier, surtout, où la présidence du

conseil général paraissait à la portée des communistes. Au total, les candidats communistes n'ont enregistré un progrès en pourcentage, par rapport aux voix de gauche du premier tour, que dans quatre-vingt-deux cantons, et ils n'ont progressé en voix que dans quatre-vingt-seize cantons sur deux cent trente-quatre.

Le comportement unitaire des électeurs a, toutefois, été suffisant pour permettre au PCF de conserver la présidence du conseil général du Val-de-Marne et de demeurer majoritaire à lui seul au conseil général de la Seine-Saint-Denis. Dans le premier de ces deux départements, la progression de la gauche, d'un tour à l'autre, là où elle était représentée par un candidat communiste, semble indiquer que le PCF n'avait pas mobilisé au premier la totalité de son électorat potentiel, que l'enjeu de la présidence a incité à aller voter en plus grand nombre au second tour. La gestion communiste conservait-elle, auprès d'électeurs qui n'adhèrent plus à la ligne politique de ce parti, un prestige intact ?

Il est évident, en tout cas, que si le PCF s'est montré capable de résister là où son rôle d'administrateur et la personnalité de ses élus prennent le relais d'une influence politique déclinante, il n'est pas en état de faire des conquêtes au détriment de

la droite. Là où celle-ci pouvait perdre un canton, en Seine-Saint-Denis — celui de Villepinte — c'est le candidat socialiste qui le lui a enlevé, après avoir devancé le candidat communiste au premier tour.

Le PS n'a régressé, au second tour, en pourcentage, que dans le tiers (deux cent quarante-cinq) des cantons où il était présent et il ne perd pas des voix, par rapport au total des voix de gauche au premier tour, que dans cent quatre-vingt-treize cantons. La mobilisation à laquelle il est parvenu autour de ses candidats ne lui a pas permis de sauver ses présidences de conseil général les plus menacées.

A la différence du PCF, toutefois, les socialistes ont pu progresser aussi bien hors de leurs fiefs que là où ils sont les plus anciennement implantés. L'effet produit, sur l'électorat de gauche et au-delà, par l'installation du Front national parmi les grandes forces politiques, a sans aucun doute joué un rôle important dans l'esprit des électeurs qui ont donné au PS, le 17 mars, des voix qu'ils lui avaient refusées le 10 mars.

PATRICK JARREAU.

JEAN LACOUTURE
AUX
EDITIONS COMPLEXE

1962-1973
ALGERIE LA GUERRE EST FINIE
JEAN LACOUTURE

60 titres au format de poche

L'Histoire telle qu'on l'exige aujourd'hui

EDITIONS COMPLEXE
Distribution PUF

Le Monde
classés et documents

MARS 1985

LA NOUVELLE-CALÉDONIE

Dans ce numéro un second dossier :

L'ÉCONOMIE REAGANIANNE

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX, 5,80 F

des cantonales

Le pouvoir face à ses tentations

(Suite de la première page.)

Mais l'inverse ne s'est guère produit. Le gros méchant loup n'aura gagné, en tout et pour tout, qu'un siège. Et c'est parce que la droite traditionnelle l'a préféré au léniniste que dans un certain nombre de cas le socialiste l'a emporté.

L'attitude de l'électorat confirme ainsi la tendance à surmonter les clivages partisans que mettent en lumière les sondages sur la personnalité des personnalités politiques. Dans le climat d'impitoyable compétition économique auquel sont soumises la France et l'Europe, c'est un signe réconfortant.

Ce début de recadrage est facilité par un système électoral qui s'il coupe le pays en deux, et contraint à des alliances contre nature, tend à marginaliser les extrêmes. La proportionnelle, qui serait au demeurant, pour un scrutin cantonal, totalement absurde, engendrerait une tout autre configuration, au sein de laquelle PC et Front national tendraient à bien plus grande place. L'opposition y laisserait inévitablement des plumes, mais le PS aussi. Cet aspect des choses ne saurait échapper au président de la République qui va devoir maintenant arbitrer le débat depuis longtemps engagé sur la loi électorale à adopter pour les législatives de l'an prochain.

Chaque des solutions envisagées a sa logique, et le choix entre elles relève dans une grande mesure du pari. C'est que les Français se méfient instinctivement, en ce domaine, de ce qui est trop compliqué. Ils y reniflent aisément le parfum de ces magouilles dont ils ont plus en plus horreur. Ils ne voteront pas en masse pour un parti qui leur donnerait le sentiment de ne changer la règle du jeu que pour se maintenir artificiellement en place.

Mieux vaut donc pour le pouvoir opter pour une solution simple et de nature à rallier le plus grand nombre de Français : soit le maintien du système actuel - moins téméraire peut-être, à voir ce qui s'est passé dimanche, qu'on ne serait porté à le croire, soit le système, proposé en son temps par Valéry Giscard d'Estaing, qui limite la proportionnelle aux départements les plus peuplés - ce qui constituerait un geste en direction de l'opposition, ou du moins de l'UDF.

Mais le choix d'une loi électorale n'est pas le seul qui se présente aujourd'hui au chef de l'Etat et au gouvernement. A un an du renouvellement de l'Assemblée nationale, la tentation doit être forte de donner un peu de la rigueur du plan de redressement et de créer, par une politique artificielle de relance, un nombre d'emplois suffisants pour faire que la « majorité » retrouve la majorité. A supposer cependant qu'une telle attitude soit payante sur le plan électoral - ce qui n'est nullement démontré - il faut bien voir le prix qui devrait être ensuite acquitté : souvenons-nous du tête-à-tête que Pierre Mauroy a dû amorcer dès 1982.

Les Français se déchirent sur beaucoup de points : mais il y en a beaucoup d'autres sur lesquels ils s'entendent plus qu'on ne le croit. La gestion des affaires du pays face à la crise internationale et à l'économie sacrée de l'allié américain relève de plus en plus de ce consensus : c'est parce que cette gestion commence à porter ses fruits que s'est produit le léger frémissement que les cantonales, finalement, envisagent. Ce n'est pas le moment de tourner casaque.

ANDRÉ FONTAINE.

La porte étroite

(Suite de la première page.)

Il serait alors le greffier d'un pouvoir revenu sur la rive droite, à l'Hôtel Matignon (en vertu de cet article 20 de la Constitution qui n'a jamais été vraiment appliqué).

Que l'écart, donc, se maintienne à son niveau du 10 mars - qui est fort proche de celui de juin 1983 - et c'en serait fait de l'« expérience » grandeur nature de la gauche au pouvoir. M. Mitterrand rejoindrait Léon Blum et Pierre Mendès France au cimetière des rêves sans lendemain.

Un Parti socialiste à 30 % au moins sans lequel ne pourrait se construire aucune ambition d'exercice du pouvoir, c'est le rêve déjà ancien de M. Mitterrand. Il a tenté de le réaliser sur les décombres du Parti communiste, stratégie qui portait en germe condamnation d'une union de la gauche conclue pour la seule conquête du pouvoir.

Le PCF s'est marginalisé et son secrétaire général y a mis du sien. L'union de la gauche est morte. Quand au parti socialiste, il n'a ni le poids ni la surface espérés : 25 % des suffrages au premier tour des élections cantonales, c'est mieux que prévu, mais c'est loin du compte.

Comment gagner encore cinq points ? En commençant, évidemment, par n'en point repêcher. Le deuxième tour des élections cantonales présente, de ce point de vue, un sérieux danger. L'abandon à l'opposition d'une dizaine de présidences de conseils généraux risquait d'être interprété dans l'opinion comme la confirmation du recul précipité d'une gauche en déroute. La défaite appelant la défaite, c'en était fini, peut-être, du « frémissement » du premier tour.

Il a suffi que la gauche saute à l'arraché quelques départements-symboles - le Nord, le territoire de Belfort - pour estomper les spectres de l'astre et de deux cent quarante-huit cantons perdus. Il a fallu aussi, il est vrai, agiter les sondages qui accordent au PS 28 % des intentions de vote aux législatives pour que l'opposition ne considère pas sa victoire d'aujourd'hui comme un « triomphe » assuré pour demain.

Pour les socialistes, il est capital que l'échec des cantonales n'atteigne pas M. Fabius. Il leur faut valider la stratégie de juillet, celle de l'équipe socialiste homogène : gouverner au centre pour s'adapter à la nouvelle solitude du PS certes, mais aussi pour regagner l'électorat flottant qui avait voté à gauche en 1981. L'opposition a d'ailleurs compris qu'il lui faut garder cet électorat-là (qu'elle a récupéré entre 1982 et 1984) mais elle ne s'est réadaptée que tardivement à cette nécessité. D'où sa soudaine fermeture à l'égard du Front national. Quant à la tactique choisie par le pouvoir, elle consiste à ne rien faire qui puisse heurter qui que ce soit, à s'adosser aux indices économiques, pour peu qu'ils s'améliorent. Il restera à prendre les « débus du socialisme » à témoin que, tous comptes faits, la gauche n'est pas si mal.

En attendant, l'objectif du pouvoir est d'éviter que la droite, forte

des succès qu'elle a remportés depuis quatre ans, ne continue sur sa lancée. Le meilleur moyen : transformer les rivalités internes de l'opposition en division de son électorat. En d'autres termes : exploiter « le diable ». Le Pen et démontrer à une opinion plutôt barbare qu'une alliance Giscard-Chirac est difficilement crédible, étant donné le passé conflictuel des deux hommes.

Rude tâche pour M. Mitterrand, tant il est clair que l'opposition dans la conquête du pouvoir est nécessairement unitaire. C'est pourtant la seule chance de M. Mitterrand. Une porte étroite dont la clef est évidemment l'introduction à un degré ou à un autre du scrutin proportionnel.

Au-delà des questions subalternes d'opportunité, ce sujet (sur lequel tous les dirigeants ont tenu des propos contradictoires) soulève deux interrogations de fond : les institutions, la place de l'extrême droite. L'argumentation selon laquelle les institutions seraient *ipso facto* remises en cause par un changement de mode de scrutin fait peu de cas de ce que le général de Gaulle nommait leur « élasticité ». La véritable question est de savoir si le système majoritaire qui engendre la bipolarisation est encore viable. Certes, les cantonales le montrent, il est toujours opérationnel lorsqu'il s'agit des comportements électoraux. Mais lorsqu'il s'agit du gouvernement, il s'est cassé en 1976, sous le septennat de M. Giscard d'Estaing, et surtout en 1984, sous celui de M. Mitterrand (1). Ne faut-il pas en prendre acte et donner au jeu politique la souplesse qui lui permettra d'accompagner les évolutions idéologiques d'une partie de la droite et d'une partie de la gauche ?

Reste la place de l'extrême droite. Les socialistes voulaient éliminer que la droite a besoin de l'extrême droite : la preuve en est administrée dans tous les cantons - ils sont les plus nombreux - où les reports ont été corrects. Mais, d'une part, on ne peut indéfiniment faire campagne sur le thème « Attention, danger ! » et permettre à ce danger de s'affirmer. Et, d'autre part, la droite parlementaire n'a pas besoin, dans l'état actuel du rapport des forces, du Front national pour obtenir une majorité en sièges à l'Assemblée, quel que soit le mode de scrutin (sauf dans l'hypothèse d'une proportionnelle nationale intégrale).

Subsiste enfin une incognite : les intérêts du président et ceux du PS sont-ils parfaitement conciliants ? Il paraît aller de soi que le président, souhait s'aider de la proportionnelle pour diviser la droite. Mais ce mode de scrutin peut conduire aussi à un éparpillement de la gauche, nuisible au PS lui-même. C'en serait fait alors de ce bel outil de conquête et d'exercice du pouvoir que les sondages créditent de 28 % des intentions de vote.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

(1) Juillet 1984 : départ du PC, nomination de M. Fabius qui affirme un mot d'ordre aux contours aussi peu dogmatiques que possible : « Moderniser la France, rassembler les Français ».

Trois sondages confirment la meilleure santé de la gauche

Trois enquêtes d'opinion éclairent les résultats des élections cantonales et méritent qu'on s'y arrête. Les deux premiers ont été faites par BVA et par l'IFOP à la sortie des urnes (sondages isolés) le 10 mars, c'est-à-dire au premier tour des cantonales. Ils portent sur des intentions de vote législatives (lire ci-dessous) et conduisent aux mêmes conclusions, celles-là mêmes que nous avions tirées du premier tour des cantonales, à savoir : resserrement de l'écart droite-gauche, grâce notamment à une meilleure tenue du PS ; confirmation que la droite « parlementaire », n'est pas majoritaire à elle seule, et ne peut l'être qu'avec l'appui du Front national.

L'étude de la SOFRES a été en revanche réalisée entre les deux tours (du mardi 12 au jeudi 14 mars) auprès de 1230 électeurs de cent cantons-tests. Elle porte sur la façon dont l'opinion a perçu les résultats du 10 mars, et leurs intentions de reports au second tour. Cette enquête fait ressortir les éléments suivants :

1) Un scrutin politique : ce caractère apparaît au fait que 52 % des personnes interrogées jugent que les résultats du premier tour des cantonales « expriment bien l'état d'esprit actuel » de l'opinion, tandis que 30 % estiment qu'il ne s'agit pas, pour celle-ci, d'un vote de défoulement ; de même, 52 % des personnes interrogées qualifient de « politique » ce scrutin, 39 % préfèrent y voir une consultation « locale ». Parmi les thèmes qui ont déterminé le comportement des électeurs, les personnes interrogées citent dans l'ordre : le chômage (40 %) ; les problèmes du canton (28 %) ; la hausse des prix (22 %) ;

les problèmes du département (14 %).

2) Un scrutin qui engage peu le gouvernement : ici, la comparaison avec les réponses aux mêmes questions formulées à l'occasion du scrutin européen est significative. 14 % affirment avoir exprimé leur soutien au gouvernement ; 27 % leur mécontentement ; 44 % affirment n'avoir pas tenu compte, en votant, de leur point de vue à l'égard du gouvernement. En juin 1984, les résultats étaient respectivement les suivants : 21 % de soutien, 41 % de mécontentement, et 27 % ne tenant pas compte de leur sentiment à l'égard du gouvernement. M. Fabius n'est donc pas atteint par ce scrutin, alors que M. Mauroy l'était fortement par les élections européennes.

3) Un vote d'opposition relativement homogène : la catégorie des « divers droite », que le RPR et l'UDF avaient annexée au soir du premier tour, mais dans laquelle M. Le Pen pouvait puiser, se répartit comme suit : 14 % de ses électeurs se déclarent de la gauche, 29 % de l'écologie, 35 % de l'UDF, 31 % du RPR, 1 % de l'extrême droite et 17 % ne se situent eux-mêmes dans aucune catégorie. 87 % de ces électeurs des « divers droite » affirment qu'ils reporteraient leurs suffrages sur le candidat de l'opposition « parlementaire » le mieux placé.

4) Des éléments positifs pour la gauche : elle regagne un peu de terrain dans les catégories sociales qui lui sont traditionnellement hostiles (elle passe à 27 % chez les agriculteurs et gagne 5 points par rapport aux européennes : elle obtient 34 % chez les petits commerçants, soit un gain de 12 points par rapport

à juin 1984) ; la gauche progresse également chez ceux des électeurs qui se classent au centre (elle passe de 22 à 28 %, toujours par rapport au scrutin européen), et chez ceux que l'on classe dans le « marais » (de 32 à 42 %). La gauche reste en outre majoritaire chez les vingt-cinq-trente-quatre ans (51 %), les ouvriers (54 %) et les salariés (50 %). En revanche, la gauche reste minoritaire chez les jeunes (dix-huit-vingt-quatre ans) avec 43 % et chez les cadres moyens (45 %), deux catégories qui avaient fait la prospérité électorale du PS en 1981.

5) L'effet Le Pen : la fermeté des états-majors du RPR et de l'UDF, refusant l'accord avec le Front national, est largement approuvée, par 53 % des électeurs du RPR (contre 22 % qui leur donnent tort), par 58 % des électeurs UDF (contre 21 %). Parmi les électeurs de M. Le Pen, 50 % se déclarent de l'extrême droite, 21 % de la droite classique, 12 % du centre, 15 % de la gauche ou de l'extrême gauche. Ces électeurs-là sont fortement mobilisés par deux thèmes principaux : l'insécurité (cités par 47 % des électeurs de M. Le Pen) et les immigrés (cités par 35 % de ces électeurs).

6) La bipolarisation imparfaite : en cas de duels entre le PS et l'opposition « parlementaire », les électeurs communistes affirment vouloir se reporter à 71 % sur le PS, à 7 % sur l'opposition, et à 22 % sur l'abstention ; les électeurs de M. Le Pen étaient 73 % à vouloir se reporter sur la droite classique, 13 % sur le PS et 14 % étaient favorables à l'abstention.

7) Une certaine indécision : si 66 % des personnes interrogées affirment ne pas vouloir changer d'avis

avant les élections législatives de 1986, 11 % pensent au contraire qu'ils peuvent changer d'avis, et 23 % ne le savent pas (parmi cette dernière catégorie, on ne compte pas moins de 18 % de personnes qui se déclarent de l'opposition). A la question de savoir ce qui pourrait les faire changer d'avis, 61 % répondent : l'évolution du chômage ; 44 % l'évolution du pouvoir d'achat ; 27 % l'insécurité et l'immigration ; 22 % le sort des acquis sociaux.

J.-M. C.

Selon le sondage de l'Institut Bull-BVA, diffusé sur Antenne 2, les résultats d'élections législatives qui auraient eu lieu le 10 mars auraient donné les chiffres suivants, selon les réponses fournies par les électeurs du premier tour des cantonales :

	%
Extrême gauche	1,6
PCF	10,8
PS-MRG	28
Divers gauche	1,5
Ecologistes	1,9
UDF	17,6
RPR	25,5
Divers droite	4,9
Front national	7,2

Selon le sondage de l'IFOP publié par RTL, les résultats auraient été les suivants en cas d'élections législatives :

	%
Extrême gauche	2
PCF	11
PS	28
MRG	2
Ecologistes	5
UDF	19
RPR	24
Front national	9

SIMULATION IFOP - RTL - LE POINT en nombre de sièges en cas de scrutin législatif

	Scrutin majoritaire à deux tours	Proportionnelle intégrale	Proportionnelle départementale système IV République	Système Giscard-Sonif 540000 habitants
Parti communiste	13	52	31	27
Divers gauche	-	18	-	-
Parti socialiste	128	134	158	159
Ecologistes	-	-	23	-
UDF / RPR	333	285	264	269
Front national	-	18	42	18

CAPITAL...

CHANGES | COURS FIXE | ACHAT | VENTE

ETATS UNIS 6,8356 / 6,8295 / 6,8405
ALL 2,49
BEL 2,49
PAYS 2,49

J.-M. Albertini / A. Silem
Comprendre les théories économiques 2. Petit guide des grands courants

J.-J. Curiel / R. Dubois / E. Maillet
Abrégé de la croissance française

Michel Beaud
Histoire du capitalisme de 1500 à nos jours

COLLECTION DE POCHE POINTS ECONOMIE SEUIL

Offert par votre libraire pour l'achat de 3 Points :
"Le château des destins croisés" d'Italo Calvino (Edition hors commerce)

Les résultats dans les départements

SELON LE MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

LE BILAN EN SIÈGES DES DEUX TOURS

FORMATIONS	SORTANTS	ÉLUS	BALANCE
Extrême gauche	2	1	- 1
PCF	229	149	- 80
PS	579	424	- 155
MRC	70	57	- 13
Divers gauche	55	59	+ 4
Écologistes	0	2	+ 2
RPR	245	408	+ 155
UDF	423	525	+ 102
Divers opposition	301	425	+ 124
Extrême droite	1	2	+ 1
TOTAL	1 985	2 044	+ 139

LE BILAN CHIFFRÉ DU SECOND TOUR

(métropole et outre-mer)		
INSCRITS	12 345 582	
VOTANTS	8 190 772	
ABSTENTIONS	4 174 730 (33,76 %)	
EXPRIMÉS	7 803 909	

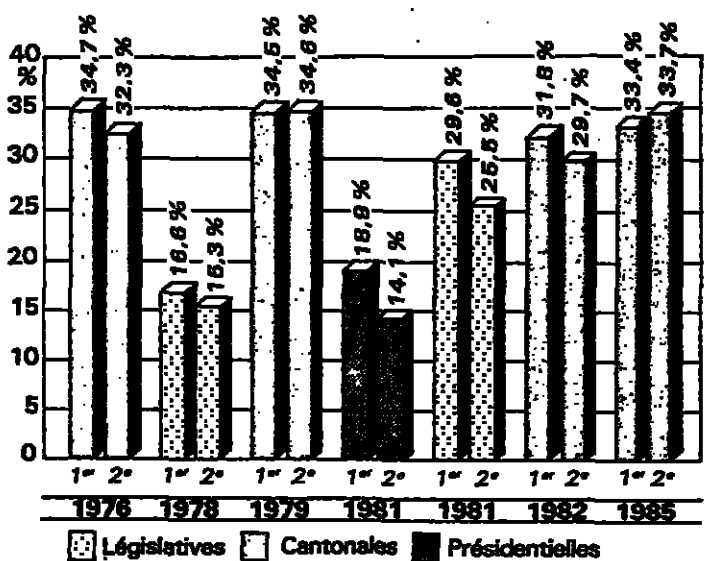
Formations	Nombre de Voix	% par rapport aux suffrages exprimés
Extrême gauche	5020	0,06
PC	382 735	11,31
PS	2 436 351	31,21
MRC	139 979	1,79
Divers gauche	139 266	1,78
Écologistes	2 805	0,03
RPR	1 650 834	21,15
UDF	1 387 129	17,77
Divers opposition	1 017 846	13,04
Extrême droite	142 144	1,82

LE SECOND TOUR EN MÉTROPOLE SELON NOS STATISTIQUES

INSCRITS	12 193 255
VOTANTS	8 102 213
ABSTENTIONS	4 091 042 (33,55 %)
EXPRIMÉS	7 712 641

Formations	Nombre de Voix	Pourcentage
Extrême gauche	1 227	0,01
PC	877 715	11,38
PS	2 456 815	31,85
MRC	148 765	1,92
Divers gauche	85 337	1,10
UDF	1 519 311	19,69
RPR	1 633 169	21,17
Divers opposition	832 642	10,79
FN	141 973	1,84
Divers	15 697	0,20

LES ABSTENTIONS DEPUIS 1976



Voyage d'étude au Japon

Une occasion de connaître le Japon tel qu'il est

CONCOURS

Le ministère des affaires étrangères du Japon annonce l'organisation de son septième concours destiné aux jeunes des pays de la Communauté européenne et leur offre, de nouveau, cette année, l'occasion de participer à un voyage d'étude au Japon.

Cinquante-cinq jeunes âgés de dix-huit à trente-quatre ans qui ne sont jamais allés au Japon seront sélectionnés parmi les participants au concours ayant réalisé, avant le 15 avril, un mémoire sous forme d'essai de deux mille à trois mille mots ayant pour titre *Mon opinion sur le Japon*. Ils devront ensuite avoir un entretien en anglais.

Les lauréats seront invités à effectuer un voyage d'étude qui durera deux semaines dans la période comprise entre la fin du mois d'août et le début du mois d'octobre 1985.

Pour tous renseignements concernant les modalités du concours et le programme de voyage, écrire avec enveloppe timbrée pour la réponse (aucun renseignement ne sera donné par téléphone) à :

AMBASSADE DU JAPON
Centre culturel et d'information
7, avenue Hoche
75008 Paris

CONSULAT GÉNÉRAL DU JAPON
352, avenue du Prado
13008 Marseille

Le sort des parlementaires ...

Députés réélus au premier tour :

MM. Charles Millon (UDF, Ain) ; Daniel Chevalier (PS, Haute-Alpes) ; Jacques Médéric (RPR, Alpes-Maritimes) ; Régis Perbet (RPR, Ardèche) ; Régis Barailla (PS, Aude) ; Jacques Godfrain (RPR, Aveyron) ; Jean Rigal (app. PS, Aveyron) ; Louis Philibert (PS, Bouches-du-Rhône) ; François d'Harcourt (app. UDF, Cantal) ; Jean-Guy Branger (non inscr., Charente-Maritime) ; Jean de Liptowski (RPR, Charente-Maritime) ; Jean-Paul de Rocca-Serra (RPR, Corse-du-Sud) ; Gilbert Mathieu (app. UDF, Côte-d'Or) ; Roland Vaillanne (RPR, Doubs) ; Maurice Doussot (UDF, Eure-et-Loir) ; Jean Royer (non inscr., Indre-et-Loire) ; Roger Duroure (PS, Landes) ; Roger Corréz (RPR, Lot-et-Garonne) ; Jean Proriot (UDF, Haute-Loire) ; Joseph-Henri Mauryouan de Gasset (UDF, Lot-et-Garonne) ; Adrien Durand (UDF, Lozère) ; Maurice Ligt (app. UDF, Maine-et-Loire) ; Bruno Bourg-Broc (RPR, Marne) ; Charles Fèvre (UDF, Haute-Marne) ; François d'Aubert (UDF, Mayenne) ; Roger Lestas (UDF, Mayenne) ; Henri de Gastines (RPR, Meuse) ; Jean Bernard Cavallé (RPR, Morbihan) ; Aimé Kerguen (UDF, Morbihan) ; Raymond Marcellin (UDF, Morbihan) ; Charles Pacon (RPR, Nord) ; Francis Geng (UDF, Orne) ; Jean-Claude Bois (PS, Puy-de-Calais) ; Valéry Giscard d'Estaing (UDF, Puy-de-Calais) ; Michel Inchausti (RPR, Pyrénées-Atlantiques) ; André Durr (RPR, Bas-Rhin) ; François Grunsmeyer (RPR, Bas-Rhin) ; Adrien Zeller (app. UDF, Bas-Rhin) ; Charles Haby (RPR, Haut-Rhin) ; Pierre Gascher (non inscr., Sarthe) ; François Fillon (RPR, Sarthe) ; Michel Barnier (RPR, Savoie) ; Jean-Benoît (UDF, Haute-Savoie) ; Michel Péricard (UDF, Yvelines) ; François Létard (UDF, Var) ; Pierre Métais (PS, Vendée) ; Roland Nungesser (RPR, Val-de-Marne) ; Marcel Edras (app. UDF, Guadeloupe).

Député élu au premier tour :

M. Jean Briane (UDF, Aveyron).

Députés battus au premier tour :

MM. Bernard Villetta (PS, Charente) ; Jacques Roger-Machart (PS, Haute-Garonne).

Député non sortant non élu au premier tour :

M. Michel Sapin (PS, Indre).

Députés non sortants réélus après le premier tour :

MM. Michel Carleto (PS, Aube) ; Jean-Jacques Benoit (PS, Loire) ; Umberto Battisti (PS, Nord) ; Jean Beaufils (PS, Seine-Maritime).

Députés réélus au second tour :

MM. Noël Ravassard (PS, Ain) ; Jean-Pierre Balligand (PS, Aisne) ; Marina Masse (PS, Bouches-du-Rhône) ; Jean-Claude Cassing (PS, Corrèze) ; Nicolas Alfonsi (app. PS, Corse-du-Sud) ; Jean-Paul Auzi (app. PS, Haute-Corse) ; Charles Josselin (PS, Charente-du-Nord) ; Michel Sanchod (PS, Dordogne) ; Freddy Deschamps (PS, Eure) ; Alain Journet (PS, Gard) ; Gérard Bap (PS, Haute-Garonne) ; Pierre Ortel (PS, Haute-Garonne) ; Jean Laborde (PS, Gers) ; Raoul Bayon (PS, Hérault).

Députés candidats non élus au second tour :

M. Robert de Caumont (PS, Haute-Alpes) ; M. Colette Chagot (app. PS, Charente-Maritime) ; MM. Luc Tineau (PS, Eure) ; Bernard Poignant (PS, Finistère) ; Kébert Haye (PS, Gironde) ; Gérard Gouzes (PS, Lot-et-Garonne) ; Job Durapt (PS, Meurthe-et-Moselle) ; Yvon Tondou (PS, Meurthe-et-Moselle) ; Paul Blach (PS, Moselle) ; Robert Malgras (PS, Moselle) ; Nicolas Schiffrer (PS, Moselle) ; Guy Vadeplé (PS, Oise) ; Roland Bernard (PS, Rhône) ; Michel Bérégovoy (PS, Seine-Maritime) ; Pierre Bourguignon (PS, Seine-Maritime) ; Jean Le Gars (PS, Yvelines) ; Bernard Schreiner (PS, Yvelines).

Sénateurs réélus au premier tour :

MM. Jacques Pelletier (Gauche dém., Aisne) ; Jean Cluzel (Un. cent., Allier) ; Bernard Laurent (Un. cent., Aube) ; Louis Lazuech (RI, Aveyron) ; Jacques Descours-Descarès (RI, Calvados) ; Jean-Marie Girault (RI, Calvados) ; Michel Allouche (RPR, Charente) ; Pierre Lacour (Un. cent., Charente) ; Henri Belcour (RPR, Corrèze) ; François Giacobbi (Gauche dém., Haute-Corse) ; Bernard Barbier (RI, Côte-d'Or) ; Michel Moreigne (PS, Creuse) ; André Rouvière (PS, Gard) ; Gilbert Beaumet (non inscr., Gard) ; Jean Peyrassat (PS, Haute-Garonne) ; Raymond Bran (app. RPR, Gironde) ; Philippe Madrelle (PS, Gironde) ; André Georges Voisin (app. RPR, Indre-et-Loire) ; Jean Faure (Un. cent., Isère) ; Pierre Branzus (Un. cent., Jura) ; Charles Beaupetit (Gauche dém., Loiret) ; Luc Dejoie (ratt. adm. RPR, Loire-Atlantique) ; Charles Jolibois (ratt. adm. RI, Maine-et-Loire) ; Jacques Machet (Un. cent., Marne) ; Albert Veitex (Un. cent., Marne) ; Georges Berchet (Gauche dém., Haute-Marne) ; Jacques Delong (RPR, Haute-Marne) ; René Ballyer (Un. cent., Mayenne) ; Henri Le Breton (ratt. adm. Un. cent., Morbihan) ; Claude Prouvovoyeur (ratt. adm. RPR, Nord) ; Hubert d'Andigné (RPR, Orne) ; Guy Malé (Un. cent., Pyrénées-Orientales) ; Daniel Hoefel (Un. cent., Bas-Rhin) ; Pierre Louvet (RI, Haute-Saône) ; Jacques Chamant (RPR, Sarthe) ; Roland du Lart (RI, Sarthe) ; Jean-Pierre Blanc (Un. cent., Savoie) ; Roger Rinchet (PS, Savoie) ; Charles Ferrant (Un. cent., Seine-Maritime) ; Jacques Larché (RI, Seine-et-Marne) ; Louis Brives (Gauche dém., Tarn) ; Maurice Janetti (PS, Var) ; René Monory (Un. cent., Vienne) ; Jean Chantant (RPR, Yonne) ; Jean-Pierre Fourcade (RI, Hauts-de-Seine) ; Pierre Salié (Un. cent., Val-d'Oise) ; Paul Bénard (app. RPR, La Réunion) ; Louis Virapoulle (Un. cent., La Réunion).

Sénateurs non sortant non élu au premier tour :

M. Charles Lederman (PC, Val-de-Marne).

Sénateurs réélus au second tour :

MM. Jacques Braconnier (RPR, Aisne) ; Jacques Raynaud (Gauche dém., Alpes-Maritimes) ; Joy Moynet (Gauche dém., Charente-Maritime) ; Michel Manet (PS, Dordogne) ; Gérard Gaud (PS, Drôme) ; Raymond Poirier (Un. cent., Eure-et-Loir) ; Georges Lombard (Un. cent., Finistère) ; Jules Falet (PS, Hérault) ; Marcel Vidal (PS, Hérault) ; Louis de La Forest (RI, Ile-et-Vilaine) ; Philippe Labeyrie (PS, Landes) ; Lucien Neuwirth (RPR, Loire) ; Marcel Costes (PS, Lot) ; Claude Huriet (ratt. adm. Un. cent., Meurthe-et-Moselle) ; Noël Barrier (PS, Nièvre) ; Robert Guillaume (PS, Nièvre) ; Roland Grimaldi (PS, Nord) ; Michel Darras (PS, Pas-de-Calais) ; François Abadie (Gauche dém., Hautes-Pyrénées) ; Hubert Peyou

des présidents de conseil général ...

Cinquante-quatre présidents de conseil général étaient élus de cantons soumis à élection les 10 et 17 mars. Trente-deux ont été réélus dès le premier tour et quinze au second. Trois ont été battus - quatre ne sollicitaient pas le renouvellement de leur mandat.

REELUS au premier tour :

MM. Jacques Boyon, RPR (Ain) ; André Godart, CNIP (Aisne) ; Marcel Leobros, UDF (Hautes-Alpes) ; Jacques Médéric, RPR (Alpes-Maritimes) ; Bernard Laurent, UDF-CDS (Aube) ; Robert Capdeville, PS (Aude) ; Louis Philibert, PS (Bouches-du-Rhône) ; Pierre Raynal, RPR (Cantal) ; Pierre-Rémi Housin, RPR (Charente) ; François Giacobbi, MRC (Côte-d'Or) ; Robert Pougade, RPR (Côte-d'Or) ; Michel Morégné, PS (Creuse) ; Georges Grullot, RPR (Doubs) ; Gilbert Baumet, ex-PS (Gard) ; Philippe Madrelle, PS (Gironde) ; André-Georges Voisin, app. RPR (Indre-et-Loire) ; Pierre Branzus, UDF-CDS (Jura) ; Albert Vecten, UDF-CDS (Marne) ; Pierre Niederberger, UDF-PR (Haute-Marne) ; René Ballyer, UDF-CDS (Mayenne) ; Raymond Marcellin, UDF-PR (Morbihan) ; Julien Schwartz, RPR (Moselle) ; Hubert d'Andigné, RPR (Orne) ; Guy Malé, div. opp. (Pyrénées-Orientales) ; Daniel Hoefel, UDF (Bas-Rhin) ; Michel Barnier, RPR (Savoie) ; René Monory, UDF-CDS (Vienne) ; Jean Chamant, RPR (Yonne) ; Paul-Louis Tenaillon, UDF-CDS (Yvelines) ; Paul Graziani, RPR (Hautes-de-Seine) ; Pierre Salié, UDF-CDS (Val-d'Oise) ; Younoussou Bamana, MPM (Mayotte).

Réélus au second tour :

MM. Henri Coque, UDF-CDS (Allier) ; Jean-François Deniau, UDF-PR (Cher) ; Jean-Dominique Césari, MRC (Corse-du-Sud) ; Charles Josselin, PS (Côte-du-Nord) ; Bernard Bioulac, PS (Dordogne) ; Gérard Soumède, PS (Hérault) ; Lucien Neuwirth, div. opp. (Meurthe-et-Moselle) ; Noël Barrier, PS (Nièvre) ; Hubert Barrier, MRC (Hautes-Pyrénées) ; Charles Pledoux, UDF-RAD (Saône-et-Loire) ; Jacques Durand, PS (Tarn) ;

Sénateurs réélus au second tour :

MM. Stéphane Bondnel (Gauche dém., Charente-Maritime) ; René Regnaud (PS, Côte-du-Nord) ; Maurice Pic (PS, Drôme) ; Alphonse Arzel (Un. cent., Finistère) ; Marcel Fortier (RPR, Indre-et-Loire) ; Jean-Pierre Masseret (PS, Moselle) ; Camille Vallin (PC, Rhône).

Sénateurs ne se représentant pas :

MM. Jean-Paul Degraignes (PS, Allier) ; Firmin Bédoussac (PS, Cantal) ; Jean-Louis Gossard (RPR, Finistère) ; Louis Maisonnat (PC, Isère) ; Edmond Massaud (PS, Lot) ; Christian Laurisergues (PS, Lot-et-Garonne) ; Charles Metzinger (PS, Moselle) ; Albert Denvers (PS, Nord) ; Paul Durafour (app. PS, Saône-et-Loire) ; Lucien Conqueberg (PS, Territoire-de-Belfort).

Ne se représentant pas :

MM. Hélios Castor, PS (Alpes-de-Haute-Provence) ; André Saint-Paul, PS (Ariège) ; Albert Denvers, PS (Nord) ; Emmanuel Bellony, RPR (Guyane).

ET DES MEMBRES DU GOUVERNEMENT

Tous élus ou réélus

Le premier tour n'avait vu la réélection que d'un seul membre du gouvernement, M. Joseph Franchesch, secrétaire d'Etat chargé des retraites et des personnes âgées, dans le Val-de-Marne. Le second tour s'est soldé par le succès des neuf autres membres du gouvernement qui étaient en lice.

Cinq sont réélus : M. Edith Cresson, ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur, dans la Vienne ; MM. André Labarrière, ministre délégué chargé des relations avec le Parlement, dans les Pyrénées-Atlantiques ; Louis Maudouze, ministre délégué chargé des PTT, dans le Calvados ; Raymond Courrière, secrétaire d'Etat chargé des rapatriés, dans l'Aube ; Guy Lengagne, secrétaire d'Etat chargé de la mer, dans le Pas-de-Calais.

Quatre sont élus : MM. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget, dans la Nièvre ; Jean-Michel Baylet, secrétaire d'Etat auprès du ministre des relations extérieures, dans le Tarn-et-Garonne ; René Souchen, secrétaire d'Etat chargé de l'agriculture et de la forêt, dans le Cantal ; et Roland Carraz, secrétaire d'Etat chargé de l'enseignement technique, dans la Côte-d'Or.

Meyrowitz
OPTICIEN

LES SUR-MESURES EN ÉCAILLE
MEYROWITZ OPTICIEN, L'AUTRE FAÇON DE VOIR
5 RUE DE CASTIGLIONE 75001 PARIS TEL. 261.40.67

LES ÉLECTIONS

Le PC
L'opposition

NOUVELLES CANTES CAI

FOI ET JI

DDB DESO

DES ÉLECTIONS CANTONALES

EN ILE-DE-FRANCE

- Le PC a moins de voix mais plus de sièges que le PS
- L'opposition conforte sa domination

Heureusement pour les socialistes, les prochaines élections régionales auront lieu à la proportionnelle ; cela leur évite d'être en effectifs réduits au futur conseil régional d'Ile-de-France. Depuis 1982, ils le savent, mais aujourd'hui, ils en ont une confirmation flagrante : dans les sept départements qui enserment Paris, le scrutin majoritaire leur est particulièrement défavorable. Avec 21,47 % des suffrages exprimés le 10 mars, ils n'ont eu que 19 élus sur 162 sièges à pourvoir, soit 11,73 %. Et comme la même malaventure leur était arrivée aux élections cantonales de 1982, ils sont dans cette situation paradoxale de n'avoir que 36 conseillers généraux en bande parlementaire alors qu'ils ont 25 députés et 6 sénateurs.

Décidément, le PS n'arrive pas à s'implanter localement, d'ailleurs aucun de ses députés qui tentaient ici d'acquiescer un nouveau siège de conseiller général n'y est parvenu. Signe plus inquiétant - mais que les municipalités avaient déjà laissé entrevoir - les villes nouvelles qui devaient être, pour lui, des points d'appui solides, lui échappent de plus en plus : il échoue à Torcy, à Sargis-le-Temple, à Plaisir, à Saint-Ouen-l'Aumône, chez M. Alain Richard ; il ne s'en va pas à Cergy-Sud et Conflans-Sainte-Honorine, la ville de M. Rocard, que d'extrême justice.

Les responsables socialistes ne peuvent pas pour autant se reprocher d'avoir choisi de mauvais candidats. La campagne électorale a porté ses fruits : le PS a gagné près de trois points sur les européennes de l'an dernier (18,56 % des suffrages exprimés). Au vu des résultats des municipales et des européennes, il était en difficulté dans seize cantons : ce sont ceux-là qu'il a perdus, ou qu'il n'a pas réussi à conquérir malgré ses espoirs, à quelques exceptions près, comme Conflans ou Les Lilas. Ainsi, il a le 17 mars, gagné deux cantons où il était pourtant en situation difficile une semaine plus tôt, et même un presque loupé (Villepinte), sans en perdre un seul de ceux qui devaient lui revenir. Ce qui lui manque, ce sont des fiefs : faire partout aux alentours de 20 % des suffrages exprimés (entre 19,21 % dans les Hauts-de-Seine et 25,43 % en Seine-et-Marne) ne suffit pas dans un scrutin majoritaire. Ainsi, malgré la création de trente nouveaux cantons, le PS se retrouve avec exactement le même nombre de conseillers qu'à la veille des élections.

Des fiefs : ce sont eux qui ont sauvé le PC. S'il semble avoir fait une croix sur les quatre départements de la grande couronne parisienne où il n'a obtenu, le 10 mars, en moyenne, que 13,11 % des suffrages exprimés, il s'accroche au Val-de-Marne (21,80 %) et surtout à la Seine-Saint-Denis (24,68 %),

ce qui lui permet de sauver ses deux présidences (la seconde sans même avoir besoin des voix des conseillers socialistes). Et s'il ne défient plus que trente-six cantons au lieu de quarante-trois en Ile-de-France, ses gains, là où il est fort, lui ont permis de compenser - en partie - ses pertes, et donc d'avoir plus de conseillers que les socialistes avec un total moins de voix. Mais à l'exception de Sarcelles, il n'a obtenu que les sièges qui lui étaient acquis d'avance.

La droite a donc toutes les raisons d'être satisfaite. Il est bien loin le temps où elle était minoritaire en voix et majoritaire en sièges. Aux cantons d'il y a six ans - donc dans les mêmes cantons - elle était devancée par la gauche dans les sept départements de la banlieue parisienne, n'obtenant globalement que 40,79 % des suffrages exprimés. Cette fois, la droite classique obtient 43,53 % et n'est devancée par la gauche qu'en Val-de-Marne et en Seine-Saint-Denis. Résultat : grâce aux mécanismes du scrutin majoritaire, elle est la grande gagnante en sièges (106, soit 65,43 % de ceux qui étaient en jeu).

Le RPR en profite légèrement plus que l'UDF puisqu'il avait quatre sortants de moins que l'UDF et qu'il fait maintenant exactement jeu égal avec elle. Il s'est particulièrement renforcé dans l'Essonne, où il défient la présidence, et en Seine-et-Marne, où le président du conseil général, M. Paul Séramy, sénateur

CDS, devra plus que jamais compter avec les chrétiens qui ont plus de conseillers que l'UDF et les divers droite réunis.

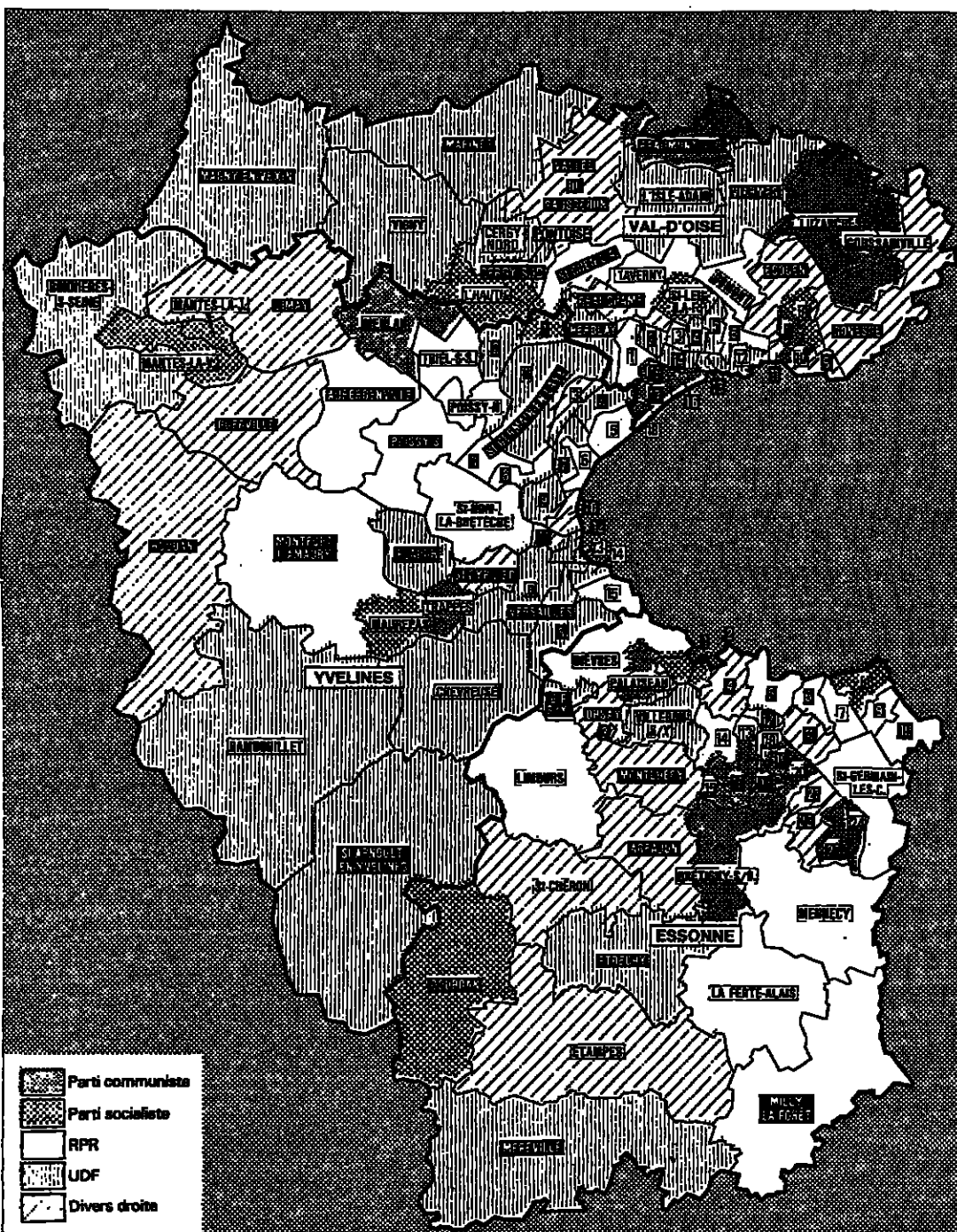
Le RPR pourrait pourtant espérer mieux, puisqu'il avait gagné quasiment primaires, contre trente-quatre pour les giscard-baristes.

Si RPR et UDF peuvent voir venir sans trop d'inquiétude des élections régionales à la proportionnelle, ils savent que, dans un scrutin majoritaire, il leur faudra tenir compte du Front national. Quatre élus de droite l'ont été grâce aux voix de M. Le Pen. Celui-ci, mal ne peut en douter, saura le rappeler... D'autant que chaque canton, où le total des suffrages exprimés au premier tour, ont finalement été remportés par la gauche. Les voix du Front national ne sont pas acquies d'avance. Elles sont solides dans leurs choix puisque, malgré le caractère local de la bataille, elles ne sont passées que de 14,53 % aux européennes à 13,49 % le 10 mars 1985. Or, dans six départements (les Yvelines font exception), la droite en a besoin pour franchir la barre des 50 %. La droite classique qui n'a totalisé au premier tour de ces cantons en Ile-de-France - hors Paris bien entendu - que 43,53 % face aux 38,72 % de la gauche, devra compter avec un voisin remuant.

THIERRY BREHER.

LES NOUVELLES CARTES CANTONALES DES DÉPARTEMENTS DE LA GRANDE ET DE LA PETITE COURONNE

Les noms des cantons dont les sièges étaient soumis à renouvellement sont indiqués en lettres blanches sur fond noir.

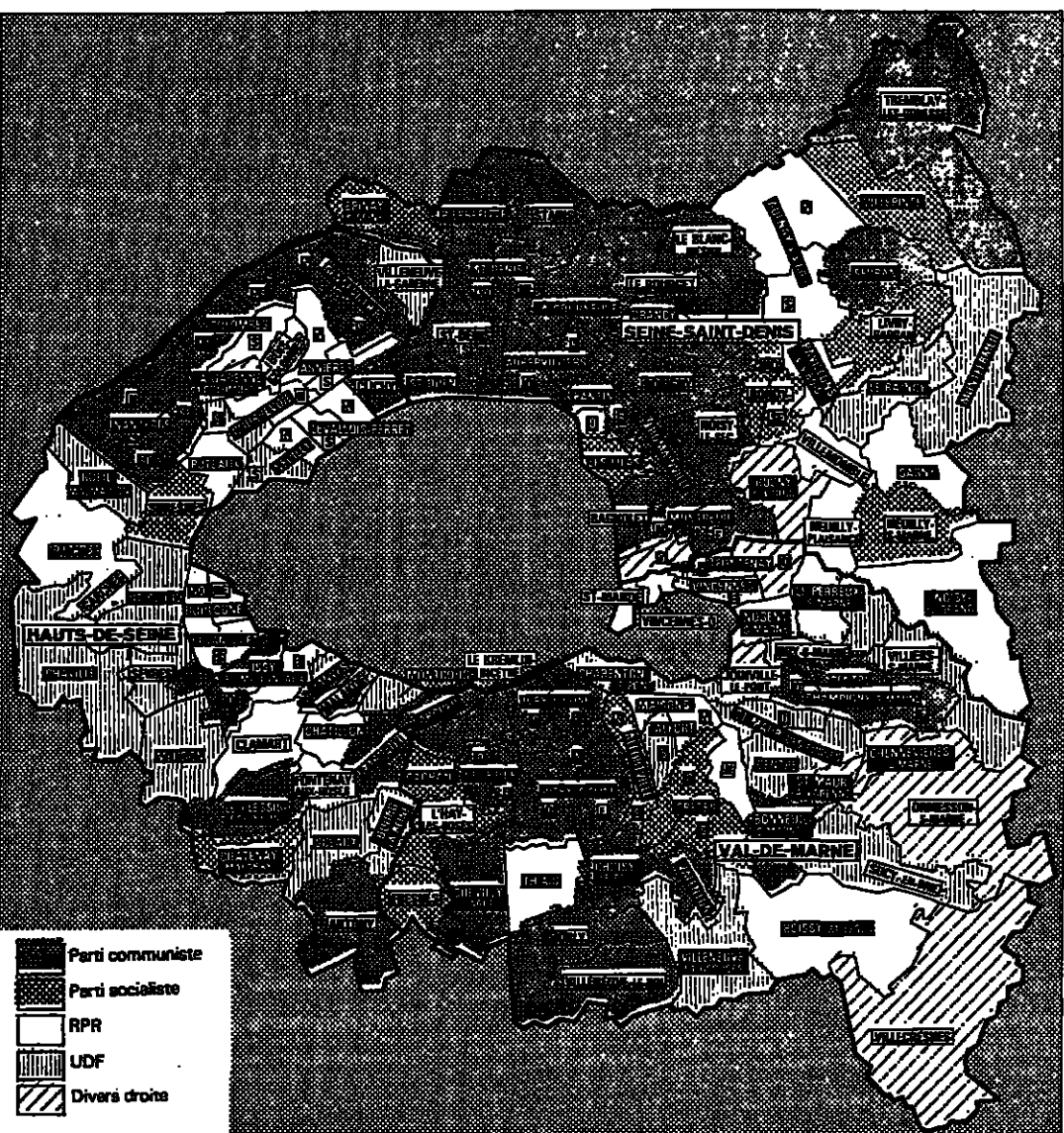


VAL-DE-MARNE. - 1. Cormeilles-en-Parisis ; 2. Franconville ; 3. Ermont ; 4. Eaubouville ; 5. Sotry-sous-Montmorency ; 6. Montmorency ; 7. Sarcelles-Nord-Est ; 8. Villiers-le-Bel ; 9. Garges-lès-Gosses-Est ; 10. Garges-lès-Gosses-Ouest ; 11. Sarcelles-Sud-Ouest ; 12. Englefontaine ; 13. Saint-Gratien ; 14. Samois ; 15. Argenteuil-Nord ; 16. Argenteuil-Est ; 17. Argenteuil-Ouest ; 18. Bezons.

YVELINES. - 1. Conflans-Sainte-Honorine ; 2. Andrézy ; 3. Maisons-Laffitte ; 4. Sartrouville ; 5. Houilles ; 6. Chatou ; 7. Le Vésinet ; 8. Le Pecq ; 9. Marly-le-Roi ; 10. La Celle-Saint-Cloud ; 11. Le Chesnay ; 12. Versailles-Nord-Ouest ;

13. Versailles-Nord ; 14. Viroflay ; 15. Vélizy-Villacoublay.

ESSONNE. - 1. Massy-Ouest ; 2. Massy-Est ; 3. Les Ulis ; 4. Chilly-Mazarin ; 5. Athis-Mores ; 6. Vigneux-sur-Seine ; 7. Montgeron ; 8. Yerres ; 9. Brunoy ; 10. Episy-sur-Sénart ; 11. Draveil ; 12. Juvisy-sur-Orge ; 13. Savigny-sur-Orge ; 14. Longjumeau ; 15. Saint-Michel-sur-Orge ; 16. Sainte-Geneviève-des-Bois ; 17. Morsang-sur-Orge ; 18. Viry-Châtillon ; 19. Grigny ; 20. Ris-Orangis ; 21. Evry-Nord ; 22. Evry-Sud ; 23. Corbeil-Essonnes-Ouest ; 24. Corbeil-Essonnes-Est.



LA SUEDE NE COMPTE QUE HUIT MILLIONS D'HABITANTS, SOIT MOINS DE 0,2% DE LA POPULATION DU GLOBE. ET POURTANT, SUR LE TABLEAU DE LA PRODUCTION MONDIALE, LA PART VOLVO S'ELEVE A 8% DES POIDS LOURDS, 7% DES BUS ET CARS, 1% DES AUTOMOBILES, 26% DES MOTEURS EMBARQUES DE BATEAUX DE PLAISANCE ET 60% DES TOMBEREAUX DE TRAVAUX PUBLICS, SANS OUBLIER UN TRES HAUT POURCENTAGE DE BONNES IDEES.

VOLVO

Dix ans d'histoire de la Compagnie de Jésus et de l'Eglise par l'ancien assistant général du Père Pedro Arrupe : une saisie de la « politique » des Jésuites.



FOI ET JUSTICE

La dimension sociale de l'évangélisation
Jean-Yves CALVEZ

Est-il possible de rester évangélique tout en prenant parti au cœur des combats pour un monde juste : engagements politiques, équilibres économiques, paix internationale, cultures et nationalités.

Collection «CHRISTUS» - 99 F

Chez votre libraire

DBB DESCLÉE DE BROUWER

LE SECOND TOUR DES ÉLECTIONS CANTONALES

Dans la région
parisienne

HAUTS-DE-SEINE (16 + 19)

1^{er} TOUR: 9 ÉLUS
(1 UDF; 3 UDF-CDS; 1 UDF-PR;
3 RPR)

ASNIÈRES-SUR-SEINE-NORD
M. Cornic, c.s., RPR,
7417
M. Buchner, PS, 4065; M. Ro-
linat, FN, 14.

● CHATENAY-MALABRY
M. Vons, c.s., m., PS,
4487
M. Hasbrouck, RPR, 4437.

● CHATILLON-SOUS-
RAGNEUX
M. Schostack, m., RPR,
5326
M. Legros, PS, 803.

● COLOMBES-NORD-EST
M. Fritsch, PC, 4378
M. Goueta, RPR, 3209.

● COLOMBES-NORD-OUEST
M. Sotura, c.s., PC,
3995
M. Le Guillou, RPR, 3115.

COURBEVOIE-SUD
M. Deprez, dép., m., UDF-PR,
5689
M. Proustier, PS, 258.

M. Guérin, c.s., PC, a été éli-
miné.

LA GARENNE-COLOMBES
M. Catrin, m., div. opp.,
3493
M. M. Suchet, c.s., RPR, 2222;
Bégault, PS, 2067.

● GENNEVILLIERS-NORD
M. Branhes, dép., PC,
3801
M. Ecochard, RPR, 2167.

M. Lanterrier, c.s., m., PC,
n.s.r.p. Dix candidats divers ont ob-
tenu zéro voix.

● GENNEVILLIERS-SUD
M. Muzan, PC, 3307
M. Duriez, UDF-PSD, 1519;
Senaud, FN, 1.

ISSY-LES-MOULINEAUX-EST
M. Pin, c.s., RPR, 5526
M. Viera, PS, 3061.

LEVALLOIS-PERRET-NORD
M. de Coster, RPR, 6721
M. Uzan, c.s., PC, 5075.

MEUDON
M. Wolf, c.s., UDF,
8301
M. Saint-Cris, PS, 5855.

● NANTERRE-SUD-EST
M. Le Pors, a. min., PC,
2248
M. Soudmont, c.s., m., PC,
4636
M. Montillot, FAR, 4412.

LE PLESSIS-ROBINSON

M. Gelly, c.s., m., PC,
7935
M. Rafo, RPR, 6863.

● SCEAUX
M. Ringenbach, UDF-CDS,
6137
M. Maria, PS, 2490.

VANVES
M. Aveneau, c.s., UDF-CDS,
5230
M. Deniau, PS, 3407.

La droite renforce ses positions dans les
Hauts-de-Seine en remportant les cantons de
Courbevoie et de Levallois-Nord au parti
communiste. Mais celui-ci conserve de jus-
tices le canton de Nanterre-Sud-Ouest où
M. Montillot, le candidat « bariste » n'a
pas réussi à déborder M. Yves Soudmont,
maire de la ville. Ayant remporté une can-
tonne d'envergure électorale dans un
bureau de vote, M. Montillot demande
l'annulation du scrutin.

Le seul socialiste renouvelable, M. Jean
Vons, à Chateaufort-Malabry, sauve diffi-
cilement son canton avec seulement cinquante
voix d'avance sur son concurrent RPR. Une
petite réserve d'abstentionnisme et une main
tendue en direction des écologistes - 4,9 %
au premier tour - expliquent ce résultat.

À la Garenne-Colombe, le maire M. Car-
bin - UDF, mais non soutenu officiellement
par son parti - bat le sortant RPR en par-
tie, semble-t-il, grâce à un report massif
des voix du Front national sur son nom.

Dans l'ensemble, les reports des voix se
sont beaucoup mieux effectués à gauche,
même des socialistes vers les communistes,
qu'à droite où en général le candidat resté
en lice n'a pu obtenir le total des voix de
droite du premier tour.

NOUVEAU CONSEIL (rés. sort. :
M. Paul Gaudin, RPR) : 13 PC; 2 PS;
3 UDF; 6 UDF-CDS; 3 UDF-PR;
17 RPR; 1 div. opp.

SEINE-SAINT-DENIS (20)

1^{er} TOUR: aucun ÉLU

AUBERVILLIERS-EST
M. Cathalaud, c.s., PC,
5644
M. Boyer, RPR, 3623.

AULNAY-SOUS-BOIS-NORD
M. Gaudron, RPR, 6322
M. Dillaret, c.s., PC, 5905.

M. Valleron, FN, 49.

LA COURNEUVE
M. Tavernier, c.s., PC,
4871
M. Monssat, div. opp., 3027.

DRANCY
M. Renard, c.s., PC,
6023
M. Anton, RPR, 4090.

ÉPINAY-SUR-SEINE
M. Bommelaere, c.s., dép., PS,
7451
M. Copin, RPR, 6273.

GAGNY
M. Teulet, c.s., RPR,
7436
M. Favretto, PC, 5022.

LES LILAS

M. Bartolomé, c.s., dép., PS,
5531
M. Keller, RPR, 5499.

MONTFERMEIL
M. Corlin, c.s., UDF,
5652
M. Ferry, PS, 4157.

MONTREUIL-SOUS-BOIS-
OUEST
M. Robert, CNIP, 4067
M. Pétilaud, c.s., PC, 3703.

NOISY-LE-GRAND
M. Richard, m., RPR,
7434
M. Pajon, PS, 6990.

M. Adam, c.s., PC, s'est retirée.

PANTIN-OUEST
M. Odrot, RPR, 2917
M. Isabet, c.s., m., PC, 2303.

LES PAVILLONS-SOUS-BOIS
M. Courtois, c.s., RPR,
3606
M. Portel, PS, 2526.

PIERREFITTE-SUR-SEINE
M. Boursier, c.s., PC,
4959
M. Doll, RPR, 3871.

LE RAINCY
M. Nège, c.s., m., UDF,
6832
M. Dechamps, PC, 3591.

ROMAINVILLE
M. Clément, PC, 4361
M. Trasi, RPR, 2894.

M. Merino, c.s., PC, n.s.r.p.

ROSNY-SOUS-BOIS
M. Pernes, m., div. opp.,
6771
M. Davies, c.s., PC, 5120.

SAINT-DENIS-NORD-OUEST
M. Mithol, c.s., PC, 3687
M. Lallier, UDF, 2826.

SAINT-OUEN
M. Heinen, c.s., PC,
3312
M. Delarochette, UDF, 3064.

SEVRAN
M. Vergnaud, c.s., PC,
5767
M. Fleury, RPR, 5331.

VILLEPINE
M. Mejak, PS, 3702
M. Lefort, c.s., m., RPR, 3422.

Le Parti communiste conserve la ma-
jorité au conseil général, mais il perd
comme prévu, cinq cantons. Le Parti so-
cialiste réalise mieux. À Episy, le maire et
député, M. Gilbert Boncompagni, vic-
timisé par une importante déperdition des
voix de la droite, conserve son siège, en
partie au moins grâce à un report de voix
écologistes du premier tour. Aux Lilas,
M. Claude Bouteiller, député, doit sa ré-
élection à une forte augmentation des voix
de gauche par rapport au premier tour,
tandis que son adversaire se situe, dans la
même proportion, très en-dehors du total
des suffrages répartis par la droite et par
l'extrême droite (il y a une semaine. Le PS,
après, réussit même à prendre au RPR le
canton de Villepinte, où il avait devancé le
PCF au premier tour et où M. Jean-Claude
Mejak bat M. Roger Lefort, maire de la
ville depuis 1983.

Dans les cinq cantons qu'elle prend au
PCF, la droite s'améliore le résultat
qu'elle avait obtenu, avec l'extrême droite,
au premier tour, qu'il s'agisse de Pantin et de
Romainville. Elle l'emporte à Montreuil (avec
M. Alain Robert, CNIP, ancien dirigeant
d'Ordre nouveau) et à Noisy-le-Grand,
malgré une importante déperdition des
voix de l'opposition parlementaire et du
Front national au premier tour. Plus gé-
néral, dans quatre cantons sur vingt, le
candidat de l'opposition au second tour ne
retrouve pas le total des voix de droite au
premier tour. Il ne progresse fortement
qu'à Sevrans, où il échoue, malgré un report
important des voix de gauche sur le candi-
dat sortant communiste.

NOUVEAU CONSEIL (rés. sort. :
M. Moss, PC) : 21 PC; 7 PS; 2 UDF;
9 RPR; 1 CNIP; 1 div. opp.

VAL-DE-MARNE (9 + 21)

1^{er} TOUR: 12 ÉLUS
(4 PC; 2 PS; 3 UDF-PR; 3 RPR)

● ARCUEIL
M. Trigou, m., PC, 6598
M. Gernu, UDF-CDS, 3356;
M. Mathieu, c.s., PC, n.s.r.p.

● BOISSY-SAINT-LÉGER
M. Bessière, RPR, 4819
M. Grillebard, PS, 4143.

CACHAN
M. Carat, c.s., m., sén., PS,
4669
M. Grillet, UDF-PR, 3474.

● CHAMPIGNY-SUR-MARNE-
CENTRE
M. Ozonias, PC, 4279
M. Mommier, UDF-PR, 3631.

● CHENNEVIERES-
SUR-MARNE
M. Lafaille, m., div. opp.,
3037
M. Pettinati, c.s., PC, 4128.

● CHEVILLY-LARUE
M. Domez, RPR, 2830.

CHOISY-LE-ROI
M. Luc, c.s., sén., PC,
6219
M. Dupuy, RPR, 5550.

● CRÉTIL-OUEST
M. Sève, PS, 3923
M. Attel, UDF, 3478.

● CRÉTIL-SUD
M. Cathala, c.s., m., dép., PS,
4974
M. Guillou, RPR, 3543.

● SAINT-MAUR-DES-FOSSES-
CENTRE
M. Julien, UDF-RAD,
8261
M. Nizemborg, PS, 3236;

M. Vincens, c.s., div. opp., s'est
retiré.

● SAINT-MAUR-LA-VARENNE
M. Lamer, a. préfet, div. opp.,
5190
M. Martin, PS, 1830.

● SAINT-MAUR-DES-FOSSES-
OUEST
M. Bouchet, c.s., UDF-PR,
4266
M. Delanoë, PS, 2740; Bou-
quet, div. opp., 2146.

● THIAIS
M. Dell'Agnola, m., RPR,
4865
M. Cornette, PS, 3087.

● VALENTON
M. Lamy, c.s., PC,
3595
M. Humeau, RPR, 2654.

● VILLEJUIF-EST
M. Lemerasse, PC, 4814
M. Comrieux, UDF, 2685.

M. Coustier, c.s., PC, se présentait
à Villejuif-Ouest.

● VILLEJUIF-OUEST
M. Comrieux, PC, 5151
M. Morillon, RPR, 2693.

● VILLENEUVE-SAINT-
GEORGES
M. Faisse, UDF-PSD,
3559
M. Plancha, PC, 3034.

● VITRY-SUR-SEINE-NORD
M. Hulot, PC, 5171
M. Prudhomme, UDF-CDS,
3288.

« L'événement politique de première
importance » qu'a été le changement
de majorité dans le Val-de-Marne, selon
les termes de M. Michel Girard, président
(RPR) du conseil régional, n'a pas lieu.
La gauche conserve la majorité et le Parti
communiste s'en va.

La discipline de vote a joué pleinement
à gauche, les candidats socialistes (à Crétill-
Ouest) et, plus encore, ceux du PCF.

confirment les résultats de la gauche au
premier tour. Les reports de voix au sein de
la droite et entre l'extrême droite et l'op-
position parlementaire ont été moins bons.
L'opposition recule, par rapport au total
des droits au premier tour, dans dix can-
tons sur dix-huit, notamment à Cachan, à
Choisy-le-Roi, à Saint-Maur-Centre et à
Saint-Maur-La-Varenne (elle n'en est pas
moins largement majoritaire dans ces deux
cantons).

Plusieurs résultats sont contestés par
l'opposition, particulièrement à Champi-
gny, à Valentigney et à Choisy-le-Roi.
NOUVEAU CONSEIL (rés. sort. :
M. Gernu, PC) : 19 PC; 7 PS; 1 UDF;
1 UDF-RAD; 2 UDF-CDS; 1 UDF-
PSD; 4 UDF-PR; 3 RPR; 2 CNIP;
4 div. opp.

Election contestée à Choisy-le-Roi

Chaque scrutin est marqué,
dans le Val-de-Marne, par des
incidents. Cette fois, c'est
Choisy-le-Roi qui a tenu la
vedette. M. Hélène Luc,
conseiller sortant, président du
groupe communiste du Sénat, a
obtenu 52,84 % des voix. Elle
distance M. Patrick Dupuy
(RPR), son unique adversaire,
de 669 voix. Ce résultat,
annoncé tard dans la nuit du 17
au 18 mars, est contesté par
l'opposition. En effet, des bulle-
tins portant une croix de Lor-
raine imprimée auraient été
panachés avec les bulletins de
M. Dupuy, et lors du
décompte, décidé mais, au pré-
sents, cette croix était un
signe distinctif. Les assesseurs
de l'opposition, majoritaire
dans un bureau, ont refusé de
transmettre les résultats de ce
bureau, ce qui n'a pas empêché
la proclamation de l'élection de
M. Luc.

À 1 h 30 environ, M. Louis
Luc (PCF), maire de Choisy-
le-Roi et époux de la candidate,
ainsi que M. Dupuy et les amis
de ce dernier se sont rendus
chez le greffier avec les procé-
verbaux des différents bureaux
de vote et les bulletins déclarés
nuls. Ces documents ont été mis
sous scellés et ils pourraient être
consultés pendant cinq jours.

M. Dupuy, par l'intermé-
diaire de ses avocats, pourra
intenter une action auprès du
tribunal administratif pour
demander que le décompte de
ces bulletins lui soit rapporté. Il
semblerait que le nombre des
bulletins nuls non comptabilisés
lève de leur dépôt en préfecture
soit inférieur à l'écart des voix
séparant M. Luc de
M. Dupuy.

F. G.

ESSONNE (12 + 12)

1^{er} TOUR: 2 ÉLUS
(1 UDF-PR; 1 div. opp.)

ARPAJON
M. Clausier-Demamour, div.
opp., 6676
M. Saint Etienne, c.s., PC, 4787.

ATHIS-MONS
M. L'Helguen, c.s., RPR,
7139
M. Bouvier, PS, 4569.

● BRUNOY
M. Bécaille, RPR, 5351
M. Moignon, PS, 2947.

CHILLY-MAZARIN
M. Bigot, c.s., div. opp.,
6465
M. Fuzès, PC, 4497.

● CORBEIL-ESSONNES-
OUEST
M. Cambrison, a. dép., PC,
3842
M. S. Dassan, FI, 2990.

DOURDAN
M. Tvernier, c.s., dép., m., PS,
3098
M. Echard, RPR, 2788.

ÉPINAY-SOUS-SÉNART

M. Lobry, c.s., RPR,
4700
M. Moulmier, PS, 3442.

ÉTRÉCHY
M. Sergent, c.s., UDF,
4434
M. Lefebvre, PS, 2568.

● ÉVRY-NORD
M. Olivier, RPR, 3499
M. Briantais, PS, 3183.

● ÉVRY-SUD
M. Marcellie, div. opp.,
4450
M. Jeanin, c.s., PS, 3736.

● GRIGNY
M. Rodriguez, PC, 2822
M. Barrou, RPR, 2370.

● JUVISY-SUR-ORGE
M. Petit, UDF-PR, 4197
M. Bussery, m., PC, 4121.

● MASSY-EST
M. Lencanema, c.s., dép., ass.
cur., PS, 3902
M. Charas, RPR, 3483.

● MASSY-OUEST
M. Mélenchon, PS, 2865
M. Quaghebeur, RPR, 2588.

MÉRÉVILLE
M. Allaire, UDF, 3446
M. Lefranc, c.s., PC, 2645.

MILLY-LA-FORET
M. Boussaingault, RPR,
2380
M. Lachenait, sout. CNIP,
1964; Delattre, PS, 1214.

M. de Ganay, c.s., div. opp.,
n.s.r.p.

● MONTLHERY
M. Picard, sout. UDF,
5430
M. Coulaure, PS, 3477.

M. Vuillemin, c.s., div. opp.,
n.s.r.p.

● MORSANG-SUR-ORGE
M. Rodriguez, c.s., m., PC,
4219
M. Delaunay, RPR, 3808.

● ORSAY
M. Lochot, sout. UDF,
5021
M. Laurent, 4569.

M. Bonneville, c.s., PS, n.s.r.p.

SAINT-GENEVIÈVE-
DES-BOIS
M. Mazot, PC, 4850
M. Jean Doghe, c.s., sén., m.,
n.s.r.p.

● LES ULIS
M. Lorkan, m., PS, 3355
M. Marbenda, RPR, 2688.

VICNEUX-SUR-SEINE
M. Rémond, RPR, 4346
M. Besson, PC, 3657.

M. Lakota, c.s., PC, n.s.r.p.

Le RPR de l'Essonne a maintenant
autant de conseillers généraux que la gauche.
Il a ainsi réussi à se renforcer face au reste
de la droite à l'assemblée départementale.
Globalement, la droite a gagné cinq can-
tons jusqu'à la tenue par la gauche, deux
au PS, trois au PC. En plus, elle s'est adju-
gué trois des sept cantons nouvellement
créés.

Dans les deux camps, les reports se sont
en général passés correctement. Toutefois,
quelques électeurs MRG semblent ne pas
avoir pu voter pour un candidat commu-
niste. Rient trois cantons qui l'ont ainsi
utilisés sur mesure pour la PS et qui lui ont
échappé : Evry-Nord, composé d'une partie
d'Evry - commune dirigée par le député
socialiste M. Jacques Grignat - et de
Courcouronnes, dont le maire est le candi-
dat socialiste Guy Briantais; il ne réussit
pas malgré quelques parties dans les re-
ports à droite, alors que lui-même le
score de la gauche du premier tour : Evry-
Sud, où un sortant socialiste n'a pas récu-
péré toutes les voix de gauche alors que
son adversaire faisait le plein à droite; Ju-
visy, où la partie s'est jouée à 76 voix en
faveur de l'UDF, le maire socialiste du
chef-lieu a pourtant dépassé le plein de la
gauche alors qu'il a manqué quelques voix,
sans doute du Front national, à son adver-
saire.

NOUVEAU CONSEIL (rés. sort. :
Jean Simonin, RPR) : 9 PC, 5 PS,
4 UDF; 2 UDF-PR, 14 RPR, 8 div. opp.

Le second tour des élections cantonales, dimanche 17 mars,
visait à pourvoir les sièges, restés en ballottage à l'issue du premier
tour, de 1 231 conseillers généraux : 1 197 en métropole, où tous les
départements étaient concernés à l'exception de Paris (les conseil-
lers généraux, qui sont également les conseillers municipaux de la
capitale, ont été élus en mars 1983 et ne seront soumis à renouvelle-
ment qu'en 1989); 30 dans quatre des cinq départements d'outre-
mer (Géologie, Guyane, Martinique, Réunion) et 4 dans la col-
lectivité territoriale de Mayotte.

Sept cent treize sièges ont été pourvus dès le premier tour :
757 en métropole; 51 dans les départements d'outre-mer et 5 dans
la collectivité territoriale de Mayotte.

En regard du nom de chaque département figure entre paren-
thèses le nombre de cantons appartenant à la série renouvelable et
dont les limites n'ont pas été modifiées. Dans les départements
affectés par le dernier remodelage cantonal, le nombre des nou-
veaux cantons (qu'ils aient été créés ou modifiés) apparaît, à l'inté-
rieur de la parenthèse, entre crochets.

Le nom des cantons créés ou modifiés est précédé du signe «
Le nom des cantons vacants (par suite de décès, de démission ou
d'invalité) et n'appartenant pas à la série renouvelable est pré-
cédé du signe «
Lorsqu'un canton vacant a été affecté par le redi-
coupage, son nom est précédé des signes «
et «
.

En tête de chaque département, figure la répartition politique
des élus du premier tour. Nous indiquons ensuite, pour tous les can-
tons où le premier tour s'est soldé par un ballottage, le nombre des
voix recueillies au second tour par chacun des candidats restés en
lice, en ordre décroissant. Nous précisons, le cas échéant, si le
conseiller sortant présent au premier tour s'est retiré ou s'il a été
éliminé.

Nous publions, après les résultats de chaque département et du
commentaire qui les accompagne, la nouvelle composition politique
du conseil général précédée du nom et de l'étiquette du président
sortant.

ABRÉVIATIONS

- I - TITRES**
a. dép. : ancien député.
a. m. : ancien maire.
a. min. : ancien ministre.
a. prés. c. g. : ancien président du
conseil général.
a. prés. c. rég. : ancien président du
conseil régional.
a. sén. : ancien sénateur.
c. a. : conseiller sortant.
dép. : député.
dép. sen. cur. : député à l'Assem-
blée européenne.
m. : maire.
min. : ministre.
prés. c. g. : président du conseil
général.
prés. c. rég. : président du conseil
régional.
sec. E. : secrétaire d'Etat.
- II - ÉTIQUETTES**
app. : apparenté.
bonap. : bonapartiste.
CDS : Centre des démocrates
sociaux.
CNIP : Centre national des indé-
pendants et paysans.
div. : divers.
div. g. : divers gauche.
div. opp. : divers opposition na-
tionale.
- éc. : écologiste.
ext. d. : extrême droite.
ext. g. : extrême gauche.
FAR : Fédération pour l'avenir et
le renouveau (Fédération de
crista d'opposition).
FN : Front national.
IA : Initiative associative (proche de
l'UDF).
MD : Mouvement des démocrates
(Michel Jobert).
Mou. soc. : Mouvement social.
MRG : Mouvement des radicaux
de gauche.
n.s.r.p. : ne se représente pas.
PC : Parti communiste.
PFN : Parti des forces nouvelles.
PL : Parti libéral (Serge Demanet).
PR : Parti républicain.
PS : Parti socialiste.
PSD : Parti social-démocrate
(Max Lafont).
Rad. : Parti radical.
RPR : Rassemblement pour la
République.
sout. : soutenu.
UDF : Union centriste et républi-
caine (Olivier Stora).
UDS : Union démocratique bre-
tonne.
UDF : Union pour la démocratie
française.
UPC : Union du peuple corse
(autonomistes corses).

En Finlande

DÉCOUVREZ LA LAPONIE
ET LA MAGIE
DU SOLEIL DE MINUIT

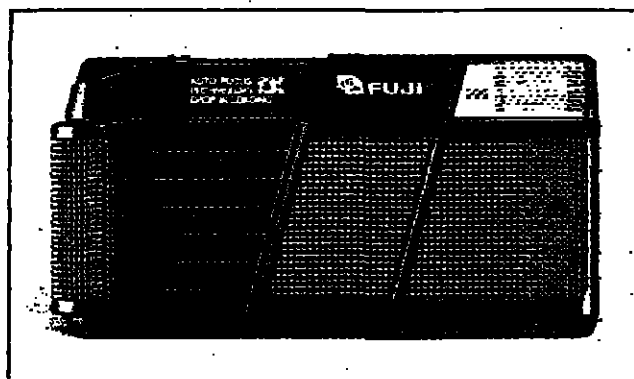
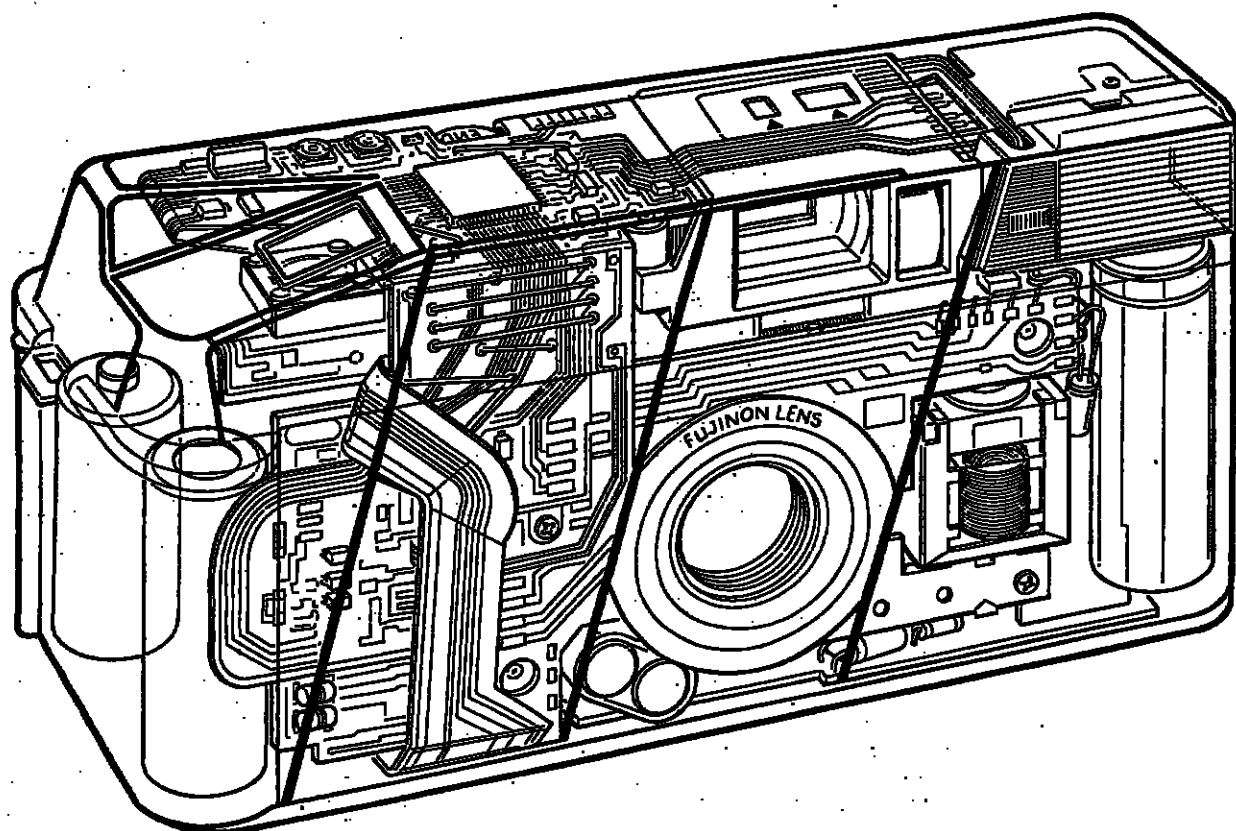
Un jour, en seul jour, qui dure 73 jours.
Voilà la magie du soleil de minuit au pays des Lapons.
Un paysage sauvage peuplé de bouleaux, traversé de
torrents, parsemé de lacs.
Un peuple : les Lapons qui vivent toujours de l'élevage
du renne, de la pêche et de l'artisanat.

Et si la tentation se fait forte de connaître des étendues
sauvages, si vous voulez rencontrer un peuple qui vit à
l'écart du monde, retournez-nous le coupon réponse ci-
dessous.

Vous verrez alors dans nos brochures, les mille et une
manières de vivre pendant l'été, chez l'habitant à la
ferme

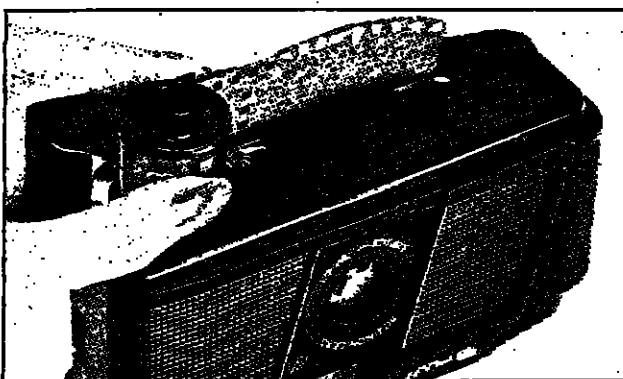
FUJI

lance le 1^{er} robot-photo



Fuji réalise une première mondiale dans la conception technologique des appareils Compact 24x36. Voici le nouveau Fuji DL-200, d'une simplicité d'emploi révolutionnaire. Découvrez le premier robot-photo. Entrez dans les coulisses de l'automatisme intégral.

1. Prébobinage automatique.
Au chargement, le micro-moteur prébobine le film sur toute sa longueur. Après chaque déclenchement, le film est rembobiné automatiquement de la longueur d'une vue, pour protéger totalement vos photos prises, en cas d'ouverture accidentelle de l'appareil. Une exclusivité Fuji.



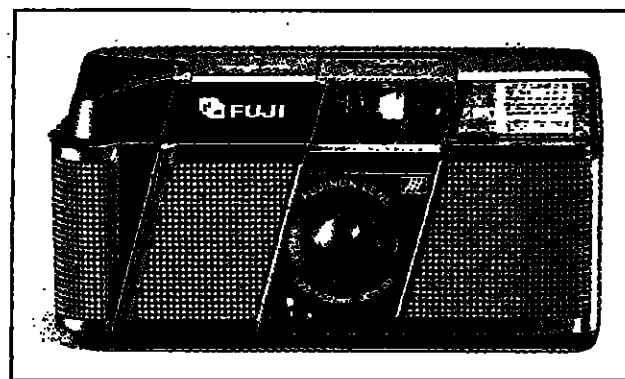
2. Chargement automatique DROP. Autre exclusivité Fuji. Plus de film à accrocher. Glissez la pellicule et fermez l'appareil. Vous êtes prêts instantanément à photographier.

3. Réglage automatique de la sensibilité film.
De 50 à 1600 ISO avec les films code DX. Pour obtenir toujours la bonne exposition.

4. Mise au point automatique.
Des photos parfaitement nettes, même prises dans l'obscurité.

5. Exposition TTL automatique, programmée, par mesure directe en temps réel sur le film.

6. Avance du film automatique.

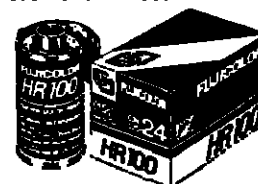


7. Flash automatique incorporé.

8. Retardateur électronique. Pour les autoportraits.

9. Alimentation par piles au lithium longue durée.
Aujourd'hui, pour réussir vos photos, laissez faire le robot. Laissez faire DL-200.

En version ultra-compacte, le Fuji DL-50 vous offre pratiquement la même simplicité d'emploi. Avec ses nouveaux compacts, Fuji déclenche une nouvelle passion: la photo.



FUJI DL-200 . Pour se découvrir une passion...

Demande de documentation à Fuji Film France: 2, avenue Franklin - 78186 St-Quentin-en-Yvelines Cedex

**Dans la région
parisienne**

**SEINE-ET-MARNE
(16 + [5] + 1)**

- 1^{er} TOUR: 3 ÉLUS**
(1 UDF-PR; 2 div. opp.)
- **CHAMPS-SUR-MARNE**
M. Hurtebize, c.s., PC.
3095 **REÉLU**
M. Molle, sout. UDF, 2811.
 - **LE CHATELET-EN-BRIE**
M. Le Guen, div. opp.
3128 **ÉLU**
M. Noël, c.s., PS, 2322.
 - **LA FERTÉ-SOUS-JOUARRE**
M. Bonafey, c.s., RPR.
4162 **REÉLU**
MM. Thiercelin, PS, 2930;
Courtois, FN, 1451.
 - **LAGNY-SUR-MARNE**
M. Avise, m., RPR, 7959 **ÉLU**
MM. Tréquet, PS, 4838; Cor-
nard, FN, 2072.
M. Harot, c.s., PS, n.s.r.p.
 - **LIZY-SUR-ORCQ**
M. Meutey, c.s., div. opp.
3319 **REÉLU**
M. Cestier, PS, 2016.
 - **MEAUX-NORD**
M. Quillet, RPR, 6700 **ÉLU**
M. Le Foll, c.s., d.p., PS, 5603.

La droite renforce ses positions au conseil général. Le rapport de forces, qui était de 23 sièges contre 14 à la gauche, passe à 29 contre 11, malgré la cession de trois cantons dont deux ont été acquis par le PS (Roissy-en-Brie et Noisiel).

Battu à Provins, le PC ne conserve plus que deux sièges, le moitié de son effectif initial. Il a même dû laisser la cession de Vaires-sur-Marne à son adversaire qui se présentait tout seul au second tour.

Le PS a bénéficié, semble-t-il, du bon rapport des voix communales et réalise dans certains cantons des scores supérieurs au total des voix de gauche du premier tour. C'est le cas de Montesson, où M. Alain Druas, premier secrétaire de la fédération du PS, talonne le conseiller général sortant M. Claude Eymard-Duverny (RPR) et à Pontault-Combault, où le maire, M. Jacques Henault (PS), a été très facilement élu.

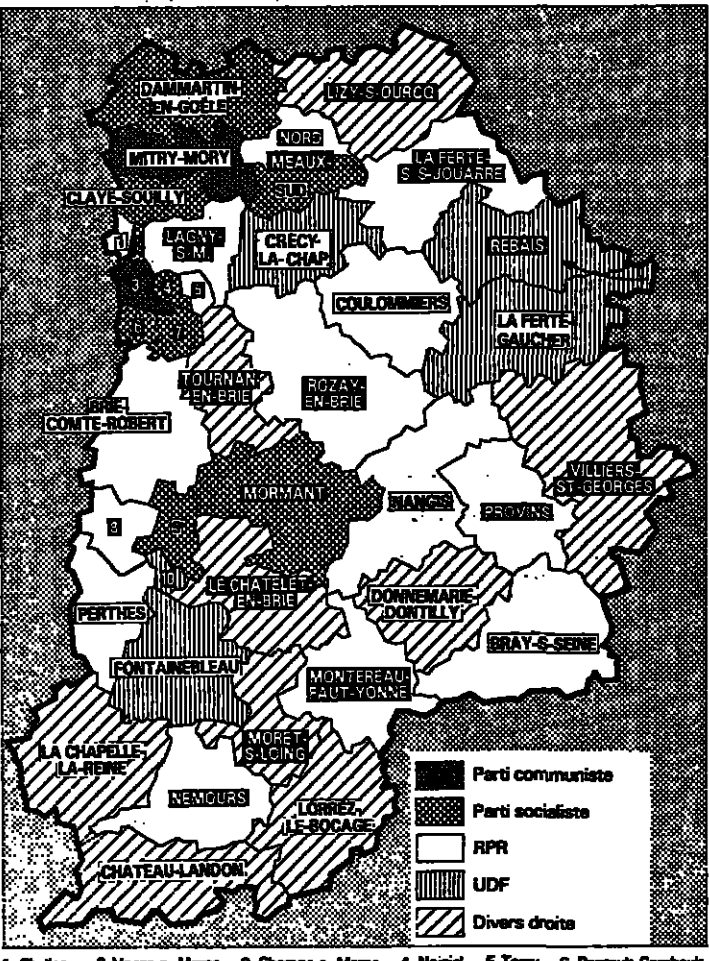
Malgré ce « triomphe », le PS perd le Châtelet-en-Brie et abandonne deux cantons importants : Meaux-Nord, que détenait M. Robert Le Foll député, et Savigny-les-Temples, qui passe au RPR après la démission de M. Jacques Rouyette, ancien haut-commissaire en Nouvelle-Calédonie, nommé récemment préfet des Côtes-du-Nord.

Le sénateur M. Paul Sereny, CDS, retrouvera sans doute son siège de président, mais il se trouve désormais à la tête d'une majorité où le RPR est largement dominant.

NOUVEAU CONSEIL: (prés. sort.: M. Tesson, UDF-CDS; 2 PC; 8 PS; 1 MRG; 3 UDF-PR; 2 UDF-PR; 15 RPR; 9 div. opp.)

**LA NOUVELLE CARTE CANTONALE
DE SEINE-ET-MARNE**

Les noms des cantons dont les sièges étaient soumis à renouvellement sont indiqués en lettres blanches sur fond noir.



- MELUN-SUD**
M. Tabouret, c.s., UDF-CDS.
4682 **REÉLU**
M. Bodin, PS, 1832.
- MONTEAUX-FAUT-YONNE**
M. Eymard-Duverny, c.s., m.
RPR, 6085 **REÉLU**
M. Druas, PS, 5912.
- MORÉ-SUR-LOING**
M. Dagnaud, c.s., div. opp.
6458 **REÉLU**
M. Bruvo, PS, 4382.
- MORMANT**
M. Barette, c.s., MRG.
3815 **REÉLU**
M. Legrand, RPR, 3031.
- NEMOURS**
M. Hochart, RPR, 5468 **ÉLU**
M. Sarteau, PS, 4221.
M. Ruet, c.s., RPR, n.s.r.p.
- **NOISIEL**
M. Vachez, PS, 2286 **ÉLU**
M. Morel, RPR, 1840.
- **PONTAULT-COMBAULT**
M. Henault, c.s., m., PS.
4065 **REÉLU**
M. Rey, RPR, 2516.
- PROVINS**
M. Depret, RPR, 4126 **ÉLU**
M. Valentin, c.s., PC, 3599.
- **ROISSY-EN-BRIE**
M. Reboul, PS, 5416 **ÉLU**
M. Vincenzi, RPR, 4499.
- **ROZAY-EN-BRIE**
M. Picart, c.s., RPR.
4505 **REÉLU**
M. Marciot, PS, 2368.
- **SAVIGNY-LE-TEMPLE**
M. Le Moullie, RPR.
7571 **ÉLU**
M. Mouton, PS, 6924.
M. Jacques Royette, c.s.,
n. prés. c.g., a. haut commissaire en
Nouvelle-Calédonie, PS, a démissionné.
- **TORCY**
M. Barlet, RPR, 2643 **ÉLU**
M. Baret, PS, 2517.
- VAIRES-SUR-MARNE**
M. Chambon, PS, 3945 **ÉLU**
M. Brunel, c.s., PC, s'est retiré.

- YVELINES (18 + [2])**
1^{er} TOUR: 11 ÉLUS
(2 UDF-CDS; 2 UDF-PR; 4 RPR; 3 div. opp.)
- **ANDRÉSY**
M. Cardo, UDF-PR, 4 354 **ÉLU**
M. Magnin, PS, 2 640.
 - **AUBERGIVILLE**
M. Rodi, c.s., RPR.
5 760 **REÉLU**
MM. Pierre, PS, 3 769; Porche-
not, FN, 12.
 - **CONFLANS-SAINTE-
HONORINE**
M. Vador, c.s., PS, 5 789 **REÉLU**
M. Bloedon, RPR, 5 577.
 - **GUERVILLE**
M. Amoureux, c.s., div. opp.
4 100 **REÉLU**
MM. Savina, PS, 1 817; Marti-
net, FN, 11.
 - **LIMAY**
M. Samitier, c.s., div. opp.
7 188 **REÉLU**
M. Schreiner, d.p., PS, 4 250.
 - **PLAISIR**
M. Pasquier, UDF-PR.
6 703 **ÉLU**
M. Ferras, PS, 6 093.
M. Thomas-Floris, c.s., PC, a
été éliminé.
 - **SAINT-ARNOULT-
EN-YVELINES**
M. Dobremelle, UDF-PR.
3 851 **ÉLU**
M. Barth, c.s., PS, 3 244.
 - **SAINT-CYR-L'ÉCOLE**
M. Le Pivain, div. opp.
8 068 **ÉLU**
M. Ferrenbach, PC, 5 064.
M. Gaston, c.s., PC, n.s.r.p.
 - **SARTROUVILLE**
M. Wetzel, UDF-CDS.
8 289 **ÉLU**
M. Hilsam, c.s., PC, 6 495.

L'opposition manque de peu le « grand chèque » dans les Yvelines. Le seul candidat de gauche à avoir été élu est M. Odile Vador à Conflans-Sainte-Honorine, la ville de M. Rocard. Mais il lui a fallu mobiliser des électeurs du premier tour et obtenir un bon rapport des voix communales pour l'emporter de 212 voix alors que le 7 mars le droit avait totalisé plus de 50 % des suffrages exprimés. Les communistes sont les grands vaincus de ces cantons puisqu'ils perdent les trois cantons qu'ils détenaient.

A Plaisir, le bon rapport des voix de gauche n'a pas suffi au candidat socialiste alors même que celui de la droite en perdait par rapport à ce qu'il pouvait espérer, comme d'ailleurs dans la plupart des autres cantons. En revanche les voix socialistes ne sont pas reparties sur la candidate communiste à Saint-Cyr-l'École. A Sartroville, aussi. Alors que la participation a été plus importante que le 7 mars, il n'y avait que 148 voix de gauche à M. Hilsam, réélu en chef de l'Humanité Dimanche.

M. Wetzel (CDS), l'homme qui avait mis en cause l'attitude de Marcel Paul dans un camp de concentration, l'emporte dans une ville communale depuis communistes ont obtenu 49 %. Mais il a bénéficié d'un report partiel des voix, y compris, apparemment de celles du Front national; il est vrai que participant à un meeting de ce mouvement il avait déclaré: « L'essentiel est de battre les communistes au second tour ».

NOUVEAU CONSEIL: (prés. sort.: M. Tesson, UDF-CDS; 2 PC; 4 PS; 1 UDF-PR; 3 UDF-CDS; 8 UDF-PR; 11 RPR; 8 div. opp.)

- VAL-D'OISE (12 + 9)**
1^{er} TOUR: 4 ÉLUS
(1 UDF-CDS; 2 UDF-PR; 1 div. opp.)
- **ARGENTEUIL-NORD**
M. Grout, c.s., PC.
3 962 **REÉLU**
M. Gallois, CNIP, 3 143.
 - **ARGENTEUIL-OUEST**
M. Ouyard, PC, 4 649 **ÉLU**
M. Meunier-Quinaud, UDF-
CDS, 3 941.
 - **BEAUCHAMP**
M. Carric, c.s., div. opp.
5 100 **REÉLU**
M. Vallée, PC, 2 469.
 - **BEAUMONT-SUR-OISE**
M. Lebastard, c.s., PC.
5 077 **REÉLU**
M. Fassin, RPR, 4 469.
 - **CERGY-SUD**
M. Gilot, PS, 3 686 **ÉLU**
M. Chatsomière, RPR, 3 667.
 - **EAUBONNE**
M. Bonnet, c.s., UDF-CDS.
5 574 **REÉLU**
M. Guemeteau, PS, 2 960.
 - **ÉCOUEN**
M. Gigot, c.s., div. opp.
4 997 **REÉLU**
M. Angèle, PS, 3 269.

- **GARGES-LÈS-GONESSE-
EST**
M. Olin, div. opp., 2 327 **ÉLU**
M. Bur, PC, 1 826.
- **GONESSE**
M. Février, c.s., div. opp.
5 490 **REÉLU**
M. Bazy, PS, 3 182.
- **HERBLAY**
M. Barat, c.s., UDF-RAD.
5 268 **REÉLU**
M. Males, PS, 3 253.
- **MARINES**
M. Gerraigon, c.s., UDF-PR.
2 652 **REÉLU**
M. Gir, PS, 1 338.
- **MONTMORENCY**
M. Longchambon, RPR.
6 031 **ÉLU**
M. Piorot, c.s., PS, 3 049.
- **SAINT-GRATIEN**
M. Scellier, UDF-RAD.
4 114 **REÉLU**
M. Schreiber, PS, 2 753.
- **SAINT-OUEN-L'AUMONE**
M. Bardet, RPR, 3 572 **ÉLU**
M. Linquette, PS, 3 284.
M. Dominique Gilot, c.s., PS, se
présente dans le canton de Cergy-
Sud.
- **SANNOIS**
M. Paternotte, UDF-PR.
4 359 **REÉLU**
M. Bailly, PS, 2 785.

- **SARCELLES-NORD-EST**
M. Beaudou, c.s., sén. PC.
3 211 **REÉLU**
M. Urviez, UDF-CDS, 3 173.
 - **SARCELLES-SUD-OUEST**
M. Lamontagne, c.s., m., div.
opp., 3 639 **REÉLU**
M. Espiasse, PS, 3 399.
- La gauche a limité les dégâts dans le Val-d'Oise, surtout le PC qui conserve 9 sièges au conseil général. M. Marie-Claude Beaudou, sénateur communiste qui semblait battu à Sarcelles au soir du premier tour, a dépassé de 38 voix son challenger UDF. Mais tel, comme ailleurs, les rapports de voix ont été très mauvais à droite.
- Surprise aussi côté PS, avec la réélection à Cergy-Sud de M. Dominique Gilot qui ne l'emporte que de 19 voix. Elle a bénéficié de la fois d'un rattrapage d'attentionnistes, de toutes les voix de gauche, alors que la droite en perdait par rapport au premier tour.
- En revanche, le PS échoue dans le canton de Saint-Ouen-l'Aumône qui comprend pourtant essentiellement la ville, dont le maire est Alain Richard, député socialiste. Il y a pourtant eu là aussi un bon rapport à gauche et un mauvais à droite. Le PC est battu dans le nouveau canton de Garges-lès-Gonesse, jusqu'à présent « Jif » communiste, mais il peut se plaindre de ne pas avoir obtenu toutes les voix socialistes du premier tour. L'opposition gagne donc cinq cantons, dont trois des quatre nouveaux.
- NOUVEAU CONSEIL:** (prés. sort.: M. Pierre Salvi, sén. UDF-CDS; 9 PC; 3 PS; 1 MRG; 3 UDF; 2 UDF-RAD; 3 UDF-CDS; 6 UDF-PR; 5 RPR; 7 div. opp.)

LES RÉACTIONS

Adieu, cantonales; bonjour, législatives!

Qui a donc dit que la décentralisation était « la grande affaire du septennat »? Au soir d'un scrutin qui a donné à l'opposition une écrasante majorité dans la gestion des départements, les hommes politiques, toutes tendances confondues, ont été bien mis en sautoir. On pensait déjà aux législatives. A haute voix.

De M. Marchais à M. Le Pen, en passant par le porte-parole des « verts », tous ont oublié les autres élections habituelles de nos années, les élections, Toussaint, Poperen (qui ne se renouvelaient guère), il n'a été question que de cela. La question: c'est quoi? A quelle date? Quand nous passerons-nous à la PS, par cette réforme de la loi électorale, à savoir à-t-elle

les meubles? (M. Vell) ou va-t-elle « voler aux Français leur victoire » (M. Tesson)?

Les socialistes ont aussi joué ce jeu, qui ont répété toute la soirée que « la droite n'est majoritaire qu'avec l'extrême droite ». Et d'essayer de pousser les représentants de l'opposition parlementaire à se démarquer du Front national. Ce que ceux-ci font d'autant plus volontiers qu'ils justifient du même coup le maintien du mode de scrutin actuel. A leur tour de tancer leurs adversaires: vous qui vous alliez avec vos frères ennemis (les communistes), vous n'allez pas « faire la morale » et « donner des leçons ».

On a un peu hanté le ton, mais à peine. On a tourné en rond. On a répété les débats du

dimanche précédent. M. Le Pen lui-même avait perdu de sa façade. Le « croque-mort » (M. Lecanuet) ou « Raminagrobis » (M. Marcel Debarge, PS) de la vie politique a joué les martyrs. On ne le voit pas assez à la télé. Lui qui est élu et en règle avec la justice, pourquoi le boude-t-on? Va-t-on enfin lui accorder un débat sur les thèmes du Front national? Un vrai procès? M. Lecanuet ne lui adressera la parole que pour s'excuser d'avoir qualifié son mouvement de « frange ». « Ce n'est pas un terme insultant, c'est une constatation mathématique ». Il sera pourtant moins aimable à l'égard des socialistes: « Vous êtes des tricheurs! », conclura-t-il la soirée sur TF 1. Sans excuses.

YVES AGNÈS.

A GAUCHE

● **M. LIONEL JOSPIN** (PS), premier secrétaire du Parti socialiste: la droite a besoin de l'extrême droite. « Je note un progrès de la gauche par rapport au premier tour. Il s'explique par une mobilisation plus forte et un désistement correct. Si j'ai eu un très bon report des voix de l'extrême droite sur la droite, en revanche l'extrême droite a bénéficié à voter pour l'extrême droite. Il paraît confirmé que la droite classique ne peut être majoritaire en France sans l'extrême droite ».

● **JEAN POPEREN** (PS): notre politique n'est pas désastreuse. « Tous les ministres candidats sont élus ou réélus: la politique du gouvernement n'est pas désastreuse pour le pays », a déclaré le numéro deux du Parti socialiste.

Il a dénoncé « les combines dans toute une série de départements », entre droite parlementaire et extrême droite. « Mais, au fur et à mesure que nous expliquons le programme de nos élections, nous voyons plus de ces combines. Nous sommes en train de remonter. Nous constatons que plus les Français votent, plus ils votent du côté de la gauche. Au fur et à mesure que nous tirons les Français de l'abstention, cela se confirme ».

● **M. GEORGES MARCHAIS**, secrétaire du PCF: le scrutin actuel serait catastrophique pour la gauche aux législatives. « Les électeurs communistes ont réprimé l'appel de notre parti et le report des voix s'est effectué dans de bonnes conditions. Le report des voix socialistes a été inégal », a déclaré le secrétaire général du PCF, qui a rejeté toute idée de remonte au sommet PC-PS. « J'espère bien que le gouvernement et l'Assemblée nationale vont engager un débat sérieux pour le scrutin proportionnel. Si on allait aux législatives prochaines avec le système actuel, je crois que se serait catastrophique pour les partis de gauche. Maintenant, la droite et l'extrême droite, c'est des formules dépassées. Barre, Chirac, Giscard et Le Pen, voilà la bande des quatre ».

La signification du scrutin c'est l'existence d'un fort mécontentement dans le pays. Je vois d'énormes possibilités pour notre parti et la remonte de son influence. Le Pen, il a mangé son pain blanc, je pense que les communistes ont mangé leur pain noir ».

A DROITE

● **M. JACQUES TOUBON**, secrétaire général du RPR: proportionnelle, la tricherie. « Au second tour, nous avons transformé l'essai. L'opposition va détenir environ les trois quarts des départements. Nous voulons rassembler autour de nous l'ensemble des Français pour faire une politique de renouveau. Nous ne faisons aucune exclusive et nous n'avons l'intention de reculer aucun électeur que ce soit. Il y a avec le parti d'extrême droite des divergences importantes qui nous interdisent d'avoir un accord ».

« Seule une modification du mode de scrutin, qui serait une tricherie, pourrait nous empêcher de garder cette majorité aux élections législatives. Les socialistes vont-ils, en trafiquant le scrutin, voler aux Français leur victoire? La majorité à l'Assemblée nationale, c'est indispensable pour gérer la France, surtout aujourd'hui. Il faut prendre des risques. On ne le fait pas avec un mode de scrutin qui peut avoir pour conséquence de faire tomber le gouvernement tous les trois mois ».

● **M. ALAIN JUPPÉ**, secrétaire national du RPR: alliance avec l'UDF seulement. « La sanction est particulièrement claire. Le score est net et sans bavure. Nous ne gouvernerons ni avec le PS ni avec le Front national, ses idées ne sont pas les nôtres. Ce que nous voulons, c'est gouverner ensemble, RPR et UDF, nous récusons toute autre alliance. Nous pourrions le faire si le mode de scrutin n'est pas modifié ».

● **M. JEAN LECANUET**, président de l'UDF: contradiction PS-PC. « C'est un très beau succès. S'adressant aux socialistes: « Vous faites vos alliances avec ceux qui condamnent votre politique et vous n'avez pas honte? Vous osez vous allier à ce parti-là et vous donnez des leçons. Combien de temps arriverez-vous à tromper les Français? L'année prochaine cette contradiction éclatera ».

● **M. SIMONE VEIL**, ancienne présidente de l'Assemblée européenne (UDF): les socialistes n'ont plus de majorité. « C'est un grand succès pour la droite parlementaire. On est en train de chercher le scrutin qui pourra sauver les meubles pour le PS. Pourquoi ne l'a-t-on pas fait la première ou la seconde année [du septennat]? J'ai pris position pour qu'il ait un peu de proportionnelle [aux législatives], il y a une très grande distance avec la proportionnelle intégrale ».

« Les socialistes ont encore fait, cette semaine, alliance avec le Parti communiste. Même si, depuis 1983, ils ont complètement changé de programme, ils se réclament d'un pro-

gramme de gouvernement avec les communistes. Quand les socialistes sont-ils crédibles? Les électeurs savent que tout cela n'a plus de sens, que les socialistes n'ont plus la possibilité d'avoir la majorité ».

● **M. PIERRE MEHAIGNE**, président du CDS: une majorité stable. « Les vrais problèmes du pays n'ont pas été résolus. Nous abordons au cours de ces élections. Nous allons assister de la part du pouvoir à des tentatives désespérées d'exploiter tout ce qui peut faire douter l'opposition. Nous ne tomberons pas dans ce piège et saurons par notre gestion et par nos actes entraîner une confiance et une adhésion encore plus fortes de nos compatriotes ».

« L'opposition républicaine a, ce soir, avec elle la clarté et la morale. Que veut le pays? Une majorité stable. M. Mitterrand est devant l'histoire face à ses responsabilités ».

● **M. ANDRÉ ROSSINOT**, président du Parti radical: préparez l'alternance. « Les Français ont condamné sévèrement l'expérience socialiste et donné mandat à l'opposition républicaine et parlementaire pour préparer et assumer l'alternance. L'opposition doit approfondir son succès, son union et son combat pour transformer une large majorité d'opposition en majorité d'adhésion. Le Parti radical valet sera l'avant-garde républicaine de l'opposition ».

● **M. LE PEN**, président du Front national: l'opposition est trahie. « Dans beaucoup de descriptions un certain nombre d'élus socialistes peuvent dire ce soir merci monsieur Chirac, merci monsieur Lecanuet. C'est l'opposition qui est trahie, c'est le pays qui est trahi. Si M. Chirac et M. Lecanuet avaient donné des consignes de désistement en faveur des partis de l'opposition quels qu'ils soient, d'une opposition aussi républicaine et aussi démocratique que la leur, ce soir la défaite de la gauche serait une déroute. Si elle est limitée, c'est la responsabilité qu'ont prise ces dirigeants. M. Chirac en a l'habitude. Il avait fait la même chose à l'égard de M. Giscard d'Estaing en 1981, et en 1974 à l'égard de M. Chaban-Debas. Le pays s'ennuie de voir que la fermeté de M. Chirac s'exerce contre nous, mouvement qui est pourtant nécessaire pour faire la majorité de demain. A moins que M. Chirac ait déjà l'arrière-pensée de faire un autre gouvernement que celui auquel aspirent les Français et qu'il se mette à faire une espèce de social-démocratie. En quelque sorte

M. Chirac retournerait à ses amours de jeunesse.

« Qu'on me dise en quoi notre mouvement n'est pas démocratique et républicain. Nous sommes sacrifiés parce qu'au-delà des législatives récentes, il fallait penser à la France et à l'avenir. Il n'y a pas de majorité sans le Front national ».

« Il est nécessaire que s'exprime l'opinion du peuple, davantage que l'opinion de ceux qui le représentent professionnellement et qui, depuis vingt-cinq ans de 1^{re} République, bénéficient d'un monopole qui est celui de la bande des quatre ».

CITATIONS

Trop d'immigrés à Marseille. Une politique de l'immigration trop laxiste. M. Jean-Paul Stirbois, responsable du Front national et maire adjoint de Dreux, en dit d'accord avec les citations des tracts qu'il exhibe devant les caméras d'Antenne 2. Des tracts signés RPR et UDF, s'empresse-t-il d'ajouter, pour mieux s'en prendre à ces deux partis qui « trompent leurs électeurs ».

Quelques instants plus tard, sur TF 1, cette fois, M. Jean Poperen (PS) cite un candidat du Front national à Montpellier: « Travail, famille, patrie, pourquoi pas? Alors que liberté, égalité, fraternité, ce ne veut plus dire grand-chose ». M. Le Pen tentera mollement de faire valoir que les deux formules, celle des révolutionnaires de 1789 et celle de Vichy, n'étaient pas incompatibles.

Deux citations: Xénophobie et idéaux pétainistes. Il n'y a pas eu de débat. Des choses bien banales. Ou banalisées.

Y. A.

● **M. YVES COCHET** (Vertu): chiche, Mitterrand! « Sur les deux cents cantons « verts » où nous avons des candidats au premier tour, nous avons obtenu 6 % des voix en moyenne. J'espère qu'avec la loi électorale pour les élections législatives de 1986, il n'y aura pas de barrage par l'argent. Il y a des gens qui refusent la dichotomie droite-gauche [...] Avec la proportionnelle, il n'y aurait pas ce balancement tout à droite, tout à gauche. Mitterrand est en mal de référendum: alors, chiche, Mitterrand, fais un référendum sur la loi électorale! » M. Cochet, porte-parole des « verts », a lancé un appel à la convergence des forces alternatives et écologistes et a annoncé une réunion nationale à l'automne.

Lisez
Le Monde
classés et documents

DES ÉLECTIONS CANTONALES

DANS LA PRESSE
PARISIENNE

Bipolarisation et proportionnelle

M. Mitterrand parviendra-t-il à faire sortir les socialistes de la nasse dans laquelle ils sont bloqués ? C'est la première question que posent les éditorialistes des quotidiens parisiens au lendemain du second tour des élections cantonales.

« M. Mitterrand a bâti sa stratégie sur le thème : le clivage gauche-droite est une vieille lune dépassée en France, la solution c'est le « re-centrage ». (...) Les élections municipales à l'évidence que le choix des citoyens entre le libéralisme et le collectivisme est fait. C'est une leçon majeure à la veille des élections législatives. La campagne commence aujourd'hui », écrit Max Clos dans le Figaro.

Pour Philippe Tesson, directeur du Quotidien de Paris, le scrutin des 10 et 17 mars marque « le triomphe de la bipolarisation » et donc « l'échec de M. Mitterrand » dans sa tentative pour « casser le jeu politique français ». Philippe Tesson estime pourtant que le chef de l'Etat « a trop dit qu'il fallait instiller de la proportionnelle dans notre système électoral pour renoncer à le faire. Il ne doit le faire tout à fait à contretemps ».

Le « réflexe gauche contre droite » a donc joué une nouvelle fois. Guy Claiss dans le Matin le souligne lui aussi. Cela montre, selon lui, « à quel point toute possibilité d'évolution reste bloquée par le mode de scrutin. Tant qu'il ne sera pas modifié, la France demeurera vouée aux alternances brutales, aux éternelles revanches et à la guerre civile verbale. (...) Le vote d'hier devant inciter François Mitterrand à instaurer la proportionnelle pour sortir de cette logique ».

Il a déjà réussi à embarrasser l'opposition, si l'on en croit Gérard Dupuy, qui écrit dans Libération : « Le RPR et l'UDF doivent trouver un arrière-goût amer à leur campagne. C'est une cruelle situation que d'être menacé d'une majorité in-trouvable quand on se sent si évidemment majoritaire. Pour la droite, la « reconquête » se présentait naguère comme une promenade de santé ; elle est devenue un parcours d'obstacle ».

Tout le monde pense aux élections législatives de 1986. Tout le monde sait, apparemment, l'éditorialiste de l'Humanité. Sa perspective ne paraît pas s'embarrasser de telles contingences. Il a l'histoire pour lui et un autre combat à mener. « Pour les militants communistes, écrit Claude Cabanes, le combat décisif pour l'avenir du pays et de son peuple continue. Sa cible ? la crise / Ses acteurs ? Tous ceux qui la refusent. Son objectif ? La formation d'un nouveau rassemblement populaire majoritaire. Ses armes ? Les idées du 26 congrès qui s'est tenu il y a à peine cinq semaines. Et qui a tout l'avenir devant lui ».

Galerie TENDANCES
105, rue Quincampoix, 75003 Paris
Tél. : 278-61-79

MINAUX Pastels

Ouvert tous les jours, sauf
le dimanche, de 14 à 19 h.
28 février - 30 avril

LA CHUTE DE L'ISÈRE, FIEF DE M. MERMAZ

Malgré tant d'efforts...

De notre correspondant

Grenoble. — Président du conseil général de l'Isère pendant neuf ans, le député socialiste et maire de Vienne, M. Louis Mermez, président de l'Assemblée nationale depuis 1981, n'aura pas pu endiguer la progression des forces de l'opposition dans son département. Celles-ci ont entrepris depuis 1982 la reconquête de l'Isère, devenue l'un des bastions de la gauche grâce au « raz de marée rose » de juin 1981. Les socialistes avaient alors remporté six des sept sièges de député de l'Isère, le dernier étant détenu par un communiste.

La chute du maire socialiste de Grenoble, M. Hubert Dubedout, aux élections municipales de 1983 et le contrôle de plusieurs villes importantes du département (Voiron, Saint-Marcellin, Sassenage) devaient constituer pour l'opposition et son chef RPR, M. Alain Carignon, le tremplin nécessaire à la reconquête du département. Déjà en 1983, la droite reprenait à la gauche les sièges de sénateur qu'elle détenait, tandis qu'elle allait bénéficier du quatrième siège nouvellement créé.

Le « tombeau » de M. Dubedout, M. Carignon, élu en 1984 député européen, allait, avec ses amis, s'attaquer ensuite à la « forteresse » que constituait, dans l'Isère, M. Mermez. Sa majorité au conseil

Tweed

C'est ainsi qu'il parvint, en quelques mois, à amener à Grenoble l'appareil européen de rayonnement synchrotron promis pourtant aux Strasbourgeois : qu'il réussit à faire arriver avec dix-huit mois d'avance le train à grande vitesse en gare de Grenoble ; qu'il fit inscrire au programme du IX^e Plan l'autoroute Grenoble-Valence attendue depuis vingt ans ; qu'il décida EDF à construire sur l'Isère deux nouveaux barrages hydroélectriques...

Au cours des six derniers mois, l'Isère reçut ainsi une multitude de « cadeaux » que vint confirmer ou rappeler pendant la récente campagne un défilé de ministres, et le pre-

mier d'entre eux, M. Laurent Fabius, lui-même précédé par le chef de l'Etat.

M. Mermez mena sa propre campagne avec vigueur et détermination. Chaque canton, chaque grosse bourgade reçut sa visite. Il lança dans tout le département un grand colloque intitulé « L'Isère en tête », relayé par une campagne d'affichage évaluée par ses adversaires à plus de 3 millions de francs.

Conseillé par un professionnel de la communication, M. Claude Marti, M. Mermez porta, jusqu'au dernier jour de sa campagne, une veste de tweed destinée à lui donner une allure moins sévère.

Le redécoupage cantonal, qualifié d'« abominable charcutage » par l'opposition, n'a pas eu l'efficacité attendue. En créant sept nouveaux cantons qui semblaient largement favorables à la gauche pour au moins six d'entre eux, le président du conseil général pensait trouver le rempart adéquat pour contenir la percée prévisible de l'opposition. Finalement, ce ne sont que quatre cantons sur les sept nouvellement créés qui ont été obtenus par la gauche.

M. Mermez aura enfin en face de lui un autre « adversaire » redoutable : le journal le Dauphiné libéré, qui, selon le président de l'Assemblée nationale, « a fait allégeance au RPR » depuis sa reprise par M. Robert Hersant.

Finalement, c'est le culte du pouvoir solitaire et le sectarisme qui ont été rejetés par les Isérois », soulignait, dimanche soir, M. Jean Faure, conseiller général CDS et l'un des prétendants à la succession de M. Mermez. Le maire de Grenoble, M. Carignon, qui figure parmi les favoris pour cette succession, n'a, de son côté, cessé de répéter que l'Isère serait, en cas de victoire de la droite, « gérée avec tolérance ».

PIERRE CHERRUAU.

CLAUDE FRANCHILLON.

L'union régionale avec Chaban

De notre correspondant

Bordeaux. — La perte par le Parti socialiste du conseil général de la Gironde devrait avoir des conséquences importantes pour l'Aquitaine, où majorité et opposition se retrouvent à égalité de sièges. Une telle situation était envisageable dès le premier tour des élections cantonales qui laissaient prévoir un basculement à droite de la Gironde. A égalité au conseil régional, majorité et opposition pourraient être amenées à choisir comme président du conseil régional le doyen d'âge. Mais cette éventualité était déjà jugée peu satisfaisante par le RPR et le PS avant même les élections (le Monde du 19 février).

Pour sa part, M. Philippe Madrelle, président sortant du conseil général de la Gironde et du conseil régional d'Aquitaine, a fait savoir, dès dimanche soir, qu'il se considérait comme en disponibilité des deux assemblées. Quant à M. Jacques Chaban-Delmas, redevenu virtuellement maître du jeu, il a affirmé :

« Nous devons éviter la course au doyen d'âge et, pourquoi pas, celle au censitaire. Elle serait dégradante. Une mélasse de paralysie. Nous devons penser à l'Aquitaine et trouver une formule de neutralisation politique agissant qui nous permette de passer un an en attendant l'élection au suffrage universel. Une telle solution, dans le climat actuel trouvera l'espérance, son chemin. » Le maire (RPR) de Bordeaux a précisé : « Je n'ai aucune opinion à formuler sur les hommes. Nous devons simplement en discuter et trouver la bonne formule dans les jours qui viennent. »

M. Jacques Chaban-Delmas pourrait proposer aux socialistes une formule de gestion paritaire identique à celle qui avait été mise en place en 1977 pour la communauté urbaine de Bordeaux. Il restera à trouver un

président. Il est peu probable que les candidats soient très nombreux un an avant l'élection au suffrage universel. M. Jacques Valade, « dauphin » de M. Jacques Chaban-Delmas, a quant à lui, déjà fait son choix : c'est le département de la Gironde qu'il préfère.

PIERRE CHERRUAU.

Les pieds dans le plat.



Leprince-Ringuet aborde, avec son franc-parler habituel, tous les sujets qui préoccupent nos contemporains. Se trouvant en dehors des modes, anxieux seulement de l'avenir de notre société, il met vigoureusement « les pieds dans le plat ». Un livre honnête et lucide qui, s'il ne ménage rien ni personne, ne manque cependant pas d'optimisme.

Flammarion

COPIES COULEURS PROFESSIONNELLES
sur papier Ilford Cibachrome ou sur film
ETRAVE 38, AV. DAUMESNIL PARIS 12^e ☎ 347.21.32

VOUS AVEZ DES DROITS !

Découvrez dans « Le Particulier » comment les faire respecter.

(Pour 91F seulement par an)

Pour défendre vos intérêts et ceux de votre famille, pour profiter au maximum de tous vos droits face à votre employeur, à votre propriétaire, à votre assureur, à la Bourse, au Fisc, à l'Administration, aux banques, aux vendeurs... il vous faudrait tout connaître ! Ceux « qui savent toujours tout », les vainqueurs, sont abonnés au Particulier. Sa clarté

proverbiale le rend accessible à tous. Même à ceux qui prétendent « qu'ils n'y connaissent rien ». Dans la vie il y aura toujours des vainqueurs et des vaincus : en vous abonnant au Particulier, vous serez sûr de passer dans le camp des vainqueurs. Renvoyez aujourd'hui même votre Titre d'Abonnement.

Déclaration des revenus. Comment remplir votre feuille d'impôts ? A quels abattements avez-vous droit ? Comment vous défendre efficacement face au fisc ? Comment obtenir des délais de paiement ? Les impôts sur les plus-values. Vos problèmes de famille. Comment limiter les droits de succession ? Comment faire une donation entre vifs ? Peut-on changer de contrat de mariage ? Comment rédiger un acte. Modèle de contrat de travail... Ou vous attaque en justice. A qui vous adresser quand vous recevez du « papier timbré » ? A combien peut s'élever le coût d'un procès ? Où trouver un avocat... Les droits du locataire et du propriétaire. Les loyers libres et les loyers réglementés. Le droit de propriété et ses limites. L'acquisition d'une maison individuelle. La Loi Quillot et ses conséquences. Vos placements petits et grands. Les emprunts d'Etat. Les caisses d'épargne. Les placements boursiers. Les obligations. Les valeurs mobilières. Les SICAV et les SICOM. Le plan d'épargne-logement. Les placements diamants. Le placement en objets de valeur est-il rentable ? Les prêts hypothécaires notariaux. La copropriété. Comment se prennent les décisions dans une assemblée générale de copropriété ? Comment sont calculées les charges attribuées à chaque copropriétaire ? Votre retraite. A quel âge avez-vous le droit de prendre votre retraite ou

votre pré-retraite ? Reconstitution de carrière. Combien toucherez-vous par rapport à votre dernier salaire ? Comment obtenir une retraite complémentaire ? Comment préparer les loisirs

de votre retraite... Vos assurances : coût et garantie. Une assurance vie peut-elle être considérée comme un placement ? Comment assurer correctement et au moindre prix votre voiture ? Comment résilier un contrat d'assurance... La défense des consommateurs. Comment vérifier les factures E.D.E.-G.D.F. Les colorants interdits. Quels sont les organismes prêteurs ? Cotisations et prestations sociales. La Sécurité Sociale des salariés. La Sécurité Sociale des non-salariés. Les rachats de cotisation. Les cotisations ASSEDIC. Les protections sociales les plus avantageuses... Licenciement et chômage. Les actions à entreprendre si vous êtes licencié. Les indemnités de licenciement. Les mesures d'aide pour les cadres en chômage... Etc.



1500 PAGES PAR AN
Une véritable
encyclopédie permanente
d'informations
pratiques

QUI S'ABONNE AU PARTICULIER ?

Salarié indépendant, commerçant, artisan, agriculteur, chef d'entreprise, dirigeant, cadre, fonctionnaire, retraité ou sur le point de l'être... De toute façon pour passer dans le camp des vainqueurs, abonnez-vous au Particulier pour 1 an à l'essai.

Abonnement complet : Pour 120 F (au lieu de 190 F) vous recevrez 27 numéros dont 11 Mensuels, 10 Spéciaux, 5 numéros Hors-Série + 1 Table Analytique.

Abonnement simple : Pour 91 F (au lieu de 145 F) vous recevrez 22 numéros dont 11 Mensuels, 10 Spéciaux, 1 Table Analytique.

le particulier
21, BD MONTMARTRE
75082 PARIS CEDEX 02

Titre d'abonnement à renvoyer à : LE PARTICULIER

21 boulevard Montmartre 75082 Paris-Cedex 02. C.C.P. 688 410 C Paris
☐ OUI, je désire recevoir l'abonnement complet au Particulier : 1 an, 27 numéros dont 11 Mensuels, 10 Spéciaux, 5 numéros Hors-Série et 1 Table analytique de tous les sujets traités pour 120 F seulement au lieu de 190 F (prix total au numéro).

☐ Je préfère l'abonnement simple : 1 an, 22 numéros dont 11 Mensuels, 10 Spéciaux et 1 Table pour 91 F seulement au lieu de 145 F (prix total au numéro).
Je joins mon règlement par : (Cocher la case choisie)
☐ chèque bancaire, ☐ C.C.P. (avec les 3 virements), ☐ mandat-lettre (VOS COORDONNÉES EN CAPITALS D'IMPRIMERIE S.V.P.)

Nom _____ Prénom _____

Adresse N° _____ Rue _____

Localité _____

Code postal _____ Ville _____

A nous retourner à notre adresse ci-dessus dans une enveloppe affranchie. Nous vous remercions de votre abonnement auquel nous porterons toute notre attention. F

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS,
75247 PARIS CEDEX 09
Tél. : 246-72-23

Édité par la S.A.R.L. le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Faure (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cinquante ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
500.000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Rédacteur en chef :
Daniel Verdet
Corédacteur en chef :
Claude Salca.

Reproduction interdite de tous articles
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS

RP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

341 F 644 F 915 F 1 150 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

674 F 1 309 F 1 913 F 2 480 F

ÉTRANGER (par messagerie)

L. - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

386 F 734 F 1 050 F 1 330 F

IL - SUISSE, TUNISIE

491 F 944 F 1 345 F 1 750 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines au plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 20 fr. ; Canada, 1,20 \$; Côte d'Ivoire, 350 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 110 pes. ; E.-U., 1 \$; Grèce, 60 p. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 700 L. ; Liban, 500 F. ; Libye, 0,850 DL ; Luxembourg, 28 f. ; Norvège, 0,80 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 100 esc. ; Singapour, 315 F CFA ; Suède, 1,70 kr. ; Suisse, 1,80 f. ; Yougoslavie, 110 ml.

Les résultats dans les départements

AIN (19 + [3])

1^{er} TOUR: 6 ÉLUS
(2 UDF; 3 UDF-PR; 1 RPR; 2 PS; 1 CNP; 1 D. app.)

BAGÉ-LE-CHATEL
M. Pernin, c.s., CNP, 3 384
REÉLU

BELLE-VALE
M. Jossier, div. g., 1 477
REÉLU

BELLE-VALE
M. Armand, c.s., RPR, 2 958
REÉLU

CHATELON
M. Berthet, m., PC, 2 543
REÉLU

CHATELON
M. Ravassard, c.s., dé. PS, 3 823
REÉLU

CHATELON
M. Barot, FN, 2 367
REÉLU

MIRIBEL
M. Beaufort, c.s., UDF-PR, 3 027
REÉLU

MIRIBEL
M. Girard, PS, 2 290
REÉLU

MONTLUEL
M. Cormorèche, UDF-CDS, 2 820
REÉLU

MONTLUEL
M. Guillot, MRG, 2 175
REÉLU

NANTUA
M. Boisy, c.s., PS, n.s.p.
REÉLU

NANTUA
M. Ferry, RPR, 2 285
REÉLU

NANTUA
M. Dru, PS, 925
REÉLU

NANTUA
M. Pernod, c.s., UDF-CDS, n.s.p.
REÉLU

PONT-DE-VEYLE
M. Rullière, c.s., RPR, 1 938
REÉLU

PONT-DE-VEYLE
M. Pelletier, div. opp., 1 702
REÉLU

SEYSSSEL
M. Gache, c.s., PS, 1 255
REÉLU

SEYSSSEL
M. Lorge, UDF-PR, 894
REÉLU

TRÉVOUX
M. Desmoucheaux, RPR, 2 506
REÉLU

TRÉVOUX
M. Raymond, PS, 2 150
REÉLU

VILLARS-LES-DOBRES
M. Duperrier, c.s., RPR, 1 667
REÉLU

VILLARS-LES-DOBRES
M. Lancon, div. g., 1 413
REÉLU

VIRAT
M. Fromont, div. g., 2 640
REÉLU

VIRAT
M. Rety, RPR, 2 580
REÉLU

VIRIEU-LE-GRAND
M. Ouzonias, c.s., PC, 1 022
REÉLU

VIRIEU-LE-GRAND
M. Dufour, RPR, 852
REÉLU

VIRIEU-LE-GRAND
M. Dufour, RPR, 852
REÉLU

VIRIEU-LE-GRAND
M. Dufour, RPR, 852
REÉLU

VIRIEU-LE-GRAND
M. Dufour, RPR, 852
REÉLU

VIRIEU-LE-GRAND
M. Dufour, RPR, 852
REÉLU

VIRIEU-LE-GRAND
M. Dufour, RPR, 852
REÉLU

VIRIEU-LE-GRAND
M. Dufour, RPR, 852
REÉLU

VIRIEU-LE-GRAND
M. Dufour, RPR, 852
REÉLU

VIRIEU-LE-GRAND
M. Dufour, RPR, 852
REÉLU

VIRIEU-LE-GRAND
M. Dufour, RPR, 852
REÉLU

VIRIEU-LE-GRAND
M. Dufour, RPR, 852
REÉLU

VIRIEU-LE-GRAND
M. Dufour, RPR, 852
REÉLU

VIRIEU-LE-GRAND
M. Dufour, RPR, 852
REÉLU

VIRIEU-LE-GRAND
M. Dufour, RPR, 852
REÉLU

VIRIEU-LE-GRAND
M. Dufour, RPR, 852
REÉLU

VIRIEU-LE-GRAND
M. Dufour, RPR, 852
REÉLU

VIRIEU-LE-GRAND
M. Dufour, RPR, 852
REÉLU

VIRIEU-LE-GRAND
M. Dufour, RPR, 852
REÉLU

VIRIEU-LE-GRAND
M. Dufour, RPR, 852
REÉLU

VIRIEU-LE-GRAND
M. Dufour, RPR, 852
REÉLU

VIRIEU-LE-GRAND
M. Dufour, RPR, 852
REÉLU

VIRIEU-LE-GRAND
M. Dufour, RPR, 852
REÉLU

VIRIEU-LE-GRAND
M. Dufour, RPR, 852
REÉLU

VIRIEU-LE-GRAND
M. Dufour, RPR, 852
REÉLU

VIRIEU-LE-GRAND
M. Dufour, RPR, 852
REÉLU

VIRIEU-LE-GRAND
M. Dufour, RPR, 852
REÉLU

VIRIEU-LE-GRAND
M. Dufour, RPR, 852
REÉLU

VIRIEU-LE-GRAND
M. Dufour, RPR, 852
REÉLU

VIRIEU-LE-GRAND
M. Dufour, RPR, 852
REÉLU

VIRIEU-LE-GRAND
M. Dufour, RPR, 852
REÉLU

VIRIEU-LE-GRAND
M. Dufour, RPR, 852
REÉLU

VIRIEU-LE-GRAND
M. Dufour, RPR, 852
REÉLU

VIRIEU-LE-GRAND
M. Dufour, RPR, 852
REÉLU

VIRIEU-LE-GRAND
M. Dufour, RPR, 852
REÉLU

VIRIEU-LE-GRAND
M. Dufour, RPR, 852
REÉLU

VIRIEU-LE-GRAND
M. Dufour, RPR, 852
REÉLU

VIRIEU-LE-GRAND
M. Dufour, RPR, 852
REÉLU

VIRIEU-LE-GRAND
M. Dufour, RPR, 852
REÉLU

VIRIEU-LE-GRAND
M. Dufour, RPR, 852
REÉLU

VIRIEU-LE-GRAND
M. Dufour, RPR, 852
REÉLU

VIRIEU-LE-GRAND
M. Dufour, RPR, 852
REÉLU

VIRIEU-LE-GRAND
M. Dufour, RPR, 852
REÉLU

VIRIEU-LE-GRAND
M. Dufour, RPR, 852
REÉLU

VIRIEU-LE-GRAND
M. Dufour, RPR, 852
REÉLU

VIRIEU-LE-GRAND
M. Dufour, RPR, 852
REÉLU

VIRIEU-LE-GRAND
M. Dufour, RPR, 852
REÉLU

VIRIEU-LE-GRAND
M. Dufour, RPR, 852
REÉLU

VIRIEU-LE-GRAND
M. Dufour, RPR, 852
REÉLU

VIRIEU-LE-GRAND
M. Dufour, RPR, 852
REÉLU

VIRIEU-LE-GRAND
M. Dufour, RPR, 852
REÉLU

VIRIEU-LE-GRAND
M. Dufour, RPR, 852
REÉLU

VIRIEU-LE-GRAND
M. Dufour, RPR, 852
REÉLU

MM. Krabal, div. g., 3 493
Roussan, PC, 2 456
M. Lenoir, c.s., PC, n.s.p.

CHAUNY
M. Brinon, c.s., UDF-PSD, 6 561
REÉLU

CHAUNY
M. Lanouilh, PC, 3 785
REÉLU

CRAONNE
M. Curti, c.s., PS, 1 650
REÉLU

CRAONNE
M. Bick, RPR, 1 346
REÉLU

FÈRE-EN-TARDENOIS
M. Hurman, c.s., PC, 2 198
REÉLU

FÈRE-EN-TARDENOIS
M. Brodin, div. opp., 2 173
REÉLU

LAON-NORD
M. Lemoine, RPR, 3 273
REÉLU

LAON-NORD
M. Polet, c.s., PS, 3 163
REÉLU

MARLE
M. Daudigny, PS, 2 369
REÉLU

MARLE
M. Bolin, div. opp., 2 139
REÉLU

MARLE
M. Lenoir, c.s., UDF-RAD, s'est retiré

NEUFCHÂTEL-SUR-AISNE
M. Thourand, RPR, 2 245
REÉLU

NEUFCHÂTEL-SUR-AISNE
M. Macadre, c.s., PS, 1 958
REÉLU

LE NOUVION-EN-THIÈRACHE
M. Dorois, c.s., RPR, 2 341
REÉLU

LE NOUVION-EN-THIÈRACHE
M. Dumont, PS, 1 597
REÉLU

RIBEMONT
M. Bochard, c.s., UDF-CDS, 2 828
REÉLU

RIBEMONT
M. Collin, PS, 2 290
REÉLU

SAINT-QUENTIN-CENTRE
M. Hénocque, sout. UDF, 5 039
REÉLU

SAINT-QUENTIN-CENTRE
M. Leroux, c.s., PC, 3 612
REÉLU

SAINT-QUENTIN-NORD
M. Bracconier, c.s., sén., RPR, 5 655
REÉLU

SAINT-QUENTIN-NORD
M. Baillet, PS, 4 879
REÉLU

VAILLY-SUR-AISNE
M. Sudolski, c.s., PS, 2 876
REÉLU

VAILLY-SUR-AISNE
M. Morin, div. opp., 1 697
REÉLU

VERMANT
M. Delaplace, RPR, 2 820
REÉLU

VERMANT
M. Trocmé, c.s., PC, 2 090
REÉLU

VERVINS
M. Balligand, c.s., dé. PS, 2 788
REÉLU

VERVINS
M. Jaluzot, div. opp., 2 369
REÉLU

VERVINS
M. Jaluzot, div. opp., 2 369
REÉLU

VERVINS
M. Jaluzot, div. opp., 2 369
REÉLU

VERVINS
M. Jaluzot, div. opp., 2 369
REÉLU

VERVINS
M. Jaluzot, div. opp., 2 369
REÉLU

VERVINS
M. Jaluzot, div. opp., 2 369
REÉLU

VERVINS
M. Jaluzot, div. opp., 2 369
REÉLU

VERVINS
M. Jaluzot, div. opp., 2 369
REÉLU

VERVINS
M. Jaluzot, div. opp., 2 369
REÉLU

VERVINS
M. Jaluzot, div. opp., 2 369
REÉLU

VERVINS
M. Jaluzot, div. opp., 2 369
REÉLU

VERVINS
M. Jaluzot, div. opp., 2 369
REÉLU

VERVINS
M. Jaluzot, div. opp., 2 369
REÉLU

VERVINS
M. Jaluzot, div. opp., 2 369
REÉLU

VERVINS
M. Jaluzot, div. opp., 2 369
REÉLU

VERVINS
M. Jaluzot, div. opp., 2 369
REÉLU

VERVINS
M. Jaluzot, div. opp., 2 369
REÉLU

VERVINS
M. Jaluzot, div. opp., 2 369
REÉLU

VERVINS
M. Jaluzot, div. opp., 2 369
REÉLU

VERVINS
M. Jaluzot, div. opp., 2 369
REÉLU

VERVINS
M. Jaluzot, div. opp., 2 369
REÉLU

VERVINS
M. Jaluzot, div. opp., 2 369
REÉLU

VERVINS
M. Jaluzot, div. opp., 2 369
REÉLU

VERVINS
M. Jaluzot, div. opp., 2 369
REÉLU

VERVINS
M. Jaluzot, div. opp., 2 369
REÉLU

VERVINS
M. Jaluzot, div. opp., 2 369
REÉLU

VERVINS
M. Jaluzot, div. opp., 2 369
REÉLU

VERVINS
M. Jaluzot, div. opp., 2 369
REÉLU

VERVINS
M. Jaluzot, div. opp., 2 369
REÉLU

VERVINS
M. Jaluzot, div. opp., 2 369
REÉLU

VERVINS
M. Jaluzot, div. opp., 2 369
REÉLU

VERVINS
M. Jaluzot, div. opp., 2 369
REÉLU

VERVINS
M. Jaluzot, div. opp., 2 369
REÉLU

VERVINS
M. Jaluzot, div. opp., 2 369
REÉLU

VERVINS
M. Jaluzot, div. opp., 2 369
REÉLU

VERVINS
M. Jaluzot, div. opp., 2 369
REÉLU

VERVINS
M. Jaluzot, div. opp., 2 369
REÉLU

VERVINS
M. Jaluzot, div. opp., 2 369
REÉLU

VERVINS
M. Jaluzot, div. opp., 2 369
REÉLU

VERVINS
M. Jaluzot, div. opp., 2 369
REÉLU

VERVINS
M. Jaluzot, div. opp., 2 369
REÉLU

VERVINS
M. Jaluzot, div. opp., 2 369
REÉLU

VERVINS
M. Jaluzot, div. opp., 2 369
REÉLU

VERVINS
M. Jaluzot, div. opp., 2 369
REÉLU

VERVINS
M. Jaluzot, div. opp., 2 369
REÉLU

VERVINS
M. Jaluzot, div. opp., 2 369
REÉLU

VERVINS
M. Jaluzot, div. opp., 2 369
REÉLU

VERVINS
M. Jaluzot, div. opp., 2 369
REÉLU

VERVINS
M. Jaluzot, div. opp., 2 369
REÉLU

VERVINS
M. Jaluzot, div. opp., 2 369
REÉLU

VERVINS
M. Jaluzot, div. opp., 2 369
REÉLU

VERVINS
M. Jaluzot, div. opp., 2 369
REÉLU

● CUSSET-NORD
M. Hamide, RPR, 3 139
REÉLU

● CUSSET-NORD
M. Bardet, c.s., PC, 3 135
REÉLU

● CUSSET-SUD
M. Copet, div. opp., 3 366
REÉLU

● CUSSET-SUD
M. Moran, PC, 3 101
REÉLU

DOMERAT-MONTLUÇON-NORD-OUEST
M. Perrier, UDF-PR, 2 111
REÉLU

DOMERAT-MONTLUÇON-NORD-OUEST
M. Guichon, c.s., PC, n.s.p.
REÉLU

DOMPIERRE-SUR-BESBRE
M. Colombar, PS, 3 060
REÉLU

DOMPIERRE-SUR-BESBRE
M. Huet, div. opp., 2 111
REÉLU

DOMPIERRE-SUR-BESBRE
M. Guichon, c.s., PC, n.s.p.
REÉLU

ESCUROLLES
M. Dubouey, RPR, 4 632
REÉLU

ESCUROLLES
M. Cornou, c.s., MRG, 4 427
REÉLU

HERISSON
M. Faureau, c.s., div. opp., 3 193
REÉLU

HERISSON
M. Roussel, PC, 2 734
REÉLU

JAILLY-SUR-BESBRE
M. Gonard, c.s., PS, 1 871
REÉLU

JAILLY-SUR-BESBRE
M. Livroz, UDF, 1 492
REÉLU

LE MAYET-DE-MONTAGNE
M. Lacoste, div. opp., 1 787
REÉLU

LE MAYET-DE-MONTAGNE
M. Fayet, c.s., div. opp., 1 351
REÉLU

MONTLUÇON-OUEST
M. Michard, UDF-PSD, 3 459
REÉLU

MONTLUÇON-OUEST
M. Pichard, c.s., PC, 3 313
REÉLU</

DES ÉLECTIONS CANTONALES

de bons reports de voix communistes et celui d'Antiquité où M. Teston l'a emporté malgré un mauvais report PC. M. Chambrun (UDF) à Amboise, remplace M. Lenoir (RPR). Dans le canton de Montpeyrou, M. Garret (RPR) sauve son siège de 67 voix. Les reports ont été globalement plus élevés à droite qu'à gauche.

NOUVEAU CONSEIL (prés. sort. : M. Henri Torte, UDF-PR, 2 PC; 6 PS; 1 UDF; 12 UDF; 5 RPR; 7 div. opp.).

ARDENNES (18)

1^{er} TOUR: 6 ELUS
(1 PS; 1 UDF; 1 UDF-PR; 2 RPR; 1 CNIP)

FUMAY
M. Aubertin, RPR, 1 835... ÉLU
M. Riddimont, PS, 1 823
M. Sacrez RPR, n.s.r.p.

MONTHERMÉ
M. Vissé, c.s. a. dép., PC, 3 613.
RELU
M. Vancher, RPR, 2 680

MONTMOÏS
M. Méthais, c.s., UDF-PR, 759
RELU
MM. Soudant, div. opp., 471; Aubry, PS, 350.

NOUVEAU CONSEIL (prés. sort. : M. Saint-Paul, PS; 20 PS, 1 MRG, 1 UDF).

AUBE (16 + 2)

1^{er} TOUR: 7 ELUS
(2 UDF-PR; 2 UDF; 2 RPR; 1 div. opp.)

ARCIS-SUR-AUBE
M. Piat, c.s., UDF, 2 007... RELU
MM. Lardin, RPR, 1 268; Liechty, PS, 753.

BOUILLY
M. Daragon, c.s., UDF-PR, 2 429... RELU
M. Pestreherbe, PS, 1 457.

BRIENNE-LE-CHATEAU
M. Rahon, c.s., PC, 2 219... RELU
M. Ogier, UDF-PR, 2 180.

● LA CHAPELLE-SAINT-LUC
M. Dujeancourt, UDF-RAD, 1 905... ÉLU
M. Plois, PS, 1 529.

ESTISSAC
M. Raphanaud, UDF-RAD, 1 451... ÉLU
M. Boudin, c.s., PS, 1 128.

MUSSY-SUR-SEINE
M. Durcin-Theremin, div. opp., 1 092... ÉLU
M. Colin, c.s., PS, 1 029.

● ROMILLY-SUR-SEINE I
M. Granet, UDF-RAD, 2 529... ÉLU
M. Camuset, PC, 1 863.
M. Paul Granet, c.s., UDF-RAD, a démissionné.

ROMILLY-SUR-SEINE II
M. Didier, c.s., PC, 2 964... RELU
M. Bouland, RPR, 2 213.

SOULAINES-DUHOIS
M. Roche, div. g., 840... ÉLU
M. Fauchet, div. g., 606.
M. Thierry, c.s., UDF-PR, n.s.r.p.

TROYES VII
M. Rigaud, RPR, 3 202... ÉLU
M. Plois, c.s., PS, 2 184.

VILLENAUXE-LA-GRANDE
M. Chevrier, c.s., PS, 927... RELU
M. Walbel, div. opp., 730.

Le Parti socialiste est le grand perdant de ce scrutin. Il avait sept candidats, il perd quatre sièges. Le conseil général des Ardennes était, depuis 1982, déjà largement acquis à l'opposition nationale; celle-ci sort donc encore confortée. La défaite est particulièrement sévère pour M. Gilles Chanteur, député socialiste, qui défendait son siège à Sedan-Est. Il ne réussit qu'à rassembler 38,81 % des suffrages. En revanche, les sortants socialistes de Rumiigny et de Nouaillon ont conservé leur siège avec une confortable avance. A Remen, M. Drumel, conseiller socialiste sortant, n'a perdu cette élection qu'avec un écart de 79 voix et M. Michel Riddimont, maire socialiste de Fumay, a fait, à 12 voix près, revivre un siège à la droite. Ce qui tendrait à montrer que le report des voix à droite s'est effectué avec quelques difficultés dans ce département.

Le seul sortant communiste, M. René Vissé, a conservé son problème son siège à Monthermé en totalisant 37,41 % des suffrages.

NOUVEAU CONSEIL (prés. sort. : M. Jacques Soufflet, RPR, c.s., 2 UDF-PR; 2 UDF-PS; 10 RPR; 1 CNIP; 7 div. opp.).

ARIÈGE (9 + 3)

1^{er} TOUR: 4 ELUS
(4 PS)

● FOIX-RURAL
M. Destrem, PS, 2 128... ÉLU
M. Maury, div. g., 1 745.

LE FOSSAT
M. Massat, PS, 1 638... ÉLU
M. Bordier, c.s., div. opp., 1 225.

LAVELANET
M. Caux, PS, 3 378... ÉLU
M. Marty, UDF-CDS, 2 812.
M. Alzieu, c.s., PS, n.s.r.p.

LE MAS-D'AZIL
M. Poujol, PS, 1 201... ÉLU
M. Loubet, PS diss., 1 143.
M. Saint-Paul, c.s., PR, c.s. g., n.s.r.p.

● PAMBERS-EST
M. CAUMEL, PS, 2 832... ÉLU
M. Claret, RPR, 2 196.

● PAMBERS-OUEST
M. Legrand, UDF, 2 558... ÉLU
M. Seguela, c.s., PC, 2 535.

SAINT-GIRONS
M. Oussat, PS, 3 477... ÉLU
M. Laurent, c.s., UDF-PR, 2 826.

TARASCON-SUR-ARIÈGE
M. Naudi, PS, 2 460... ÉLU
M. Liorca, RPR, 2 031.
M. Rousset, c.s., PS, n.s.r.p.

Les socialistes, qui disposaient déjà de la majorité absolue au sein de l'assemblée départementale, accentuent encore leur emprise puisqu'ils ont obtenu quatre sièges supplémentaires et détiennent désormais vingt sièges sur vingt-deux, contre un seul au MRG et un seul aussi à l'opposition, représentée par le nouveau conseiller (UDF) du canton de Pamiers-Ouest, vainqueur du conseiller communiste sortant avec 23 voix d'avance. Pour l'opposition, réduite à la

portion congrue, cette victoire comble la perte du siège du Saint-Girons, où le conseiller UDF-PR sortant a été battu par le candidat du PS.

Le successeur de M. André Saint-Paul (PS) à la présidence de l'assemblée départementale sera donc un autre socialiste. Dans le canton du Mas-d'Azil, où M. Saint-Paul ne se représentait pas, le duel entre le socialiste investi par le parti, M. Poujol, et le socialiste dissident, M. Loubet, a tourné à l'avantage du premier.

NOUVEAU CONSEIL (prés. sort. : M. Saint-Paul, PS; 20 PS, 1 MRG, 1 UDF).

AUBE (16 + 2)

1^{er} TOUR: 7 ELUS
(2 UDF-PR; 2 UDF; 2 RPR; 1 div. opp.)

ARCIS-SUR-AUBE
M. Piat, c.s., UDF, 2 007... RELU
MM. Lardin, RPR, 1 268; Liechty, PS, 753.

BOUILLY
M. Daragon, c.s., UDF-PR, 2 429... RELU
M. Pestreherbe, PS, 1 457.

BRIENNE-LE-CHATEAU
M. Rahon, c.s., PC, 2 219... RELU
M. Ogier, UDF-PR, 2 180.

● LA CHAPELLE-SAINT-LUC
M. Dujeancourt, UDF-RAD, 1 905... ÉLU
M. Plois, PS, 1 529.

ESTISSAC
M. Raphanaud, UDF-RAD, 1 451... ÉLU
M. Boudin, c.s., PS, 1 128.

MUSSY-SUR-SEINE
M. Durcin-Theremin, div. opp., 1 092... ÉLU
M. Colin, c.s., PS, 1 029.

● ROMILLY-SUR-SEINE I
M. Granet, UDF-RAD, 2 529... ÉLU
M. Camuset, PC, 1 863.
M. Paul Granet, c.s., UDF-RAD, a démissionné.

ROMILLY-SUR-SEINE II
M. Didier, c.s., PC, 2 964... RELU
M. Bouland, RPR, 2 213.

SOULAINES-DUHOIS
M. Roche, div. g., 840... ÉLU
M. Fauchet, div. g., 606.
M. Thierry, c.s., UDF-PR, n.s.r.p.

TROYES VII
M. Rigaud, RPR, 3 202... ÉLU
M. Plois, c.s., PS, 2 184.

VILLENAUXE-LA-GRANDE
M. Chevrier, c.s., PS, 927... RELU
M. Walbel, div. opp., 730.

Le Parti socialiste est le grand perdant de ce scrutin. Il avait sept candidats, il perd quatre sièges. Le conseil général des Ardennes était, depuis 1982, déjà largement acquis à l'opposition nationale; celle-ci sort donc encore confortée. La défaite est particulièrement sévère pour M. Gilles Chanteur, député socialiste, qui défendait son siège à Sedan-Est. Il ne réussit qu'à rassembler 38,81 % des suffrages. En revanche, les sortants socialistes de Rumiigny et de Nouaillon ont conservé leur siège avec une confortable avance. A Remen, M. Drumel, conseiller socialiste sortant, n'a perdu cette élection qu'avec un écart de 79 voix et M. Michel Riddimont, maire socialiste de Fumay, a fait, à 12 voix près, revivre un siège à la droite. Ce qui tendrait à montrer que le report des voix à droite s'est effectué avec quelques difficultés dans ce département.

Le seul sortant communiste, M. René Vissé, a conservé son problème son siège à Monthermé en totalisant 37,41 % des suffrages.

NOUVEAU CONSEIL (prés. sort. : M. Jacques Soufflet, RPR, c.s., 2 UDF-PR; 2 UDF-PS; 10 RPR; 1 CNIP; 7 div. opp.).

AUDE (17)

1^{er} TOUR: 7 ELUS
(6 PS; 1 RPR)

ALZONNE
M. Courrière, c.s., sec. E., PS, 2 299... RELU
M. Larat, div. opp., 1 862.

AXAT
M. Vidal, PS, 806... ÉLU
M. Raymond, c.s., PS, est démissionné.

CARCASSONNE I
M. Bertrand, PS, 3 722... ÉLU
M. Sampietro, RPR, 2 951.
M. Martin, c.s., PC, s'est retiré.

CASTELNAUDARY-NORD
M. Grocille, c.s., PS, 2 663... RELU
M. Embry, RPR, 2 242.

COURSAN
M. Vissacov, PS, 3 762... ÉLU
MM. Pla, c.s., PC, 3 649; Bertrand, RPR, 1 369.

LAGRASSE
M. Angeley, c.s., PS, 1 226... RELU
M. Poch, RPR, 728.

LÉZIGNAN-CORBIÈRES
M. Soucaille, c.s., m., PS, 5 315... RELU
M. Fabry, RPR, 3 830.

NARBONNE-EST
M. Pujan, c.s., UDF-PSD, 4 069... RELU
M. Mendoza, PS, 2 734.

PEYRIAC-MINERVOIS
M. Cazanave, c.s., PS, 4 028... RELU
M. Durand, RPR, 2 457.

TUCHAN
M. Moutié, PS, 723... ÉLU
M. Astruc, div. g., 633.
M. Azeau, c.s., PS, n.s.r.p.

Le Parti socialiste sort renforcé de scrutin. Alors qu'il pouvait en craindre l'inverse, il gagne en effet deux sièges supplémentaires, résultat inespéré qui rend plus étonnante encore sa majorité au sein de l'assemblée départementale. La crise victorieuse

la partie de la ville de Carcassonne aux dernières municipales, le résultat affirmatif de son élection au II^e des élections qui ont suivi 1981, n'est qu'un fait: l'Aude reste l'un des derniers bastions rouges vraiment solides du Midi (61,79 % des voix pour la gauche et des socialistes contre 38,20 % pour la droite).

Malgré une campagne dynamique, la droite ne s'est vraiment illustrée que dans les fiefs qu'elle occupait déjà, à Belpoix et à Narbonne-Est. Dans le canton d'Alzonne, elle a seulement réussi à mettre en ballottage le secrétaire d'État sortant, M. Raymond Courrière, réélu au deuxième tour avec 52,25 % des suffrages. Elle n'aurait pu l'emporter dans un seul canton: Castelnaudary-Nord, où, au premier tour, avec 49,13 % des voix, elle remportait aisément le conseiller socialiste sortant, M. Henri Grocille. Ce dernier l'a pourtant nettement emporté en améliorant de plus de 4 points le pourcentage de la gauche du 10 mars. Dans la plupart des cantons, les reports se sont bien opérés à gauche, avec toutefois une légère défection à Lézignan (par où se dirigeait le candidat de la gauche, M. Roger Bertrand, qui avait distancé le conseiller sortant communiste, M. Maurice Martin, au premier tour, ne retrouvant pas toutes les voix de la gauche).

Le duel le plus attendu était celui qui opposait à Courrière, le candidat socialiste M. Michel Vissacov, arrivé en tête au premier tour, au conseiller communiste sortant, M. Gilbert Pla, qui avait refusé de se démissionner. Ce duel a finalement été remporté par le socialiste, qui a obtenu nettement son score, alors que le candidat du RPR n'a bénéficié ni des suffrages du Front national ni de l'augmentation du nombre de voix.

Les grands perdants sont, en définitive, les communistes, qui n'ont plus qu'un seul représentant au conseil général.

NOUVEAU CONSEIL (prés. sort. : M. Saint-Paul, PS; 20 PS, 1 UDF-PR; 4 RPR, 1 div. opp.).

BOUCHES-DU-RHÔNE (23)

1^{er} TOUR: 2 ELUS
(1 PC; 1 PS)

AD-SUD-OUEST
M. Picheral, c.s., PS, 6 954... RELU
M. Chelini, UDF-CDS, 6 928; Lemery, FN, 3 195.

ALLAUCH
M. Bertrand, RPR, 6 646... ÉLU
MM. Masse, c.s., a. dép., PS, 5 623; Duflay-Dupert, FN, 64.

ARLES-OUEST
M. Perrot, c.s., PC, 5 521... ÉLU
M. Jouve, RPR, 4 586.

BERRE-L'ÉTANG
M. Leder, RPR, 7 781... ÉLU
MM. Guion, c.s., PC, 7 504; Jettin, FN, 6.

LA CROIX
M. Tillet, c.s., PC, 8 558... RELU
MM. Rastoin, RPR, 7 979; Pando, FN, 7 739.

EYGUIÈRES
M. Conte, c.s., PS, 4 041... RELU
MM. Savornin, UDF-PR, 3 033; Ory, FN, 68.

LAMBERS
M. Pauliol, c.s., app. PS, 4 580... RELU
MM. Onorati, UDF-PR, 3 955; Luccardi, FN, 39.

MARIGNANE
M. Deleuil, div. opp., 15 077... ÉLU
M. D'Ambois, c.s., PS, 14 554.

MARSEILLE II
M. Roussel, sort. FN, 6 043... ÉLU
M. Santoni, c.s., dép., RPR, 5 729.

MARSEILLE VI
M. Blum, c.s., UDF-PR, 6 643... RELU
MM. Rocca-Serra, PS, 3 669; Jurny, FN, 15.

MARSEILLE VII
M. Martel, UDF-PR, 7 942... ÉLU
M. Gallix, PS, 4 157; M. Canavesio, sort. FN, CNIP, 3.

MARSEILLE VIII
M. Rapazzi, c.s., sém., PS, n.s.r.p.

MARSEILLE IX
M. Decamps, PS, 4 357... ÉLU
M. Gimbert, FN, 3 994.
M. Chauvin, c.s., PC, s'est retiré.

MARSEILLE X
M. Coullomb, PS, 4 650... ÉLU
MM. Chelini, UDF-CDS, 4 557; Bardini, FN, 3 249.
M. Heyraud, c.s., PS, n.s.r.p.

MARSEILLE XI
M. Villani, RPR, 7 876... ÉLU
M. Massias, PS, 6 588; M^{me} Plat, FN, 12.

MARSEILLE XII
M. Biaggini, c.s., PC, s'est retiré.

MARSEILLE XIV-B
M. Cacciatolo, c.s., PC, 3 702... RELU
MM. Iacardo, FN, 2 813; Gallo, RPR, 1 912.

MARSEILLE XVII
M. Masse, c.s., dép., PS, 9 411... RELU
M. Pantaloni, FN, 8 091.

MARSEILLE XIX
M. Grolleau, UDF-PR, 9 189... ÉLU
MM. Anselmi, c.s., PS, 8 080; Perche, FN, 10.

MARSEILLE XX-B
M. Teissier, c.s., UDF-PR, 11 142... RELU
M^{me} Quintana, PS, 5 048; M. Mailhes, FN, 10.

La gauche a obtenu 14 sièges au premier tour, ce qui est un record pour ce département. Elle a obtenu 14 sièges au premier tour, ce qui est un record pour ce département. Elle a obtenu 14 sièges au premier tour, ce qui est un record pour ce département.

La gauche a obtenu 14 sièges au premier tour, ce qui est un record pour ce département. Elle a obtenu 14 sièges au premier tour, ce qui est un record pour ce département. Elle a obtenu 14 sièges au premier tour, ce qui est un record pour ce département.

La gauche a obtenu 14 sièges au premier tour, ce qui est un record pour ce département. Elle a obtenu 14 sièges au premier tour, ce qui est un record pour ce département. Elle a obtenu 14 sièges au premier tour, ce qui est un record pour ce département.

La gauche a obtenu 14 sièges au premier tour, ce qui est un record pour ce département. Elle a obtenu 14 sièges au premier tour, ce qui est un record pour ce département. Elle a obtenu 14 sièges au premier tour, ce qui est un record pour ce département.

La gauche a obtenu 14 sièges au premier tour, ce qui est un record pour ce département. Elle a obtenu 14 sièges au premier tour, ce qui est un record pour ce département. Elle a obtenu 14 sièges au premier tour, ce qui est un record pour ce département.

La gauche a obtenu 14 sièges au premier tour, ce qui est un record pour ce département. Elle a obtenu 14 sièges au premier tour, ce qui est un record pour ce département. Elle a obtenu 14 sièges au premier tour, ce qui est un record pour ce département.

La gauche a obtenu 14 sièges au premier tour, ce qui est un record pour ce département. Elle a obtenu 14 sièges au premier tour, ce qui est un record pour ce département. Elle a obtenu 14 sièges au premier tour, ce qui est un record pour ce département.

La gauche a obtenu 14 sièges au premier tour, ce qui est un record pour ce département. Elle a obtenu 14 sièges au premier tour, ce qui est un record pour ce département. Elle a obtenu 14 sièges au premier tour, ce qui est un record pour ce département.

La gauche a obtenu 14 sièges au premier tour, ce qui est un record pour ce département. Elle a obtenu 14 sièges au premier tour, ce qui est un record pour ce département. Elle a obtenu 14 sièges au premier tour, ce qui est un record pour ce département.

La gauche a obtenu 14 sièges au premier tour, ce qui est un record pour ce département. Elle a obtenu 14 sièges au premier tour, ce qui est un record pour ce département. Elle a obtenu 14 sièges au premier tour, ce qui est un record pour ce département.

La gauche a obtenu 14 sièges au premier tour, ce qui est un record pour ce département. Elle a obtenu 14 sièges au premier tour, ce qui est un record pour ce département. Elle a obtenu 14 sièges au premier tour, ce qui est un record pour ce département.

La gauche a obtenu 14 sièges au premier tour, ce qui est un record pour ce département. Elle a obtenu 14 sièges au premier tour, ce qui est un record pour ce département. Elle a obtenu 14 sièges au premier tour, ce qui est un record pour ce département.

La gauche a obtenu 14 sièges au premier tour, ce qui est un record pour ce département. Elle a obtenu 14 sièges au premier tour, ce qui est un record pour ce département. Elle a obtenu 14 sièges au premier tour, ce qui est un record pour ce département.

La gauche a obtenu 14 sièges au premier tour, ce qui est un record pour ce département. Elle a obtenu 14 sièges au premier tour, ce qui est un record pour ce département. Elle a obtenu 14 sièges au premier tour, ce qui est un record pour ce département.

La gauche a obtenu 14 sièges au premier tour, ce qui est un record pour ce département. Elle a obtenu 14 sièges au premier tour, ce qui est un record pour ce département. Elle a obtenu 14 sièges au premier tour, ce qui est un record pour ce département.

La gauche a obtenu 14 sièges au premier tour, ce qui est un record pour ce département. Elle a obtenu 14 sièges au premier tour, ce qui est un record pour ce département. Elle a obtenu 14 sièges au premier tour, ce qui est un record pour ce département.

AVEYRON (22)

1^{er} TOUR: 17 ELUS
(1 app. PS; 1 MRG; 3 UDF; 3 UDF-CDS; 7 UDF-PR; 1 RPR; 1 div. opp.)

CAMPAGNAC
M. Blanquet, div. opp., 735... ÉLU
M. Gimsey, div. opp., 668.
M. Pujol, c.s., RPR, n.s.r.p.

ESTAIN
M. Bessière, c.s., UDF-PR, 1 155... RELU
M. Palouat, div. opp., 869.

LAISSAC
M. Boonéfous, c.s., UDF-PR, 1 385... RELU
M. Sadras, div. opp., 1 309.

MARCELLAC-VALLOIN
M. Périé, c.s., div. opp., 2 332... RELU
MM. Retournaud, div. opp., 1 487; Morel, PS, 676.

MILLAU-OUEST
M. Lagarde, RPR, 4 200... ÉLU
M. Deruy, c.s., PS, 4 152.

Le maître de Millau, M. Deruy (PS) est battu à Millau-Ouest, de 48 voix. Plus qu'à un mois de la fin de son mandat, cette défaite semble due à une modification des électeurs d'opposition (U y a eu 800 suffrages exprimés de plus qu'au premier tour). Il s'agit du seul siège perdu par la gauche.

NOUVEAU CONSEIL (prés. sort. : M. Jean Pouch, UDF-PR, c.s., de Rignac); 1 app. PS; 9 PS; 1 app. PS; 1 MRG; 3 UDF; 6 UDF-CDS; 17 UDF-PR; 4 RPR; 4 div. opp.).

SAINT-REMY-DE-PROVENCE
M. Pampaloni, UDF, 3 782... ÉLU
M. Richard, c.s., app. PC, 3 479.

TARASCON
M. Lalauze, c.s., PS, 3 408... RELU
M^{me} Ailland, div. opp., 3 305; M. Pommer, FN, 634.

TRETS
M. Samat, c.s., PS, 5 032... RELU
M. Ferrand, UDF-PR, 4 347; M^{me} Falque de Bezaure, FN, 50.

La gauche a obtenu 14 sièges au premier tour, ce qui est un record pour ce département. Elle a obtenu 14 sièges au premier tour, ce qui est un record pour ce département. Elle a obtenu 14 sièges au premier tour, ce qui est un record pour ce département.

La gauche a obtenu 14 sièges au premier tour, ce qui est un record pour ce département. Elle a obtenu 14 sièges au premier tour, ce qui est un record pour ce département. Elle a obtenu 14 sièges au premier tour, ce qui est un record pour ce département.

La gauche a obtenu 14 sièges au premier tour, ce qui est un record pour ce département. Elle a obtenu 14 sièges au premier tour, ce qui est un record pour ce département. Elle a obtenu 14 sièges au premier tour, ce qui est un record pour ce département.

La gauche a obtenu 14 sièges au premier tour, ce qui est un record pour ce département. Elle a obtenu 14 sièges au premier tour, ce qui est un record pour ce département. Elle a obtenu 14 sièges au premier tour, ce qui est un record pour ce département.

La gauche a obtenu 14 sièges au premier tour, ce qui est un record pour ce département. Elle a obtenu 14 sièges au premier tour, ce qui est un record pour ce département. Elle a obtenu 14 sièges au premier tour, ce qui est un record pour ce département.

La gauche a obtenu 14 sièges au premier tour, ce qui est un record pour ce département. Elle a obtenu 14 sièges au premier tour, ce qui est un record pour ce département. Elle a obtenu 14 sièges au premier tour, ce qui est un record pour ce département.

La gauche a obtenu 14 sièges au premier tour, ce qui est un record pour ce département. Elle a obtenu 14 sièges au premier tour, ce qui est un record pour ce département. Elle a obtenu 14 sièges au premier tour, ce qui est un record pour ce département.

La gauche a obtenu 14 sièges au premier tour, ce qui est un record pour ce département. Elle a obtenu 14 sièges au premier tour, ce qui est un record pour ce département. Elle a obtenu 14 sièges au premier tour, ce qui est un record pour ce département.

La gauche a obtenu 14 sièges au premier tour, ce qui est un record pour ce département. Elle a obtenu 14 sièges au premier tour, ce qui est un record pour ce département. Elle a obtenu 14 sièges au premier tour, ce qui est un record pour ce département.

La gauche a obtenu 14 sièges au premier tour, ce qui est un record pour ce département. Elle a obtenu 14 sièges au premier tour, ce qui est un record pour ce département. Elle a obtenu 14 sièges au premier tour, ce qui est un record pour ce département.

La gauche a obtenu 14 sièges au premier tour, ce qui est un record pour ce département. Elle a obtenu 14 sièges au premier tour, ce qui est un record pour ce département. Elle a obtenu 14 sièges au premier tour, ce qui est un record pour ce département.

La gauche a obtenu 14 sièges au premier tour, ce qui est un record pour ce département. Elle a obtenu 14 sièges au premier tour, ce qui est un record pour ce département. Elle a obtenu 14 sièges au premier tour, ce qui est un record pour ce département.

La gauche a obtenu 14 sièges au premier tour, ce qui est un record pour ce département. Elle a obtenu 14 sièges au premier tour, ce qui est un record pour ce département. Elle a obtenu 14 sièges au premier tour, ce qui est un record pour ce département.

La gauche a obtenu 14 sièges au premier tour, ce qui est un record pour ce département. Elle a obtenu 14 sièges au premier tour, ce qui est un record pour ce département. Elle a obtenu 14 sièges au premier tour, ce qui est un record pour ce département.

La gauche a obtenu 14 sièges au premier tour, ce qui est un record pour ce département. Elle a obtenu 14 sièges au premier tour, ce qui est un record pour ce département. Elle a obtenu 14 sièges au premier tour, ce qui est un record pour ce département.

La gauche a obtenu 14 sièges au premier tour, ce qui est un record pour ce département. Elle a obtenu 14 sièges au premier tour, ce qui est un record pour ce département. Elle a obtenu 14 sièges au premier tour, ce qui est un record pour ce département.

La gauche a obtenu 14 sièges au premier tour, ce qui est un record pour ce département. Elle a obtenu 14 sièges au premier tour, ce qui est un record pour ce département. Elle a obtenu 14 sièges au premier tour, ce qui est un record pour ce département.

La gauche a obtenu 14 sièges au premier tour, ce qui est un record pour ce département. Elle a obtenu 14 sièges au premier tour, ce qui est un record pour ce département. Elle a obtenu 14 sièges au premier tour, ce qui est un record pour ce département.

La gauche a obtenu 14 sièges au premier tour, ce qui est un record pour ce département. Elle a obtenu 14 sièges au premier tour, ce qui est un record pour ce département. Elle a obtenu 14 sièges au premier tour, ce qui est un record pour ce département.

La gauche a obtenu 14 sièges au premier tour, ce qui est un record pour ce département. Elle a obtenu 14 sièges au premier tour, ce qui est un record pour ce département. Elle a obtenu 14 sièges au premier tour, ce qui est un record pour ce département.

La gauche a obtenu 14 sièges au premier tour, ce qui est un record pour ce département. Elle a obtenu 14 sièges au premier tour, ce qui est un record pour ce département. Elle a obtenu 14 sièges au premier tour, ce qui est un record pour ce département.

CAEN X

M. Pinson, c.s., PS, 3 283... RELU
M. Godey, RPR, 3 021.

CONDE-SUR-NOIREAU
M. Picard, c.s., div. opp., 2 648... RELU
M. Bouillere, PS, 1 720.

LISEUX-II
M. Triqueneaux, UDF-PR, 2 664... ÉLU
M. Vacher, c.s., PS, 2 178.

LIVAROT
M. Prado, div. opp., 1 807... ÉLU
M. Rioult de Neuville, c.s., div. opp., 1 687.

PONT-L'ÉVÊQUE
M. Lessard, c.s., UDF-PR, 1 768... RELU
M. Mosagna, div. opp., 1 683.

Le second tour a confirmé la poursuite de l'opposition nationale qui s'est déjà manifestée le 10 mars. La gauche ne sera plus représentée que par 9 élus socialistes contre 14 adversaires, le PC pour sa part, ne comptant plus d'élus à l'assemblée départementale depuis le décès, en 1984, de M. Lecomte (Diss.).

Trois des quatre conseillers généraux sortants du PS, qui étaient en ballottage à l'issue du premier tour ont été battus. A Bourneville, M. Lapellier a été victime d'un nouveau report des voix de gauche. Dans ce canton la gauche régresse de 51 % à 46,5 % des suffrages exprimés. A Lisieux II, M. Vacher laisse son siège à M. Triqueneaux (UDF-PR). Et à Caen IV, M. Payant n'a pu réduire l'écart qui le séparait de M. Le Brethon (RPR) et s'est incliné pour 68 suffrages. Seul M. Fiston garde son siège à Caen X.

Caen V, l'élection de M. Mezandieu était attendue. Avec 62 % des suffrages, le ministre des FTT réalise un score plus qu'honorable, mais néanmoins inférieur de 4 points au total des suffrages obtenus au premier tour par la gauche et l'extrême gauche.

La nouvelle assemblée départementale, au sein de laquelle l'UDF reste dominante, accueille deux nouveaux membres du RPR, parmi lesquels M. Fiston, ancien ministre, élu le 10 mars.

NOUVE

Les résultats dans les départements

(Suite de la page 11.)

● LA ROCHELLE I
M. Renouard, MRG, 1943. **ÉLU**
M. Durand, RPR, 1638.

● LA ROCHELLE II
M. Maud, PS, 1476
M. Piarard, RPR, 1301.

● LA ROCHELLE III
M. Jumeau, RPR, 1636
M. Chaigneau, dép., MRG, 1516.
M. Crépeau, c.s., min., m., MRG, n.s.r.p.

● LA ROCHELLE V
M. Veyrac, RPR, 2919 **ÉLU**
M. Dubosc, c.s., MRG, 2622.

● LA ROCHELLE VI
M. Garang, RPR, 1965 **ÉLU**
M. Chabreire, PS, 1808.

● LA ROCHELLE VII
M. Rogeon, MRG, 1941 **ÉLU**
M. Clerc, UDF-RAD, 1679.

● ROYAN-EST
M. Bussereau, UDF-PR, 4480 **ÉLU**
M. Merle, PS, 2360.
M. Papeau, c.s., PC, n.s.r.p.

● SAINT-JEAN-D'ANGÉLON
M. Chau de Limur, RPR, 4384 **ÉLU**
M. Burger, c.s., PS, n.s.r.p.
M. Tarin, c.s., PS, n.s.r.p.

● SAINT-MARTIN-DE-RÉ
M. Gendre, sout. RPR, 1915 **ÉLU**
M. Laidet, MRG, 1498; Vergeaud, c.s., div. opp., 1037.

● SAINT-PIERRE-D'OLÉRON
M. Ferry, div. opp., 3028 **ÉLU**
M. Moquay, PS, 2386.
M. Chailionnet, c.s., PS, n.s.r.p.

● SAINTES-EST
M. de Roux, UDF, 3207 **ÉLU**
M. Loeuillet, PS, 3081.

● SAINTES-OUEST
M. Bougeret, UDF-RAD, 3187 **ÉLU**
M. Vandeau, c.s., PS, 2945.

● SAUJON
M. Brillouet, c.s., RPR, 3873 **ÉLU**
M. Dubois, PS, 3031.

● TONNAY-BOUATONNE
M. Rochet, UDF-PR, 1010 **ÉLU**
M. Bonduel, c.s., ssa, MRG, 903.

Malgré une mobilisation sensiblement supérieure de près de deux points de l'opposition et malgré des reports de voix correctement effectués, la gauche enregistre une sévère défaite en Charente-Maritime. Elle perd la présidence qu'elle détenait depuis quarante ans. Le RPR, avec 13 élus, devient le premier groupe politique dans la nouvelle assemblée. L'échec est particulièrement lourd dans la circonscription électorale de La Rochelle, où M. Chabreire, député MRG, est battu dans le canton où M. Michel Crépeau, maître de la Rochelle et ministre du Commerce et de l'Industrie, ne s'était pas représenté. La gauche perd, dans la même circonscription, M. Durand, député UDF-RAD et La Rochelle-VI.

Echec, également, des sortants socialistes à Saintes-Ouest, à Saint-Pierre-d'Oléron, à Montendre et à Saint-Jean-d'Angély. Mais la défaite de M. Stéphane Bonduel, député MRG, élu de Tonnay-Bouaton depuis 1929, battu par un jeune candidat, peut apparaître comme le symbole du recul de la gauche dans un département qui rejette maintenant les trois autres départements de la région Poitou-Charente dans le camp de l'opposition gouvernementale.

NOUVEAU CONSEIL (prés. sort.: M. Philippe Marechal, dép., PS, 13 RPR; 9 UDF; 10 div. opp.; 11 PS; 4 MRG; 3 div. g.; 1 PC).

CHER (18)

1^{er} TOUR: 8 ÉLUS (1 UDF-PR; 2 RPR; 5 div. opp.)

● BOURGES IV
M. Deniau, c.s., prés. c.g., UDF-PR, 3726 **ÉLU**
M. Picard, PC, 2581.

● BOURGES V
M. Michel, c.s., UDF, 2235 **ÉLU**
M. Camuzat, PC, 2126.

● LA CHAPELLE-D'ANGILLON
M. Heuclin, div. opp., 988 **ÉLU**
M. de Saporta, c.s., UDF-CDS, 541.

comment préparer...
SCIENCES-PO
100 pages, présentation de la réforme des études médicales et des études de pharmacie, programmes et analyses des statistiques.

les GRANDES ECOLES de COMMERCE
308 pages, liste des préparations avec leurs résultats, les épreuves des concours, annales et statistiques, présentation détaillée de 28 écoles, débouchés et salaires.

les ETUDES de MEDECINE et de PHARMACIE
180 pages, présentation de la réforme des études médicales et des études de pharmacie, programmes et analyses des statistiques.

VENTE en librairie (diffusion VUBERT) ou par correspondance (B.P. 40, 91190, Evry-Courcouronnes).
16, rue du Cloître Notre-Dame, 75004 PARIS, Tel. 325.63.30

● CHARENTON-DU-CHER
M. P. de Bonneval, RPR, 1123 **ÉLU**
M. Bouillon, PC, 915.
M. G. de Bonneval, c.s., div. opp., n.s.r.p.

● CHARENTON
M. Jaquet, c.s., PC, 3374 **ÉLU**
M. Chabreire, RPR, 3281.

● LEVET
M. Signargout, c.s., UDF, 2209 **ÉLU**
M. Truchot, PC, 1708.

● LIGNIÈRES
M. Menot, div. opp., 1050 **ÉLU**
M. Grillon, PC, 972; Pinaud, RPR, 772.
M. Nardet, c.s., PS, n.s.r.p.

● VAILLY-SUR-SAULDRE
M. Rabineau, PS diss., 1205 **ÉLU**
M. Doucet, c.s., div. opp., 1171.
M. Imbert, PS, s'est désisté avant le 1^{er} tour.

● VIERZONI
M. Micourand, c.s., m., PC, 4319 **ÉLU**
M. Miedouge, RPR, 3227.

● VIERZONI II
M. Conlon, c.s., PC, 4562 **ÉLU**
M. Agay, UDF, 2281.

Six cantons pour la droite et quatre pour la gauche lors du deuxième tour des cantons dans le Cher. Ces élections n'auront pas changé beaucoup le conseil général, bien que l'opposition nationale ait gagné 5 points sur 1979 en suffrages exprimés. La droite gagne, certes, le canton de Li-gnières, mais le retrait du conseiller sortant socialiste laisse prévoir cette tenue. La gauche est venue de Vailly avec l'élection d'un élu socialiste qui devance de 34 voix le sortant de droite (c'est par erreur que nous avons indiqué, en publiant les résultats du premier tour, que le siège appartenait à un socialiste). Il semble qu'un certain nombre d'électeurs RPR du premier tour ait préféré un homme de gauche au sortant. A La Chapelle-d'Angillon, le candidat « divers opposition » a plus profité que le sortant UDF-CDS de l'absence de la gauche au second tour. Un recours a déjà été déposé contre les résultats du canton de Bourges V où il y a une contestation.

NOUVEAU CONSEIL (prés. sort.: M. Jean-François Deniau, UDF-PR; 8 PC; 1 PS; 1 PS diss.; 3 UDF; 2 UDF-PR; 4 RPR; 16 div. opp.)

CORREZE (16 + 3)

1^{er} TOUR: 12 ÉLUS (1 PC; 1 UDF-CDS; 10 RPR)

● BRIVE-NORD-OUEST
M. Cassaing, c.s., dép., PS, 2352 **ÉLU**
M. Chapoutie, RPR, 2267.

● JUILLAC
M. Crouzillat, c.s., PC, 1848 **ÉLU**
M. Champagne, RPR, 1797.

● LAPLEAU
M. Gouhand, PS, 889 **ÉLU**
M. Vidal, RPR, 886.
M. Clair, c.s., PS, n.s.r.p.

● LARCHE
M. Auger, div. opp., 2438 **ÉLU**
M. Tronche, c.s., PC, 2173.

● MALEMORT-SUR-CORREZE
M. Bouraz, FAR, 3019 **ÉLU**
M. Le Pense, c.s., PS, 3019.

● LA ROCHE-CANILLAC
M. Pugeat, RPR, 1364 **ÉLU**
M. Pranchère, c.s., a.dép., dép. ssa, c.s., PC, 1287.

● UZERCHE
M. Larivière, RPR, 2945 **ÉLU**
M. Lamiche, c.s., PC, 2579.

Ces cantons ont définitivement lent l'ambiguïté qui régnait sur le conseil général de la Corrèze présidé par un communiste, M. Bouchetel, qui n'était pas renouvelable, alors que la majorité (10 contre 16) appartenait à l'opposition. Cette situation remonte au fait que les députés élus lors de la dernière législature, de gauche et de droite (1982) ont été élus dans des cantons où la gauche et la droite ont des sièges. La gauche a donc déjà baissé à droite depuis 1982. Ce mouvement est aujourd'hui accentué. L'opposition gagne six sièges, le PS en perd deux et le PC trois. Symbole de cet effacement communiste, le député européen, M. Pierre Pranchère, ancien député à l'Assemblée nationale, est battu dans son canton de La Roche-Canillac. Les distanciations entre communistes et socialistes se sont, toutefois, faites dans les sept cantons en ballottage d'une façon tout à fait satisfaisante. La Corrèze n'a pas pu être par fin avec les élections. Dans le canton de Malemort, où M. Daniel Bouraz (opposition) a été élu au bénéfice de l'âge au détriment de son adversaire du PS, Jean-Louis Pense, en raison d'une égalité parfaite (3019 voix chacun) et dans le canton de Lapleau où M. Gouhand (RPR) l'emporte de trois voix seulement sur les socialistes, les résultats risquent d'être contestés.

NOUVEAU CONSEIL (prés. sort.: M. Bouchetel, PC; 7 PC; 4 PS; 1 UDF-CDS; 23 RPR; 1 div. opp.; 1 FAR).

CORSE-DU-SUD (11)

1^{er} TOUR: 3 ÉLUS (1 MRG; 1 RPR; 1 div. opp.)

● AJACCIO I
M. Baldocchi, c.s., Bonap., 1659 **ÉLU**
M. Luciani, FN, 449.

● AJACCIO III
M. Marcangeli, div. opp., 1776 **ÉLU**
M. Predali, c.s., div. g., 885.

● AJACCIO IV
M. Rossi, c.s., UDF-PR, 1281 **ÉLU**
M. Pozzo Di Borgo, PS, 859.

● AJACCIO V
M. Borelli, c.s., PC, 1675 **ÉLU**
M. Martinetti, UDF-CDS, 1337.

● BASTIJA
M. Porri, c.s., div. g., 1251 **ÉLU**
M. Biggi, UDF-PR, 1166.

● BONIFACIO
M. Lantieri, UDF-PR, 844 **ÉLU**
M. Serafino, c.s., div. g., 828.

● LES DEUX-SEVI
M. Alfonsi, c.s., dép., MRG, 1730 **ÉLU**
M. Coccaldi, div. opp., 1255.

● OLMETO
M. Cosari, c.s., prés. c.g., MRG, 2012 **ÉLU**
M. Moocchi, RPR, 1721.

Le second tour a confirmé le premier, mais la gauche a perdu la présidence sur le fil: à Bonifacio, M. Xavier Serafino, maître de la ville, conseiller sortant socialiste par la gauche, a été battu par son premier adversaire, M. Jean-Baptiste Lantieri (UDF), candidat de l'opposition, et l'écart n'est que de 16 voix sur 1717 votants.

Dans le département les reports se sont faits dans des conditions normales tant à gauche qu'à droite. Il faut observer que la droite classique et le Front national avaient soutenu un code de bonne conduite avant le premier tour, d'une part, et, d'autre part que M. Paul Borelli, seul candidat communiste au second tour, a réuni sans hésiter tous les suffrages de la gauche et a été réélu avec une majorité significative à Ajaccio. Y. Egallement réélu, dans des conditions plus difficiles qu'à l'accoutumée, M. Nicolas Alfonsi, député MRG, dans les Deux-Sevi.

La question se pose maintenant de savoir qui succédera au président du conseil général, M. César (MRG). L'opposition n'a pas révélé le nom de son candidat avant le scrutin, mais on a de bonnes raisons de penser qu'il pourra s'agir de M. José Rossi (UDF), confortablement réélu à Ajaccio IV, qui serait, dès lors, conduit à renoncer à la première vice-présidence de l'Assemblée de Corse en raison de la règle du non-cumul. Mais la candidature de M. Louis-Ferdinand de Rocca-Serra (CNRP) pourrait braver les cartes.

NOUVEAU CONSEIL (prés. sort.: M. César, MRG; 1 PC; 3 PS; 1 div. g.; 5 MRG; 2 UDF; 2 UDF-PR; 2 RPR; 1 CNRP; 2 Bnsp.; 3 div. opp.)

HAUTE-CORSE (14)

1^{er} TOUR: 1 ÉLU (1 MRG)

● ALTO-DE-CASACONI
M. Albertini, c.s., MRG, 1646 **ÉLU**
M. de Peretti, RPR, 1385.

● BASTIA I
M. Zuccarelli, dép., MRG, 1708 **ÉLU**
M. Chiarelli, CNRP, 1402.
M. Giudicelli, c.s., PC, n.s.r.p.

● BASTIA II
M. Poggi, c.s., MRG, 633 **ÉLU**
M. Le Bihens, c.s., PC, 1370.

● BELGODÈRE
M. Patriarche, UDF-PR, 1939 **ÉLU**
M. Argenti, c.s., MRG, 1555.

● CAMPOLORO-DI-MORIANI
M. Bonaccorsi, sout. UDF, 1940 **ÉLU**
M. Lovisi, c.s., MRG, 1495.

● LA CONCA-D'ORO
M. Sabini, MRG, 1535 **ÉLU**
M. Siallelli, MRG, 1383.
M. Dominici, c.s., div. opp., n.s.r.p.

● CAPOBIANCO
M. Franzoni, c.s., MRG, 1386 **ÉLU**
M. Matri, div. opp., 560; Cervoni, UDF, 434.

● CASTIFIA-MOROSAGLIA
M. Filippi, c.s., MRG, 1604 **ÉLU**
M. Cognetti, div. opp., 795.

● CORTE
M. Lapina, UDF-PR, 1392 **ÉLU**
M. Siallelli, MRG, 1303.
M. Collona, c.s., RPR, n.s.r.p.

● L'ILE-ROUSSE
M. Fondacci, RPR, 1662 **ÉLU**
M. Savelli, c.s., MRG, 1634.

● NIOLU-OMESSA
M. Luisi, c.s., dép., MRG, 1904 **ÉLU**
M. Castellani, CNRP, 1810.

● PRUNELLI-DI-FLUMORBO
M. Poli, c.s., MRG, 2038 **ÉLU**
M. Pieri, div. opp., 1310.

● SAGRO-DI-SANTA-GIULIA
M. Motroni, c.s., PS, 1541 **ÉLU**
M. Pesco, div. opp., 1045.

Malgré une forte poussée de l'opposition, qui gagne six points par rapport au premier tour, et enlève trois cantons devenus jusqu'alors par le MRG, la gauche conserve la majorité avec près de 54 % des suffrages exprimés. Cet avantage a été traduit en sièges: M. François Giudicelli, député MRG, président sortant, est assuré de retrouver son fauteuil avec une majorité de 17 voix contre 13 à l'opposition, si la discipline de parti joue convenablement dans les deux camps.

Si le MRG remporte à Bastia-Ville et dans l'arrondissement de Bastia, en revanche, les deux cantons de Belgodère, renommables, ont basculé à droite, comme cela avait été le cas pour les deux autres cantons de l'arrondissement de Calvi, en mars 1982.

Les reports de voix se sont bien effectués dans les deux camps, à l'exception de quelques situations locales qui ont précipité la chute de deux conseillers généraux sortants, dans les cantons de Belgodère et de Campoloro-Moriani. Le mot d'ordre d'abstention lancé par les nationalistes n'a pas empêché une très forte participation (74 %) égale à celle du premier tour. Mais la mobilisation de l'électorat s'est faite aussi à travers un important vote de protestations

dans le poids a été justifié excessif par M. Max Siméoni, leader de l'Union du peuple corse.

NOUVEAU CONSEIL (prés. sort.: M. Giudicelli, MRG, ssa; 1 PC; 1 PC diss.; 2 PS; 12 MRG; 4 UDF; 2 UDF-PR; 6 RPR; 2 div. opp.)

COTE-D'OR (21)

1^{er} TOUR: 6 ÉLUS (4 UDF-PR; 2 RPR)

● ARNAY-LE-DUC
M. Gobbo, div. g., 1903 **ÉLU**
M. Menevant, RPR, 1482.
M. Meunier, c.s., div. g., n.s.r.p.

● AUXONNE
M. Hugon, c.s., MRG, 2979 **ÉLU**
M. Rochet, RPR, 2889.

● BEAUNE-NORD
M. Petitjean, c.s., UDF-PR, 3658 **ÉLU**
M. Vermezeau, PS, 1541.

● BELIGNY-SUR-OUCHE
M. Desfaits, sout. UDF, 981 **ÉLU**
M. Chevallier, div. g., 792.
M. Lacaille, c.s., div. opp., n.s.r.p.

● DIJON IV
M. Carraz, sec. E., PS, 3805 **ÉLU**
M. Charrière, RPR, 3387.
M. Fourrier, c.s., PS, n.s.r.p.

● DIJON V
M. Barbier, RPR, 4976 **ÉLU**
M. Peretti, c.s., PS, 3034.

● GEVREY-CHAMBERTIN
M. Robert, c.s., PS, 3327 **ÉLU**
M. Legrand, sout. UDF, 3198.

● GRANCEY-LE-CHATEAU-NEUVILLE
M. Roussel, RPR, 419 **ÉLU**
M. Garnier, c.s., PS, 401; Jacob, div. opp., 2.

● IS-SUR-TILLE
M. Constant, RPR, 2617 **ÉLU**
M. Laroze, PS, 2135.
M. Burande, c.s., PS, n.s.r.p.

● MIREBEAU-SUR-ÈRE
M. de Broissia, div. opp., 2063 **ÉLU**

1^{er} TOUR: 9 ÉLUS (4 PS; 2 UDF; 1 UDF-CDS; 2 div. opp.)

● BELLE-ISLE-EN-TERRRE
M. L'Hélias, UDF, 2289 **ÉLU**
M. Carangue, PC, 1738.
M. Coantic, c.s., PS, est décédé.

● BOURBRIAC
M. Bourges, sout. UDF, 1624 **ÉLU**
M. Le Bihens, c.s., PC, 1370.

● LA CHEZE
M. Angoujard, c.s., PS, 3099 **ÉLU**
M. Pion, RPR, 2900.

● DINAN-OUEST
M. Grignon, UDF, 5646 **ÉLU**
M. Regnault, c.s., ssa, PS, 454.

● LANGUEUX
M. Lesage, c.s., PS, 5140 **ÉLU**
M. Martell, RPR, 4283.

● LOUDEAC
M. Chouat, dép., PS, 4420 **ÉLU**
M. Ropers, sout. RPR, 3661.
M. Enneme, c.s., div. opp., n.s.r.p.

● MAEL-CARHAIX
M. Le Coent, c.s., PC, 2066 **ÉLU**
M. Pennec, RPR, 1934.

● MONCONTOUR
M. Bizien, c.s., PS, 3616 **ÉLU**
M. Labbé, div. opp., 3273.

● PAINPOL
M. Conan, c.s., PS, 5427 **ÉLU**
M. Viel, sout. UDF, 292.

● FERROS-GUIREC
M. Lemerdy, div. opp., 6895 **ÉLU**
M. Bérre, c.s., PS, 6077.

● FLÉMIN
M. Aufray, div. opp., 4769 **ÉLU**
M. Quemp, c.s., PC, 3735.

● FLESTIN-LES-GRÈVES
M. Rioual, PC, 3075 **ÉLU**
M. Cresseur, RPR, 2999.
M. Digneux, c.s., PC, n.s.r.p.

● FLOUBALAY
M. Josselin, c.s., prés. c.g., PS, 2916 **ÉLU**
M. Leroy, UDF-CDS, 2499.

● FLOUHA
M. Derrion, PS, 2254 **ÉLU**
M. Parlier, RPR, 2039.
M. Lanno, c.s., PS, n.s.r.p.

● PONTREUX
M. Le Roux, c.s., PS, 2349 **ÉLU**
M. Le Mouet, UDF-PR, 2314.

● BOSTRENE
M. Radenac, div. opp., 3381 **ÉLU**
M. Quillon, PS, 3232.
M. Le Caroff, c.s., PC, n.s.r.p.

● SAINT-BRIEUC-QUEST
M. Josselin, RPR, 3790 **ÉLU**
M. Dollo, c.s., dép., PS, 3656.

● SAINT-NICOLAS-DU-PELE
M. Le Rudulier, sout. UDF, 1746 **ÉLU**
M. Velly, PC, 1622.
M. Le Coent, c.s., PC, n.s.r.p.

M. Vignier, PS, 1814.
M. Bine, c.s., PS, n.s.r.p.

● MONTBARD
M. Protte, RPR, 3450 **ÉLU**
M. Garcia, c.s., m., PC, 3278.

● MONTIGNY-SUR-AUBE
M. d'Harcourt, UDF, 904 **ÉLU**
M. Péria, div. g., 824.
M. Jurien de La Gravière, c.s., UDF-PR, n.s.r.p.

● PONTAILLER-SUR-SAONE
M. Karpouzopoulos, RPR, 1951 **ÉLU**
M. Dumas, div. g., 1729.
M. Beyer, c.s., PS, n.s.r.p.

● SAINT-JEAN-DE-LOSNE
M. Freitag, c.s., PS, 2900 **ÉLU**
M. Migot, RPR, 2010.

● SAINT-SEINE-L'ABBAYE
M. Metin, c.s., UDF-PR, 895 **ÉLU**
M. Bernard, div. opp., 729.

Ministère avec le 10 mars au conseil général, dix-neuf sièges, contre vingt-quatre, la gauche en aura perdu six lors de ces cantonales dont cinq au détriment du PS et un enlevé au PC, le seul qui démissionne les communistes. Cinq de ces six sièges vont au RPR.

En règle générale, les reports de voix se sont faits normalement à droite et à gauche. Le phénomène le plus intéressant s'est produit à Gevrey-Chambertin. Au vu des résultats du premier tour, M. Legrand (soutenu par l'UDF) paraissait en mesure de l'emporter dans ce canton, avec l'appui des voix de la candidate du Front national, M^{me} Dumont. Ces voix d'extrême droite n'ont pas manqué à M. Legrand, mais la plus forte participation des électeurs au second tour a bénéficié à M. Robert (PS), qui a été réélu avec 50,98 % des suffrages exprimés, alors que lui-même et le candidat du PC, M. Holin, n'en avaient recueilli ensemble que 49,42 % au premier tour.

C'est une des rares satisfactions pour la gauche, avec la réélection dans le canton de Dijon-IV de M. Roland Carraz, secrétaire d'Etat chargé de l'équipement technique et technologique, qui obtient 52,90 % des suffrages exprimés.

NOUVEAU CONSEIL (prés. sort.: M. Robert Poignard, RPR, m. de Dijon, a.s., a.dép.; 5 PS; 1 div. g.; 7 MRG; 1 UDF; 1 div. opp.; 7 UDF-PR; 11 RPR; 2 div. opp.; 3 div. opp.)

COTES-DU-NORD (26 + 1)

Ce n'est plus un avertissement: c'est un avertissement pour la gauche. L'opposition reste minoritaire, mais elle conquirent huit sièges. Les résultats du premier tour ne laissent pas prévoir un gain pour l'opposition. La forte recul du PC, qui avait fragilisé les positions socialistes, ainsi que les mauvais reports de voix socialistes sur les candidats communistes ont amplifié l'érosion de l'ensemble de la gauche observée le 10 mars.

La baisse de participation ne s'est pourtant guère déviée, en moyenne, entre les deux tours. Pourtant il a manqué des voix aux candidats communistes, même là où le PC était bien implanté, si bien que le parti de M. Marchais, qui paraissait en mesure de garder maintenant ses positions, perd quatre cantons. Les candidats socialistes, en revanche, ont bénéficié partout de bons reports. Mais à part la surprise de Loudéac, où le député socialiste, M. Chouat, profite des divisions de la droite pour faire basculer à gauche son canton, le PS perd cinq cantons et non des milliers, puisque figure parmi ces perdus les sièges de M. Dollo, député et Regnault, sénateur. Les socialistes perdent donc la majorité absolue. Les Cotes-du-Nord demeurent néanmoins le seul département de gauche du Grand-Ouest.

NOUVEAU CONSEIL (prés. sort.: M. Josselin, PS; 7 PC; 23 PS; 10 UDF; 2 UDF-CDS; 1 UDF-PR; 2 RPR; 7 div. opp.)

CREUSE (13)

1^{er} TOUR: 7 ÉLUS (4 PS; 1 UDF-PR; 1 RPR; 1 div. opp.)

● BONNAT
M. Le Caignec, div. opp., 2369 **ÉLU**
M. Comarnat, c.s., dép., PS, 1936.

● BOURGANEUF
M. Neyret, PS, 2201 **ÉLU**
M. Lavergne, RPR, 2137.

DES ÉLECTIONS CANTONALES

Les résultats
dans les départements

DOUBS (18)

1^{er} TOUR: 6 ÉLUS (6 RPR)

BESANCON-NORD-OUEST
M. Verdout, c.s., RPR, 2197... **REÉLU**
M. Frachet, PS, 1858.

BESANCON-OUEST
M. Helvas, c.s., UDF-PR, 3603... **REÉLU**
M. Fossier, PS, 3102.

MONTBELLARD-EST
M. Kuster, RPR, 5208... **ÉLU**
M. Vieille, PS, 4068.
M. Helias, c.s., PS, n.s.p.

MONTBELLARD-OUEST
M. Verrier, RPR, 3806... **ÉLU**
M. Bêche, c.s., d.p., PS, 3759.

MONTBENOIT
M. Pourchet, c.s., UDF-CDS, 1470... **REÉLU**
M. Jeanneret, div. opp., 1461.

MORTEAU
M. Vermet, RPR, 4210... **ÉLU**
M. Cuzot, c.s., PS, 3606.

ORNANS
M. Chapelain, c.s., PS, 3113... **REÉLU**
M. Gros, RPR, 2534.

PIERREFONTAINE-LES-VARANS
M. Vernerey, c.s., RPR, 2007... **REÉLU**
M. Cantenot, div. opp., 1898.

PONT-DE-ROIDE
M. Tarreinbergue, c.s., PS, 3465... **REÉLU**
M. Granjon, RPR, 3394.

PONTARLIER
M. Cuinet, c.s., UDF-PR, 6849... **REÉLU**
M. Blondeau, MRG, 4099.

ROUEMONT
M. Genin, c.s., PS, 1262... **REÉLU**
M. De Moustier, UDF-PR, 1185.

LE RUSSEY
M. Dupas, div. opp., 1952... **ÉLU**
M. Magnin-Feynet, PS, 1159.
M. Maillot, c.s., RPR, s'est retiré.

Avec le siège d'Épaves perdu dès le premier tour, le Parti socialiste, déjà largement minoritaire au conseil général du Doubs, doit abandonner, au total, quatre mandats départementaux: celui de Morteau, celui de ce Haut-Doubs traditionnellement conservateur, mais surtout les deux cantons de Montbéliard, où le député socialiste, M. Guy Bêche, n'a pu résister à la poussée du RPR. Il est vrai que dans ce secteur de Montbéliard fortement industrialisé, le RPR mène depuis plusieurs années, auprès des salariés de Peugeot, une

action offensive qui, autant que les divisions constantes à gauche, bénéficie encore à M. Gérard Kuster, président départemental du RPR et membre du comité central de ce parti. A Montbéliard-Est, ce dernier réunit 56 % des voix en face de M. Michel Vieille, premier secrétaire de la fédération du PS du Doubs.

Dans ces deux cantons de Montbéliard, comme dans les deux cantons rattachés de Besançon et dans celui d'Ornans, les voix qui, au premier tour, s'étaient portées sur les candidats du Front national ne se sont pas reportées, en totalité, sur les candidats de l'opposition. A Ornans, par exemple, il manque à M. René Gros (RPR), maire d'Ornans, 464 voix (sur 567 suffrages exprimés) pour reconquérir le score réalisé par l'ensemble de la droite et de l'extrême droite au premier tour en dépit d'une augmentation de 3 % du nombre des voix.

NOUVEAU CONSEIL (prés. sort.: M. Grillo, RPR, n. de Vercy): 1 PC; 8 PS; 3 UDF; 1 UDF-Rad; 3 UDF-CDS; 2 UDF-PR; 16 RPR; 1 div.

DROME (16 + 13)

1^{er} TOUR: 6 ÉLUS (2 PS; 1 RPR; 1 CNRP; 2 div. opp.)

BOURG-LES-VALENCE
M. Gaud, c.s., sén., PS, 4383... **REÉLU**
M. Schwartzmann, RPR, 3916.

CHABEUIL
M. Idelon, c.s., div. g., 3545... **REÉLU**
M. Badois, UDF-CDS, 3044.

CHATILLON-EN-DIOIS
M. Rambaud, c.s., PS, 499... **REÉLU**
MM. Vedrines, div. g., 488; Grosdidier, UDF-PR, 223.

DIE
M. Rambaud, c.s., PC, 1735... **REÉLU**
M. Gérard, UDF, 1105.

GRIGNAN
M. Blanc, c.s., UDF-RAD, 1793... **REÉLU**
M. Robert, PC, 1447.

MONTMILMARI
M. Ayzac, UDF-PR, 3595... **ÉLU**
M. Savinnet, c.s., PS, 3569.

MONTMILMARI II
M. Cornillet, UDF-Rad., 4680... **ÉLU**
M. Pic, c.s., prés. g.s., PS, 4504.

LA MOTTE-CHALANÇON
M. Mouret, c.s., PS, 460... **REÉLU**
M. Pipard, RPR, 289.

NYONS
M. Montpeyssen, c.s., PS, 3185... **REÉLU**
M. Escottier, m., RPR, 2941.

TAIN-L'HERMITAGE

M. Alloncle, c.s., PS, 4770... **REÉLU**

M. Rouvère, div. opp., 3188.

● **VALENCE II**
M. Labonne, RPR, 3328... **ÉLU**
M. Mazure, c.s., PS, 3092.

● **VALENCE III**
M. Pesce, d.p., m., PS, 2822... **ÉLU**
M. Mariton, UDF-PR, 2515.

● **VALENCE IV**
M. Favrat, c.s., PS, 2533... **REÉLU**
M. Rozencat, RPR, 2454.

La bonne mobilisation de la gauche a fait chanceler au ras de marée espéré par la droite. La gauche reste majoritaire au conseil général avec vingt sièges contre seize à l'opposition.

A Montbéliard, le président du conseil général depuis vingt-huit ans, M. Maurice Pic (PS), a été battu dans son fief par son jeune rival UDF, M. Thierry Cornillet. L'ancien conseiller sortant socialiste de Montbéliard, M. Henri Savinnet, laisse également son siège à M. Jean-Jacques Ayzac (UDF), à 26 voix près.

Dans ces deux cas, l'électorat du Front national a apparemment bien suivi les consignes de report des voix sur le candidat de l'opposition.

Dans le canton nouvellement créé de Valence, M. Rodolphe Pesce, en élu avec 307 voix d'avance sur son jeune adversaire, M. Hervé Mariton, qui n'a pas été bénéficiaire de son accord de dernière minute avec le Front national. M. Pesce revient au conseil général après six ans d'absence. Victoire également du conseiller général sortant socialiste, M. Pierre Savat, qui assure de justesse son siège et bénéficie, comme M. Pesce, de l'appui des voix des abstentionnistes du premier tour. M. Patrick Labonne, candidat RPR à Valence II, n'a pas laissé cette chance à M. Anne Mazurey, vice-présidente du conseil général. Il reste maintenant à élire le nouveau président du conseil général. Trois noms sont officiellement avancés: MM. Rodolphe Pesce, Gérard Gaud et Jean-Etienne Lapasset, conseiller général et maire de Romans.

NOUVEAU CONSEIL (prés. sort.: M. Mariton, PS, sén., m. de Montbéliard, a. d.p., s. m.): 2 PC, 17 PS, 1 div. g., 4 UDF, 2 UDF-Rad, 1 UDF-PR, 4 RPR, 2 CNRP, 3 div. opp.

EURE (18 + 15)

1^{er} TOUR: 7 ÉLUS (1 UDF; 2 UDF-PR; 3 RPR; 1 div. opp.)

LES ANDELYS
M. Tomasini, c.s., RPR, 3665... **REÉLU**
M. Kieffer, sout. UCR, 2158.
M. Naveau, PS, 1446.

BEAUMESNIL
M. Prévoist, UDF-PR, 1476... **ÉLU**
M. Delabre, c.s., MRG, 866.

BERNAY-EST

M. Quinton, UDF-PR, 2379... **ÉLU**

M. Lamoureux, PS, 2178.

BEUZEVILLE
M. Pincon, div. opp., 2057... **ÉLU**
M. Metral, c.s., UDF-RAD, 1697.

BRETEUIL-SUR-ITON
M. Vitorri, PS, 2223... **ÉLU**
M. Duchaussey, UDF, 2030.
M. Schiffrmacher, c.s., PS, n.s.p.

CONCHES-EN-OUICHE
M. Perinelle, RPR, 3012... **ÉLU**
M. Guibaud, c.s., a. prés. g.s., MRG, 2992.

ECOS
M. Deschaux-Beaume, c.s., d.p., PS, 3048... **REÉLU**
M. Le Clair, RPR, 2886.

ETREPAGNY
M. Quillet, c.s., UDF-RAD, 2223... **REÉLU**
M. Beaufils, div. opp., 1681.

EVREUX-NORD
M. Blois, c.s., UDF-PR, 4649... **REÉLU**
M. Champion, PC, 3320.

EVREUX-OUEST
M. Malard, c.s., RPR, 4024... **REÉLU**
M. Tisseau, d.p., PS, 2643.

● **GAILLON**
M. Maire, c.s., PS, 1699... **REÉLU**
M. Parisot, UDF, 1501.

● **GAILLON-CAMPAGNE**
M. Chandelier, sout. UDF, 2476... **ÉLU**
M. Nachtergaele, div. g., 2206.

LOUVIERS-NORD
M. Recher, c.s., PS, 2967... **REÉLU**
M. Vaur, CNIP, 2707.

MONTFORT-SUR-RISLE
M. Courrel, c.s., PC, 2076... **REÉLU**
M. Maurey, UDF-PR, 1326.

NONANCOURT
M. Mary, c.s., MRG, 2060... **REÉLU**
M. Pelluud, UDF-PR, 1976.
M. Avon, FN, 4.

● **PONT-DE-L'ARCHE**
M. Saillot, UDF, 2794... **ÉLU**
M. Cobert, PS, 2684.

Les trois nouveaux cantons, issus du récent découpage, vont tous à la droite, la majorité pour trois sièges (1 PS au premier tour, 2 MRG au second), l'opposition passe de 21 sièges dans le conseil général sortant à 33 dans le nouveau, et la majorité de 13 à 10.

A Conches, le Dr Paul Guillaud, MRG,

élu du conseil depuis 1948 et ancien président du conseil général, est battu de 20 voix par le jeune RPR jusqu'à la course, M. Arnaud Périelle. Autre surprise, la défaite de M. Joseph Metral, maire de Beuzeville et conseiller de ce canton depuis trente et un ans, passé récemment de MRG à UDF.

A Ecos, une plus forte mobilisation des électeurs et un mauvais report des voix à droite ont permis à M. Deschaux-Beaume, député socialiste, de conserver son siège. Même scénario à Breteuil-sur-Iton pour M. Vitorri, conseiller sortant socialiste. En revanche, à Evreux-Ouest, M. Luc Tisseau, autre député socialiste, n'a rien pu contre M. Malard, conseiller sortant, RPR.

A Nonancourt, où le Front national avait réuni 14,83 % des suffrages au premier tour, un léger déficit dans le report de voix à droite, allié à un report parfait à gauche (la majorité fait un petit peu plus que son potentiel théorique), permet à M. Mary (MRG) de l'emporter de quelques dizaines de voix. Le cas de figure est inverse à Pont-de-l'Arche, où un faible déchet à gauche et un excellent report du Front national sur l'UDF font perdre le candidat socialiste, qui était, sur le papier, très légèrement majoritaire.

NOUVEAU CONSEIL (prés. sort.: M. Collard, UDF, rad. sén.): 4 PC; 4 PS; 3 MRG; 2 UDF; 1 sout. UDF; 2 UDF-Rad; 16 UDF-PR; 10 RPR; 2 div. opp.

EURE-ET-LOIR (13 + 11)

1^{er} TOUR: 4 ÉLUS (1 MRG; 1 UDF-PR; 2 RPR)

BROU
M. Dalavallée, c.s., MRG, 2659... **REÉLU**
M. Granger, div. opp., 2584.

CHARTRES-NORD-EST
M. Lelièvre, c.s., RPR, 3648... **REÉLU**
M. Rebiffe, PS, 2597.

CHARTRES-SUD-OUEST
M. Poitrier, c.s., sén., div. opp., 6587... **REÉLU**
M. Vallot, PS, 3015.

DREUX-SUD

M. Legendre, c.s., PS, 3870... **REÉLU**

M. Larssonneur, UDF-PR, 2586.

ILLIERS-COMBRAY
M. Gillot, c.s., div. g., 2804... **REÉLU**
M. Clément, div. opp., 1769.

JANVILLE
M. Colon de Franciosi, c.s., PS, 2421... **REÉLU**
M. Doré, sout. UDF, 2304.

MAINTENON
M. Gallas, UDF, 5406... **ÉLU**
M. Petit, c.s., PS, 5069.

MAINVILLIERS
M. Charpentier, c.s., PS, 3697... **REÉLU**
M. Pétel, RPR, 2530.

NOGENT-LE-ROUOU
M. Hoguet, div. opp., 4585... **ÉLU**
M. Huard, c.s., prés. g.s., MRG, 4239.

ORGERES-EN-BEAUCE
M. Audouin, c.s., PS, 1755... **REÉLU**
M. Cornet, div. opp., 1613.

M. Robert Huard (MRG), président du conseil général d'Eure-et-Loir, a été battu dans son canton de Nogent-le-Rouou par M. Patrick Hoguet (div. opp.) qui se présentait pour la deuxième fois contre lui, après avoir tenté en vain de lui ravir la mairie en 1983. L'assemblée départementale compte un autre nouveau élu, M. René Gallas (UDF) qui a mis en échec M. Jocelyne Petti (PS), dans le canton de Maintenon.

La gauche perd donc deux sièges et la majorité du conseil général. Ainsi prennent fin soixante-quatre années de suprématie radicale. Fortuit ailleurs dans le département, le premier tour sortant à Joud, vers Janville, où la déviation de l'opposition au cours de seules primaires du département a favorisé le socialiste sortant M. de Franciosi.

NOUVEAU CONSEIL (prés. sort.: M. Robert Huard, MRG, maire de Nogent-le-Rouou): 7 PS; 1 div. g.; 5 MRG; 3 UDF; 2 UDF-PR; 7 RPR; 4 div. opp.

(Lire la suite page 14.)

BENEDICTINE EASTER SCHOOL

A la suite du succès de nos cours d'été en juillet et août de chaque année, nous commençons un cours de Pâques en 1985.

Dates: 31 mars au 13 avril, ou (avec 1 semaine supplémentaire) 28 mars au 13 avril.

Pour garçons et filles de 14 à 18 ans. Plus de 20 heures de cours en classes à tous les niveaux, plus discussions dans la salle. Les activités comprennent: hockey, voile, équitation, promenade dans les collines (et exercices d'orientation), planche à voile, golf, tennis et pêche. Excursions dans la région des Highlands.

Prise en charge des étudiants à l'aéroport ou à la gare d'Inverness.

Ecrire au: Director, Benedictine Easter School, The Abbey, Fort Augustus, Inverness-shire PH32 4 DB (Grande-Bretagne). Tél.: (0) 320-62-33.

TOUJOURS PRÈS...

Imaginez un partenaire informatique ayant prévu tous les services nécessaires pour que chaque étape de votre développement se fasse sans heurt. Un partenaire ayant développé pour la petite et grande informatique un esprit de service peut-être unique au monde. Un partenaire dont la compétence et la disponibilité vous assurent la plus totale tranquillité. Ce partenaire, c'est Digital.

La compatibilité Digital: une réelle compatibilité de gamme permettant de choisir selon ses besoins tout en préservant son investissement logiciel.

La communication Digital: elle permet, à partir d'un seul clavier, d'avoir toute votre entreprise sur votre écran.

Les solutions Digital: toujours à la mesure de vos besoins. Evolutives. Livrées clés-en-main si nécessaire.

Pour plus d'informations, appelez le n° vert 16.05.33.20.00 (gratuit ou envoyez votre carte de visite à: Digital Equipment France - Département Communications Marketing - 2, rue Gaston Crémieux - BP 135 - 91004 Evry Cedex.

digital
N°2 mondial de l'informatique

Les résultats dans les départements

(Suite de la page 13.)

FINISTÈRE (22 + [5])

1^{er} TOUR: 6 ÉLUS
(3 UDF-CDS; 2 RPR; 1 div. opp.)

ARZANO

M. Dauphin, c.s., PS, 1 586
M. Belamant, UDF-CDS, 1 393.

BAINNALEC

M. Le Bris, PS, 2 929... ÉLU
M. Loeacheur, RPR, 2 151.
M. Bodec, c.s., PS, n.s.r.p.

BREST I

M. Le Floch, RPR, 5 314... ÉLU
M. Duval, c.s., PS, 4 900.

BREST II

M. Maille, PS, 4 126... ÉLU
M. Leclercq, c.s., RPR, 4 090.

BREST IV

M. Lombard, c.s., sén., UDF, 5 493... ÉLU
M. Hue, PS, 4 763.

BREST VI

M. Abiven, PS, 3 704... ÉLU
M. Rosco, UDF-CDS, 3 374.
M. Jacqueline Desouches, c.s., PS, se présente dans le canton de Brest-VIII.

BREST VII

M. Berthelot, m., RPR, 5 520... ÉLU
M. Mollan, PS, 4 218.

BREST VIII

M. Desouches, PS, 3 186... ÉLU
M. Le Borgne, UDF-PR, 3 126.

CARHAIX-PLUGUEUR

M. Rohou, c.s., div. opp., 5 540... ÉLU
M. Mahé, PC, 4 032.

CONCARNEAU

M. Le Bris, c.s., PS, 6 491... ÉLU
M. Lecroq, div. opp., 6 198.

CROZON

M. Fabien, RPR, 4 802... ÉLU
M. Yvenat, c.s., PS, 4 473.

FOUESNANT

M. Le Goff, UDF-CDS, 5 482... ÉLU
M. Mevel, PS, 3 749.
M. Le Calvez, c.s., UDF-CDS, n.s.r.p.

LE GUILVINEC

M. Draoulec, sout. UDF, 6 362... ÉLU
M. Folgoas, c.s., PS, 4 876.

LANMEUR

M. Cadran, c.s., PS, 4 224... ÉLU
M. Guillou, UDF-CDS, 2 819.

LANNILIS

M. Gueguen, c.s., UDF-PR, 4 144... ÉLU

PLEYBEN

M. Pirche, RPR, 3 239... ÉLU
M. Philippot, c.s., PS, 2 084.

PLUDALMEZEAU

M. Talarmin, div. opp., 4 061... ÉLU
M. Arzel, c.s., sén., UDF-CDS, 3 856.

PONT-CROIX

M. Cognac, c.s., UDF-CDS, 6 485... ÉLU
M. Normant, PS, 5 048.

QUIMPER III

M. Gérard, RPR, 4 971... ÉLU
M. Poignant, dép., PS, 4 847.

ROSPODEN

M. Montfort, c.s., PS, 4 138... ÉLU
M. Launay, RPR, 3 256.

SAINT-POL-DE-LEON

M. Kervella, div. opp., 5 079... ÉLU
MM. Morvan, UDF-PR, 4 932; Pendu, PS, 1 709.
M. Prigent, c.s., UDF-CDS, n.s.r.p.

Le Parti socialiste s'est mieux comporté au second tour que les observateurs ne le pronostiquaient. Grâce à un renouveau de son électorat et à un bon report des voix communistes, les socialistes ont conservé le canton d'Arzano, Brest VI et se sont même imposés à Brest II, où l'ancien maire de la ville, M. Maille, PS, a battu le sortant M. Leclercq, RPR.

Le RPR, grand vainqueur de la consultation, menace, au sein de la majorité départementale, l'UDF, dont la suprématie était jusqu'à présent et depuis de longues années incontestable. La grande surprise est la défaite de l'un des grands figures de l'assemblée départementale, le sénateur Alphonse Arzel (CDS) face au contre-candidat Talarmin (RPR).

NOUVEAU CONSEIL (prés. sort. : M. Louis Orvoet, UDF-CDS, 2. dép.; 1 app. PC; 17 PS; 1 UDF; 13 UDF-CDS; 1 UDF-PR; 14 RPR; 5 div. opp.)

GARD (22)

1^{er} TOUR: 8 ÉLUS
(5 PS; 1 div. g.; 1 UDF-PR; 1 div. opp.)

AGUES-MORTES

M. Mourut, RPR, 3 691... ÉLU
M. Colombari, c.s., PC, 2 837.

ALÈS-NORD-EST

M. Vally, c.s., PC, 5 306... ÉLU
M. Roustan-Labouret, UDF-PR, 3 771.

ALÈS-OUEST

M. Balez, c.s., PC, 6 403... ÉLU
M. Vergues, RPR, 5 364.

BARIAC

M. Chaulot, c.s., PC, 1 243... ÉLU
M. Tassy, RPR, 774.

NIMES III

M. Lapière, sout. CNIP, 4 361... ÉLU

M. Benfoudj, PS, 4 222; M. Martin, c.s., PC, n.s.r.p.

NIMES IV

M. Castelhan, c.s., UDF-CDS, 3 969... ÉLU
MM. Giraud-Audine, PS, 2 279; Heyral, FN, 26.

NIMES V

M. Boule, RPR, 2 840... ÉLU
M. Dufour, PS, 2 263; M. Georges Dufour, c.s., min., porte-parole du gvt., n.s.r.p.

ROQUEMAURE

M. Mathieu, c.s., PC, 4 634... ÉLU
M. Tournier, RPR, 3 970.

SAINT-CHAPTES

M. Carreyron, c.s., PS, 2 619... ÉLU
M. Rey, div. opp., 1 441.

SAINT-MAMERT-DU-GARD

M. Dumas, c.s., PS, 2 273... ÉLU
M. Bazin, RPR, 1 792.

SOMMIÈRES

M. Bouet, c.s., ex-PS, 4 259... ÉLU
M. Cambacérès, PS, 3 555.

UZÈS

M. Chapon, UDF, 4 167... ÉLU
M. Bouyala, PS, 3 579.
M. Rancel, c.s., PS, n.s.r.p.

VÉZENOBRES

M. Gras, div. opp., 1 498... ÉLU
MM. Burdo, PS, 1 214; Joffre, div. 794.
Reboul, c.s., PS, n.s.r.p.

LE VIGAN

M. Journot, c.s., dép., PS, 2 676... ÉLU
M. Faissat, RPR, 1 653.

La gauche, qui perd cinq sièges, dispose toujours d'une très large majorité au conseil général.

C'est à Nîmes que l'opposition réalise son plus gros progrès. Tant que M. Antoine Castelhan (UDF-CDS) conserve son siège dans le quatrième canton de la ville, deux autres sièges au moins, M. Bouquet, s'imposent, qui arrive de justesse le troisième canton - dont le sortant communiste ne se représente pas - à M. Léon Benfoudj (PS), et M. Alain Boule, RPR, qui, dans le cinquième canton, bat sans difficulté le mari de M. Georges Dufour, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, porte-parole du gouvernement.

Les socialistes perdent encore deux autres sièges : celui d'Uzès, où M. Nicole Bouyala est devancée par le maire UDF de la ville, M. Jean-Luc Chapon, et celui de Vézénobres, où le maintien d'un divers gauche coûte la victoire à M. Jacky Burdo au profit de M. Jacques Gras (divers droite).

Sur l'axe d'Alès-Nord-Est, de même que dans les cantons de Barjac et de Roquemaure, le PC se maintient bien. En revanche, M. Colombani, maire d'Alès, est battu par M. Michel Giraud-Audine, maître d'Alès-sur-Grain, M. Étienne Mourrat (RPR).

Enfin, il faut noter dans le canton de Sommières la réélection battue de M. Charles Bouet, qui s'était présenté au premier tour contre le candidat socialiste officiel, M. Jean-Marie Cambacérès, et avait été, en conséquence, exclu du PS. Un succès très net, qui rejette sur M. Gilbert Benquet, président du conseil général réélu au premier tour et qui avait personnellement soutenu M. Bouet. Mais une victoire qui, à gauche, sera sûrement jugée car M. Bouet a été élu grâce aux électeurs de l'opposition qui n'avaient plus de candidat en lice au deuxième tour.

NOUVEAU CONSEIL (prés. sort. : M. Gilbert Benquet, m. de Pont-Saint-Esprit); 12 PC; 16 PS; 3 ex-PS; 1 div. g.; 1 MRG; 4 UDF; 1 UDF-CDS; 1 UDF-PR; 2 RPR; 1 sout. CNIP; 4 div. opp.

HAUTE-GARONNE (25)

1^{er} TOUR: 12 ÉLUS
(9 PS; 1 MRG; 2 UDF)

BOULOGNE-SUR-GESE

M. Montastruc, div. opp., 1 965... ÉLU
M. Martin, PS, 1 816.
M. Cayrol, c.s., PS, n.s.r.p.

CASTANET-TOLOSAN

M. Ducetti, c.s., PS, 5 568... ÉLU
M. Roux, CNIP, 4 159.

CAZÈRES

M. Escudé, c.s., PS, 3 255... ÉLU
M. Mommier, RPR, 2 066.

L'ISLE-EN-DODON

M. Baron, c.s., PS, 1 839... ÉLU
M. Ducos, UDF-RAD, 1 777.

MONTAUBAN

M. Séguéla, c.s., UDF-PR, 3 196... ÉLU
M. Casale, PS, 2 104.

MURET

M. Mignion, c.s., PS, 1 177... ÉLU
M. Douzans, div. opp., 1 025.

REVEL

M. Lamarque, c.s., PS, 3 710... ÉLU
M. Astor, UDF-PR, 2 367.

SAINT-CAUDENS

M. Ortet, c.s., dép., PS, 5 454... ÉLU
M. Laffargue, RPR, 4 253.

TOULOUSE III

M. Dibold, RPR, 5 248... ÉLU
M. Raymond, c.s., dép., présid. c. rég., PS, 5 046.

TOULOUSE VII

M. Bapt, c.s., dép., PS, 4 915... ÉLU
M. Huguenard, RPR, 4 699.

TOULOUSE XII

M. Audige, c.s., PS, 7 937... ÉLU
M. Didier, UDF-PR, 7 466.

TOULOUSE XIII

M. Vauchère, c.s., PS, 11 212... ÉLU
M. Russier, RPR, 7 680.

TOULOUSE XIV

M. Cornac, c.s., PS, 7 142... ÉLU
M. Valdiguié, UDF-CDS, 5 717.

A Toulouse, pour le second tour, cinq cantons étaient à pourvoir, dont les sortants étaient tous socialistes; quatre d'entre eux ont été réélus. Le président du conseil régional de Midi-Pyrénées, M. Alex Raymond, a été battu par M. Jean Dibold (RPR) dans le canton III de la ville. M. Gérard Bapt, député socialiste, est élu dans le canton VII. En position très défavorable après le premier tour, il a bénéficié d'un excellent report de voix communistes et du PSU, engrangeant même un passage des bénéfices d'une bonne participation électorale. Son challenger, M. Robert Huguenard (RPR), n'a pas réussi sur son nom la totalité des voix du Front national.

En règle générale, les reports du Front national sur les candidats de droite les mieux placés ont été ingénu. On constate un très mauvais report dans le canton de Toulouse XIV, où le CDS, M. Michel Valdiguié, est loin du total des voix de tous les candidats de droite au premier tour. A l'inverse, M. Serge Didier, candidat UDF dans le canton de Toulouse XII, a fait le plein des voix du Front national, qui s'est également montré très discipliné dans le canton de Montastruc-to-Consellière, où il a permis la réélection facile du sortant UDF, M. Jean-Paul Séguéla.

A gauche, les électeurs communistes n'ont pas fait montre d'une très bonne discipline. Si les reports semblent avoir été excellents dans le canton de Toulouse XIV, ils ont été mauvais à Boulogne-sur-Gesse, où le candidat socialiste, M. René Martin, n'a pas retrouvé la totalité des voix PC et MRG. Même réalité à L'Isle-en-Dodon,

où le socialiste, M. André Baron, a été réélu de justesse.

Sur les cinq cantons renouvelables, le Parti socialiste a donc perdu, à l'issue de ces deux tours, trois sièges (deux au profit de l'UDF, un au profit du RPR). Cela n'affecte guère la majorité socialiste au conseil général, qui passe de 38 à 35 sur 59.

NOUVEAU CONSEIL (prés. sort. : M. Léon Escudé, PS, sén., m. de Villeneuve-sur-Tarn); 35 PS; 2 div. g.; 3 MRG; 3 UDF; 1 UDF-PR; 4 RPR; 2 div. opp.

HERAULT (16 + [7])

1^{er} TOUR: 5 ÉLUS
(1 PC; 1 PS; 2 UDF-RAD; 1 div. opp.)

AUCH-NORD-EST

M. Laborde, c.s., dép., PS, 1 614... ÉLU
M. Broussier, RPR, 1 386.

AUCH-NORD-OUEST

M. Thomas, UDF-CDS, 2 303... ÉLU
M. Lasserre, c.s., PS, 2 041.

CAZAUBON

M. Lamothe, c.s., PS, 1 707... ÉLU
M. Cardona, RPR, 1 098.

FLEURANCE

M. Gallardo, sout. UDF, 2 834... ÉLU
M. Delac, PS, 2 303.
M. Mességué, c.s., RPR, n.s.r.p.

JEGUN

M. Soumadien, c.s., UDF-RAD, 852... ÉLU
MM. Monello, PS, 662; Dugros, RPR, 387.

MIRADOUX

M. Monestes, c.s., PS, 723... ÉLU
M. Dupuy, UDF-PR, 609.

MONTREAL-DU-GERES

M. Bezerra, div. opp., 1 741... ÉLU
M. Lalanne, c.s., MRG, 1 625.

PLAISANCE

M. Quereilhac, c.s., PS, 1 434... ÉLU
M. Pustineau, UDF-CDS, 1 083.

RISCLE

M. Galabert, c.s., PS, 2 526... ÉLU
M. Eugène, UDF-PR, 2 063.

SARAMON

M. Tolson, RPR, 984... ÉLU
M. Laffont, div. g., 897.
M. Montastruc, c.s., PS, n.s.r.p.

VALENCE-SUR-BAISE

M. Garcia, c.s., PS, 1 581... ÉLU
M. Eberhard, div. opp., 937.

La majorité de gauche du conseil général du Gers comptait 22 élus sur 31. Elle dispose désormais de 19 sièges (17 PS et 2 PC). L'opposition a gagné trois cantons dans celui d'Auch-Nord-Ouest, qui élisent le vice-président (socialiste) du conseil général, M. Pierre Lasserre. M. Jean Laborde, député socialiste et maire d'Auch, en ballottage au premier tour, retrouve son siège de conseiller général d'Auch-Nord-Est.

NOUVEAU CONSEIL (prés. sort. : M. Jean-Pierre Joseph, PS); 2 PC; 17 PS; 3 UDF-RAD; 1 UDF-CDS; 3 RPR; 5 div. opp.

GIROENNE (31)

1^{er} TOUR: 17 ÉLUS
(2 PS; 1 app. PS; 1 UDF; 1 UDF-RAD; 1 UDF-CDS; 2 UDF-PR; 3 RPR; 4 CNIP; 2 div. opp.)

AUDENGE

M. Cazalet, c.s., CNIP, 9 115... ÉLU
M. Berbé, PS, 5 599.

BEGLES

M. Paris, PC, 5 128... ÉLU
M. Traissac, div. opp., 3 612.
M. Scipion, c.s., PC, n.s.r.p.

BORDEAUX VI

M. Barran, RPR, 4 400... ÉLU
M. Biondini, c.s., PS, 3 381.

BOURG

M. Broys, c.s., PS, 3 078... ÉLU
M. Laroche, RPR, 2 934.

CENON

M. Bonnac, c.s., PS, 5 937... ÉLU
M. Boissieras, RPR, 4 716.

FLOIRAC

M. Darriet, c.s., PS, 3 891... ÉLU
M. Favrou, RPR, 2 678.

GUITRES

M. Bireau, c.s., UDF-CDS, 3 312... ÉLU
M. Schwarz, PS, 2 018.

LABÈRE

M. Lagoueyte, c.s., CNIP, 6 147... ÉLU
M. Hays, dép., PS, 4 778.

MÉRIGNAC II

M. Favre, UDF-PR, 5 698... ÉLU
M. Férillat, c.s., PS, 3 397.

SAINT-CIERS-SUR-GIRONDE

M. Picotin, UDF-RAD, 3 390... ÉLU
M. Crotes, c.s., PS, 2 658.

SAINT-MACAIRE

M. Lafourcade, c.s., PC, 2 584... ÉLU
M. Laporte, RPR, 2 069.

SAINT-SYMPHORIEN

M. Lagors, c.s., PS, 1 198... ÉLU
M. Dureuilh, CNIP, 571.

TALENCE

M. Cazabonne, UDF-CDS, 6 338... ÉLU
M. Buffet, c.s., PS, 5 437.

VILLANDRAUT

M. Cardouat, PS, 1 544... ÉLU
M. Lestage, c.s., CNIP, 1 157.

Les résultats dans les départements

DES ÉLECTIONS CANTONALES

ISÈRE (21 + [11])

1^{er} TOUR: 9 ÉLUS
(2 PS; 1 UDF-CDS; 4 UDF-PR; 2 div. opp.)
LE BOURG-D'OISANS
M. Capillard, RPR, 2 775 ÉLU
M. Martin, c.s., PS, 2 480.
BOURGAIN-JALLIEU-SUD
M. Grataloup, FAR, 4 081 ÉLU
M. Oudot, c.s., PS, 3 376.
ÉCHIROLES-EST
M. Arvin-Bérod, PC, 2 625 ÉLU
M. Tine, RPR, 1 540.
EYBENS
M. Guibaud, PS, 3 129 ÉLU
M. Breton, PC, 2 823.
FONTAINE-SASSENAGE
M. Bouillard, PC, 4 394 ÉLU
M. Valérie, RPR, 3 861.
M. Maissonnat, c.s., dép., PC, n.s.r.p.
FONTAINE-SEYSSINET
M. Aguiard, div. opp., 4 442 ÉLU
M. Dérive, PS, 4 248.
GRENOBLE I
M. Guillemot, UDF-PR, 5 396 ÉLU
M. Espagnac, c.s., PS, 4 833.
GRENOBLE III
M. Destot, PS, 3 783 ÉLU
M. Bette, UDF-CDS, 3 003.
M. Ballot, c.s., PS, n.s.r.p.
GRENOBLE VI
M. Deschamps, PS, 3 531 ÉLU
M. Decker, PC, 2 847.
L'ISLE-D'AREAU
M. Bacci, UDF-PR, 2 370 ÉLU
M. Manroit, PS, 2 128.
MENS
M. Richard, PS, 1 063 ÉLU
M. de Villard, c.s., UDF-CDS, 1 039.
MONESTIER-DE-CLERMONT
M. Puissat, c.s., app. PS, 968 ÉLU
M. Chabuel, UDF-PR, 918.
MORESTEL
M. Genia, c.s., PS, 4 990 ÉLU
M. Bonnard, UDF-PR, 4 016.
LA MURE
M. Péquignot, div. opp., 3 315 ÉLU
M. Maugiron, c.s., PC, 3 279.
ROUSSILLON
M. Bourget, dép., PS, 8 350 ÉLU
M. Laug, CNIP, 6 429.
M. Poirier, c.s., PC, s'est retiré.
SAINT-EGREVE
M. Poirier, RPR, 4 728 ÉLU
M. Delabais, PS, 4 456.
M. Balesas, c.s., MRG, s'est retiré.
SAINT-MARCELLIN
M. Bossan, c.s., UDF-CDS, 4 865 ÉLU
M. Jourdan, PS, 2 815.
SAINT-MARTIN D'HÈRES-NORD
M. Barthelemy, PC, 2 702 ÉLU
M. Machefaux, CNIP, 2 210.
TULLINS
M. Zala, c.s., div. opp., 2 240 ÉLU
M. Vallini, PS, 1 951.
LA VERPILLIÈRE
M. Ancel, c.s., PS, 2 882 ÉLU
M. Paoli, RPR, 2 334.
VIENNE-SUD
M. Remiller, UDF-PR, 6 516 ÉLU
M. Endelme, c.s., PS, 2 263.
VINAY
M. Carlia, c.s., div. opp., 1 743 ÉLU
M. Dautricourt, div. opp., 1 039.
VOIRON
M. Hamoua, RPR, 8 062 ÉLU
M. Rival, c.s., dép., PS, 6 377.

M. Louis Marnez, président de l'Assemblée nationale, a perdu dimanche le conseil général de l'Isère. Le nouveau conseil général de l'Isère, composé de 25 socialistes et communistes contre 22 sièges pour l'opposition. Mais les dix conseillers généraux non inscrits démissionnent le résultat du vote. À l'exception de deux qui ont quelques affiliés avec la gauche, ils devraient approuver leurs suffrages au conseil de la droite, ou à l'un des deux.
Le remaniement cantonal décrit par la droite n'a eu finalement pas d'impact sur le résultat de l'élection. Les candidats de la gauche (2 PS et 2 PC), et trois à des candidats sans étiquette soutenus par l'opposition.
La droite, qui a, semble-t-il, mieux mobilisé son électorat au deuxième tour, a bénéficié d'un bon report de voix des candidats du Front national alors que les voix de M. Le Pen, dans l'Isère, avaient demandé à leurs électeurs de choisir au deuxième tour « en leur âme et conscience ».
Quant aux reports de voix PC-PS, ils se sont bien produits dans l'un et l'autre sens, à l'exception toutefois du canton de La Mure où le Parti communiste ne recueille pas toutes les voix socialistes.
Une « bavure » s'est produite à Saint-Egrève où les électeurs du conseil général ont voté pour un socialiste, M. Jean-François Delabais, n'ont pas reporté leurs suffrages massivement à gauche.
NOUVEAU CONSEIL (prés. sort.: M. Louis Marnez, PS, dép., président de l'Assemblée nationale): 9 PC, 15 PS, 1 app. PS, 3 UDF-CDS, 11 UDF-PR, 8 RPR, 9 div. opp., 1 FAR.

JURA (17)

1^{er} TOUR: 4 ÉLUS
(1 UDF-CDS; 1 RPR; 2 div. opp.)
ARBOIS
M. Lagnien, div. opp., 2 017 ÉLU
M. Charvin, c.s., PS, 1 752.
ARINTHOD
M. Chaix, UDF-CDS, 1 261 ÉLU
M. Lamard, c.s., PS, 781.
BEAUFORT
M. Vaillard, c.s., app. PS, 1 564 ÉLU
M. Petit-Maire, div. opp., 1 501.
CHEMIN
M. Coran, app. UDF, 2 645 ÉLU
M. Vauclier, c.s., PS, 2 485.
DAMPIERRE
M. Giraud, c.s., RPR, 1 420 ÉLU
M. Reynaud, PS, 1 328.
DOLE-NORD-EST
M. Talagrand, UDF, 3 995 ÉLU
M. Santa-Cruz, c.s., dép., PS, 3 897.
LONS-LE-SAUNIER-NORD
M. Feit, c.s., UDF, 3 398 ÉLU
M. Paulin, PS, 2 317.
MOIRANS-EN-MONTAGNE
M. Burdeyron, div. opp., 1 362 ÉLU
M. Favre, c.s., UDF, s'est retiré.
MONTRABAY
M. Poncet, RPR, 1 309 ÉLU
M. Mignot, c.s., PS, 1 232.
MOREZ
M. Crestin-Billet, UDF, 2 379 ÉLU
M. Fleury, PS, 1 223;
M. Morel, FN, 541;
M. Grenier, c.s., div. opp., n.s.r.p.
NOZEROT
M. Jeunet, c.s., RPR, 978 ÉLU
M. Fumey, div. opp., 763.
SELLIÈRES
M. Brune, c.s., dép., PS, 1 039 ÉLU
M. Pellissard, RPR, 967.
VILLIERS-FARLAY
M. Lègue, RPR, 1 125 ÉLU
M. Joutroy, PS, 838;
M. Javel, c.s., div. opp., n.s.r.p.

Sur sept candidats socialistes sollicités un nouveau mandat, deux seulement ont été réélus: il s'agit de M. Vaillet (appartenu à Beaufort, qui démissionne le conseil de la RPR de 63 voix et de M. Brune, député à Sellières. Globalement, le report des voix communistes s'est bien effectué, et le taux d'abstention n'a guère varié d'un tour à l'autre. En revanche, le report des voix de l'opposition n'a pas été aussi bon, particulièrement à Beaufort, où M. Petit-Maire (RPR), en ballottage favorable, a l'issue du premier tour, n'a pas fait le plein des voix de l'UDF. Pour la première fois dans l'histoire du conseil général du Jura, un siège sera détenu par une femme: à Montmorot, M. Nelly Poncet, conseillère RPR, qui sera le conseiller socialiste sortant. L'opposition renforce de six sièges la majorité de l'Assemblée départementale présidée par M. Pierre Bruneau (CDS). Elle compte en l'ensemble de ce second tour, 28 sièges sur 34. À Morez, un candidat du Front national, qui avait totalisé 18,49 % des suffrages au premier tour, s'est maintenu en raison de la victoire sur le candidat UDF. Le Front national y enregistre une perte de cinq points et l'UDF, semble-t-il, bénéficie des voix du mouvement de M. Le Pen.
NOUVEAU CONSEIL (prés. sort.: M. Pierre Bruneau, UDF-CDS, sén.): 1 PC; 4 PS; 1 app. PS; 3 UDF; 1 app. UDF; 4 UDF-CDS; 7 RPR; 10 div. opp.

LOIR-ET-CHER (12 + [4])

1^{er} TOUR: 8 ÉLUS
(1 UDF-RAD; 2 UDF-CDS; 3 UDF-PR; 2 RPR)
BLOIS II
M. Eimer, c.s., PS, 2 555 ÉLU
M. Vachet, RPR, 2 380.
BLOIS III
M. Blot, UDF-CDS, 3 013 ÉLU
M. Pilon, UDF-PR, 1 704;
M. Portevin, c.s., UDF-PR, n.s.r.p.
BLOIS IV
M. Alieume, div. opp., 1 083 ÉLU
M. Bataillon, c.s., PS, 1 075.
BRACEVOUX
M. Lhomède, c.s., PC, 3 502 ÉLU
M. Clément, RPR, 3 295.
ROMORANTIN-LANTHÉNAIS-NORD
M. Hubert, div. opp., 2 504 ÉLU
M. Bomp, UDF-PR, 1 494;
M. Ludo, PS, 1 372.
ROMORANTIN-LANTHÉNAIS-SUD
M. Torset, c.s., div. opp., 1 984 ÉLU
M. Gery, PS, 1 869; Josselin, div. opp., 420.
SAVIGNY-SUR-BOIS
M. Dupont, UDF-PR, 1 395 ÉLU
M. Dubois, c.s., PS, 1 385;
Vennorin, div. opp., 313.
VENDEME-II
M. Girond, c.s., PS, 3 605 ÉLU
M. Clovis, div. opp., 3 057.

Dans ce bastion de l'opposition, qui avait déjà 8 élus sur 10 au premier tour, la gauche a mieux résisté qu'on ne s'y attendait. Elle a même 3 de ses 5 sièges soumis au vote avec une marge, plus confortable que prévue. À Vendôme, comme à Blois II, le PS améliore les résultats de la gauche au premier tour. À Bracevoeux, c'est le PC qui bénéficie d'excellents reports de voix, gardant ainsi son seul siège en Loire-Cher. Les socialistes perdent Blois IV (où les abstentions atteignent près de 56 %) à 8 voix près et Savigny-sur-Bois à 10 voix.
La composition du conseil général ne sera donc guère modifiée. En fait, les élections départementales de l'opposition en Loire-Cher, publiquement agitées entre les deux tours, ont sans doute provoqué les très mauvais reports de voix communistes perdus par le PS. À Vendôme, le candidat UDF, M. Torset, a obtenu 1 984 voix, soit 18,69 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Bracevoeux, le candidat UDF, M. Ludo, a obtenu 1 372 voix, soit 18,49 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Savigny-sur-Bois, le candidat UDF, M. Dupont, a obtenu 1 395 voix, soit 18,49 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Vendôme, le candidat UDF, M. Torset, a obtenu 1 984 voix, soit 18,69 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Bracevoeux, le candidat UDF, M. Ludo, a obtenu 1 372 voix, soit 18,49 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Savigny-sur-Bois, le candidat UDF, M. Dupont, a obtenu 1 395 voix, soit 18,49 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Vendôme, le candidat UDF, M. Torset, a obtenu 1 984 voix, soit 18,69 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Bracevoeux, le candidat UDF, M. Ludo, a obtenu 1 372 voix, soit 18,49 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Savigny-sur-Bois, le candidat UDF, M. Dupont, a obtenu 1 395 voix, soit 18,49 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Vendôme, le candidat UDF, M. Torset, a obtenu 1 984 voix, soit 18,69 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Bracevoeux, le candidat UDF, M. Ludo, a obtenu 1 372 voix, soit 18,49 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Savigny-sur-Bois, le candidat UDF, M. Dupont, a obtenu 1 395 voix, soit 18,49 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Vendôme, le candidat UDF, M. Torset, a obtenu 1 984 voix, soit 18,69 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Bracevoeux, le candidat UDF, M. Ludo, a obtenu 1 372 voix, soit 18,49 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Savigny-sur-Bois, le candidat UDF, M. Dupont, a obtenu 1 395 voix, soit 18,49 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Vendôme, le candidat UDF, M. Torset, a obtenu 1 984 voix, soit 18,69 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Bracevoeux, le candidat UDF, M. Ludo, a obtenu 1 372 voix, soit 18,49 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Savigny-sur-Bois, le candidat UDF, M. Dupont, a obtenu 1 395 voix, soit 18,49 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Vendôme, le candidat UDF, M. Torset, a obtenu 1 984 voix, soit 18,69 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Bracevoeux, le candidat UDF, M. Ludo, a obtenu 1 372 voix, soit 18,49 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Savigny-sur-Bois, le candidat UDF, M. Dupont, a obtenu 1 395 voix, soit 18,49 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Vendôme, le candidat UDF, M. Torset, a obtenu 1 984 voix, soit 18,69 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Bracevoeux, le candidat UDF, M. Ludo, a obtenu 1 372 voix, soit 18,49 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Savigny-sur-Bois, le candidat UDF, M. Dupont, a obtenu 1 395 voix, soit 18,49 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Vendôme, le candidat UDF, M. Torset, a obtenu 1 984 voix, soit 18,69 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Bracevoeux, le candidat UDF, M. Ludo, a obtenu 1 372 voix, soit 18,49 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Savigny-sur-Bois, le candidat UDF, M. Dupont, a obtenu 1 395 voix, soit 18,49 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Vendôme, le candidat UDF, M. Torset, a obtenu 1 984 voix, soit 18,69 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Bracevoeux, le candidat UDF, M. Ludo, a obtenu 1 372 voix, soit 18,49 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Savigny-sur-Bois, le candidat UDF, M. Dupont, a obtenu 1 395 voix, soit 18,49 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Vendôme, le candidat UDF, M. Torset, a obtenu 1 984 voix, soit 18,69 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Bracevoeux, le candidat UDF, M. Ludo, a obtenu 1 372 voix, soit 18,49 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Savigny-sur-Bois, le candidat UDF, M. Dupont, a obtenu 1 395 voix, soit 18,49 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Vendôme, le candidat UDF, M. Torset, a obtenu 1 984 voix, soit 18,69 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Bracevoeux, le candidat UDF, M. Ludo, a obtenu 1 372 voix, soit 18,49 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Savigny-sur-Bois, le candidat UDF, M. Dupont, a obtenu 1 395 voix, soit 18,49 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Vendôme, le candidat UDF, M. Torset, a obtenu 1 984 voix, soit 18,69 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Bracevoeux, le candidat UDF, M. Ludo, a obtenu 1 372 voix, soit 18,49 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Savigny-sur-Bois, le candidat UDF, M. Dupont, a obtenu 1 395 voix, soit 18,49 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Vendôme, le candidat UDF, M. Torset, a obtenu 1 984 voix, soit 18,69 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Bracevoeux, le candidat UDF, M. Ludo, a obtenu 1 372 voix, soit 18,49 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Savigny-sur-Bois, le candidat UDF, M. Dupont, a obtenu 1 395 voix, soit 18,49 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Vendôme, le candidat UDF, M. Torset, a obtenu 1 984 voix, soit 18,69 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Bracevoeux, le candidat UDF, M. Ludo, a obtenu 1 372 voix, soit 18,49 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Savigny-sur-Bois, le candidat UDF, M. Dupont, a obtenu 1 395 voix, soit 18,49 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Vendôme, le candidat UDF, M. Torset, a obtenu 1 984 voix, soit 18,69 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Bracevoeux, le candidat UDF, M. Ludo, a obtenu 1 372 voix, soit 18,49 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Savigny-sur-Bois, le candidat UDF, M. Dupont, a obtenu 1 395 voix, soit 18,49 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Vendôme, le candidat UDF, M. Torset, a obtenu 1 984 voix, soit 18,69 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Bracevoeux, le candidat UDF, M. Ludo, a obtenu 1 372 voix, soit 18,49 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Savigny-sur-Bois, le candidat UDF, M. Dupont, a obtenu 1 395 voix, soit 18,49 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Vendôme, le candidat UDF, M. Torset, a obtenu 1 984 voix, soit 18,69 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Bracevoeux, le candidat UDF, M. Ludo, a obtenu 1 372 voix, soit 18,49 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Savigny-sur-Bois, le candidat UDF, M. Dupont, a obtenu 1 395 voix, soit 18,49 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Vendôme, le candidat UDF, M. Torset, a obtenu 1 984 voix, soit 18,69 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Bracevoeux, le candidat UDF, M. Ludo, a obtenu 1 372 voix, soit 18,49 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Savigny-sur-Bois, le candidat UDF, M. Dupont, a obtenu 1 395 voix, soit 18,49 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Vendôme, le candidat UDF, M. Torset, a obtenu 1 984 voix, soit 18,69 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Bracevoeux, le candidat UDF, M. Ludo, a obtenu 1 372 voix, soit 18,49 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Savigny-sur-Bois, le candidat UDF, M. Dupont, a obtenu 1 395 voix, soit 18,49 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Vendôme, le candidat UDF, M. Torset, a obtenu 1 984 voix, soit 18,69 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Bracevoeux, le candidat UDF, M. Ludo, a obtenu 1 372 voix, soit 18,49 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Savigny-sur-Bois, le candidat UDF, M. Dupont, a obtenu 1 395 voix, soit 18,49 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Vendôme, le candidat UDF, M. Torset, a obtenu 1 984 voix, soit 18,69 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Bracevoeux, le candidat UDF, M. Ludo, a obtenu 1 372 voix, soit 18,49 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Savigny-sur-Bois, le candidat UDF, M. Dupont, a obtenu 1 395 voix, soit 18,49 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Vendôme, le candidat UDF, M. Torset, a obtenu 1 984 voix, soit 18,69 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Bracevoeux, le candidat UDF, M. Ludo, a obtenu 1 372 voix, soit 18,49 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Savigny-sur-Bois, le candidat UDF, M. Dupont, a obtenu 1 395 voix, soit 18,49 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Vendôme, le candidat UDF, M. Torset, a obtenu 1 984 voix, soit 18,69 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Bracevoeux, le candidat UDF, M. Ludo, a obtenu 1 372 voix, soit 18,49 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Savigny-sur-Bois, le candidat UDF, M. Dupont, a obtenu 1 395 voix, soit 18,49 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Vendôme, le candidat UDF, M. Torset, a obtenu 1 984 voix, soit 18,69 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Bracevoeux, le candidat UDF, M. Ludo, a obtenu 1 372 voix, soit 18,49 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Savigny-sur-Bois, le candidat UDF, M. Dupont, a obtenu 1 395 voix, soit 18,49 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Vendôme, le candidat UDF, M. Torset, a obtenu 1 984 voix, soit 18,69 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Bracevoeux, le candidat UDF, M. Ludo, a obtenu 1 372 voix, soit 18,49 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Savigny-sur-Bois, le candidat UDF, M. Dupont, a obtenu 1 395 voix, soit 18,49 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Vendôme, le candidat UDF, M. Torset, a obtenu 1 984 voix, soit 18,69 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Bracevoeux, le candidat UDF, M. Ludo, a obtenu 1 372 voix, soit 18,49 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Savigny-sur-Bois, le candidat UDF, M. Dupont, a obtenu 1 395 voix, soit 18,49 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Vendôme, le candidat UDF, M. Torset, a obtenu 1 984 voix, soit 18,69 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Bracevoeux, le candidat UDF, M. Ludo, a obtenu 1 372 voix, soit 18,49 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Savigny-sur-Bois, le candidat UDF, M. Dupont, a obtenu 1 395 voix, soit 18,49 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Vendôme, le candidat UDF, M. Torset, a obtenu 1 984 voix, soit 18,69 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Bracevoeux, le candidat UDF, M. Ludo, a obtenu 1 372 voix, soit 18,49 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Savigny-sur-Bois, le candidat UDF, M. Dupont, a obtenu 1 395 voix, soit 18,49 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Vendôme, le candidat UDF, M. Torset, a obtenu 1 984 voix, soit 18,69 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Bracevoeux, le candidat UDF, M. Ludo, a obtenu 1 372 voix, soit 18,49 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Savigny-sur-Bois, le candidat UDF, M. Dupont, a obtenu 1 395 voix, soit 18,49 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Vendôme, le candidat UDF, M. Torset, a obtenu 1 984 voix, soit 18,69 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Bracevoeux, le candidat UDF, M. Ludo, a obtenu 1 372 voix, soit 18,49 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Savigny-sur-Bois, le candidat UDF, M. Dupont, a obtenu 1 395 voix, soit 18,49 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Vendôme, le candidat UDF, M. Torset, a obtenu 1 984 voix, soit 18,69 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Bracevoeux, le candidat UDF, M. Ludo, a obtenu 1 372 voix, soit 18,49 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Savigny-sur-Bois, le candidat UDF, M. Dupont, a obtenu 1 395 voix, soit 18,49 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Vendôme, le candidat UDF, M. Torset, a obtenu 1 984 voix, soit 18,69 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Bracevoeux, le candidat UDF, M. Ludo, a obtenu 1 372 voix, soit 18,49 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Savigny-sur-Bois, le candidat UDF, M. Dupont, a obtenu 1 395 voix, soit 18,49 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Vendôme, le candidat UDF, M. Torset, a obtenu 1 984 voix, soit 18,69 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Bracevoeux, le candidat UDF, M. Ludo, a obtenu 1 372 voix, soit 18,49 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Savigny-sur-Bois, le candidat UDF, M. Dupont, a obtenu 1 395 voix, soit 18,49 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Vendôme, le candidat UDF, M. Torset, a obtenu 1 984 voix, soit 18,69 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Bracevoeux, le candidat UDF, M. Ludo, a obtenu 1 372 voix, soit 18,49 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Savigny-sur-Bois, le candidat UDF, M. Dupont, a obtenu 1 395 voix, soit 18,49 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Vendôme, le candidat UDF, M. Torset, a obtenu 1 984 voix, soit 18,69 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Bracevoeux, le candidat UDF, M. Ludo, a obtenu 1 372 voix, soit 18,49 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Savigny-sur-Bois, le candidat UDF, M. Dupont, a obtenu 1 395 voix, soit 18,49 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Vendôme, le candidat UDF, M. Torset, a obtenu 1 984 voix, soit 18,69 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Bracevoeux, le candidat UDF, M. Ludo, a obtenu 1 372 voix, soit 18,49 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Savigny-sur-Bois, le candidat UDF, M. Dupont, a obtenu 1 395 voix, soit 18,49 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Vendôme, le candidat UDF, M. Torset, a obtenu 1 984 voix, soit 18,69 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Bracevoeux, le candidat UDF, M. Ludo, a obtenu 1 372 voix, soit 18,49 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Savigny-sur-Bois, le candidat UDF, M. Dupont, a obtenu 1 395 voix, soit 18,49 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Vendôme, le candidat UDF, M. Torset, a obtenu 1 984 voix, soit 18,69 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Bracevoeux, le candidat UDF, M. Ludo, a obtenu 1 372 voix, soit 18,49 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Savigny-sur-Bois, le candidat UDF, M. Dupont, a obtenu 1 395 voix, soit 18,49 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Vendôme, le candidat UDF, M. Torset, a obtenu 1 984 voix, soit 18,69 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Bracevoeux, le candidat UDF, M. Ludo, a obtenu 1 372 voix, soit 18,49 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Savigny-sur-Bois, le candidat UDF, M. Dupont, a obtenu 1 395 voix, soit 18,49 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Vendôme, le candidat UDF, M. Torset, a obtenu 1 984 voix, soit 18,69 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Bracevoeux, le candidat UDF, M. Ludo, a obtenu 1 372 voix, soit 18,49 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Savigny-sur-Bois, le candidat UDF, M. Dupont, a obtenu 1 395 voix, soit 18,49 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Vendôme, le candidat UDF, M. Torset, a obtenu 1 984 voix, soit 18,69 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Bracevoeux, le candidat UDF, M. Ludo, a obtenu 1 372 voix, soit 18,49 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Savigny-sur-Bois, le candidat UDF, M. Dupont, a obtenu 1 395 voix, soit 18,49 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Vendôme, le candidat UDF, M. Torset, a obtenu 1 984 voix, soit 18,69 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Bracevoeux, le candidat UDF, M. Ludo, a obtenu 1 372 voix, soit 18,49 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Savigny-sur-Bois, le candidat UDF, M. Dupont, a obtenu 1 395 voix, soit 18,49 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Vendôme, le candidat UDF, M. Torset, a obtenu 1 984 voix, soit 18,69 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Bracevoeux, le candidat UDF, M. Ludo, a obtenu 1 372 voix, soit 18,49 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Savigny-sur-Bois, le candidat UDF, M. Dupont, a obtenu 1 395 voix, soit 18,49 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Vendôme, le candidat UDF, M. Torset, a obtenu 1 984 voix, soit 18,69 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Bracevoeux, le candidat UDF, M. Ludo, a obtenu 1 372 voix, soit 18,49 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Savigny-sur-Bois, le candidat UDF, M. Dupont, a obtenu 1 395 voix, soit 18,49 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Vendôme, le candidat UDF, M. Torset, a obtenu 1 984 voix, soit 18,69 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Bracevoeux, le candidat UDF, M. Ludo, a obtenu 1 372 voix, soit 18,49 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Savigny-sur-Bois, le candidat UDF, M. Dupont, a obtenu 1 395 voix, soit 18,49 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Vendôme, le candidat UDF, M. Torset, a obtenu 1 984 voix, soit 18,69 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Bracevoeux, le candidat UDF, M. Ludo, a obtenu 1 372 voix, soit 18,49 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Savigny-sur-Bois, le candidat UDF, M. Dupont, a obtenu 1 395 voix, soit 18,49 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Vendôme, le candidat UDF, M. Torset, a obtenu 1 984 voix, soit 18,69 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Bracevoeux, le candidat UDF, M. Ludo, a obtenu 1 372 voix, soit 18,49 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Savigny-sur-Bois, le candidat UDF, M. Dupont, a obtenu 1 395 voix, soit 18,49 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Vendôme, le candidat UDF, M. Torset, a obtenu 1 984 voix, soit 18,69 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Bracevoeux, le candidat UDF, M. Ludo, a obtenu 1 372 voix, soit 18,49 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Savigny-sur-Bois, le candidat UDF, M. Dupont, a obtenu 1 395 voix, soit 18,49 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Vendôme, le candidat UDF, M. Torset, a obtenu 1 984 voix, soit 18,69 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Bracevoeux, le candidat UDF, M. Ludo, a obtenu 1 372 voix, soit 18,49 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Savigny-sur-Bois, le candidat UDF, M. Dupont, a obtenu 1 395 voix, soit 18,49 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Vendôme, le candidat UDF, M. Torset, a obtenu 1 984 voix, soit 18,69 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Bracevoeux, le candidat UDF, M. Ludo, a obtenu 1 372 voix, soit 18,49 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Savigny-sur-Bois, le candidat UDF, M. Dupont, a obtenu 1 395 voix, soit 18,49 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Vendôme, le candidat UDF, M. Torset, a obtenu 1 984 voix, soit 18,69 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Bracevoeux, le candidat UDF, M. Ludo, a obtenu 1 372 voix, soit 18,49 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Savigny-sur-Bois, le candidat UDF, M. Dupont, a obtenu 1 395 voix, soit 18,49 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Vendôme, le candidat UDF, M. Torset, a obtenu 1 984 voix, soit 18,69 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Bracevoeux, le candidat UDF, M. Ludo, a obtenu 1 372 voix, soit 18,49 % des suffrages au premier tour, ce qui lui a permis de se maintenir au second tour. À Savigny-sur-Bois, le candidat UDF, M. Dupont, a obtenu 1 395

Les résultats dans les départements

(Suite de la page 15.)

LAROCHE-TIMBAUT
M. Vidal, c. s., UDF-RAD, 1 107. **REÉLU**
M. Bonquet, PS, 696.

MARMADE-EST
M. Larrieu, div. opp., 4 514. **ÉLU**
M. Gouzes, m. dép., PS, 3 525.
M. Guillot, c. s., UDF, n.s.r.p.

MEILHAN-SUR-GARONNE
M. Vigneau, c. s., PC, 1 398. **REÉLU**
M. Laffargue, UDF, 1 359.

MONFALQUIN
M. Soulaud, UDF, 1 959. **ÉLU**
M. Caumière, PS, 1 866.
M. Belsour, c. s., UDF, n.s.r.p.

PRAYSSAS
M. Goudable, c. s., UDF, 1 263. **REÉLU**
M. Cassany, PS, 1 130.

SAINT-LIVRADE-SUR-LOT
M. de Caqueray, c. s., UDF-RAD, 2 221. **REÉLU**
M. Binet, PS, 1 056; Goulinat, div. opp., 674.

TONNEINS
M. Ousty, c. s., PS, 4 089. **REÉLU**
M. Guibert, UDF-PR, 3 486.

VILLENEUVE-SUR-LOT-NORD
M. Dupont, RPR, 2 525. **ÉLU**
M. Bergon, c. s., PS, 2 499.
Raphaël-Leygues, div. opp., 2 207.

VILLENEUVE-SUR-LOT-SUD
M. Dubois, c. s., div. opp., 4 102. **REÉLU**
M. Fabre, PS, 2 589; Biswang, FN, 863.

Sur les vingt cantons à pourvoir les 10 et 17 mars, en Lot-et-Garonne, la majorité départementale de droite obtient 13 élus, dont 6 au premier tour. Elle est ainsi en mesure de constituer un gouvernement, d'abord en gagnant un siège supplémentaire, ensuite en prenant le canton de Villeneuve-Nord deux socialistes. Ce dernier ne retrouvait ainsi que deux sièges sur trois, et, comme le laissent prévoir les résultats du premier tour, le député, maître de Marmade, M. Gouzes (PS), n'est pas parvenu à gagner le siège de conseiller général du canton. Le PC conserve, lui, les deux seuls sièges qu'il possédait au sein du conseil général. Dans cette nouvelle assemblée, où siègent en majorité des "pennistes", M. Jean Prunier-Ponce, ancien ministre, sera réélu sans aucune difficulté. Une jeune femme, adhérente au RPR, qui l'a emporté sur un socialiste à Villeneuve-sur-Lot-Nord, fera son entrée dans le conseil.

Ce fut succès de la droite dans tous les cantons à l'exception des voix et des pourcentages obtenus. On a notamment vu, au second tour, que les socialistes (+4 points) et dans tous les cas où les socialistes étaient candidats uniques de la gauche, ils ont obtenu la majorité. Les scores par rapport au premier tour : (+1 à +3,5). En revanche, dans les deux cantons où les communistes restaient en lice, le contraire s'est produit : à Houillès et à Melhonn, ils sont deux fois moins bien représentés que dans le premier tour.

A l'extrême droite, le seul candidat du Front national n'a obtenu que 1,2 % des voix. Ce résultat est dû au fait que les électeurs de Villeneuve-sur-Lot-Sud ont voté pour le candidat de l'opposition parlementaire.

NOUVEAU CONSEIL (prés. sort. : M. Jean Prunier-Ponce, UDF, n.s.r.p., 4 102). 1 PC; 3 PS; 1 MRG; 3 UDF; 4 UDF-RAD; 3 RPR; 19 div. opp.

LOZÈRE (12)
1^{er} TOUR: 10 ÉLUS
(1 PS; 1 UDF-RAD; 1 UDF-CDS; 2 UDF-PR; 5 div. opp.)

LANGOGNE
M. Chazal, c. s., div. g., 1 663. **REÉLU**
M. Tardieu, div. opp., 1 362.

SAINT-GERMAIN-DE-CALBERTE
M. Hugon, c. s., PS, 1 114. **REÉLU**
M. de Lavit, div. opp., 355.

Remarquable stabilité dans le département de la Lozère où l'équilibre politique du conseil général demeure identique (vingt élus de l'opposition et cinq élus de la majorité). Les deux candidats de gauche en ballottage ont été réélus. M. Jean-Claude Chéreau, conseiller sortant du canton de Langogne (div. g.), obtient plus de voix que le total des suffrages de gauche au premier tour.

NOUVEAU CONSEIL (prés. sort. : M. Joseph Cuper, UDF-PR; 3 PS; 2 div. g.; 1 UDF-RAD; 2 UDF-CDS; 3 UDF-PR; 1 CNIP; 8 div. opp.)

MANCHE (26)
1^{er} TOUR: 15 ÉLUS
(1 UDF-CDS; 4 UDF-PR; 4 RPR; 1 app. RPR; 3 div. opp.)

BEAUMONT
M. Mougenot, div. g., 1 870. **ÉLU**
M. Lecosteur, RPR, 1 732.
M. Gosselin, c. s., div. opp., n.s.r.p.

BRICQUEBEC
M. Thibaut, c. s., div. opp., 1 827. **REÉLU**
M. Philippe, div. opp., 1 688.

CHERBOURG-SUD-EST
M. Breton, UDF-PR, 2 547. **ÉLU**
M. Moncheil, PS, 2 069.
M. Godefroy, c. s., PS, n.s.r.p.

COUTANCES
M. Cousin, RPR, 2 488. **ÉLU**
M. Quatrete, c. s., CNIP, 1 776.
M. Fontaine, PS, 1 099.

EQUEURDEVILLE-HAINNEVILLE
M. Sébire, c. s., PS, 4 394. **REÉLU**
M. Tissot, RPR, 4 336.

PERCY
M. Lorette, RPR, 1 725. **ÉLU**
M. Maiza, c. s., UDF-CDS, 1 696.

PERIERES
M. Ciabacchia, div. opp., 1 755. **REÉLU**
M. Oury, sout. PS, 1 718.
M. Burkart, c. s., RPR, s'est retiré.

PONTORSON
M. Judas, sout. CNIP, 1 462. **REÉLU**
M. Vaillant, c. s., PS, 1 397.
M. Vannier, RPR, 1 395.

SAINT-JEAN-DE-DAYE
M. Dron, UDF-CDS, 1 827. **ÉLU**
M. Vigot, c. s., PS, 1 626.

SAINT-LO-OUEST
M. Patouanas, m., UDF-PR, 3 139. **REÉLU**
M. Dupuis, PS, 2 398.
M. Lichard, c. s., div. opp., s'est retiré.

SAINT-DIZIER-NORD-EST
M. Bizet, RPR, 1 378. **ÉLU**
M. Seignard, c. s., UDF-PR, 1 229.

Le Parti socialiste n'a pu limiter les dégâts dans ce département qui n'a jamais été favorable à la gauche. Il perd quatre des sept sièges qu'il détenait à l'assemblée départementale et ne conserve que 28 voix le bastion d'Esplanade-Ville-Honnelle où le RPR a fait entrer le député. Châteaufort-Sud, autre canton favorable à la gauche, est néanmoins passé à l'opposition, mais la décision du conseiller sortant et maître de Châteaufort, M. Godefroy, de ne pas se représenter à la suite d'un désaccord avec M. Meunier n'y est pas étrangère.

Alors que dans le Manche, le RPR marque des points sans parvenir à faire basculer le conseil constitutionnel, ancien sénateur CNIP, l'honneur fut du département, M. Meunier (UDF-CDS) a été battu à Percy par un RPR.

NOUVEAU CONSEIL (prés. sort. : M. Jean Prunier-Ponce, UDF, n.s.r.p., 4 102). 1 PC; 3 PS; 1 MRG; 3 UDF; 4 UDF-RAD; 3 RPR; 19 div. opp.

LOZÈRE (12)
1^{er} TOUR: 10 ÉLUS
(1 PS; 1 UDF-RAD; 1 UDF-CDS; 2 UDF-PR; 5 div. opp.)

LANGOGNE
M. Chazal, c. s., div. g., 1 663. **REÉLU**
M. Tardieu, div. opp., 1 362.

SAINT-GERMAIN-DE-CALBERTE
M. Hugon, c. s., PS, 1 114. **REÉLU**
M. de Lavit, div. opp., 355.

CANDÉ
M. Lefrancq, RPR, 1910. **ÉLU**
M. Chevallier, div. opp., 1864.
M. De Kerantec, c. s., UDF-PR, n.s.r.p.

CHALONNES-SUR-LOIRE
M. Bordereau, UDF-CDS, 2504. **REÉLU**
M. Poirier, c. s., div. g., 2213.

CHOLET
M. Rousin, c. s., RPR, 4540. **REÉLU**
M. Gaudichaud, PS, 3057.

DOUÉ-LA-FONTAINE
M. Touchais, c. s., UDF-CDS, 3390. **REÉLU**
M. Cartron, PS, 1345; Guichoux, div. opp., 1271.

MONTREVAULT
M. De Villoutreys, c. s., UDF-PR, 3964. **REÉLU**
M. Andouin, div. opp., 2783.

SAINT-FLORENT-LE-VIEUX
M. Menan, c. s., UDF-CDS, 4199. **REÉLU**
M. Bourget, RPR, 2536.

SAINT-GEORGES-SUR-LOIRE
M. Saint-Bris, RPR, 2257. **ÉLU**
M. Foulhard, div. opp., 1317; Mercier, PS, 1196.

SAUMUR-NORD
M. Cousseau, c. s., RPR, 2752. **REÉLU**
M. Querand, PS, 1583.

SAUMUR-SUD
M. Hugo, RPR, 6214. **ÉLU**
M. Perceveau, c. s., PS, 5419.

SEGRÉ
M. Dupuis, c. s., PS, 4536. **REÉLU**
M. Glemain, UDF-CDS, 4326.

Après un premier tour qui avait vu réélire cinq conseillers sortants, tous d'opposition (un RPR, un modéré et trois UDF, dont l'ancien ministre, M. Maurice Ligot), le deuxième tour dans quinze cantons du Maine-et-Loire (dont onze détenus par l'opposition nationale et quatre par la majorité présidentielle) a confirmé la position majoritaire de la gauche, qui, élargie, il est vrai, dès le premier tour dans quatre des quinze cantons, a obtenu globalement moins de 32 % des suffrages exprimés (contre 30,17 % à l'opposition) tout en résistant mieux que prévu dans plusieurs cas.

En sièges, sinon en voix, le gagnant de la consultation est le RPR, qui a retrouvé les trois cantons qu'il détenait et qui a gagné trois des sept autres (sur les UDF à Candé, sur les PS à Montreuil et sur le PS à Saumur-Sud, où le maire de Saumur, M. Jean-Paul Hugot, l'a emporté sur le socialiste, M. Jacques Perceveau).

La gauche a gagné un siège supplémentaire, tandis que la droite a perdu trois sur quatre (Saumur-Sud et Saumur pour le PS, Châteaufort-Sud pour le RPR, les deux autres pour l'opposition). Les deux candidats de gauche (Châteaufort et Saumur) ont conservé les six sièges qu'ils remportaient en juin (notamment celui d'Angers-Trélat).

Un nouveau report des voix socialistes à Saint-Georges-sur-Loire et un sur le PS à Saumur-Sud, où le maire de Saumur, M. Jean-Paul Hugot, l'a emporté sur le socialiste, M. Jacques Perceveau).

La gauche a gagné un siège supplémentaire, tandis que la droite a perdu trois sur quatre (Saumur-Sud et Saumur pour le PS, Châteaufort-Sud pour le RPR, les deux autres pour l'opposition). Les deux candidats de gauche (Châteaufort et Saumur) ont conservé les six sièges qu'ils remportaient en juin (notamment celui d'Angers-Trélat).

Un nouveau report des voix socialistes à Saint-Georges-sur-Loire et un sur le PS à Saumur-Sud, où le maire de Saumur, M. Jean-Paul Hugot, l'a emporté sur le socialiste, M. Jacques Perceveau).

La gauche a gagné un siège supplémentaire, tandis que la droite a perdu trois sur quatre (Saumur-Sud et Saumur pour le PS, Châteaufort-Sud pour le RPR, les deux autres pour l'opposition). Les deux candidats de gauche (Châteaufort et Saumur) ont conservé les six sièges qu'ils remportaient en juin (notamment celui d'Angers-Trélat).

Un nouveau report des voix socialistes à Saint-Georges-sur-Loire et un sur le PS à Saumur-Sud, où le maire de Saumur, M. Jean-Paul Hugot, l'a emporté sur le socialiste, M. Jacques Perceveau).

La gauche a gagné un siège supplémentaire, tandis que la droite a perdu trois sur quatre (Saumur-Sud et Saumur pour le PS, Châteaufort-Sud pour le RPR, les deux autres pour l'opposition). Les deux candidats de gauche (Châteaufort et Saumur) ont conservé les six sièges qu'ils remportaient en juin (notamment celui d'Angers-Trélat).

Un nouveau report des voix socialistes à Saint-Georges-sur-Loire et un sur le PS à Saumur-Sud, où le maire de Saumur, M. Jean-Paul Hugot, l'a emporté sur le socialiste, M. Jacques Perceveau).

La gauche a gagné un siège supplémentaire, tandis que la droite a perdu trois sur quatre (Saumur-Sud et Saumur pour le PS, Châteaufort-Sud pour le RPR, les deux autres pour l'opposition). Les deux candidats de gauche (Châteaufort et Saumur) ont conservé les six sièges qu'ils remportaient en juin (notamment celui d'Angers-Trélat).

Un nouveau report des voix socialistes à Saint-Georges-sur-Loire et un sur le PS à Saumur-Sud, où le maire de Saumur, M. Jean-Paul Hugot, l'a emporté sur le socialiste, M. Jacques Perceveau).

La gauche a gagné un siège supplémentaire, tandis que la droite a perdu trois sur quatre (Saumur-Sud et Saumur pour le PS, Châteaufort-Sud pour le RPR, les deux autres pour l'opposition). Les deux candidats de gauche (Châteaufort et Saumur) ont conservé les six sièges qu'ils remportaient en juin (notamment celui d'Angers-Trélat).

Un nouveau report des voix socialistes à Saint-Georges-sur-Loire et un sur le PS à Saumur-Sud, où le maire de Saumur, M. Jean-Paul Hugot, l'a emporté sur le socialiste, M. Jacques Perceveau).

La gauche a gagné un siège supplémentaire, tandis que la droite a perdu trois sur quatre (Saumur-Sud et Saumur pour le PS, Châteaufort-Sud pour le RPR, les deux autres pour l'opposition). Les deux candidats de gauche (Châteaufort et Saumur) ont conservé les six sièges qu'ils remportaient en juin (notamment celui d'Angers-Trélat).

Un nouveau report des voix socialistes à Saint-Georges-sur-Loire et un sur le PS à Saumur-Sud, où le maire de Saumur, M. Jean-Paul Hugot, l'a emporté sur le socialiste, M. Jacques Perceveau).

La gauche a gagné un siège supplémentaire, tandis que la droite a perdu trois sur quatre (Saumur-Sud et Saumur pour le PS, Châteaufort-Sud pour le RPR, les deux autres pour l'opposition). Les deux candidats de gauche (Châteaufort et Saumur) ont conservé les six sièges qu'ils remportaient en juin (notamment celui d'Angers-Trélat).

Un nouveau report des voix socialistes à Saint-Georges-sur-Loire et un sur le PS à Saumur-Sud, où le maire de Saumur, M. Jean-Paul Hugot, l'a emporté sur le socialiste, M. Jacques Perceveau).

La gauche a gagné un siège supplémentaire, tandis que la droite a perdu trois sur quatre (Saumur-Sud et Saumur pour le PS, Châteaufort-Sud pour le RPR, les deux autres pour l'opposition). Les deux candidats de gauche (Châteaufort et Saumur) ont conservé les six sièges qu'ils remportaient en juin (notamment celui d'Angers-Trélat).

Un nouveau report des voix socialistes à Saint-Georges-sur-Loire et un sur le PS à Saumur-Sud, où le maire de Saumur, M. Jean-Paul Hugot, l'a emporté sur le socialiste, M. Jacques Perceveau).

La gauche a gagné un siège supplémentaire, tandis que la droite a perdu trois sur quatre (Saumur-Sud et Saumur pour le PS, Châteaufort-Sud pour le RPR, les deux autres pour l'opposition). Les deux candidats de gauche (Châteaufort et Saumur) ont conservé les six sièges qu'ils remportaient en juin (notamment celui d'Angers-Trélat).

Un nouveau report des voix socialistes à Saint-Georges-sur-Loire et un sur le PS à Saumur-Sud, où le maire de Saumur, M. Jean-Paul Hugot, l'a emporté sur le socialiste, M. Jacques Perceveau).

La gauche a gagné un siège supplémentaire, tandis que la droite a perdu trois sur quatre (Saumur-Sud et Saumur pour le PS, Châteaufort-Sud pour le RPR, les deux autres pour l'opposition). Les deux candidats de gauche (Châteaufort et Saumur) ont conservé les six sièges qu'ils remportaient en juin (notamment celui d'Angers-Trélat).

Un nouveau report des voix socialistes à Saint-Georges-sur-Loire et un sur le PS à Saumur-Sud, où le maire de Saumur, M. Jean-Paul Hugot, l'a emporté sur le socialiste, M. Jacques Perceveau).

La gauche a gagné un siège supplémentaire, tandis que la droite a perdu trois sur quatre (Saumur-Sud et Saumur pour le PS, Châteaufort-Sud pour le RPR, les deux autres pour l'opposition). Les deux candidats de gauche (Châteaufort et Saumur) ont conservé les six sièges qu'ils remportaient en juin (notamment celui d'Angers-Trélat).

Un nouveau report des voix socialistes à Saint-Georges-sur-Loire et un sur le PS à Saumur-Sud, où le maire de Saumur, M. Jean-Paul Hugot, l'a emporté sur le socialiste, M. Jacques Perceveau).

LETEILLEUL
M. Bizet, RPR, 1 378. **ÉLU**
M. Seignard, c. s., UDF-PR, 1 229.

Le Parti socialiste n'a pu limiter les dégâts dans ce département qui n'a jamais été favorable à la gauche. Il perd quatre des sept sièges qu'il détenait à l'assemblée départementale et ne conserve que 28 voix le bastion d'Esplanade-Ville-Honnelle où le RPR a fait entrer le député. Châteaufort-Sud, autre canton favorable à la gauche, est néanmoins passé à l'opposition, mais la décision du conseiller sortant et maître de Châteaufort, M. Godefroy, de ne pas se représenter à la suite d'un désaccord avec M. Meunier n'y est pas étrangère.

Alors que dans le Manche, le RPR marque des points sans parvenir à faire basculer le conseil constitutionnel, ancien sénateur CNIP, l'honneur fut du département, M. Meunier (UDF-CDS) a été battu à Percy par un RPR.

NOUVEAU CONSEIL (prés. sort. : M. Jean Prunier-Ponce, UDF, n.s.r.p., 4 102). 1 PC; 3 PS; 1 MRG; 3 UDF; 4 UDF-RAD; 3 RPR; 19 div. opp.

LOZÈRE (12)
1^{er} TOUR: 10 ÉLUS
(1 PS; 1 UDF-RAD; 1 UDF-CDS; 2 UDF-PR; 5 div. opp.)

LANGOGNE
M. Chazal, c. s., div. g., 1 663. **REÉLU**
M. Tardieu, div. opp., 1 362.

SAINT-GERMAIN-DE-CALBERTE
M. Hugon, c. s., PS, 1 114. **REÉLU**
M. de Lavit, div. opp., 355.

Remarquable stabilité dans le département de la Lozère où l'équilibre politique du conseil général demeure identique (vingt élus de l'opposition et cinq élus de la majorité). Les deux candidats de gauche en ballottage ont été réélus. M. Jean-Claude Chéreau, conseiller sortant du canton de Langogne (div. g.), obtient plus de voix que le total des suffrages de gauche au premier tour.

NOUVEAU CONSEIL (prés. sort. : M. Joseph Cuper, UDF-PR; 3 PS; 2 div. g.; 1 UDF-RAD; 2 UDF-CDS; 3 UDF-PR; 1 CNIP; 8 div. opp.)

MANCHE (26)
1^{er} TOUR: 15 ÉLUS
(1 UDF-CDS; 4 UDF-PR; 4 RPR; 1 app. RPR; 3 div. opp.)

BEAUMONT
M. Mougenot, div. g., 1 870. **ÉLU**
M. Lecosteur, RPR, 1 732.
M. Gosselin, c. s., div. opp., n.s.r.p.

BRICQUEBEC
M. Thibaut, c. s., div. opp., 1 827. **REÉLU**
M. Philippe, div. opp., 1 688.

CHERBOURG-SUD-EST
M. Breton, UDF-PR, 2 547. **ÉLU**
M. Moncheil, PS, 2 069.
M. Godefroy, c. s., PS, n.s.r.p.

COUTANCES
M. Cousin, RPR, 2 488. **ÉLU**
M. Quatrete, c. s., CNIP, 1 776.
M. Fontaine, PS, 1 099.

EQUEURDEVILLE-HAINNEVILLE
M. Sébire, c. s., PS, 4 394. **REÉLU**
M. Tissot, RPR, 4 336.

PERCY
M. Lorette, RPR, 1 725. **ÉLU**
M. Maiza, c. s., UDF-CDS, 1 696.

PERIERES
M. Ciabacchia, div. opp., 1 755. **REÉLU**
M. Oury, sout. PS, 1 718.
M. Burkart, c. s., RPR, s'est retiré.

PONTORSON
M. Judas, sout. CNIP, 1 462. **REÉLU**
M. Vaillant, c. s., PS, 1 397.
M. Vannier, RPR, 1 395.

SAINT-JEAN-DE-DAYE
M. Dron, UDF-CDS, 1 827. **ÉLU**
M. Vigot, c. s., PS, 1 626.

SAINT-LO-OUEST
M. Patouanas, m., UDF-PR, 3 139. **REÉLU**
M. Dupuis, PS, 2 398.
M. Lichard, c. s., div. opp., s'est retiré.

SAINT-DIZIER-NORD-EST
M. Bizet, RPR, 1 378. **ÉLU**
M. Seignard, c. s., UDF-PR, 1 229.

Le Parti socialiste n'a pu limiter les dégâts dans ce département qui n'a jamais été favorable à la gauche. Il perd quatre des sept sièges qu'il détenait à l'assemblée départementale et ne conserve que 28 voix le bastion d'Esplanade-Ville-Honnelle où le RPR a fait entrer le député. Châteaufort-Sud, autre canton favorable à la gauche, est néanmoins passé à l'opposition, mais la décision du conseiller sortant et maître de Châteaufort, M. Godefroy, de ne pas se représenter à la suite d'un désaccord avec M. Meunier n'y est pas étrangère.

Alors que dans le Manche, le RPR marque des points sans parvenir à faire basculer le conseil constitutionnel, ancien sénateur CNIP, l'honneur fut du département, M. Meunier (UDF-CDS) a été battu à Percy par un RPR.

NOUVEAU CONSEIL (prés. sort. : M. Jean Prunier-Ponce, UDF, n.s.r.p., 4 102). 1 PC; 3 PS; 1 MRG; 3 UDF; 4 UDF-RAD; 3 RPR; 19 div. opp.

LOZÈRE (12)
1^{er} TOUR: 10 ÉLUS
(1 PS; 1 UDF-RAD; 1 UDF-CDS; 2 UDF-PR; 5 div. opp.)

LANGOGNE
M. Chazal, c. s., div. g., 1 663. **REÉLU**
M. Tardieu, div. opp., 1 362.

SAINT-GERMAIN-DE-CALBERTE
M. Hugon, c. s., PS, 1 114. **REÉLU**
M. de Lavit, div. opp., 355.

Remarquable stabilité dans le département de la Lozère où l'équilibre politique du conseil général demeure identique (vingt élus de l'opposition et cinq élus de la majorité). Les deux candidats de gauche en ballottage ont été réélus. M. Jean-Claude Chéreau, conseiller sortant du canton de Langogne (div. g.), obtient plus de voix que le total des suffrages de gauche au premier tour.

NOUVEAU CONSEIL (prés. sort. : M. Joseph Cuper, UDF-PR; 3 PS; 2 div. g.; 1 UDF-RAD; 2 UDF-CDS; 3 UDF-PR; 1 CNIP; 8 div. opp.)

MANCHE (26)
1^{er} TOUR: 15 ÉLUS
(1 UDF-CDS; 4 UDF-PR; 4 RPR; 1 app. RPR; 3 div. opp.)

BEAUMONT
M. Mougenot, div. g., 1 870. **ÉLU**
M. Lecosteur, RPR, 1 732.
M. Gosselin, c. s., div. opp., n.s.r.p.

BRICQUEBEC
M. Thibaut, c. s., div. opp., 1 827. **REÉLU**
M. Philippe, div. opp., 1 688.

CHERBOURG-SUD-EST
M. Breton, UDF-PR, 2 547. **ÉLU**
M. Moncheil, PS, 2 069.
M. Godefroy, c. s., PS, n.s.r.p.

COUTANCES
M. Cousin, RPR, 2 488. **ÉLU**
M. Quatrete, c. s., CNIP, 1 776.
M. Fontaine, PS, 1 099.

EQUEURDEVILLE-HAINNEVILLE
M. Sébire, c. s., PS, 4 394. **REÉLU**
M. Tissot, RPR, 4 336.

PERCY
M. Lorette, RPR, 1 725. **ÉLU**
M. Maiza, c. s., UDF-CDS, 1 696.

PERIERES
M. Ciabacchia, div. opp., 1 755. **REÉLU**
M. Oury, sout. PS, 1 718.
M. Burkart, c. s., RPR, s'est retiré.

SAINT-DIZIER-NORD-EST
M. Leblanc, RPR, 1 878. **ÉLU**
M. Cartier, c. s., m., PC, 1 569.

Après l'échec, dès le premier tour, de M. Popko, conseiller sortant socialiste de Vignory, c'est cette fois le maire communiste de Saint-Dizier qui a dû s'incliner dans le canton de Saint-Dizier-Nord-Est devant son jeune adversaire (divers droite), le docteur Gérard Leblanc. Ne bénéficiant plus des voix du quartier populaire du Vert-Bols, séparé de son canton en 1982, M. Cartier, ancien député, n'a plus réussi à mobiliser une partie des communistes du premier tour et a dû se contenter de l'appui des voix socialistes. En revanche, le docteur Leblanc a bénéficié du report des voix du Front national.

DES ÉLECTIONS CANTONALES

... LE MONDE - Mardi 19 mars 1985 - Page 17

Les résultats
dans les départements

NIEVRE (14 + [3])

1^{er} TOUR: 5 ÉLUS
(1 PS; 4 d. opp.)

LA CHARITÉ-SUR-LOIRE
M. Guillaume, c. s., sén. PS, 2 848. **REÉLU**
M. Longrand, RPR, 1 500.

CORIGNY
M. Barrière, c. s., prés. c. g. PS, 1 692. **REÉLU**
M. de Certaines, UDF-CDS, 1 595.

COSNE-COURS-SUR-LOIRE-SUD
M. Beguin, UDF-PR, 2 512. **ÉLU**
M. Marnières, PS, 2 301.

DONZY
M. Clément, c. s., div. g., 1 408. **REÉLU**

IMPY
M. Perrot, PC, 2 417. **ÉLU**
M. Gauthier, RPR, 1 346.

LA MACHINE
M. Lavergne, c. s., PC, 2 375. **REÉLU**
M. Guillot, RPR, 1 646.

MONTSAUCHE
M. Thémault, div., 1 049. **ÉLU**
M. Joly, PS, 1 033; Sarrado, PC, 618.
M. Thuillier, c. s., PS, n.s.r.p.

NEVERS-EST
M. Bérégovoy, min., m., PS, 1 695. **ÉLU**
M. Devillechaise, div. g., 1 689.
M. Benoist, c. s., a. min., a. m., PS, n.s.r.p.

NEVERS-NORD
M. Harris, c. s., PS, 3 344. **REÉLU**
M. Sugemot, RPR, 2 813.

NORD (38 + [2])

1^{er} TOUR: 4 ÉLUS
(1 UDF-PR; 2 RPR; 1 CNIP)

ARLEUX
M. Beauchamp, c. s., m., PC, 5 402. **REÉLU**
M. Sarpaux, RPR, 3 494.

ARMENTIÈRES
M. Hasebroeck, c. s., dép. m., PS, 12 437. **REÉLU**
M. Pacaux, UDF-CDS, 12 346.

AVESNES-SUR-HELPE-NORD
M. Poyart, RPR, 2 729. **ÉLU**
M. Willot, PS, 1 533.
M. Moulon, c. s., sén., m., RPR, n.s.r.p.

BERGUES
M. Drapié, m., div. opp., 4 846. **ÉLU**
M. Lepretre, c. s., PS, 4 421.

BOUCHAIN
M. Dhollande, PC, 7 695. **ÉLU**
M. Briville, RPR, 4 391.
M. Vanghelle, c. s., PC, n.s.r.p.

BOURBOURG
M. Varlet, PS, 4 225. **ÉLU**
M. Bollart, UDF, 3 311.
M. Nicolet, div. g., 1 836.
M. Varlet, c. s., sén., m., PS, est décodé.

CAMBRAI-EST
M. Pringalle, c. s., a. dép., RPR, 6 403. **REÉLU**
M. Sorjiaux, PS, 5 312.

CARNIÈRES
M. Cachoux, c. s., PC, 6 056. **REÉLU**
M. Lemaire, div. opp., 5 811.

LE CATEAU-CAMBRESIS
M. Grimaldi, c. s., sén., PS, 6 147. **REÉLU**
M. Labourd, m., UDF-PR, 4 749.

CONDÉ-SUR-LES-CAUT
M. Fieq-Bonnet, c. s., PC, 10 115. **REÉLU**
M. Prud'homme, RPR, 9 402.

COUDEKERQUE-BRANCHE
M. Dewees, RPR, 11 369. **ÉLU**
M. Delattre, c. s., PS, 10 868.

CYSOING
M. Vandelaan, c. s., a. dép., div. opp., 6 799. **REÉLU**
M. Caffart, PS, 4 723.

DOUAI-OUEST
M. Valette, PC, 14 519. **ÉLU**
M. Maillard, RPR, 12 399.
M. Delattre, c. s., PC, n.s.r.p.

DOUAI-SUD
M. Lefebvre, PC, 11 834. **ÉLU**
M. Messager, RPR, 9 521.
M. Derveaux, c. s., PC, n.s.r.p.

GRANDE-SYNTHÉ
M. Declercq, PS, 6 542. **ÉLU**
M. Legras, RPR, 5 191.
M. Biakki, c. s., sén., PC, n.s.r.p.

GRAVELINES
M. Fauchoit, PS diss., 6 710. **ÉLU**
M. Carpentier, RPR, 4 325.
M. Deavers, c. s., prés. c. g., PS, n.s.r.p.

LANDRECIES
M. Dassonville, c. s., PS, 3 560. **REÉLU**
M. Ducarne, RPR, 2 933.

LANNY
M. Massart, UDF-CDS, 14 627. **REÉLU**
M. Provo, PS, 12 108.
M. Cossart, FN, 16.
M. Desmulliez, c. s., a. dép., PS, n.s.r.p.

Les résultats du premier tour pourraient laisser attendre un recul plus sévère pour aller jusqu'à 12, voire 13 ou 14 sièges, un résultat qui aurait fait basculer la majorité dans le département. Cependant, la gauche a bénéficié d'un bon report de voix, meilleur, comme à l'accoutumée, des communistes sur les socialistes, mais tout de même assez remarquable dans le sens inverse.

En outre, la gauche a pu compter sur un renfort relativement important en provenance des électeurs écologistes et, dans quelques cas, de candidats se présentant au premier tour comme indépendants. C'est notamment le cas à Solre-le-Château où le sortant réélu, M. Herbet, remonte de 15 points son handicap.

Ces deux autres cantons nouvellement créés sont revenus respectivement au PC (Impy) et au PR (Cosne-sur-Loire-Sud). A Montsauche, où M. Mitterrand s'était fait élire dès 1969, la triangulaire, qui opposait un communiste, un socialiste (qui n'avait eu l'investiture de son parti qu'après le premier tour) et un « tiers », s'est soldée par la victoire de ce dernier. Quant à M. de Charette (UDF-PR), il n'a pu empêcher, à Nevers-Sud, la réélection de M. Girard (PS), qui ne disposait, au premier tour, que d'un potentiel de 49,9 % des suffrages exprimés.

NOUVEAU CONSEIL (prés. sort. M. Noël Barrière, sén. PS) : 3 PC; 16 PS; 3 d. g.; 1 UDF-PR; 1 RPR; 7 d. opp.; 1 n.s.r.

Les deux autres cantons nouvellement créés sont revenus respectivement au PC (Impy) et au PR (Cosne-sur-Loire-Sud). A Montsauche, où M. Mitterrand s'était fait élire dès 1969, la triangulaire, qui opposait un communiste, un socialiste (qui n'avait eu l'investiture de son parti qu'après le premier tour) et un « tiers », s'est soldée par la victoire de ce dernier. Quant à M. de Charette (UDF-PR), il n'a pu empêcher, à Nevers-Sud, la réélection de M. Girard (PS), qui ne disposait, au premier tour, que d'un potentiel de 49,9 % des suffrages exprimés.

NOUVEAU CONSEIL (prés. sort. M. Noël Barrière, sén. PS) : 3 PC; 16 PS; 3 d. g.; 1 UDF-PR; 1 RPR; 7 d. opp.; 1 n.s.r.

OISE (20)

1^{er} TOUR: 1 ÉLU
(1 UDF-PR; 3 RPR; 13 d. opp.)

BEAUVAIS-NORD-EST
M. Gorin, c. s., UDF-RAD, 3 614. **REÉLU**
M. Meadeb, PS, 2 728.

BEAUVAIS-SUD-OUEST
M. Nehorai, RPR, 4 271. **ÉLU**
M. Bonan, c. s., prés. c. g., PS, 3 724.

CHANTILLY
M. Rimbart, RPR, 8 357. **ÉLU**
M. Cossin, PS, 3 970.
M. Prader, c. s., a. m., div. opp., n.s.r.p.

CREIL-NOGENT-SUR-OISE
M. Brunet, div. opp., 5 174. **ÉLU**
M. Dhelly, c. s., PS, 4 180.

CRÉPY-EN-VALEOIS
M. Massure, c. s., PC, 6 152. **REÉLU**
M. Sinet, UDF-CDS, 5 508.

CRÉVECOEUR-LE-GRAND
M. Varlet, div. opp., 1 973. **ÉLU**
M. Wallet, PS, 1 537.
M. Wautin, c. s., sén., RPR, n.s.r.p.

GUISCARD
M. Coquet, c. s., PS, 1 989. **REÉLU**
M. Cave, RPR, 1 018.

MOUV
M. Sylia, c. s., c. g., PC, 3 199. **REÉLU**
M. Vigieux, div. opp., 2 419.

NOAILLES
M. Mancel, c. s., dép. ass. enr., RPR, 4 364. **REÉLU**
M. Vadepeid, dép., PS, 2 732.

PONT-SAINT-MAXENCE
M. Hrm, RPR, 4 368. **ÉLU**
M. Paltean, c. s., PS, 4 269.

RIBECOURT-DRESLINCOURT
M. Florian, c. s., dép. m., PS, 4 887. **REÉLU**
M. de Wilde, RPR, 4 806.

SAINT-JUST-EN-CHAUSSEE
M. Braine, c. s., dép., PS, 4 115. **REÉLU**
M. Lefebvre, RPR, 2 902.

SONGBONS
M. Magnier, UDF, 18 60. **ÉLU**
M. Laffoley, c. s., c. g., MRG, 1 730.

La situation paradoxale qui prévalait jusqu'au 10 mars dans l'Oise (un conseil général à majorité de droite présidé par un socialiste) est maintenant éclaircie : selon tous les probabilités, M. Mancel (RPR), trente-sept ans, sera le prochain président de l'assemblée départementale. Son nouveau mandat apparaît comme le grand gagnant de ces élections. Il enlève deux sièges au PS qui en perd trois, dont celui de M. Bonan à Beauvais-Sud-Ouest, le président sortant, et un autre, 3 99 voix près, à Pont-Saint-Maxence (le sortant PS fait 329 voix de plus que le total possible du premier tour, et le candidat RPR, 25 de moins que le total des voix sans compter les 757 voix du FN).

PAS-DE-CALAIS (25 + [12])

1^{er} TOUR: 9 ÉLUS
(2 PC; 3 PS; 1 UDF; 2 UDF-CDS; 1 RPR)

ARRAS
M. Stoclin, c. s., UDF-PR, 4 606. **REÉLU**
M. Cocquempot, PS, 4 084.

ARRAS-NORD
M. Truffier, c. s., UDF-CDS, 9 623. **REÉLU**
M. Quandalle, PS, 7 681.

ARRAS-OUEST
M. Faons, c. s., dép. ass. enr., PS, 5 230. **REÉLU**
M. Lédieu, RPR, 5 207.

ARRAS-SUD
M. Darras, c. s., sén., PS, 7 960. **REÉLU**
M. Vilette, UDF-PR, 5 593.

AUCHEL
M. Bécarr, sén., m., PC, 6 986. **REÉLU**
M. Herbet, UDF-CDS, 4 775.

BARLIN
M. Brabant, PS, 4 979. **ÉLU**
M. Dagouneau, UDF-RAD, 2 815.

BEAUMETZ-LES-LOGES
M. Weppe, RPR, 3 397. **ÉLU**
M. Viart, c. s., PS, 2 320.

BETHUNE-NORD
M. Mellick, dép., m., PS, 8 227. **REÉLU**
M. Pomart, RPR, 6 698.
M. Carlier, c. s., PC, n.s.r.p.

BETHUNE-SUD
M. Seux, PS, 8 392. **ÉLU**
M. Lagache, UDF-PR, 4 191.
M. Jacques Mellick, c. s., dép., m., PS, se présentait à Bethune-Nord.

BOULOGNE-SUR-MER-NORD-EST
M. Dupilet, c. s., dép., PS, 4 639. **REÉLU**
M. Dickes, RPR, 3 079.

BOULOGNE-SUR-MER-NORD-OUEST
M. Allan, PS, 3 881. **ÉLU**
M. Leroy, UDF-PR, 3 519.

BOULOGNE-SUR-MER-SUD
M. Lengagne, c. s., sec. E., PS, 7 681. **REÉLU**
M. Lambellin, RPR, 6 006.

CALAIS-CENTRE
M. Biot, RPR, 7 407. **ÉLU**
M. Pauwels, PC, 4 158.
M. Penin, c. s., PC, se présentait à Calais-Sud-Est.

CALAIS-EST
M. Auchède, PC, 3 502. **ÉLU**
M. Guffroy, c. s., PC, n.s.r.p.

CALAIS-NORD-OUEST
M. Demassieux, RPR, 6 466. **REÉLU**
M. Barthe, c. s., dép., m., PC, 5 486.

CALAIS-SUD-EST
M. Penin, PC, 4 244. **ÉLU**

CAMBRIN
M. Chavatte, c. s., a. dép., PC, 9 781. **REÉLU**
M. Szarynski, RPR, 4 922.

CAMPAGNE-LES-HESSIN
M. Tassillon, c. s., ex-RPR, 3 575. **REÉLU**
M. Lejeune, PS, 3 064.

CARVIN
M. Dauchet, c. s., PC, 6 015. **REÉLU**
M. Rozak, RPR, 4 132.

DESVERES
M. Sergent, c. s., dép., PS, 4 208. **REÉLU**
M. de Fremont, RPR, 3 890.

FAUQUEMBERGUES
M. Gallet, c. s., PS, 3 021. **REÉLU**
M. Faques, UDF-PR, 2 808.

HÉNIN-BEAUMONT
M. Darchicourt, PS, 9 328. **ÉLU**
M. Flinois, RPR, 5 161.
M. Piette, c. s., a. dép., m., PS, n.s.r.p.

LENS-NORD-OUEST
M. Grosse-Eronart, PS, 5 185. **REÉLU**
M. Roger, UDF-CDS, 2 767.

LILLERS
M. Flajollet, RPR, 5 971. **ÉLU**
M. Galamez, PS, 5 475.
M. Rosenberg, c. s., PC, n.s.r.p.

MONTREUIL
M. Krajewski, c. s., PS, 8 530. **REÉLU**
M. Béraud, RPR, 8 198.

SAINT-POUL-SUR-TERNOISE
M. Bonnel, c. s., UDF-PR, 3 973. **REÉLU**
M. Grave, div. opp., 2 412; Cachera, PS, 2 083.

VIMY
M. Delchède, c. s., dép., PS, 5 167. **REÉLU**
M. Delambre, RPR, 5 138.

(Lire la suite page 18.)

Les "Plus" d'Air Lanka. Une Classe Affaires exceptionnelle.

Air Lanka a tout calculé pour vous offrir une Classe Affaires exceptionnelle.

Des sièges bien espacés
plus une cuisine de premier ordre.
Un service de grande classe
plus champagne gratuit.
L'enregistrement prioritaire
plus une franchise bagages de 30 kg.
Plus les soins attentifs d'un personnel chaleureux.

Résultat: La meilleure des
Classes Affaires. Vous pouvez ne pas nous croire.
Essayez les "PLUS" d'AIR LANKA.

AIRLANKA



Consultez votre agence de voyages ou Air Lanka à Paris, 9 rue du 4 Septembre, Paris 75002. Tel. 297.43.44.

Les résultats dans les départements

(Suite de la page 17.)

VITRY-EN-ARTOIS
M. Stienne, c.s., PC.
7412. **RELU**
M. Delcourt, RPR, 6 083.

La gauche reprendra plus forte en sièges, dans l'assemblée départementale, grâce au bon maintien du Parti socialiste qui a confirmé ses positions, même si dans quelques sections, on a assisté à un effacement de ses voix. C'est le cas, par exemple, dans le canton de Vitry où le maire de la ville, M. Fata, garde son siège de justesse avec 12 voix d'avance seulement et le député de la circonscription, M. André Delahaye, fait de même avec 23 voix. M. Guy Lengagne, secrétaire d'Etat à la mer, maître de Boulogne-sur-Mer, est également réélu.

Le Parti communiste reviendra avec 12 élus au lieu de 13, grâce à ses gains dans les nombreuses sections, notamment à Calais. Ce faible recul en sièges masque un

effacement des voix de cette formation. A Calais, le maire de la ville, M. Jean-Jacques Barthe, (PC), est nettement battu de 9 points par le candidat RPR.

A gauche, le report des voix s'est dans l'ensemble effectué correctement dans les deux cantons communistes-Parti socialiste (sauf à Lillers, où le candidat socialiste, qui avait dû l'emporter à deux voix) mais un peu moins bien dans l'autre sens où l'on a observé par exemple le cas de l'arrondissement.

La RPR aura quatre sièges de plus dans la nouvelle assemblée. Il enlève à Calais le siège de M. Barthe, mais fait élire aussi dans le canton centre de cette ville, M. Yves Biot, l'un de ses dirigeants, secrétaire général du Club de l'Éclairage, qui obtient ainsi un siège après plusieurs tentatives. LUDF, reste sur ses positions.

NOUVEAU CONSEIL (prés. sort. : M. Roland Hugues, PS, dép. maire d'Artois) : 12 PS; 3 PC; 2 PS; 2 UDF; 1 UDF-RAD; 4 UDF-CDS; 3 UDF-FR; 12 RPR; 1 él. app.

PUY-DE-DOME (30)

1^{er} TOUR: 11 ÉLUS
(1 PC; 1 PS; 1 UDF; 1 UDF-RAD; 1 UDF-CDS; 5 UDF-FR; 1 RPR)

BILLOM
M. Guillon, c.s., 2 434. **RELU**
M. Guet, UDF, 1 213.

BOURG-LASTIC
M. Passelaigne, c.s., PS, 1 670
M. Moreillon, a. dép., UDF-FR, 1 580.

CLERMONT-FERRAND-NORD-OUEST
M. Quilliot, a. min. s.n., PS, 3 223
M. Paput, c.s., UDF-FR, 2 842.

CLERMONT-FERRAND-OUEST
M. Pery, c.s., RPR, 1 689
M. Gouttebel, MRG, 1 457.

CLERMONT-FERRAND-SUD-EST
M. Maisonnat, c.s., PS, 3 002
M. Modat, RPR, 2 168.

COMBRONDE
M. Mansat, c.s., PS, 1 696
M. Brun, UDF, 1 662.

COURNION-D'AUVERGNE
M. Chateaux, c.s., UDF-RAD, 3 636
M. Bertrand, PS, 3 170.

CUNLIAT
M. Rigal, c.s., PS, 868 **RELU**
M. Fargette, UDF, 792.

ISSOIRE
M. Lavedrine, c.s., dép., PS, 5 206
M. Pascalon, RPR, 5 033.

LEZOUX
M. Gagnadze, UDF, 3 206
M. Cunier, c.s., PS, 3 042.

MANZAT
M. Neyrat, c.s., PS, 3 258
M. Ginier, RPR, 2 274.

MONTAIGUT
M. Toucas, c.s., PS, 3 106
M. Bourchardeau, UDF-FR, 3 079.

RIOM-EST
M. Liebermann, UDF-CDS, 3 939
M. Bonité, c.s., PS, 3 577.

SAINT-GERVAIS-D'AUVERGNE
M. Bernard, c.s., PS, 1 628
M. Barron, UDF, 1 503.

SAINT-REMY-SUR-DUROLLE
M. Peruffel, c.s., PS, 3 161
M. Desjard, UDF, 2 792.

SAUXILLANGES
M. Brugère, c.s., PS, 2 074
M. Magaud, UDF, 1 495.

THIERS
M. Adevah-Pouet, c.s., dép., PS, 3 984
M. Billard, UDF, 2 169; M. André, FN, 1 340.

VEYRE-MONTON
M. Chabrilat, UDF-FR, 4 528
M. Bador, c.s., PS, 4 154.

VIC-LE-COMTE
M. Planel, c.s., PS, 2 871
M. Blanc, UDF, 2 522.

En conservant treize sièges sur les seize et un qui compte le conseil général, la gauche obtient un résultat qui dépasse certaines pronostics pour l'opposition formée entre les deux tours. Il faut y voir deux raisons : la mobilisation du PS qui a, semble-t-il, porté tous ses fruits et l'impact négatif des élections de la gauche, de l'opposition qui s'est déclinée entre les deux tours malgré parfois un bon jugé remanié.

M. Roger Quilliot (PS), ancien ministre du logement, sénateur et maire de Clermont-Ferrand, retrouve le siège qu'il avait enlevé en 1979. M. René Poupet (UDF-FR), adjoint au maire de Chamalières, M. Jacques Lavedrine (PS), député et maire d'Issoire, l'emporte sur le candidat RPR, malgré les réserves publiques formulées à son encontre par la section communiste de cette sous-préfecture, qui protestait contre la nomination de cet élu. M. Pierre-Joël Bonat, ancien vice-président socialiste du conseil général, grand orateur de l'assemblée départementale, est élu à Saint-Gervais. M. Paul Bador à Veyre-Monton, lui-même président du comité d'expansion économique, perd son siège au profit d'un UDF-FR, et l'autre, d'un UDF-FR. Dans le canton de Thiers où a été réélu M. Gérard Poupet (PS) la candidate du FN - la seule du département à pouvoir se maintenir au second tour - en concurrence avec un candidat de l'opposition, n'a perdu que sept voix.

La présidence du conseil général pourrait revenir à M. Jean Maisonnat (PS), réélu dans le canton de Clermont-Ferrand Sud-Est et, comme il est probable, M. Armand Boulay, actuel président, ne sollicite pas le renouvellement de son mandat. Ce maintien de la gauche dans le Puy-de-Dôme de tout espoir à M. Gérard d'Estaing de prendre la présidence du conseil régional d'Auvergne qui reste acquise aux socialistes.

NOUVEAU CONSEIL : (prés. sort. : M. Bouley, PS, n. de Romagnat) : 3 PC; 3 PS; 5 UDF; 5 UDF-RAD; 5 UDF-CDS; 10 UDF-FR; 4 RPR.

PYRÉNÉES-ATLANTIQUES (26)

1^{er} TOUR: 13 ÉLUS
(1 PS; 1 él. app.; 2 UDF; 1 UDF-RAD; 2 UDF-CDS; 1 UDF-FR; 4 RPR; 1 él. app.)

ARZACQ-ARRAZIGUIET
M. Cassignau, div. opp., 1 733
M. Fam, PS, 1 730.

BAYONNE-NORD
M. Abbadie, c.s., PC, 3 614
M. Domergue, UDF-FR, 2 700.

BIARRITZ-OUEST
M. Saury, c.s., RPR, 3 778
M. Légrise, PS, 1 677.

IBOLDY
M. Caldichoury, RPR, 1 243
M. Carutchet, UDF-CDS, 1 168; Uhart, PS, 525.

JURANCON
M. Labarère, c.s., min. m. de Pau, PS, 4 962
M. Birade, RPR, 4 377.

LARUNS
M. Eyt, c.s., RPR, 1 329 **RELU**
M. Berdon, PS, 1 235.

LESCAR
M. Claverie, UDF-CDS, 5 190
M. Mariette, c.s., PS, 4 227.

MONTEIN
M. Baharier, PS, 2 620 **RELU**
M. Prigent, div. opp., 2 247.

NAY-BOURDETTE-EST
M. Prat, c.s., dép., PS, 4 308
M. Mathen, RPR, 3 640.

OLORON-SAINTE-MARIE-EST
M. Faulouay, UDF-RAD, 3 709
M. Deseat, c.s., PS, 3 274.

PAU-CENTRE
M. Caye, RPR, 4 117 **RELU**
M. Baradat, c.s., PS, 3 905.

PAU-NORD
M. Cazenave, c.s., PS, 3 784
M. Prien, RPR, 3 470.

PAU-OUEST
M. Gougy, RPR, 3 989 **RELU**
M. Heuillet, PS, 2 653.

PAU-EST
M. Lasseguette, c.s., PS, n.s.r.p.

La réélection de M. Labarère, ministre délégué chargé des relations avec le Parlement, avec 53,13 % des suffrages exprimés dans le canton de Jurançon, et le gain d'un siège dans celui de Montéin, où le conseiller sortant d'extrême gauche ne se représentait pas, ne constituent pas les seules surprises de ce scrutin. M. Jean-Claude Poupet, PS au profit de l'opposition. Celle-ci prend l'avantage dans quatre cantons détenus par des socialistes sortants : Lescar (Olivier-Sainte-Marie-Est au profit de l'UDF, et Pau-Centre et Pau-Ouest pour le RPR. L'opposition, déjà majoritaire dans le Pays basque, le devient aussi dans le Nord. Le PC conserve, quant à lui, l'unité qu'il détenait à l'assemblée départementale.

Les consignes de détachement ont été respectées dans tous les cantons du département, à l'exception de celui d'Ibaldy, où le candidat RPR, en l'absence du premier tour, n'a cependant pas été inquiété. Les reports de voix se sont bien effectués si l'on excepte le canton d'Arzacq-Arraziguiet où le candidat divers opposé n'a été élu qu'avec trois voix d'avance sur son adversaire socialiste, alors que l'opposition, sans le Front national, recueillait 53,59 % des suffrages exprimés au soir du premier tour.

NOUVEAU CONSEIL (prés. sort. : M. Dubouché, RPR, él. : 1 PC; 12 PS; 1 él. app.; 8 UDF; 2 UDF-RAD; 8 UDF-CDS; 2 UDF-FR; 14 RPR; 1 CNRP; 3 él. app.)

HAUTES-PYRÉNÉES (17)
1^{er} TOUR: 5 ÉLUS
(1 PS; 1 UDF; 2 UDF-CDS; 1 UDF-FR)

AUCUN
M. Abadie, c.s., MRG, 949
M. Veyrier, UDF-FR, 355.

AUREILHAN
M. Lacaze, m. PS, 2 581 **RELU**
M. Puyou, UDF-FR, 1 258.

BORDÈRES-SUR-LEZ
M. Roger Paul, c.s., PC se présente à Bordères-sur-les-Bains. Les reports de voix se sont bien effectués si l'on excepte le canton d'Arzacq-Arraziguiet où le candidat divers opposé n'a été élu qu'avec trois voix d'avance sur son adversaire socialiste, alors que l'opposition, sans le Front national, recueillait 53,59 % des suffrages exprimés au soir du premier tour.

NOUVEAU CONSEIL (prés. sort. : M. Dubouché, RPR, él. : 1 PC; 12 PS; 1 él. app.; 8 UDF; 2 UDF-RAD; 8 UDF-CDS; 2 UDF-FR; 14 RPR; 1 CNRP; 3 él. app.)

MAUBOURGUET
M. Ducre, c.s., MRG, 1 639
M. Tiraby, RPR, 1 102.

MAULÉON-BAROUSSE
M. Fortassin, c.s., MRG, 1 196
M. Bordenave, UDF-CDS, 1 077.

OSSUN
M. Peyon, c.s., prés. c. g., MRG, 2 929
M. Aubrun, UDF-FR, 2 071.

SAINT-LAURENT-DE-NESTE
M. Durrien, PS, 1 611 **RELU**
M. Subias, UDF, 1 244.

TARBES I
M. Trémège, UDF-FR, 2 230
M. Erragaret, c.s., m., PC, 1 666.

TARBES II
M. Dagliade, UDF-CDS, 2 153 **RELU**

M. Soulier, c.s., PC, 1 739.

TARBES V
M. Journé, UDF-RAD, 1 558
M. Guérin, c.s., PS, 1 541.

VIC-EN-BIGORRE
M. Miquieu, c.s., PS, 2 730
M. Maestracci, RPR, 1 832.

VIELLE-AURE
M. Mouniq, c.s., MRG, 969
M. Vidal, PS, 426; Forge, RPR, 416.

Les trois cantons de Tarbes qui étaient traditionnellement spectaculairement dans le camp de l'opposition. Le maire communiste du chef-lieu, M. Raymond Erragaret et son adjoint, M. Jeanne Soulier, ont aussi membre du PC, ont été débordés par les jeunes candidats de l'UDF. Le premier est battu par M. Gérard Trémège, entré en politique il y a un an comme député départemental du Parti socialiste. Le second est élu avec 53,59 % des suffrages exprimés. Le report des voix de gauche en faveur du maire de Tarbes n'a pas été total, alors que son adversaire a bénéficié non seulement d'un bon report des suffrages recueillis au premier tour, mais aussi d'une participation plus forte (il y a eu 173 votants de plus).

Dans le canton de Tarbes V, c'est à l'arrondissement (avec 17 voix d'avance) que M. Jean Journé, radical votant, l'emporte sur le conseiller sortant, M. André Guérin, ancien député. Secrétaire de la fédération radicale, il y a deux ans, M. Journé avait quitté le Parti radical lorsque celui-ci avait été élu, en refusant l'union avec les communistes. Il a bénéficié d'un bon report des suffrages recueillis au premier tour par le candidat bariste, M. Jean Castanet, et par les candidats du RPR et du Front national.

Dans le canton d'Ossun, le président du conseil général sortant, M. Robert Puyou, sénateur radical de gauche, conserve son siège avec une marge de 838 voix. A l'exception du triple remaniement constaté à Tarbes, qui permet à l'UDF d'acquiescer au premier tour de l'opposition locale, les autres résultats du département sont sans surprise. La gauche perd au total 4 sièges (2 en détachement du PS, 2 à celui du PC), mais elle demeure nettement majoritaire en disposant de 23 sièges sur 34 à l'assemblée départementale.

NOUVEAU CONSEIL (prés. sort. : M. Puyou, MRG) : 4 PC; 8 PS; 11 MRG; 2 UDF-RAD; 5 UDF-CDS; 2 UDF-FR; 1 RPR; 1 él. app.

PYRÉNÉES-ORIENTALES (9 + [6])
1^{er} TOUR: 4 ÉLUS
(1 PS; 1 UDF; 1 UDF-RAD; 1 RPR)

ARGÈLES-SUR-MER
M. Jordani, c.s., MRG, 5 011
M. Maréchal, c.s., PS, 3 580.

COTE-VERMEILLE
M. Rôgé, RPR, 4 593 **RELU**
M. Marti, c.s., PS, 3 124.

MONT-LOUIS
M. Sabat-Bigorre, div. opp., 918
M. Pubill, div. opp., 805; Alvarez, PC, 346.

M. Guy Mèle, c.s., prés. c. g., se présente à Prades.

PERPIGNAN I
M. Coder, c.s., sout. RPR, div. opp., 2 610 **RELU**
M. M. Guillemain, PS, 2 172; Audebert, FN, 96.

L'élection de M. Coder, le 16 décembre 1984, a été annulée par le tribunal administratif.

PERPIGNAN II
M. Farran, c.s., UDF-FR, 2 488
M. Mulet, FN, 1 051.

PERPIGNAN III
M. Berdaguer, UDF-FR, 3 191
M. Soum, c.s., dép., PS, 2 677; Boher, FN, 1.

PERPIGNAN VII
M. Barate, RPR, 2 888 **RELU**
M. Veyrier, PS, 1 643; Varin, FN, 1 142.

PERPIGNAN IX
M. Marti, c.s., RPR, 3 323
M. Navarre, PS, 2 011.

PRATS-DE-MOLLO-LA-PRÉSTE
M. Albert, c.s., div. g., 1 215
M. Bordenave, UDF-CDS, 1 077.

RIVESALTES
M. Parès, c.s., div. opp., 4 261
M. Boussoulet, PS, 3 581; Mouché, FN, 5.

THUIR
M. Olive, c.s., PS, 3 807 **RELU**
M. Passama, UDF-CDS, 3 207.

La prise en compte d'un parfaitment fonctionnel, sur les deux cantons restants à pourvoir, après l'ont été par des conseillers réélus. Ainsi, à Argelès, M. Bordenave (PS) a bénéficié d'un bon report des voix communistes et est élu avec une avance confortable (58,33 %). Le candidat du Front national, qui s'opposait à lui, n'a recueilli que 41,67 %. Il n'a pas fait le plein des voix de l'opposition qui totalisait 44,64 % au premier tour. De même à Perpignan VII, où un triangulaire opposait le candidat du PS, M. Veyrier, au secrétaire départemental du RPR, M. Barate et à M. Varin pour le Front national. Ce dernier est en retard de près de sept points sur son concurrent, et M. Barate est élu conseiller avec 50,90 % des voix. Le sensible tassement du Front national au second tour n'a pas empêché M. Armengol (Perpignan) de recueillir quatre-vingt-neuf voix alors qu'il était resté à Perpignan III le député, socialiste, conseiller sortant, M. Soum, a été battu par le candidat de l'opposition M. Berdaguer.

l'écrit qui les séparait au premier tour (près de cinq points) ayant presque doublé.

NOUVEAU CONSEIL (prés. sort. : M. Maia, UDF) : 3 PC; 1 app. PC; 6 PS; 1 él. app.; 1 MRG; 1 UDF; 1 UDF-RAD; 1 UDF-FR; 3 UDF-FR; 8 RPR; 7 él. app.

BAS-RHIN (22)
1^{er} TOUR: 13 ÉLUS
(1 PS; 1 UDF; 1 UDF-CDS; 1 UDF-FR; 6 RPR; 1 él. app.)

OBERNAI
M. Dubs, c.s., UDF-CDS, 3 080
M. Hollerich, RPR, 2 271; Claus, sout. UCR, 1 428.

SALES
M. Grandadam, RPR, 873 **RELU**
M. Prévot, div. opp., 842; Klammer, c.s., RPR, n.s.r.p.

SCHIRMECK
M. Moser, RPR, 2 858 **RELU**
M. Janel, c.s., UDF-CDS, 1 691; Zimmermann, PS, 1 501.

STRASBOURG II
M. Jost, c.s., UDF-CDS, 2 079
M. Gail, PS, 1 424.

STRASBOURG VI
M. Rickert, RPR, 4 900 **RELU**
M. Oehlsch, c.s., dép., PS, 3 737.

STRASBOURG VIII
M. Busse, c.s., UDF-CDS, 4 456
M. Amann, PS, 1 685.

STRASBOURG X
M. Beck, UDF-CDS, 2 472 **RELU**
M. Muller, c.s., PS, 1 960; Mulheim, FN, 1 095.

VILLÉ
M. Caro, c.s., dép., UDF-CDS, 2 705
M. Guio, RPR, diss., 2 151; Guio, PS, 4.

WISSEMBOURG
M. Bertrand, RPR, 5 010 **RELU**
M. Gliech, PS, 1 705; Zoog, c.s., div. opp., n.s.r.p.

Un seul socialiste siège, d'ailleurs, au conseil général du Bas-Rhin : M. Alfred Muller, réélu dès le premier tour. Les deux autres sortants du PS, M. Jean Oehler à Strasbourg VI (Kronbourg) et M. Raymond Gruber à Strasbourg X (Neuhof) n'ont pas conservé leur siège. Le RPR et l'UDF ont été privés de l'accord signé par les deux mouvements au sein de la sous-préfecture « majorité alliance », et cette répartition des députés du PS a manifestement en lieu.

Les voix du Front national ne sont sans doute pas toutes allées aux candidats de

l'opposition. A Kronbourg, certains ont vraisemblablement bénéficié au candidat socialiste, M. Neuhof, le candidat d'extrême droite, M. Marcel Mulheim, a à peu près refait le plein de ses voix dans une triangulaire PS-UDF-Front national. En revanche, les voix communistes semblent s'être bien reportées sur les socialistes, quant ils étaient présents. Ailleurs, les voix de gauche ont souvent privilégié le nouveau venu contre le sortant, comme à Sauten ou à Villé.

NOUVEAU CONSEIL (prés. sort. : M. David Hoffel, UDF, él. m. de Hand-almann, a. min.) : 1 PS; 2 LA, 1 UDF, 18 UDF-CDS, 1 UDF-FR, 18 RPR, 3 él. app.

HAUT-RHIN (14)
1^{er} TOUR: 10 ÉLUS
(5 UDF-CDS; 1 UDF-FR; 2 RPR; 2 él. app.)

HABESHEIM
M. Lucas, c.s., RPR, 6 418 **RELU**
M. Froulet, FN, 2 324.

KAYSERSBERG
M. Schmitt, UDF-CDS, 3 928
M. Bund, div. opp., 3 173; M. Thomas, c.s., UDF-CDS, n.s.r.p.

MASEVAUX
M. Uehrich, c.s., UDF-CDS, 2 849
M. Kachler, m. RPR, 2 011.

MUNSTER
M. Monhard, c.s., UDF, 3 368 **RELU**

La nouvelle assemblée départementale du Haut-Rhin ne comptera qu'une seule personnalité nouvelle : M. Jean-Paul Schmitt, maire de Benwiller, élu dans le canton de Kaysersberg. Il succède à M. Jean-Berthelmy Thomann, également CDS, qui ne se représentait pas. C'est dire que la composition politique du conseil général du Haut-Rhin, à majorité CDS, n'a enregistré aucune modification. Le docteur Henri Gotschky est ainsi assuré d'en être réélu président, vraisemblablement en concurrence avec M. Jean-Marie Bockel, secrétaire d'Etat chargé du commerce, y restera le seul élu de la gauche, puisque tous les candidats du PS et du PC avaient été éliminés dès le premier tour.

A Habesheim, le secrétaire fédéral du Front national, M. Froulet, gagne quelque 500 voix par rapport au premier tour, alors que M. Lucas (RPR) réalise à peine plus que le total théorique des voix de droite du premier tour. Dans ce canton, les deux dominantes auront été, au second tour, aussi nombreuses que les votants.

NOUVEAU CONSEIL (prés. sort. : M. Gotschky, UDF-CDS, él. m. de c. rég.) : 1 PS; 7 UDF; 14 UDF-CDS; 1 UDF-FR; 5 RPR; 3 él. app.

RHONE (22 + [6])
1^{er} TOUR: 13 ÉLUS
(1 UDF; 3 UDF-CDS; 1 UDF-FR; 1 RPR; 1 app. RPR; 1 CNRP; 5 él. app.)

GIVORS
M. Bahu, RPR, 6 773 **RELU**
M. Vallin, c.s., sen. m., PC, 6 164.

IRIGNY
M. Da Passano, UDF-FR, 4 122
M. Mick (c.s., de St-Genis-Lava) PC, 3 824.

LYON IV
M. Bonnet, c.s., RPR, **RELU**
M. Chevallier, PS, 3 290.

LYON XII
M. Batailly, UDF-RAD, 6 631
M. Conlon, PS, 5 392.

SAINT-GENIS-LAVAL
M. Thiers, UDF, 7 253 **RELU**
M. Sauvenne, PS, 3 479.

SAINT-PRIEST
M. Polga, PS, 6 540 **RELU**
M. Rosset, FN, 4 823.

TASSIN-LA-DEMI-LUNE
M. Perret, UDF-CDS, 5 789
M. Lambert, PS, 2 668.

VAULX-EN-VELIN
M. Cret, RPR, 4 808 **RELU**
M. Capievic, c.s., m., PC, 4 316.

VILLEURBANNE-CENTRE
M. Chabroux, c.s., PS, 6 273
M. Forien, RPR, 6 205.

VILLEURBANNE-NORD
M. Rivalta, c.s., PS, 5 856
M. Scry, UDF-RAD, 5 185.

VILLEURBANNE-SUD
M. Queyranne, c.s., dép., PS, 5 907 **RELU**

La faiblesse du PC au premier tour a eu une conséquence inattendue sur les candidats en lice face à des

DES ÉLECTIONS CANTONALES

Les résultats
dans les départements

LURE-SUD
M. Thomas, PS, 2 427... **ELU**
M. Simonin, RPR, 2 352.

LUXEUIL-LES-BAINS
M. Sarre, c. s., MRG, 1 603... **REÉLU**
M. Cokiev, opp., 1 476;
M. Hagemann, div. g., 662.

MONTBOZON
M. Lyautey, UDF, 1 546... **ELU**
M. Vagnet, c. s., PS, 1 489.

NORROY-LE-BOURG
M. Petitjean, c. s., UDF-PR, 1 211... **REÉLU**
M. Fouquet, PS, 817.

SAINT-SAUVEUR
M. Roussel, MRG, 2 692... **ELU**
M. Denis, div. opp., 2 167.

VESOUL-OUEST
M. Chantelat, UDF-PR, 3 491... **ELU**
M. Charpentier, c. s., PS, 3 090.

Trois cantons de gauche, trois de droite pour la gauche qui conserve ainsi dix sièges sur trente-deux à l'assemblée départementale. Le redécoupage, il est vrai, lui a été favorable. La discipline républicaine a été en défaut de quelques scrutins dans l'ouest de la région de Champagne, où M. Hubert Guerin devient le premier conseiller général communiste du département, notamment attendu au PCF depuis près d'un demi-siècle.

NOUVEAU CONSEIL (prés. sort. M. Jean Rayboz, div. opp.) : 1 PC; 3 PS; 1 div. g.; 5 MRG; 4 UDF; 8 UDF-PR; 5 RPR; 8 div. opp.

SAONE-ET-LOIRE (27 + 12)
1^{er} TOUR : 17 ÉLUS
(2 PS; 2 MRG; 1 UDF; 1 CNIP; 5 div. opp.)

AUTUN-NORD
M. Billardon, c. s., dép., a. prés. c. s., PS, 3 031... **REÉLU**
M. Faucher, UDF-Rad, 2 503.

CHALON-SUR-SAONE-NORD
M. Mathus, c. s., dép., PS, 3 348... **REÉLU**
M. Mazzière, RPR, 3 259.

CHALON-SUR-SAONE-OUEST
M. Perben, m. RPR, 4 684... **ELU**
M. Mondon, PS, 4 297.

CHALON-SUR-SAONE-SUD
M. Leborne, c. s., dép., PS, 4 733... **REÉLU**
M. Gombey, div. opp., 4 090.

CLUNY
M. Pleindoux, c. s., prés. c. s., UDF-Rad, 2 379... **REÉLU**
M. Belet, PC, 1 838.

CUISERY
M. Ury, c. s., PS, 1 694... **REÉLU**
M. D'iveriois, RPR, 1 615.

EPINAC
M. Defontaine, UDF-CDS, 1 197... **ELU**
M. André, PS, 1 085; Jacquemard, sout. UDF, 607.

NOUVEAU CONSEIL (prés. sort. M. Michel d'Almeida, c. s., UDF-PR) : 3 PC; 4 PS; 3 UDF; 9 UDF-PR; 6 RPR; 15 div. opp.

LUCENAY-L'ÉVÊQUE
M. Naudin, PS, 1 217... **ELU**
M. de Ganay, RPR, 1 211.

MACON-SUD
M. Contarier, RPR, 2 662... **ELU**
M. Worms, c. s., dép., PS, 2 609.

MARCIGNY
M. Rebillard, div. g., 1 919... **ELU**
M. Lamy, RPR, 1 193.

SEMUR-EN-BRIONNAIS
M. Vivier, div. g., 1 383... **ELU**
M. Nesme, UDF, 1 343.

SENNECEY-LE-GRAND
M. Emorine, sout. UDF, 1 976... **ELU**
M. Cautel, c. s., PS, 1 912.

Les sièges des cinq députés étaient soumis à renouvellement : seul M. Durand (MRG) ne se représentait pas, à Marcigny, où son dauphin d'élégant, M. Rabillard (div. g.), qui disposait d'un potentiel à gauche de 31,81 % des voix, l'emporte avec 61,64 % des suffrages et 812 voix de plus que le total de la gauche le 10 mars.

Le président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, M. Billardon, conserve facilement son siège à Autun-Nord, avec près de trois cents suffrages de moins que le total gauche du premier tour, tandis que son rival UDF, adjoint du maire, M. Lacoste, président du groupe RI du Sénat, enregistre un manque à gagner de 54 voix sur le score global de l'opposition du premier tour.

À Chalon-sur-Saône, les députés socialistes conservent leur siège : M. Leborne gagne 450 suffrages par rapport au total PS + PCF + div. du premier tour, tandis que son adversaire ne retrouve pas 300 voix par rapport au total de l'opposition, y compris du FN : M. Mathus l'emporte véritablement grâce aux écologistes face au RPR, qui non seulement fait le plein des voix de l'opposition, y compris du FN, mais réalise un vœu de 235 voix.

En revanche, M. Worms, malgré 471 suffrages qui sont venus grossir l'électorat de gauche du 10 mars, perd son siège à Mâcon, où, pourtant, son adversaire RPR ne retrouve pas, à 130 bulletins près, l'ensemble des voix de la droite et de l'extrême droite. A cette défaite s'ajoute celle de Sennecey-le-Grand.

M. Perben (RPR) confirme son implantation dans le nouveau canton de Chalon dont il avait repris au PS la moitié en 1983. En revanche, le responsable départemental de l'UDF, M. Nesme, échoue face à un divers gauche, dans le canton de Semur-en-Brionnais, chassé cependant malgré les reports de voix à droite car des particularités déficientes.

NOUVEAU CONSEIL (prés. sort. M. Charles Pleindoux, UDF-Rad.) : 2 PC; 16 PS; 4 MRG; 2 div. g.; 1 UDF; 2 app. UDF; 1 UDF-Rad; 2 UDF-CDS; 1 UDF-PR; 5 RPR; 1 CNIP; 8 div. opp.

SARTHE (19)

1^{er} TOUR : 11 ÉLUS
(1 PC; 3 UDF-PR; 3 RPR; 4 div. opp.)

ALLONNES
M. Luby, c. s., PC, 4 052... **REÉLU**
M. Lefebvre, RPR, 3 400.

BEAUMONT-SUR-SARTHE
M. Riout de Neville, div. opp., 2 399... **ELU**
M. Lomer, c. s., PS, 2 007.

LA CHARTRE-SUR-LE-LOIR
M. de Malherbe, UDF-PR, 2 431... **ELU**
M. Devillers, div. g., 1 835.

UDF-PR, n.s.r.p.
M. de Malgret, c. s., a. dép., UDF-PR, n.s.r.p.

CONLIE
M. Hellier, c. s., UDF-PR, 2 566... **REÉLU**
M. Rebout, div. g., 2 024.

MAMERS
M. Chauveau, RPR, 3 013... **ELU**
M. Gougat, div. g., 3 011.

LE MANS-EST-CAMPAGNE
M. Terrore, PS, 5 074... **ELU**
M. Ramand, RPR, 4 975;

LE MANS-NORD-OUEST
M. Cabaret, div. opp., 6 267... **ELU**
M. Jusforgues, c. s., PS, 5 942.

SAINT-CALAIS
M. Mauchair, UDF, 3 737... **ELU**
M. Poignant, c. s., a. prés. conc. g., div. g., n.s.r.p.

La majorité départementale (UDF-RPR, divers droite) sort renforcée du second tour. Elle gagne en tout cinq cantons et détient donc trente-trois sièges à la prochaine assemblée départementale, contre sept à la gauche (-7). Malgré un bon report de voix, la gauche PS-CF n'a pu infléchir les résultats du premier tour.

Néanmoins, elle a réussi à circonvenir son rival dans des limites votables. Le PS a ainsi perdu deux sièges au profit de divers droite, l'un à Beaumont-sur-Sarthe, gagné par M. Riout de Neville, et l'autre au Mans-Nord-Ouest, gagné par M. Cabaret. Mais, contre toute attente, il n'a obtenu un (Mans-Est-Campagne) au détriment du PC, dont le titulaire (M. Terrore), ne se représentait pas.

Deux candidats, M. Ramand (RPR) et M. Smith (div. opp.), se richissent de l'opposition étaient restés en lice au second tour face à M. Terrore (PS). Au dernier moment, cependant, M. Smith se désistait en faveur de M. Ramand. Ce désistement intervenait trop tard, et 184 électeurs votaient, malgré les consignes données, pour M. Smith, favorisant ainsi la victoire du candidat PS, qui triomphait avec... 59 voix.

Le PC réalise un score médiocre, mais ses dirigeants peuvent faire valoir que le canton qu'ils ont perdu n'a pas été cédé à la droite.

Les grands perdants sont les « divers gauche » qui se vident les successeurs des « socialistes indépendants ».

NOUVEAU CONSEIL (prés. sort. M. Michel d'Almeida, c. s., UDF-PR) : 3 PC; 4 PS; 3 UDF; 9 UDF-PR; 6 RPR; 15 div. opp.

SAVOIE (14 + 6)
1^{er} TOUR : 9 ÉLUS
(1 PS; 1 UDF-CDS; 1 RPR; 4 div. opp.)

AIX-LES-BAINS-CENTRE
M. Murguet, div. opp., 3 676... **ELU**
M. Caloud, sout. PS, 1 459.

AIX-LES-BAINS-NORD
M. Adam, sout. RPR, 2 624... **ELU**
M. Curtelin, div. g., 2 023.

AIX-LES-BAINS-SUD
M. Moncot, div. opp., 2 430... **ELU**
M. Expertier, div. g., 2 017.

ALBERTVILLE-SUD
M. Gibello, RPR, 3 502... **ELU**
M. Rochaix, c. s., PC, 2 964.

CHAMBERY-NORD
M. Dantin, div. opp., 1 759... **ELU**
M. Vignoulle, div. g., 1 727.

CHAMBERY-SUD-OUEST
M. Bosser, RPR, 2 883... **ELU**
M. Bonfils, c. s., PS, 2 704.

LA CHAMBRÉE
M. Dufrenoy, RPR, 1 903... **ELU**
M. Blanc, PC, 1 397.

CHAMOUX-SUR-GELOIN
M. Vouthier, PS, 1 250... **ELU**
M. Christian, div. opp., 953.

LE CHATELARD
M. Poncet, RPR, 1 227... **ELU**
M. Darvey, c. s., PS (sout. PC), 1 113.

COGNIN
M. Fressoz, div. g., 2 718... **ELU**
M. Mithieux, UDF-PR, 2 092.

GRÈSY-SUR-ISÈRE
M. Martin, c. s., div. opp., 1 608... **REÉLU**
M. Fraix, div. g., 950.

LE PONT-DE-BEAUVOISIN
M. Cruvieux, c. s., PC, 1 970... **REÉLU**
M. Peronier, div. opp., 1 753.

En Savoie, comme on pouvait s'y attendre, l'« effet Barrière » assure une large victoire à l'opposition. M. Michel Barrière, député (RPR), président du conseil général de la Savoie, possède désormais une majorité renforcée au sein de l'assemblée départementale qu'il dirige depuis 1982. Elle passe de 19 à 26 sièges sur 37.

La plupart des cantons urbains de Savoie sont maintenant tenus par la droite qui renforce notamment sa position à Chambéry, où déjà la mairie socialiste était tombée en 1983 au profit de M. Pierre Dumas (RPR). C'est précisément le RPR qui est le principal vainqueur de ces élections. Déjà au premier tour, il avait remporté la plupart des premières qui opposaient ses candidats à ceux de l'UDF. En outre, il a bénéficié du bon report des voix de la gauche PS-CF, pour sa part, en en le grand perdant, puisqu'il doit céder trois des cinq sièges qu'il détenait jusqu'alors au conseil général.

NOUVEAU CONSEIL (prés. sort. M. Michel Barrière, RPR) : 2 PC; 7 PS; 1 div. g.; 4 UDF-CDS; 9 RPR; 14 div. opp.

SAINT-MICHEL-DE-MAURIENNE

M. Anselme, c. s., PS, 1 640... **REÉLU**
M. Bochin, div. opp., 1 396.

En Savoie, comme on pouvait s'y attendre, l'« effet Barrière » assure une large victoire à l'opposition. M. Michel Barrière, député (RPR), président du conseil général de la Savoie, possède désormais une majorité renforcée au sein de l'assemblée départementale qu'il dirige depuis 1982. Elle passe de 19 à 26 sièges sur 37.

La plupart des cantons urbains de Savoie sont maintenant tenus par la droite qui renforce notamment sa position à Chambéry, où déjà la mairie socialiste était tombée en 1983 au profit de M. Pierre Dumas (RPR). C'est précisément le RPR qui est le principal vainqueur de ces élections. Déjà au premier tour, il avait remporté la plupart des premières qui opposaient ses candidats à ceux de l'UDF. En outre, il a bénéficié du bon report des voix de la gauche PS-CF, pour sa part, en en le grand perdant, puisqu'il doit céder trois des cinq sièges qu'il détenait jusqu'alors au conseil général.

NOUVEAU CONSEIL (prés. sort. M. Michel Barrière, RPR) : 2 PC; 7 PS; 1 div. g.; 4 UDF-CDS; 9 RPR; 14 div. opp.

HAUTE-SAVOIE (17)
1^{er} TOUR : 8 ÉLUS
(1 UDF-RAD; 2 UDF-CDS; 3 UDF-PR; 2 div. opp.)

ANNÉCY-NORD-OUEST
M. Veyret, c. s., UDF-CDS, 5 696... **REÉLU**
M. Brocchi, PS, 3 918.

ANNEMASSE-NORD
M. Bardet, div. opp., 4 549... **ELU**
M. Beaquis, c. s., UDF-CDS, n.s.r.p.

SEINE-MARITIME (35)
1^{er} TOUR : 14 ÉLUS
(1 UDF; 2 UDF-CDS; 1 UDF-PR; 3 UDF-PR; 3 RPR)

AUMALE
M. Pourquet, c. s., UDF-CDS, 1 727... **REÉLU**
M. Duhamel, div. opp., 1 257;

BLANGY-SUR-BRESLE
M. Loin, div. opp., 3 166... **ELU**
M. Vialaret, c. s., PS, 3 022.

DARNETAL
M. Demanasse, c. s., a. dép., UDF-RAD, 5 535... **REÉLU**
M. Jeanne, PS, 4 401.

DIEPPE-EST
M. Lefèvre, RPR, 5 170... **ELU**
M. Cuvilliez, c. s., PC, 3 799.

DUCLAIR
M. Carré, c. s., PS, 6 140... **REÉLU**
M. Dutrait, div. opp., 4 381.

FAUVILLE-EN-CAUX
M. Poimboeuf, c. s., MRG, 2 183... **REÉLU**
M. Lepicard, div. opp., 1 805.

FONTAINE-LE-DUN
M. Roulland, RPR, 1 645... **ELU**
M. Ducroix, c. s., PS, 1 448.

CONFREVILLE-L'ORCHER
M. Eude, c. s., PC, 5 335... **REÉLU**
M. Camont, RPR, 2 831.

GRAND-COURONNE
M. Massion, dép., PS, 6 182... **REÉLU**
M. Camu, CNIP, 3 381; M. Duchemin, c. s., PS, n.s.r.p.

LE HAVRE II
M. Guillemet, RPR, 1 409... **REÉLU**
M. Masson, PS, 795.

LE HAVRE IV
M. Henze, c. s., PC, 4 261... **REÉLU**
M. Barrière, c. s., PC, 4 511.

LE HAVRE X
M. Barrière, c. s., PC, 4 511... **REÉLU**
M. Le Meillieur, UDF-PR, 2 468.

LILLEBONNE
M. Dhaille, c. s., dép., PS, 6 345... **REÉLU**
M. Percheron, div. opp., 5 651.

MAROMME
M. Privat, c. s., a. dép., PC, 4 927... **REÉLU**
M. Laboure, RPR, 4 232.

PAVILLY
M. Bateux, c. s., dép., PS, 7 121... **REÉLU**
M. Barre, RPR, 6 091.

ROUEN V
M. Bestaux, UDF-PR, 2 791... **REÉLU**
M. Pamié, c. s., PS, 2 280.

ROUEN VI
M. Guéz, UDF, 3 088... **ELU**
M. Foubert, PS, 2 723.

ROUEN VII
M. Bonvoisin, c. s., UDF-CDS, 2 658... **REÉLU**
M. Bégovoy, dép., PS, 2 011.

SAINT-ÉTIENNE-DU-ROUVREY
M. Tréhet, c. s., PC, 4 831... **REÉLU**
M. Arnold, RPR, 3 083.

SOTTEVILLE-LÈS-ROUEN-OUEST
M. Salmon, UDF-RAD, 4 439... **ELU**
M. Bourguignon, dép., PS, 4 135.

CLUSES
M. Devant, c. s., div. opp., 3 534... **REÉLU**
M. Léger, sout. UDF, 2 426.

FAVERGES
M. Suscillon, c. s., div. g., 2 762... **REÉLU**
M. Vailly, RPR, 1 608.

REIGNIER
M. Soumerat, div. g., 2 539... **ELU**
M. Moutant, UDF-CDS, 2 256.

SAINT-GERVAIS-LES-BAINS
M. Fournier, div. opp., 2 830... **REÉLU**
M. Chevallier, RPR, 1 258;

SAINT-JEOIRE
M. Chavanne, div. opp., 1 695... **ELU**
M. Revaz, c. s., PC, 1 431.

SAINT-JULIEN-EN-GENÈVOIS
M. Maurel, c. s., div. g., 4 620... **REÉLU**
M. Mazaud, a. min., m. RPR, 3 279.

THONON-LES-BAINS
M. Sautier, dép., UDF-CDS, 8 296... **ELU**
M. Frossard, c. s., PS, 6 503.

Le conseil général de Haute-Savoie ne comptera désormais plus que deux conseillers généraux de sensibilité de gauche, et plus aucun représentant du Parti communiste puisque son unique conseiller, M. Serge Revaz, a été battu dans le canton de Saint-Jeoire. Quant au Parti socialiste, il est lui aussi battu dans le seul canton qu'il détenait, celui de Thonon. La Haute-Savoie confirme ainsi encore plus nettement sa coloration à droite.

NOUVEAU CONSEIL (prés. sort. M. Bernard Follin, UDF-PR, sén. m. de Crussilles) : 2 div. g.; 1 UDF-Rad; 8 UDF-CDS; 4 UDF-PR; 4 RPR; 14 div. opp.

FRIVILLE-ESCARBOTIN

M. Cahon, UDF-PR, 3 622... **ELU**
M. Mallesch, PS, 3 203.

GAMACHES
M. Bonduelle, sout. CNIP, 3 797... **REÉLU**
M. Pécquery, c. s., PC, 3 600.

MOLLIENS-DREUIL
M. Dufetelle, UDF-CDS, 2 398... **ELU**
M. Lefebvre, PS, 1 714; Lavert, div. opp., 1 032.

MONTDIDIER
M. Flamand, c. s., RPR, 3 330... **REÉLU**
M. Lemaitre, PS, 2 228.

NESLE
M. Gronnier, div. opp., 2 527... **ELU**
M. Blas, c. s., PS, 2 195.

ROISEL
M. Druin, c. s., PC, 2 630... **REÉLU**
M. Vasseur, UDF-PR, 1 879.

ROYE
M. Fleury, c. s., dép., PS, 3 673... **REÉLU**
M. Laspine, RPR, 3 483.

RUE
M. Bamière, c. s., RPR, 3 358... **REÉLU**
M. Brunel, PS, 2 331.

(Lire la suite page 20.)

FRIVILLE-ESCARBOTIN
M. Cahon, UDF-PR, 3 622... **ELU**
M. Mallesch, PS, 3 203.

GAMACHES
M. Bonduelle, sout. CNIP, 3 797... **REÉLU**
M. Pécquery, c. s., PC, 3 600.

MOLLIENS-DREUIL
M. Dufetelle, UDF-CDS, 2 398... **ELU**
M. Lefebvre, PS, 1 714; Lavert, div. opp., 1 032.

MONTDIDIER
M. Flamand, c. s., RPR, 3 330... **REÉLU**
M. Lemaitre, PS, 2 228.

NESLE
M. Gronnier, div. opp., 2 527... **ELU**
M. Blas, c. s., PS, 2 195.

ROISEL
M. Druin, c. s., PC, 2 630... **REÉLU**
M. Vasseur, UDF-PR, 1 879.

ROYE
M. Fleury, c. s., dép., PS, 3 673... **REÉLU**
M. Laspine, RPR, 3 483.

RUE
M. Bamière, c. s., RPR, 3 358... **REÉLU**
M. Brunel, PS, 2 331.

(Lire la suite page 20.)

FRIVILLE-ESCARBOTIN
M. Cahon, UDF-PR, 3 622... **ELU**
M. Mallesch, PS, 3 203.

GAMACHES
M. Bonduelle, sout. CNIP, 3 797... **REÉLU**
M. Pécquery, c. s., PC, 3 600.

MOLLIENS-DREUIL
M. Dufetelle, UDF-CDS, 2 398... **ELU**
M. Lefebvre, PS, 1 714; Lavert, div. opp., 1 032.

MONTDIDIER
M. Flamand, c. s., RPR, 3 330... **REÉLU**
M. Lemaitre, PS, 2 228.

NESLE
M. Gronnier, div. opp., 2 527... **ELU**
M. Blas, c. s., PS, 2 195.

ROISEL
M. Druin, c. s., PC, 2 630... **REÉLU**
M. Vasseur, UDF-PR, 1 879.

ROYE
M. Fleury, c. s., dép., PS, 3 673... **REÉLU**
M. Laspine, RPR, 3 483.

RUE
M. Bamière, c. s., RPR, 3 358... **REÉLU**
M. Brunel, PS, 2 331.

DES ÉLECTIONS CANTONALES

Les résultats
dans les départements

MIREBEAU
M. Rousselle, c.s., PS, 1945. **RELU**
M. Leduc, RPR, 1 843.

NEUVILLE-DE-PORTOU
M. Chamoret, c.s., PS, 3 321. **RELU**
M. Champalou, RPR, 3 061.

SAINT-GERVAIS-LES-TROIS-CLOCHERS
M. Bouas, div. opp., 1 494. **ELU**
M. Givélet, c.s., PS, 1 173.

VOUILLE
M. Bertrand, RPR, 3 898. **ELU**
M. Montoux, PS, 2 073.
M. Gerbier, c.s., div. opp., n.s.p.

Alors qu'elle s'attendait à gagner quatre sièges au second tour, la majorité départementale - en l'occurrence favorable à l'opposition nationale - que conduit M. René Monory (CDS), doit en compter deux gains : celui de Saint-Gervais-Trois-Clochers, ravi à M. Bernard Givélet, socialiste, et celui de Lougan, où le sortant divers gauche ne se représentait pas.

La forte mobilisation électorale a de bons reports de vote à gauche dans les deux autres cantons de Neuville et de Mirabeau, permis au PS de garder ses deux sièges fort menacés du premier tour puisque le total des voix de gauche s'élevait que de 42,83 % dans le premier et de 42,80 % dans le second.

Le duel qui opposait M. Cresson à M. Hage (CDS) à Châtelleraut-Ouest, s'est soldé par un nouveau succès du ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur, maître de la ville depuis 1983. Dans l'autre canton de la sous-préfecture de la Vienne, où le sortant communiste, seul en lice après le déstabilisation du socialiste (seul candidat susceptible de se maintenir après le premier tour), est resté avec 3 016 voix, soit 22,93 % des inscrits, il y a eu 1 654 bulletins blancs ou nuls.

Enfin, M. Carraud réélu à Chervé, de- vait perdre la présidence du conseil régional de Poitou-Charentes puisque la gauche a perdu la majorité au conseil général de la Charente-Maritime.

NOUVEAU CONSEIL (prés. sort. : M. Monory, UDF-CDS, sén., a. min., a. dép.) : 3 PC; 1 app. PC; 8 PS; 1 UDF; 11 UDF-CDS; 3 UDF-PR; 5 RPR; 6 div. opp.

HAUTE-VIENNE

1^{er} TOUR : 2 (1 PC; 1 sans PS)

AIXE-SUR-VIENNE
M. Denis, c.s., PS, 4 533. **RELU**
M. Dancy, RPR, 3 110.

AMBAZAC
M. Gagnadro, c.s., PS, 3 602. **RELU**
M. Pichon, RPR, 2 780.

BELLAC
M. Boussely, c.s., UDF-PR, 2 465. **RELU**
M. Peyronnet, PC, 2 277.

CHATEAUPONSAC
M. Moccour, c.s., dép., PS, 1 555. **RELU**
M. De Laforcade, RPR, 1 476.

EYMOUSSIERS
M. Leycare, c.s., PC, 2 301. **RELU**
M. Fraimeix, ext. g., 1 227.
M. Joubert, RPR, 802.

LIMOGES-CARNOT
M. Chevassus, c.s., PS, 1 757. **RELU**
M. Duchesne, RPR, 1 634.

● **LIMOGES-COUZEIX**
M. Parreau, PS, 2 163. **ELU**
M. Gabouy, UDF-RAD, 2 048.
M. Santrot, c.s., PC s'est retiré.

LIMOGES-ÉMAILLEURS
M. Baillet d'Estivieux, c.s., RPR, 3 554. **RELU**
M. Tanbmann, PS, 2 231.

● **LIMOGES-LA-BASTIDE**
M. Cuinier, PS, 1 813. **ELU**
M. Desvignes, RPR, 1 130.

LIMOGES-ISLE
M. Lascourat, c.s., sén., PS, 2 850. **RELU**
M. Mai, RPR, 1 982.

LIMOGES-LE-PALAIS
M. Cravellier, PS, 3 470. **ELU**
M. Savajols, RPR, 1 729.
M. Constant, c.s., a. dép., PC s'est retiré.

LIMOGES-PANAZOL
M. Lecomte, c.s., PS, 4 404. **RELU**
M. Joubert, RPR, 3 545.

LIMOGES-PUY-LAS-RODAS
M. Bonnet, c.s., PS, 2 336. **RELU**
M. Chartier, UDF-PR, 2 024.

● **LIMOGES-VIGENAL**
M. Frescas, PS, 1 848. **ELU**
M. Bidaut, UDF-CDS, 1 245.

MAGNAC-LAVAL
M. Fauvet, c.s., PC, 1 842. **RELU**
M. Mayeras, RPR, 963.

NEXON
M. Robitère, PS, 2 373. **ELU**
M. Piquet, RPR, 1 391.
M. Rabaud, c.s., n.s.p.

SAINT-JUNIEN-EST
M. Mazoin, c.s., dép., PC, 3 267. **RELU**
M. Janel, RPR, 2 171.

SAINT-LAURENT-SUR-CORRE
M. Descubes, c.s., UDF-PR, 1 365. **RELU**
M. Rouland, PS diss., 815.
M. Raymondand, PS, 537.

SAINT-LÉONARD-DE-NOBLAT
M. Coudert, c.s., PS, 3 530. **RELU**
M. Vialard, RPR, 1 630.

La Haute-Vienne se distingue encore une fois : le PS gagne quatre sièges et la majorité absolue au conseil général. Deux sortants communistes (parmi lesquels M. Ellen Constant, ancien député de la Haute-Vienne, ancien membre du comité central du PCF) ont été « éliminés », au premier tour, par leur concurrent socialiste et s'attendent à être élus au second tour. Les deux nouveaux cantons créés à Limoges ont été comptés sous prétexte que le PS. Le PCP espérait faire mieux, mais il reste relativement assis de ses 26,05 % du premier tour, qui le classent en tête des résultats du parti au niveau national. L'opposition pèse le poids de ses divisions au premier tour.

Les déstabilisations rétrogrades à gauche ont joué correctement. Dans les cantons annexés par l'opposition (Limoges-Carnot et Limoges-Las-Rodas), la mobilisation a, même, apporté aux candidats du second tour un nombre de voix supérieur au total des voix de gauche du premier tour. Plusieurs meetings communs ont eu lieu, dans l'intervalle, contribuant à « chauffer » l'électorat de gauche. Dès dimanche soir, M. Robert Savy, ex-senateur de la Haute-Vienne, et Eric Fohrer, au nom de la fédération communiste, ont affirmé que, malgré les modifications du rapport des forces dans la majorité de gauche du conseil général, leurs deux formations continueraient à gouverner ensemble le département.

NOUVEAU CONSEIL (prés. sort. : M. Jean-Claude Peyronnet, PS) : 12 PC; 22 PS; 1 div. g.; 2 UDF-PR; 2 RPR; 3 div. opp.

VOSGES (15)

1^{er} TOUR : 7 ELUS (1 PS; 1 UDF-PR; 4 RPR; 1 div. opp.)

BROUVILLERES
M. Bernière, div. opp., 555. **ELU**
M. Viry, div. opp., 443; Car- net, PS, 421.

CHATEL-SUR-MOSELLE
M. Bresson, c.s., app. PC, 4 763. **RELU**
M. Roumieu, div. opp., 4 126.

ÉPINAL-EST
M. Roth, UDF-PR, 5 915. **ELU**
M. Howison, PS, 4 450.
M. Blanc, c.s., PS, n.s.p.

FRAIZE
M. Valentin, c.s., PC, 3 172. **RELU**
M. Fréchin, div. opp., 2 528.

GÉRARDMER
M. Bonne, c.s., PC, 2 605.
M. Boulay, c.s., PC, 2 605.

MIRÉCOURT
M. Doring, RPR, 3 067. **ELU**
M. Gist, c.s., PS, 2 900.

SAINT-DIÉ-EST
M. Pierret, c.s., dép., PS, 4 590. **RELU**
M. Walod, RPR, 4 072.

VERMONT
M. Pierre, UDF-PR, 2 586. **ELU**
M. Coenot, UDF-CDS, 2 035.
M. Bideaud, c.s., div. opp., n.s.p.

Le fait marquant de ce second tour (hormis les très bons résultats de l'opposition) est la réélection de M. Christian Pionnet, député socialiste pour une ballottage difficile à Saint-Dié-Est. Cette réélection tempère un peu la déception du Parti socialiste, qui perd quatre de ses cinq conseillers généraux soumis à réélection.

Le PC fait mieux. Il s'avère, avec M. Robert Bresson et Joseph Valentin, son conseiller départemental et un de ses deux sortants. À Gérardmer, M. Claude Boulay (PC) est devancé de peu par M. André Bonne (RPR).

NOUVEAU CONSEIL (prés. sort. : M. Christian Pionnet, RPR, sén., n. de Remiremont, a. min.) : 1 PC; 1 app. PC; 6 PS; 1 div. g.; 3 UDF; 5 UDF-PR; 9 RPR; 5 div. opp.

YONNE (20)

1^{er} TOUR : 8 ELUS (5 UDF-PR; 1 RPR; 2 div. opp.)

AUXERRE-EST
M. Franchis, UDF-PR, 2 936. **RELU**
M. Cornut, PS, 1 810.
M. Pommier, c.s., PS, n.s.p.

AVALLON
M. Gréard, c.s., dép., PS, 2 834. **RELU**
M. Lament, div. opp., 2 695.

CERISIERS
M. Kaelberer, RPR, 862. **ELU**
M. Murat, c.s., div. opp., n.s.p.

COURSON-LES-CARRIÈRES
M. Guyon, UDF-PR, 748. **ELU**
M. Covet, div. opp., 734.
M. Guillaumot, c.s., UDF-PR, n.s.p.

FLOGNY-LA-CHAPELLE
M. Hutin, c.s., RPR, 1 385. **RELU**
M. Balacey, div. opp., 681.

PONT-SUR-YONNE
M. Lassale, c.s., dép., PS, 3 459. **RELU**
M. Langillat, RPR, 2 760.

SAINT-FLORENTIN
M. Lancray, UDF, 1 892. **ELU**
M. Bladon, c.s., PS, 1 592.

SEIGNELAY
M. Chambon, PS, 2 267. **ELU**
M. Charlatte, RPR, 2 009.
M. Bourgois, c.s., PC, n.s.p.

SENS-SUD-EST
M. Cordillot, c.s., PC, 2 938. **RELU**
M. Michaud, RPR, 2 658.

SERGINES
M. Janot, c.s., UDF, 2 078. **RELU**
M. Pavot, PS, 906.

VERMENTON
M. Laminant, RPR, 1 488. **ELU**
M. Arvaud, PC, 1 211.
M. Damont, c.s., PC, n.s.p.

VÉZELAY
M. Flandrin, c.s., UDF, 1 435. **RELU**
M. Guyot, PS, 1 231.

TERRITOIRE DE BELFORT (6 + [2])

1^{er} TOUR : 6 ELUS
BELFORT-CENTRE
M. Garot, UDF-CDS, 2 171. **ELU**
M. Kern, PS, 1 631.
M. Conqueberg, c.s., dép., PS, n.s.p.

BELFORT-EST
M. Bichet, c.s., UDF-PR, 2 571. **RELU**
M. Dazy, PS, 1 637.

BELFORT-NORD
M. Allimant, PS, 1 986. **ELU**
M. Benoît, UDF-PR, 1 752.
M. Walter, c.s., PS, n.s.p.

BELFORT-OUEST
M. Proust, c.s., prés. c.g. PS, 1 469. **RELU**
M. Rigollet, RPR, 1 201.

CHATENOIS-LES-FORGES
M. Pignot, c.s., PS, 2 377. **RELU**
M. Grosjean, RPR, 2 139.

DANJOUTIN
M. Rossetot, RPR, 2 357. **ELU**
M. Chevillot, c.s., PS, 1 153.

● **OFFEMONT**
M. Kiffel, PS, 1 174. **ELU**
M. Michel, RPR, 1 083.

Dans deux cantons, sur les douze qui restent à pourvoir, le Parti socialiste s'est ressenti au second tour. Ce renforcement est même spectaculaire à Avallion, où le député socialiste sortant, M. Léo Gréard, en ballottage défavorable, a causé la surprise en devenant le maître d'Avallion, M. Lancray (UDF), de 140 voix sur 3 529 suffrages exprimés.

Dans ce canton, si on constate que si les voix du PC se sont bien reportées sur M. Gréard, celles du Front national ont en partie fait dévier à M. Lancray. Le même phénomène se produit dans le canton de Seignelay, où M. Charlatte (RPR) a échoué devant le socialiste M. Chambon, à 266 voix près, alors que le Front national en avait obtenu près de 600 au premier tour.

Enfin, si le second député du PS, M. Roger Laminant, a conservé son siège, on doit également noter le bon résultat de M. Cordillot (PC) à Sens, menacé au premier tour. La réélection de M. Jean Chambon, sénateur (RPR), à la tête du conseil général, est d'ores et déjà considérée comme assurée.

NOUVEAU CONSEIL (prés. sort. : M. Jean Chambon, RPR, sén., a. min., a. dép.) : 3 PC; 4 PS; 1 MRG; 10 UDF; 9 UDF-PR, 6 RPR; 7 div. opp.

● **VALDOIE**
M. Pierquet, m. PS, 2 454. **ELU**
M. Dubuc, RPR, 2 160.
M. Kiffel c.s., PS, se présentait dans le canton d'Offemont.

An terme d'une campagne électorale du deuxième tour extrêmement dure, la gauche ne perd que deux des quatre cantons menacés par l'opposition : celui de Belfort-Centre, où M. Philippe Garot (UDF-CDS) obtient 57,10 % des suffrages et celui de Danjoutin, traditionnellement acquis à la droite, où M. Jean Rossetot (RPR) l'emporte avec 52,26 % des suffrages.

Le rétablissement du PS, en situation difficile après le premier tour, est particulièrement net à Belfort-Nord (+ 5,98) et à Offemont (+ 6,39). La plus grande mobilisation de l'électorat (+ 5,75) a profité à la majorité, qui progresse de 4 points, obtenant globalement 49,09 % des suffrages. 2 323 électeurs nouveaux lui ont fait confiance contre 87 nouveaux à la droite. En dépit de ce léger surcroît d'électeurs, l'opposition perd des voix par rapport à son score global du premier tour dans quatre des cinq cantons où le front national avait présenté un candidat le 10 mars. En revanche elle gagne des voix dans deux des trois autres cantons où le parti de M. Le Pen n'était pas présent au premier tour.

NOUVEAU CONSEIL (prés. sort. : M. Proust, PS, c.m. de Belfort) : 4 PC; 5 PS; 1 UDF-CDS; 1 UDF-PR; 3 RPR; 1 div. opp.

(Lire la suite page 22.)

francesco smalto

HOMME: COUTURE ET BOUTIQUE 44 RUE FRANCOIS-1^{er}
HOMME-FEMME: 275 RUE ST-HONORÉ - 5 PLACE VICTOR-HUGO

LA COLLECTION
PRINTEMPS-ÉTÉ 85
FAIT LES BEAUX JOURS
DE NOS BOUTIQUES
CÔTÉ HOMME
CÔTÉ FEMME



PARIS NEW YORK LONDRES CANNES GENEVE DEAUVILLE BRUXELLES NICE CRANS-SUR-SIERRE STRASBOURG MARSEILLE RABAT TOKYO OSAKA BEYROUTH.

Les résultats
dans les départements

LE SECOND TOUR DES ÉLECTIONS CANTONALES

DANS LES DOM

GUADELOUPE
(12 + 12)
1^{er} TOUR: 14 ÉLUS
(3 PCG; 4 PS; 1 div. g.; 2 UDF; 4 div. opp.)

- LES ABYMES IV
M. Tantin, PS ÉLU.
- LES ABYMES V
M. Boucard, PS ÉLU.
- CAPESTERRE-BELLE-EAU I
M. Andy, sout. PS ÉLU.
- M. Gérard Lauriette, c.s., ext. g., se présentant dans le canton de Capsterre Belle-Eau-II.
- CAPESTERRE-BELLE-EAU II
M. Lauriette, c.s. Cap-Belle-Eau-I, ext. g. RÉÉLU.
- LE GOSIER II
M. Virolan, div. opp. ÉLU.
- LE LAMENTIN
M. Dagonia, c.s., sén., PS RÉÉLU.
- MORNE-A-L'EAU II
M. Davrain, c.s., LPG RÉÉLU.
- LE MOULIN I
M. Manicom, sout. LPG ÉLU.
- POINTE-A-PITRE I
M. Vivès, c.s., div. opp. RÉÉLU.
- SAINT-CLAUDE
M. Tamas, RPR ÉLU.

Opération réussie: la création de nouveaux cantons permet à la gauche de devenir majoritaire au conseil général en disposant de 24 des 42 sièges. Ce renversement est essentiellement provoqué par les gains du Parti socialiste, qui double le nombre de ses élus (de 5 à 10), tandis que le Parti communiste guadeloupéen gagne un siège et que le groupe des « divers gauche » augmente de deux unités. C'est l'UDF qui enregistre le recul le plus important.

MARTINIQUE
(9 + 18)
1^{er} TOUR: 17 ÉLUS
(1 ext. g.; 1 PCF; 2 PS; 3 PPM; 3 RPR; 4 div. opp.)

- FORT-DE-FRANCE I
M. Cayol, PPM, 1 405 ÉLU.
- M. Pierre-François, RPR, 1 001.
- M. Elize, c.s., UDF, n.s.r.p.
- FORT-DE-FRANCE III
M. Laventure, UDF, 1 380 ÉLU.
- M. Dutoit, PPM, 993.
- FORT-DE-FRANCE IV
M. Nabet, PPM, 1 471 ÉLU.
- M. Decaille, div. opp., 648.
- FORT-DE-FRANCE VII
M. Zami, PPM, 1 624 ÉLU.
- M. Robinot, UDF, 1 184.
- RIVIÈRE-SALÉE
M. Elisabeth, c.s., sout. PPM, 1 752 RÉÉLU.
- M. Lesueur, RPR, 1 515.
- ROBERT II
M. Stéphanie, div. opp. ÉLU.
- M. Montieux, div. opp., 1 120.
- FORT-DE-FRANCE IX
M. Montezume, PPM, 1 351 ÉLU.
- M. Solitude, div. opp., 320.
- LE FRANÇOIS II
M. Jumentier, RPR, 1 658 ÉLU.
- M. Léotin, PS, 1 313.
- LE LAMENTIN I
M. Michigani, PPM, 912 ÉLU.
- M. Legares, div. opp., 892.

Le redécoupage cantonal, qui s'est traduit par la création de neuf nouveaux sièges, provoque un réajustement dans la gauche martiniquaise. Le Parti progressiste martiniquais, qui présidait le conseil général, a perdu la majorité absolue. Le septième canton de Fort-de-France est compté par le représentant de l'UDF. Le PPM a sept élus de plus qu'avant le renouvellement de l'assemblée, et la gauche détient au total dix-neuf sièges contre vingt-six à l'opposition qui reste majoritaire en Martinique. Le Parti communiste martiniquais, pour sa part, contrôle les deux cantons de Lamentin. Quant au Parti socialiste, il conserve ses positions bien que ses divisions lui aient fait perdre le nouveau siège de Sainte-Marie II que comptait le RPR.

NOUVEAU CONSEIL (prés. sort.: M. Michaux-Cherry (div. opp.): 8 PCG; 10 PS; 6 div. g.; 7 UDF; 4 RPR; 7 div. opp.)

NOUVEAU CONSEIL (prés. sort.: M. Maurice, RPR; 1 ext. g.; 3 PCF; 3 PS; 10 div. g.; 3 div. g.; 6 UDF; 10 RPR; 10 div. opp.)

GUYANE (7 + 4 + 1)
1^{er} TOUR: 8 ÉLUS
(1 ext. g.; 4 PCG; 1 div. g.; 1 UDF; 1 RPR)

- CAYENNE-CENTRE
M. Tarcy, sén., PSG, 659 ÉLU.
- CAYENNE-SUD
M. Boromé, div. g., 510 ÉLU.
- M. Jean-Louis, PSG, 369.
- CAYENNE-SUD-OUEST
M. Holder, c.s., PSG, 576 RÉÉLU.
- MANA
M. Patient, div. g., 400 ÉLU.
- M. Henri, div. g., 246.
- M. Bellony, c.s., prés. c. g., RPR, n.s.r.p.

Le conseil général de la Guyane bascule nettement à gauche. Le Parti socialiste guyanais (PSG), principal soutien local du gouvernement, y dispose désormais de la majorité absolue, après avoir compté

trois sièges. Dans le canton de Cayenne-Sud, c'est finalement M. Dolores Boromé, dont la démission du PSG avait été confirmée entre les deux tours, après une vive polémique avec les autres dirigeants de ce parti, qui l'emporte assez facilement sur l'ancien-maire de celui-ci. Dans le canton de Mana, le soutien de la communauté créole a assuré la victoire de M. Georges Patient (qui figurait sur la liste du PSG aux élections municipales) sur le représentant de la communauté aïnou, M. Henri Paul. Le RPR perd ce siège, qui était détenu jusqu'à présent par le président du conseil général sortant, M. Emmanuel Delong, lequel ne se représentait pas.

Ce scrutin se solda par une sévère défaite pour les représentants locaux de l'opposition, qui ont perdu au total quatre sièges, et laissent le PSG contrôler les deux assemblées locales. D'ores et déjà, de fortes contestations risquent de se manifester au sein du PSG à propos du choix du nouveau président du conseil général.

NOUVEAU CONSEIL (prés. sort.: M. Bellony, RPR; 2 ext. g.; 10 PSG; 3 div. g.; 2 UDF; 2 RPR)

MAYOTTE (9)
1^{er} TOUR: 5 ÉLUS
(3 PCF; 2 RPR)

- BANDRA-BOUA
M. Harit, MPF, 495 ÉLU.
- M. Rafion, c.s., MPF, n.s.r.p.
- CHIRONGUI
M. Touffia, RPRM, 475 ÉLU.
- M. Falaridine-Cheiki, MPF, 440.
- M. Henry, c.s., sén., MPF, n.s.r.p.
- OUNGANI
M. Ahameda, RPRM, 370 ÉLU.
- M. Soulimana, c.s., MPF, 337.
- PAMANDZI
M. Hamidou, div. opp., 460 ÉLU.
- M. Solihi, c.s., MPF, 442.

Le Mouvement populaire mahorais (MPM), qui dirigeait le président du conseil général, M. Youssouf Bannana, réélus au premier tour, et la situation de la collectivité territoriale. M. Marcel Henry, conservant la majorité absolue, bien qu'il perde 3 sièges. Le RPR local est le principal bénéficiaire de la consultation puisqu'il dispose désormais de 4 sièges supplémentaires. Dans le canton de Pamandzi, le nouvel élu au détriment du MPM est un retraité de l'armée, sans étiquette.

L'ensemble des candidats du second tour s'accroissent, par-delà leurs différences de sensibilité, pour réclamer la transformation de la collectivité territoriale en un département.

NOUVEAU CONSEIL (prés. sort.: M. Bannana, MPF; 9 MPF; 7 RPRM; 2 SE)

Manifestation indépendantiste à Papeete
De notre correspondant

Papeete. - Plus d'un millier de personnes ont manifesté samedi 16 mars, sans incident, dans les rues de la commune de Faaa, proche de Papeete, contre les expériences nucléaires en Polynésie française et pour l'indépendance du territoire, en présence de deux dirigeants du Front de libération national kanak et socialiste (FLNKS), MM. Yéweine Yéweine et Yann Céline Uréget. Cette manifestation avait été organisée par le chef du Front de libération de la Polynésie, M. Oscar Témara, maire de Faaa.

Dès l'annonce de l'arrivée des deux représentants du FLNKS, le conseil des ministres de Polynésie avait émis au président de la République pour lui demander que « toutes dispositions soient prises afin de préserver la sécurité et la tranquillité de la population, en interdisant notamment les manifestations publiques et en expulsant les cas échéant les agitateurs du FLNKS ». Jeudi soir, le haut commissariat avait fait savoir qu'il n'autorisait pas le FLN à défilé samedi dans les rues de Papeete. La manifestation s'est donc déroulée à Faaa.

Au cours d'une conférence de presse tenue à l'intérieur de la petite mairie de cette localité, en présence de quelques dizaines de sympathisants du FLN, MM. Yéweine Yéweine et Uréget n'ont pas caché que leur déplacement à Tahiti avait suscité quelques craintes au sein du

RÉUNION (18)
1^{er} TOUR: 12 ÉLUS
(3 PCF; 1 UDF; 1 UDF-CDS; 1 RPR; 6 div. opp.)

- LES AVIRONS
M. Lacaille, div. opp., 1 638 ÉLU.
- M. Fort, c.s., RPR, 1 374.
- LE PORT
M. Payet, c.s., PCR, 5 746 RÉÉLU.
- M. Cazal, UDF, 4 029.
- SAINT-PHILIPPE
M. Bertile, c.s., PS, 965 RÉÉLU.
- M. Salvan, UDF, 947.
- SAINT-MARIE
M. Kichenin, div. g., 3 639 ÉLU.
- M. Barau, c.s., RPR, 3 283.
- SAINT-SUZANNE
M. de Chateaufort, div. opp., 3 233 ÉLU.
- M. Langenier, c.s., PCR, 3 141.
- SALAZIE
M. Carpaye, c.s., div. opp., 1 558 RÉÉLU.
- M. Elizabeth, div. opp., 1 532.

L'opposition reste largement majoritaire au sein de l'assemblée départementale, où elle dispose de 25 sièges sur 36. Ses positions, toutefois, s'érodent au fil des scrutins. La droite, qui avait dû céder deux sièges au Parti communiste réunionnais et un au Parti socialiste en 1982, a perdu, dimanche, le bastion de Sainte-Marie, que détenait l'ancien président du conseil régional, M. Yves Barau (RPR).

Le siège de ce gros propriétaire terrien a été conquis par M. Axel Kichenin, fondateur d'une petite formation politique de gauche, le Mouvement progressiste de gauche, qui avait déjà obtenu la mairie à

M. Barau en mars 1983, avec le soutien du PCF et du PS.

L'alternance a également joué à l'instar de l'opposition: aux Avirons, M. Joseph Lacaille, soutenu par l'UDF, succède au conseiller sortant, M. Henri Fort (RPR). Les accords passés entre les élus-majors du RPR et de l'UDF n'ont pas toujours été suivis par les électeurs. Ainsi, M. Raymond Cazal (UDF) ne retrouve pas au Port toutes les voix rassemblées au premier tour par les candidats de l'opposition, et le secrétaire général de la CGT réunionnaise, M. Brany Payet (PCR), conserve son siège.

Les positions du Parti socialiste restent inchangées, mais le député de la troisième circonscription, M. Wilfrid Bertile, qui était en ballottage défavorable à Sainte-Philippe à l'issue du premier tour, n'a obtenu le renouvellement de son mandat qu'avec 18 voix d'avance.

Le Parti communiste réunionnais conserve 7 sièges, mais après avoir enregistré, au premier tour, une victoire dans le canton de Saint-Louis II, il connaît, cette fois, une défaite à Sainte-Suzanne, où le conseiller sortant, maître de la commune, M. Lucien Langenier, est battu par M. Jacques de Chateaufort, PDG de l'Industrie sucrière de Bourbon, dont les usines fabriquent 53 % du sucre produit dans l'île et qui avait reçu le soutien du RPR et de l'UDF.

A l'issue des deux tours de scrutin, on assiste à un timide renouvellement du personnel politique local: 7 élus vont, pour la première fois, faire leur entrée au conseil général (5 pour la droite et 2 pour la gauche).

NOUVEAU CONSEIL (prés. sort.: M. Legros, RPR; 1 ext. g.; 7 PCF; 2 PS; 1 div. g.; 6 div. opp.; 6 div. opp.; 1 UDF; 1 UDF-CDS; 6 RPR; 17 div. opp.)

Le lauréat



Macintosh.

Voici Macintosh. Physique, astrophysique, sciences humaines, graphiques. Macintosh compare, analyse, déduit, imprime, calcule, transforme colonnes de chiffres abscons en graphiques aisément compréhensibles. C'est la force de Macintosh: tout comprendre avec facilité et enseigner avec simplicité.

En 20 ans de fréquentation quotidienne des universitaires les plus brillants et des cancrs les plus sympathiques du Quartier Latin, nous n'avions jamais vu chose pareille! C'est pourquoi Macintosh est sans conteste notre Lauréat!



Pour tout renseignement, contactez Monsieur Quenec au Service Documentation, 67, boulevard Saint-Germain, 75005 Paris. Tél.: 325.68.88.

CAMUS

Œuvres complètes en 9 volumes
Une édition commentée par Roger Grenier

Cette édition en 9 volumes n'est pas seulement prestigieuse et nécessaire parce qu'elle réunit l'ensemble des textes, elle offre un avantage sur lequel il convient d'insister: je veux parler des introductions successives que nous devons à Roger Grenier. Roger Grenier joue le seul jeu possible avec Camus: celui de la probité, de l'amitié, c'est-à-dire celui de l'ouverture et de la non-complaisance. (André Brincourt, *Le Figaro*)

AUX ÉDITIONS DU CLUB DE L'HONNÊTE HOMME
Luce Fieschi éditeur, 32, rue Rousselet - 75007 Paris - Tél. (1) 783.61.85 +

Veillez me faire parvenir gratuitement et sans engagement de ma part une documentation sur
□ les Œuvres complètes de Camus.

□ notre catalogue: □ Céline □ Balzac □ Flaubert □ Colette □ Pagnol □ Pergaud
□ Dumas □ Labiche □ Guitry □ Sartre/Beauvoir.

Documentation sur simple demande.

Nom _____ Prénom _____ Profession _____
Adresse _____

Code postal _____

هكمان النجلى

étranger

L'AGGRAVATION DE LA GUERRE DU GOLFE

L'Irak invite les compagnies aériennes à ne plus survoler le territoire iranien

Bagdad a franchi un nouvel échelon dans l'escalade de la guerre du Golfe en demandant, dimanche 17 mars, aux compagnies aériennes de ne plus survoler l'Irak à partir de mardi 19 mars, à 17 heures GMT, avertissant que tout appareil se trouvant dans l'espace aérien de la République islamique pourrait être « menacé ». Un communiqué officiel affirme que l'espace aérien de l'Irak sera désormais considéré comme « zone d'exclusion ». « Il sera difficile, ajoute ce communiqué, de déterminer l'identité des avions, et des combats aériens pourraient avoir lieu dans les couloirs réservés aux avions de ligne ».

La menace irakienne a été prise au sérieux par la compagnie British Airways qui a annulé dimanche tous vols à destination de Téhéran et de Bagdad. De même, Egypt Air a décidé, dimanche, d'annuler tous ses vols à destination de Bagdad « en raison des conditions de guerre ».

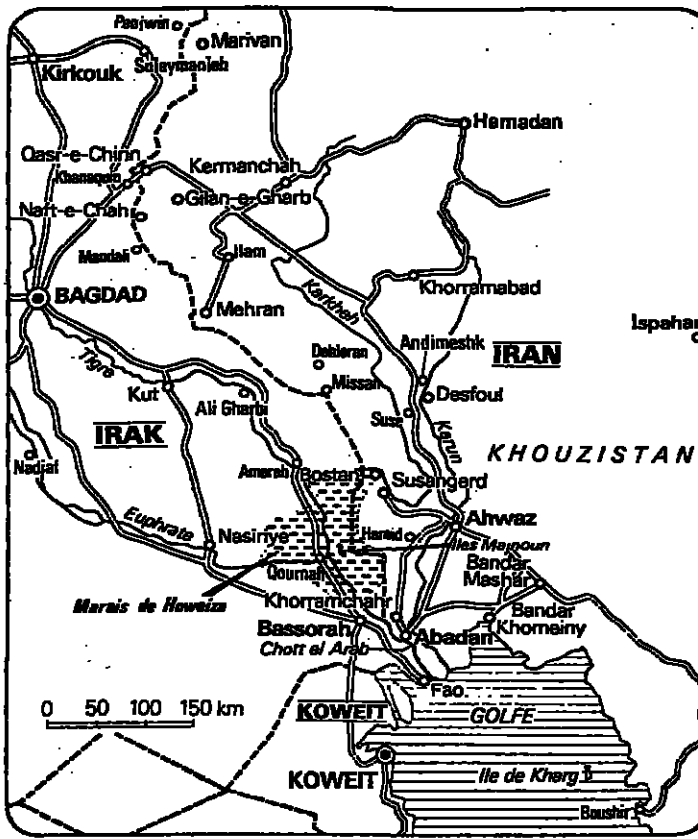
La « guerre des villes » entre l'Irak et l'Iran, qui en est à son troisième jour, a provoqué des départs de ressortissants étrangers, notamment d'Iran. C'est ainsi que cinquante-huit Français, dont onze femmes et onze enfants, sont arrivés en Turquie dimanche après avoir quitté par la route Tabriz, qui a subi plusieurs bombardements ces derniers jours.

Trois autres villes iraniennes ont été pilonnées samedi matin par l'aviation irakienne. Isfahan, la grande métropole du centre du pays,

a été attaquée par un seul avion irakien. C'est la quatrième fois que cette ville est attaquée en quelques jours. Lors d'un précédent bombardement, la mosquée Jame, un joyau de l'architecture islamique, a été sérieusement endommagée et une aile a été détruite. L'Irak a lancé un appel à l'UNESCO pour que les monuments historiques soient préservés, la grande place d'Ispahan et l'ensemble architectural qu'elle abrite étant classés « patrimoine historique de l'humanité » par l'organisation internationale.

Communiqués contradictoires

En ce qui concerne la bataille des marais du Sud, les versions des deux parties sont contradictoires. Ce lundi matin 18 mars, Bagdad affirmait que son armée avait emporté dans les combats qui se déroulent depuis sept jours en territoire irakien et appelé la population à « célébrer la victoire ». Le haut commandement iranien a pour sa part annoncé que 12 000 soldats irakiens avaient été tués ou blessés et trois mille autres faits prisonniers en six jours dans les marais d'Al Honeira. Les forces iraniennes auraient pris le contrôle de l'ensemble de cette zone marécageuse jusqu'à la rive orientale du Tigre, le long de l'axe routier Bassorah-Bagdad. Selon les communiqués de Téhéran, elles auraient pénétré à plus de 30 kilomètres à l'intérieur de



L'Irak, la percée la plus profonde effectuée au cours de cette guerre.

Dimanche, les combattants irakiens avaient affirmé avoir repoussé « de manière décisive » une contre-attaque iranienne.

Demande de « négociations directes »

Samedi soir, quelques heures après avoir annoncé que les forces irakiennes avaient continué leur avance en territoire irakien et étaient parvenues au fleuve Tigre, l'Irak a, dans un message au président du Conseil de sécurité, proposé l'arrêt immédiat des hostilités avec l'Irak. Bagdad demandait d'autre part au Conseil de « prendre les mesures nécessaires pour un règlement global du conflit » et définissait ainsi le cadre d'un tel règlement : cessez-le-feu et arrêt immédiat des opérations militaires ; retrait des forces armées sur la frontière internationale ; envoi sur le terrain d'observateurs des Nations unies pour s'assurer du maintien du cessez-le-feu et du retrait des troupes, et pour superviser leur respect par les deux parties. Enfin le message, signé par M. Tariq Aziz, ministre des affaires étrangères irakien, réclamait des négociations directes entre l'Irak et l'Iran sous l'égide des Nations unies pour aboutir à un règlement « global et équitable ». — (AFP, Reuters.)

ERIC ROULEAU.

Le président Moubarak va s'entretenir avec le roi Hussein des moyens de venir en aide à Bagdad

De notre correspondant

Le Caire. — Le président égyptien, M. Hosni Moubarak, se rend lundi 8 mars en Jordanie, où il doit avoir un entretien de quelques heures avec le souverain hachémite de ce pays. Le roi Hussein, à son tour, se rendra en France, aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne, en République fédérale d'Allemagne et en Italie. Une rencontre entre les deux chefs d'Etat s'imposait. En effet, le roi Hussein est une des pièces-clés de l'initiative Moubarak pour la relance du processus de paix au Proche-Orient.

Le président égyptien se devait donc d'informer son principal partenaire des résultats de son périple, notamment en ce qui concerne la position peu enthousiaste de Washington, qui a estimé « inopportune » l'engagement d'un dialogue avec une délégation jordanienne-palestinienne. En effet, le roi veut surtout conserver la dynamique de son initiative malgré les réactions peu encourageantes qu'elle a suscitées. Lors de son retour au Caire, samedi, il tentait de mitiger le refus des Américains : « On ne peut pas dire que j'ai obtenu une réponse positive ou négative [à Washington], car c'est une question qui nécessite d'être étudiée. Nous avons besoin des Etats-Unis pour donner une impulsion aux efforts de paix », a-t-il affirmé.

Toutefois, en privé, les responsables égyptiens ne cachent pas leur désillusion à l'égard de la position des Américains, qui, selon eux, risquent de condamner l'accord jordanien-palestinien du 11 février dernier. Premier signe de cette déception : une manifestation anti-Israélienne a eu lieu vendredi dernier devant le pavillon israélien de la Foire internationale du Caire. Aucune arrestation n'a été opérée par les importantes forces de l'ordre présentes, bien que les manifestations soient interdites.

Dimanche, le roi lui-même a adressé indirectement un « message » à Washington en faisant le geste, sans précédent, de se rendre personnellement à l'ambassade d'Union soviétique au Caire pour présenter ses condoléances pour la mort du numéro un de l'URSS. « Je me rends à Moscou pour assister aux funérailles du chef de l'Etat soviétique si je n'avais pas été retenu par mes engagements aux Etats-Unis », a-t-il affirmé au terme d'un entretien d'une heure avec le chef de la mission diplomatique M. Alexandre Belegonov. Ce geste a été d'autant plus remarqué qu'il intervient malgré la condamnation par Moscou de l'initiative du président Moubarak. L'agence Tass avait es-

timé que « les propositions du président égyptien seront utilisées afin d'inciter la Jordanie à accepter un accord de capitulation ».

M. Belegonov a, de son côté, affirmé à la presse que les discussions n'avaient pas porté sur l'initiative égyptienne, mais sur les moyens de promouvoir les relations bilatérales. Celles-ci ont été rétablies au niveau des ambassadeurs en septembre dernier, après trois ans de gel dus à l'expulsion, par le président Sadate en 1981, de l'ambassadeur soviétique au Caire, accusé de comploter contre le régime. On précise toutefois au Caire que l'amélioration des relations avec Moscou ne se fera pas au détriment de Washington. En effet, l'aide américaine indispensable à l'Egypte, et qui était au centre des entretiens du président Moubarak à Washington, s'élève à 2,6 milliards de dollars pour l'année fiscale 1986, commençant en octobre prochain.

Des « volontaires »

Le roi et le roi Hussein s'efforcent de sortir l'initiative égyptienne et l'accord jordanien-palestinien de l'impasse, mais ils examineront aussi les moyens de venir en aide à l'Irak, dont la situation militaire, face à l'offensive iranienne, inquiète les dirigeants du Caire et d'Amman. Quelques heures après son retour dans la capitale égyptienne, samedi, le président Moubarak avait un contact téléphonique avec son homologue irakien pour s'informer de la détérioration de la situation sur le front.

L'Egypte, depuis le début de la guerre du Golfe, a toujours soutenu l'Irak auquel elle a vendu pour près de 3 milliards de dollars d'armes. Le régime égyptien, qui a lui-même des problèmes avec les activistes islamistes, ne peut accepter une victoire iranienne qui renforcerait ce que le roi appelle des « éléments dangereux ». L'Egypte s'est abstenue jusqu'à présent de faire jouer les clauses de l'accord de défense commune interrabe et a envoyé des militaires en Irak. Elle n'a, par contre, pas empêché près de onze mille Égyptiens sur le million travaillant en Irak de se porter « volontaires » et de monter au front. On apprend enfin au Caire qu'un nombre important de réservistes ont été rappelés en service actif au cours des derniers jours. Aucune indication n'a été donnée de source officielle sur les raisons de cette mesure, qui n'est adoptée qu'en cas de crise.

ALEXANDRE BUCCIANTI.

A chacun ses calculs

(Suite de la première page.)

Les appareils de Bagdad ont bombardé impunément Busher et Isfahan, qui abritent les principales bases aériennes de la République islamique.

Les responsables de Téhéran avaient vraisemblablement cru encore que la confrontation aérienne serait de courte durée grâce à l'intervention d'organismes internationaux, ceux du monde musulman ou de l'ONU, à l'égard desquels l'Irak — contrairement à l'Iran — s'était le plus souvent montré respectueux.

Quels qu'aient été leurs calculs d'ordre militaire, les dirigeants irakiens ont sans doute misé davantage sur les dividendes politiques qu'ils tiraient de l'épreuve de force dans une conjoncture qui favorisait la montée des tensions internes. Le mécontentement au sein des forces armées se traduit au fur et à mesure qu'elles se rendaient compte de la difficulté, sinon de l'impossibilité, d'acquiescer les armements indispensables au déclenchement de la « grande offensive ».

Appliquant à la lettre le slogan « Ni Est ni Ouest », la République islamique s'est allié les puissances qui pouvaient lui fournir des armements lourds — avions, chars, missiles — en quantités significatives. Elle est parvenue, cependant, à acquiescer, à prix d'or, des armes légères, des pièces de rechange, des équipements militaires, sur le marché international et auprès de pays amis de l'Union soviétique ou des Etats-Unis.

Ménageant l'avenir, les deux superpuissances ont longtemps fermé les yeux sur ces transactions « illicites ». Mais ne réussissant pas à ébranler l'hostilité tenace de Téhéran à leur égard, et cédant aux sollicitations de l'Irak, avec lequel ils entretenaient de bonnes et fructueuses relations, les deux « grands Satans » ont commencé, depuis peu, à montrer les dents.

Tout autant Moscou que Washington, rapporte-t-on de diverses sources, exercent des pressions sur leurs amis respectifs pour freiner, sinon arrêter totalement, les livraisons de matériel militaire à l'Irak. On ignore au juste quels effets ont eu ces pressions conjuguées, mais on croit savoir que la Chine, la Corée du Sud, Taiwan, d'une part, la Corée du Nord, l'Allemagne de l'Est, la Pologne, de l'autre, ont d'ores et déjà réduit considérablement leurs ventes d'armes, tandis que la Libye et la Syrie — les principaux fournisseurs de l'Irak — sont moins prompts à répondre aux requêtes de Téhéran.

En outre, les procès intentés dans divers pays occidentaux aux Etats-Unis, en Allemagne fédérale, en Grande-Bretagne, en Espagne, aux Pays-Bas, notamment — à des trafiquants accusés d'exportations frauduleuses d'armes ont réduit singulièrement la marge de manœuvre des acheteurs irakiens.

L'impasse avait en outre conduit à l'impasse le débat sur la conduite de la guerre au sein des milieux dirigeants, entre ce qu'il est convenu d'appeler — en schématisant — les « gestionnaires » et les « idéologues ». Ces derniers sont d'autant plus « jusqu'aboutistes » qu'ils n'assument pas, directement des responsabilités politiques. Chefs des parades (les milices islamiques), responsables des médias, parlementaires, entre autres, leur principal souci est d'exporter la révolution, de déjouer les « complots ourdis par les ennemis de

l'Islam », en priorité le « régime athée de Saddam » (M. Saddam Hussein, le président de la République irakienne).

Leurs adversaires, les « gestionnaires », ne réussent pas, du moins ouvertement, ces objectifs mais, tenus à résoudre les problèmes concrets qui se posent à eux, ils prêtent, au nom du réalisme, souplesse et prudence. Membres du gouvernement, responsables des secteurs économiques ou chefs de l'armée régulière, c'est sous leur impulsion que la tactique dite des « grands déferlements humains », tout aussi meurtrière que vaine, a été abandonnée au profit d'une stratégie militaire plus classique ; que la « grande offensive » a été repoussée à une date indéterminée, en attendant de rassembler les moyens financiers et militaires indispensables pour assurer son succès.

Les ayatollahs dissidents

A la guerre du désert est venue s'ajouter celle des ayatollahs, tout autant divisés entre partisans et adversaires de la poursuite du conflit. A ceux qui appellent, comme l'imam Khomeiny, à la poursuite des combats jusqu'à « l'élimination du centre des complots » à Bagdad, d'autres chefs spirituels, et non des moindres, rétorquent, à l'aide d'arguments théologiques, que cette guerre est illicite (haram) au yeux de l'Islam.

L'ayatollah Ozma (grand ayatollah) Golpaygani, dans un cycle de cours qu'il délivre depuis plusieurs semaines à Qom, soutient, par exemple, que personne n'a le droit de proclamer le djihad (la guerre sainte, de nature offensive) avant le retour sur terre du douzième imam, « disparu » au huitième siècle. En d'autres termes, les forces islamiques ne peuvent légitimement combattre sur les frontières, après avoir chassé les envahisseurs irakiens.

Plus explicites, les grands ayatollahs Mourtaza Haeri, beau-père du fils aîné de l'imam Khomeiny, et Hassan Ghomi, fils du fondateur de l'Ecole théologique de Qom, ont dénoncé récemment dans des textes qui circulent sous le manteau, y compris au sein des forces armées, le régime et sa politique « agressive » et « anti-islamique ». L'ayatollah Ghomi est allé jusqu'à déclarer que la mort de tout soldat, iranien ou irakien, équivaut à « un crime contre l'Islam ». Il y avait là de quoi démotiver les centaines de milliers de combattants qui, depuis près d'un an, péroraient sur les frontières et à qui l'on répétait que le « martyr », lors d'une hypothétique reprise des opérations, leur ouvrirait les portes du paradis.

La guerre, une fois de plus, s'est révélée être pain béni pour le régime. Les membres du Majlis (Parlement), qui ne débattaient plus pendant la longue période d'accalmie, que de la mévente du pétrole, de la chute des revenus, du chômage, de la vie chère et d'autres sujets du mécontentement populaire — thèmes qui fournissaient des arguments à l'opposition religieuse et laïque, — se sont rapidement ressaisis.

Le 8 mars, quatre jours après le début de la « guerre des villes », deux cent trente parlementaires (sur deux cent trente environ) lançaient un appel à l'imam Khomeiny pour la « grande offensive ». Le doute était, enfin, écarté : cette initiative ne pouvait être, après l'« agression » irakienne, que de nature défensive,

donc halal (licite). Ce sursaut islamico-patriotique n'était pas totalement innocent. La démarche des députés visait vraisemblablement à étouffer la voix des dissidents et, par la même occasion, à dégager leur responsabilité devant l'immobilisme de l'armée des frontières. Pris de court, l'imam Khomeiny, qui ne pouvait ni lancer la « grande offensive » de crainte qu'elle ne débouchât sur un désastre, ni admettre son impuissance, a répondu quarante-huit heures plus tard par une pirouette : « l'Islam, déclarait-il évasivement, saura donner, le moment venu, la gifle finale aux criminels irakiens ».

En attendant, l'ordre était donné à l'armée de reprendre sa progression sur le front sud, d'étendre l'axe routier Bagdad-Bassorah, opération manifestement limitée. Même s'il s'agit d'une manœuvre de diversion, l'opération paraît inquiéter le commandement irakien, qui vient d'accepter, après l'avoir rejeté, l'instauration d'un « règlement global ». De jour en jour, selon les aléas des hostilités, l'assurance change de camp.

ERIC ROULEAU.

EUROPE

Grèce

A L'ELECTION PRESIDENTIELLE

Le candidat unique n'a pas obtenu la majorité requise

Athènes (AFP-AP). — Le candidat unique à l'élection présidentielle en Grèce, M. Christos Sartzetakis, présenté par la gauche, n'a pu, comme prévu, obtenir du Parlement grec (trois cents députés) la majorité requise des deux tiers au premier tour au scrutin secret dimanche matin, 17 mars.

Le second tour, à la même majorité, aura lieu le samedi 23 mars, et l'on peut d'ores et déjà prévoir qu'il ne donnera rien. La décision se fera au troisième tour, le 29 mars, pour lequel la majorité requise est ramenée aux trois cinquièmes (cent quatre-vingts voix).

M. Sartzetakis a obtenu dimanche cent soixante-dix-neuf voix, c'est-à-dire, selon les analystes politiques, celles des cent soixante-trois socialistes présents, des treize communistes et de deux indépendants ; cent treize députés n'ont pas participé au vote, parmi lesquels les cent onze de la Nouvelle Démocratie (conservateur). Six bulletins blancs et trois nuls ont été comptabilisés.

Enfin, il y avait trois absents : le président du Parlement, M. Yiannis Alevras, qui assure l'intérim de la présidence de la République depuis la démission, le 10 mars, du chef de l'Etat, M. Konstantin Caramanlis ; le ministre adjoint des affaires étrangères, M. Carolos Papoulias, en mission en Amérique latine, et un député conservateur qui s'est excusé.

Le premier tour a constitué une répétition générale d'une élection qui reste difficile. La gauche — cent soixante-cinq députés du Parti socia-

liste panhellénique PASOK, treize du Parti communiste prossoviétique, et certains des onze indépendants — peut atteindre le seuil des cent quatre-vingts voix, mais à condition qu'aucun suffrage ne manque à M. Sartzetakis.

On ignore encore si le président du Parlement, M. Alevras, membre influent du PASOK, pourra participer aux deux autres scrutins du fait de ses fonctions actuelles de président de la République par intérim. Cette question devrait être tranchée par le Parlement au cours des prochains jours.

Lors de l'élection présidentielle précédente, en 1981, qui avait porté M. Caramanlis à la tête de l'Etat, les socialistes minoritaires n'avaient pris part à aucun des trois tours de scrutin, et M. Caramanlis avait été élu au troisième et dernier tour avec cent quatre-vingt-trois voix, après avoir obtenu cent soixante-dix-neuf voix au premier et cent quatre-vingt-une au second tour. C'est l'objectif que vise à présent la gauche grecque.

Pour le porte-parole du gouvernement, M. Dimitris Maroudas, les résultats de ce premier tour confirment la « certitude » de l'élection au troisième tour de M. Sartzetakis.

Au cas où le candidat de la gauche n'obtiendrait pas la majorité, le Parlement serait dissous immédiatement et des élections auraient lieu le 5 mai, conformément à la Constitution de 1975. Un échec de M. Sartzetakis constituerait un obstacle majeur au projet des socialistes de révision de la Constitution.

Pologne

ENLEVÉ ET TORTURÉ PAR DES « INCONNUS »

M. Castaing estime avoir été victime de la police politique

M. Frédéric Castaing, l'expert-libraire parisien qui a été enlevé, battu et brûlé avec des cigarettes peu après sa libération d'un commissariat de Cracovie où il avait été détenu et interrogé pendant quarante-huit heures (le Monde daté 17-18 mars), a déclaré après son retour à Paris qu'il comptait porter plainte.

Selon lui, les traitements dont il a été l'objet constituent « un avertissement de la police politique ». « Ces méthodes semblent commencer à s'instaurer en Pologne, et je crois être la première victime étrangère », a-t-il ajouté.

Le libraire a expliqué qu'il était allé à Cracovie — où il se rend régulièrement — pour y faire une expertise et retrouver des écrits concernant Marie Curie. C'est à cette occasion que certains de ses amis lui ont procuré des documents sur le procès de Torun et aussi sur la grève de la faim menée à Cracovie par vingt-deux militants de Solidarité qui veulent obtenir la libération des prisonniers politiques (dont le nombre dépasserait actuellement la centaine, selon l'opposition polonaise). « Ils voulaient que je diffuse ces documents à l'Ouest pour rompre leur isolement », a expliqué le libraire, qui a montré les traces de brûlures (une trentaine) sur ses poignets et son abdomen et semblait encore choqué par son aventure.

La télévision de Varsovie avait annoncé dès le jeudi 14 mars qu'un

Français, simplement désigné comme Frédéric C., avait été interpellé en possession d'écrits « antisocialistes » provenant notamment du « bureau de Solidarité à Bruxelles ». La télévision avait ajouté que l'intéressé était l'objet d'une procédure d'expulsion — mais sans souffler mot des traitements qu'il avait subis. La télévision avait, en revanche, diffusé une déclaration d'un officier de police soulignant que « M. C. » portait sur son passeport plusieurs visas américains et était donc vraisemblablement un agent de la CIA... (Le libraire s'est rendu plusieurs fois aux Etats-Unis dans le cadre de son travail d'expert).

Grève de la faim à Varsovie. — Treize jeunes Polonais ont entamé dimanche 17 mars une grève de la faim dans une église de la banlieue de Varsovie pour protester contre la condamnation à deux ans et demi de prison d'un universitaire, Marek Adamkiewicz, appelé au service militaire et qui, tout en acceptant d'accomplir ses obligations, a refusé de prêter serment. (Le serment exigé des appelés fait expressément mention de la fidélité à « l'alliance fraternelle avec l'armée soviétique »). Les protestataires affirment que la condamnation de M. Adamkiewicz constitue « une interprétation abusive » du code pénal qui prévoit seulement des sanctions pour le refus d'accomplir son service militaire, ce qui n'est pas le cas. — (AFP.)

PROCHE-ORIENT

Liban

LA FRONDE DES MILICES CONTRE LE PRÉSIDENT GEMAYEL

Les dissidents souhaitent créer un Conseil national chrétien

Beyrouth. — La situation commence à se décaler dans le camp chrétien, cinq jours après le déclenchement de la fronde des Forces libanaises (milices chrétiennes) contre le président Aminé Gemayel et le Parti phalangiste. Un projet d'accord est intervenu au sein d'une commission tripartite comprenant M. Joseph Hachem, ministre en exercice représentant le chef de l'Etat, M. Karim Pakradouni, membre du comité d'urgence des Forces libanaises, et M. Michel Murr, ancien ministre agissant en médiateur. Il serait fondé sur quatre principes : maintien des responsables en place ; restructuration des Phalanges ; « clarification » des relations entre ce parti et les Forces libanaises dans le respect de l'autonomie de celui-ci ; enfin, création rapide d'un Conseil national chrétien.

De notre correspondant

Cette solution, si elle était effectivement adoptée et mise à exécution, serait proche des objectifs des Forces libanaises et de leur « mouvement de la décision chrétienne », et exprimerait le rapport des forces sur le terrain en secteur chrétien, au stade actuel de la crise.

Au nom du mouvement, M. Pakradouni a répondu aux deux principales questions qui se posent à ce propos. Ayant réaffirmé qu'il ne s'agit pas de « renverser le président Gemayel », le porte-parole des Forces libanaises a précisé que l'objectif poursuivi, pour démocratiser la société chrétienne et le Parti phalangiste, est de créer un Conseil national chrétien, sorte de Parlement

du territoire chrétien, si possible élu au suffrage universel, où tous les citoyens seraient représentés, et pas seulement les membres des Forces libanaises et du Parti phalangiste. L'idée de base des Forces libanaises — M. Pakradouni ne l'a pas exprimé sous cette forme, mais elle apparaît à travers leur comportement — est de réintroduire le pluralisme au niveau du débat et de la décision — les Phalanges étant devenues une sorte de parti unique, — mais de ne tolérer qu'une seule force. La lutte pour le pouvoir en secteur chrétien se déroulerait ainsi de façon équilibrée : M. Aminé Gemayel étant à la tête de l'Etat et les Forces libanaises ayant leur place dans un système d'assemblée propre au territoire concerné (1 million de kilomètres carrés, près de sept cent mille habitants).

Le contact d'ores et déjà pris entre les Forces libanaises et la Syrie devrait se poursuivre dans les quarante-huit heures. M. Pakradouni a en effet entretenu avec le vice-président syrien, M. Khaddam. Celui-ci a été ferme et net : la Syrie considère que le mouvement est dirigé contre elle par Israël et y voit une tentative de putsch contre le président Gemayel. A. M. Pakradouni, qui l'assurait du contraire, niant en particulier toute implication israélienne, M. Khaddam a rétorqué : « Cela en a, en tout cas, les apparences ». Il a néanmoins écouté les explications qui lui ont été longuement fournies par deux fois. Malgré le mouvement des troupes syriennes dans le nord du Liban et le blocus imposé de ce côté-là en secteur chrétien par l'armée syrienne, on a l'impression que Damas en est toujours au stade de l'appréhension de la situation. Les Forces libanaises assurent veiller à ne pas donner à la Syrie l'impression que leur mouvement menace sa sécurité, afin de ne pas provoquer de réaction hostile de sa part.

Entre-temps, les alliés de la Syrie, après avoir sévèrement condamné le mouvement, observent une pause. Seul M. Walid Joumblat a déclaré, dimanche, vouloir « torde le cou » aux « isolationnistes qui se disent chrétiens ».

LUCIEN GEORGE.

La « volonté d'indifférence » israélienne

De notre correspondant

Jérusalem. — Israël est totalement étranger à la rébellion chrétienne contre le président Gemayel et entend bien le demeurer, en consacrant toute son énergie aux opérations de retrait de son armée du Liban. Telle est la réaction officielle des dirigeants de Jérusalem aux supputations de la Syrie et de la presse de Beyrouth quant à d'éventuels contacts entre l'Etat hébreu et les chefs des Forces libanaises.

Dans une interview au magazine dominical de la chaîne de télévision américaine CBS, *Face the Nation*, le premier ministre israélien, M. Shimon Pérès, a déclaré que son gouvernement « n'avait aucun lien » avec la dissidence en cours. « La Syrie, a-t-il précisé, tente d'imposer sa volonté aux chrétiens, mais ne semble pas rechercher l'affrontement avec Israël ».

Selon le porte-parole du gouvernement, M. Yossi Beilin, cette affaire n'a même pas été évoquée, dimanche, lors du conseil des ministres. « Nous sommes très loin des chrétiens du Liban, a-t-il dit. Nous n'avons eu aucun contact avec eux ». On dément, ici, que le chef des dissidents, M. Samir Geagea, ait reçu, à Jounieh, un quelconque dirigeant israélien.

Cette dernière information, diffusée à Beyrouth (1) avait paru, a priori, vue d'ici, peu vraisemblable, tant est grande en ce moment la « volonté d'indifférence » des dirigeants israéliens envers tout ce qui, au Liban, ne relève pas de leur unique souci : la sécurité de leurs soldats. « Nous avons tiré les leçons du passé, indiquait-on dimanche, à Jérusalem, dans les milieux officiels. Il est temps que les chrétiens règlent tout seuls leurs problèmes. Il est exclu qu'Israël intervienne de quelque manière en cas d'affrontement entre l'armée syrienne et les Forces libanaises ».

La presse est unanime à mettre en garde le pouvoir contre une éventuelle tentation d'ingérence, pourtant si peu d'actualité. Elle ne se prive pas de rappeler que les noms de MM. Samir Geagea, Eli Hobeika et Fadi Frem, « font resurgir le terrible souvenir des massacres de Sabra

et Chatila » pour lesquels Israël dut payer, seul, un prix politique. Jérusalem semble exclure toute action militaire précipitée de la part de Damas. Pour M. Walid Joumblat, directeur général du ministère des affaires étrangères, le président Assad fera sans doute montre de prudence, car « il doit à la fois éviter de provoquer l'union sacrée au sein du camp chrétien et conserver à M. Gemayel sa seule raison d'être, son rôle symbolique de garant de la souveraineté libanaise. Si Damas intervient, ce sera plus probablement par l'entremise de ses fidèles libanais ou palestiniens ».

Le retrait du Sud est avancé

Pour la première fois depuis le déclenchement de la deuxième étape du retrait de l'armée israélienne — et tandis que le débat sur le rythme de ce retrait bat son plein ici, — M. Pérès a fixé, dimanche, une nouvelle échéance. Dans l'interview à CBS déjà citée, il a souligné que « la grande majorité des soldats israéliens auront quitté le Liban dans un délai de huit à dix semaines », soit à la fin du mois de mai au plus tard. Ce calendrier semble indiquer que l'armée accélérera légèrement son redéploiement.

Quelque dix mille personnes avaient manifesté samedi à Tel-Aviv à l'appel du mouvement La paix maintenant, en exigeant un départ total et immédiat du pays du Cédre et l'ouverture d'une enquête sur les causes de la guerre. La plupart des orateurs étaient des réservistes rentrant du Liban. L'un d'eux a qualifié M. Ariel Sharon de « terroriste officiel ». Dimanche, enfin, deux soldats israéliens ont été tués et cinq autres blessés lors d'une embuscade près du village de Jibchit, à l'ouest de Nabatieh.

J.-P. LANGELLIER.

(1) Selon le journal *Al Safir*, M. Samir Geagea aurait renoncé, au début de la semaine dernière, le ministre israélien de la défense au cours d'une entrevue secrète à Jounieh.

AMÉRIQUES

Brésil

LE NOUVEAU CHEF DE L'ÉTAT EST TOUJOURS HOSPITALISÉ

« Il est interdit de dépenser »

affirme M. Neves dans un message au gouvernement

De notre correspondant

Brasilia. — M. Tancredo Neves est toujours sur son lit d'hôpital à Brasilia. De nouvelles inquiétudes ont surgi, dimanche soir, quand un des médecins traitants a déclaré que le président souffrait de troubles respiratoires qui pouvaient annoncer un début de pneumonie. Mais deux heures après, les trois médecins qui soignent M. Tancredo Neves, depuis son opération d'un diverticule intestinal jeudi dernier, publiaient un bulletin de santé rassurant indiquant que l'état de leur patient était normal.

Le chef d'Etat a tout de même été si affaibli par son opération que, selon le porte-parole de la présidence, M. Antonio Brito, il n'est pas encore en état d'être présenté aux photographes. Mais le message qu'il a adressé à son gouvernement exprime toute l'énergie d'un homme qui assume la direction de son pays avec ce qu'on appelle ici une « voix de commandement ».

A plusieurs reprises dans ce message, dont la lecture a duré une demi-heure, il y a des formules du genre : « Je n'admettrai pas... », « le président ne permettra pas... ». Et la formule finale résume toutes les autres. Après avoir expliqué les mesures d'austérité nécessaires en ces débuts de « nouvelle République », le président lance à ses ministres cet ordre sans réplique : « Il est interdit de dépenser ».

Les vingt-sept nouveaux ministres se sont réunis au palais présidentiel du Planalto pour écouter le message — parfois en forme d'admonestation — que leur a lu M. José Sarney, vice-président de la République, devenu président par intérim le jour même où M. Neves devait prendre ses fonctions.

Le chef de l'Etat explique dans son texte qu'il ne s'est pas fait élier en promettant des « miracles », en vendant des « illusions ». C'est pourquoi il n'annonce aucune « mesure de choc », aucun « projet d'impact », dont le régime antérieur était friand — pour combattre les maux qui affligent le pays : inflation, chômage, récession. Car de telles mesures sont « éphémères ». Elles ne provoquent que « frustrations ».

Utilisant un vocabulaire rigoureux quasi janséniste invoquant les « nécessités morales les plus hautes », M. Tancredo Neves révèle, dans ce message, un versant inconnu du tempérament brésilien, généralement caractérisé par la faconde et l'émotivité. Chez lui on trouve l'esprit de logique, le désir de penser juste et de parler vrai.

Donc « interdit de dépenser ». Chaque ministre est invité à recon-

ser soigneusement les ressources disponibles avant de faire des projets. Le nouveau président « ne permettra pas » qu'il y ait des ministres qui dépensent et d'autres qui économisent. Le gouvernement tout entier sera « responsable » de la politique économique. Le chef de l'Etat sera là pour maintenir la cohésion de son équipe. Il ne tolérera pas les désordres. Car « sans ordre il n'y a pas de progrès ni de démocratie ».

Un langage ménédiste

En France, on dirait d'un tel langage qu'il est ménédiste voire gaulois. Il est tout simplement « tancrediste ». Il reflète le caractère d'un homme hostile à la démagogie et aux faux semblants qui s'adapte par réalisme aux contraintes du moment. Or celles-ci réclament du Brésil qu'il réduise ses dépenses publiques et se batte « coûte que coûte » contre l'inflation. La veille, en prenant ses fonctions, M. Francisco Dornelles, le nouveau ministre des finances, a exposé, dans le détail, la politique d'austérité qu'il entend appliquer : réduction du déficit budgétaire et désaccélération de l'émission de monnaie.

Une telle perspective fait grincer les dents à la gauche de la nouvelle majorité. L'un des dirigeants à São Paulo du PMDB (Parti du mouvement démocratique brésilien) redoute que la nouvelle équipe n'applique des remèdes monétaires et commette « l'erreur de vouloir réduire l'inflation par une nouvelle récession ».

En janvier, le futur ministre des finances est allé à Paris rencontrer le directeur du FMI, M. de Larosière, pour le rassurer sur ses intentions et celles de M. Tancredo Neves. Il lui aurait dit que le prochain gouvernement était disposé à payer les intérêts de la dette extérieure (102 milliards de dollars en décembre dernier) et ne ferait pas aux créanciers étrangers la proposition suggérée par une partie du PMDB : la capitalisation d'une partie de ces intérêts, autrement dit son paiement différé. M. Dornelles aurait également dit à M. de Larosière qu'un nouvel accord pourrait être conclu avec le FMI. « Nous serions sous la tutelle de cet organisme jusqu'en 1991 », affirme M. Robert Saturnino, sénateur du Parti démocratique du travail (PDT), l'une des personnalités les plus réputées de l'opposition. « Mais nous exigeons qu'un tel accord soit soumis d'abord à l'approbation du Parlement et le gouvernement Neves risque de sortir affaibli d'une telle discussion », ajoute M. Saturnino.

CHARLES VANHECKE.

● Réunion du groupe de Contadora en avril à Panama. — Le ministre colombien des affaires étrangères a annoncé, samedi 16 mars, à Brasilia que la prochaine réunion des représentants des quatre pays du groupe de Contadora (Colombie, Panama, Mexique et Venezuela) se tiendrait à Panama les 11 et 12 avril. Ils examineront notamment la création de mécanismes de contrôle en matière de sécurité dans la région. — (AFP.)

Les Etats-Unis pourraient fermer leur centre d'entraînement de Puerto-Castilla au Honduras

Le président du Honduras, M. Roberto Somoza, et le vice-président des Etats-Unis, M. George Bush, ont exprimé le samedi 16 mars à l'issue d'un entretien qui a eu lieu à la base américaine de Palmerola, près de Tegucigalpa, le vœu qu'un accord intervienne « aussi rapidement que possible » pour la révision des traités de coopération militaire signés entre les deux pays en 1944. M. Bush a réaffirmé que les Etats-Unis « ne permettraient pas que la démocratie hondurienne soit menacée » et qu'ils renouvelleraient « leur appui aux opposants antisandinistes ». Il a précisé qu'il tenterait d'obtenir une augmentation de l'aide économique américaine au Honduras, réclamée par le gouvernement de Tegucigalpa dans le cadre de la révision des traités.

Quelques heures avant l'arrivée de M. Bush, les autorités honduriennes avaient ordonné l'expulsion de quatorze mercenaires américains appartenant à une organisation privée américaine qui envoie des armes et des instructeurs aux groupes de contras installés au Honduras. Et dans les milieux informés, on confirme que le gouvernement hondurien a fait savoir aux Etats-Unis qu'il expulsait les contras installés sur son territoire, et qu'il demanderait la fermeture de la base d'entraînement américaine de Puerto-Castilla (sur la côte atlantique du Honduras) si le Congrès de Washington ne renouvellerait pas l'aide de 14 millions de dollars aux contras, renouvellement souhaité par M. Reagan.

Ces deux questions font l'objet depuis quelques semaines de pourparlers discrets mais serrés entre les autorités du Honduras et le gouvernement américain. Les dirigeants de Tegucigalpa sont hostiles à l'entraînement de soldats salvadoriens à la base de Puerto-Castilla (1) et cette attitude est encore plus nette depuis le limogeage en avril 1984 du général Alvarez, commandant en chef de l'armée, et son remplacement par le général Walter Lopez.

D'autre part, les dirigeants honduriens redoutent — au cas où le Congrès américain ne renouvellerait pas l'aide aux contras — que ces derniers ne posent des problèmes graves de sécurité à leur pays. (Le Honduras a dénoncé à plusieurs reprises des violations des droits de l'homme commis sur son territoire par les contras.)

Selon des sources parlementaires à Washington, l'administration Reagan aurait déjà demandé au Congrès l'autorisation de fermer le centre d'entraînement de Puerto-Castilla (CREM) en raison du refus des Honduriens d'autoriser le séjour de soldats salvadoriens. Selon ces mêmes sources, l'administration envisagerait de revoir l'utilisation des 13,5 millions de dollars affectés à ce centre, ouvert en 1983, et d'en utiliser une partie (une dizaine de millions de dollars) pour renforcer les programmes d'entraînement militaire au Salvador même.

(1) Le grave contentieux qui existe entre le Honduras et le Salvador depuis leur conflit armé de 1969 n'est toujours pas réglé : le tracé de la frontière en particulier n'est toujours pas délimité.

A TRAVERS LE MONDE

Arabie saoudite

● ÉCHEC D'UNE TENTATIVE DE DETOURNEMENT D'UN AVION. — Un pirate de l'air, qui avait détourné dimanche un Boeing-737 de la compagnie aérienne saoudienne Saudia assurant la liaison Djeddah-Riyad-Koweït avec soixante-seize passagers à bord, a été tué au cours d'une escadre à Dhahran (cote est de l'Arabie saoudite). Selon un communiqué officiel saoudien, le pirate de l'air, un Nord-Yéménite âgé de vingt-trois ans, a fait exploser une grenade dans l'avion avant d'être abattu par des policiers. — (AFP.)

Espagne

● DES POLICIERS OBTIENNENT LA DÉMISSION DE LEUR CHEF. — Les quelque quatre cents policiers qui occupent leur caserne depuis vendredi 15 mars à Leon (au nord du pays) ont cessé leur mouvement dans la nuit de samedi à dimanche, après avoir obtenu la démission de leur chef, le capitaine Francisco Alvarez. Ils avaient exigé sa destitution en raison des brimades dont il se serait rendu coupable à l'encontre de ses subordonnés. — (AFP.)

Honduras

● LIBÉRATION DU JOURNALISTE SUÉDOIS. — Le journaliste suédois, M. Torbjörnsson, sa fille et un photographe espagnol, qui étaient détenus depuis une semaine à Tegucigalpa, ont été libérés le dimanche 17 mars. Les autorités avaient affirmé que ceux-ci étaient détenus dans le cadre des mesures de sécurité entourant la visite du vice-président américain George Bush. Pour le président de la commission des droits de l'homme du Honduras, M. Torbjörnsson aurait en fait été suspecté d'avoir participé l'an dernier à l'attentat contre M. Eden Pastora. — (AP.)

Argentine

● VISITE DU PRÉSIDENT ALFONSO AUX ETATS-UNIS. — Le président Raúl Alfonsín était attendu ce lundi 18 mars aux Etats-Unis pour une visite officielle de huit jours au cours de laquelle il évoquera, notamment avec M. Reagan, les problèmes économiques et la question des Malouines. Le président est accompagné du ministre des relations extérieures et du ministre de l'économie. C'est la première visite officielle d'un président argentin aux Etats-Unis depuis 1959. — (AFP.)

Tunisie

● TRENTE-SIX MEMBRES DU PARTI DE LIBÉRATION ISLAMIQUE CONDAMNÉS. — Le tribunal correctionnel de Tunis a prononcé, samedi 16 mars, des peines de six à dix-huit mois de prison à l'encontre de trente-six membres du Parti de libération islamique poursuivis pour appartenance à une association illégale (le Monde du 15 mars). Plusieurs autres membres de ce parti qui sont en fuite ont été condamnés par contumace à deux ans de prison. — (Corresp.)

URSS

● ARRESTATION. — M. Vassiliev Kobryn, président du groupe d'action pour la défense des droits des croyants et de l'Eglise en URSS, a été arrêté à Lvov, en Ukraine, a annoncé le dimanche 17 mars la société ouest-allemande de défense des droits de l'homme dans les pays de l'Europe de l'Est Kontinent. La société, qui ne précise pas la date de cette arrestation, indique que M. Kobryn, ingénieur technique, dirigeait cette association clandestine depuis 1982. — (AFP.)

ASIE

Cambodge

BANGKOK REJETTE LES « EXCUSES » DE HANOI A PROPOS DES RÉCENTS INCIDENTS SUR LA FRONTIÈRE KHMÈRE

De passage à Bangkok à la suite d'un bref séjour à Hanoi, le ministre indonésien des affaires étrangères, M. Mochtar Kusumaatmadja, a transmis, dimanche 17 mars, aux autorités thaïlandaises, les « regrets » du premier ministre vietnamien, M. Phan Van Dong, à la suite des récentes incursions militaires vietnamiennes en territoire thaïlandais sur la frontière cambodgienne. Le ministre thaïlandais des affaires étrangères a, cependant, rejeté ces excuses, estimant que les incursions n'avaient pas été « accidentelles », ainsi que l'affirmait le message vietnamien.

D'autre part, M. Mikhail Kapitsa, vice-ministre soviétique des affaires étrangères, a affirmé samedi à Bangkok que Moscou était prêt à participer à un règlement du conflit cambodgien. Le ministre soviétique, qui entamait une visite de deux semaines en Thaïlande, a cependant hypothéqué d'une suspension de l'aide militaire de son pays à Hanoi.

Enfin, M. Li Xianmin, qui a regagné la Chine vendredi, a profité de sa visite officielle en Thaïlande pour signer deux accords de coopération économique, le premier portant sur « la promotion et la protection des investissements » et le second sur la création d'une « commission conjointe sur la coopération économique ». Pékin et Bangkok ont profité de cette visite du président chinois pour réaffirmer leur opposition totale à toute présence militaire étrangère au Cambodge et leur soutien au gouvernement de coalition présidé par le prince Sihanouk. — (AFP, AP, Reuters.)

financiers d



Comment les analystes financiers de Morgan vous aident à résoudre des problèmes complexes



Des analystes financiers de Morgan visitant une usine d'équipement électroménager en France. De gauche à droite : Lam Nguyen-Phuong, Londres ; Herbert Lohneiss, Francfort ; Sybille Wenger-Schneider, Paris ; Terry Eccles, responsable du groupe Europe basé à New York ; Jonathan Engel, Bruxelles.

Lorsqu'elles bâtissent des stratégies de développement, les sociétés internationales, quelle que soit leur taille, se trouvent confrontées à des questions financières complexes. Beaucoup font alors appel au Financial Analysis Department de la Banque Morgan pour trouver les meilleures solutions.

Ce département comprend plus de 100 analystes et conseillers financiers répartis dans 18 pays. Ces spécialistes connaissent la situation financière et le domaine d'activité de leurs clients ; ils connaissent également leurs secteurs industriels et les pays où ils sont implantés. Aucune autre banque ou consultant n'offre de telles ressources et cette expérience unique des affaires et des stratégies financières.

Cette structure permet à chaque membre de l'équipe de faire appel à l'expérience et aux sources d'information du réseau pour apporter des solutions créatives et adaptées aux problèmes des clients.

Voici quelques exemples récents de la façon dont nous aidons nos clients en matière de planification de stratégie financière.

□ Une société française de produits alimentaires en pleine expansion avait identifié une possibilité d'acquisition aux États-Unis.

Nous avons répondu à ces 4 questions clés : Quelles sont les perspectives de cette société ? Quelle est sa valeur ? Quel peut être le niveau d'endettement lui conservant son indépendance de financement ? Quel impact cette acquisition aurait-elle sur notre structure financière propre ?

□ Une société américaine nous a interrogés en ces termes au sujet de l'introduction en bourse en Allemagne des actions d'une de ses filiales : Quelle réception le marché réserverait-il à une émission d'actions de priorité ? Quelle pourrait être la valeur boursière d'actions ordinaires ?

□ Nous avons conseillé une société britannique qui envisageait des modifications importantes de sa stratégie commerciale et financière sur les points suivants : Comment les différents marchés financiers perçoivent-ils notre société ? Que devons-nous faire pour améliorer cette perception ? Tenant compte de nos objectifs stratégiques, de l'évolution escomptée de notre situation financière et de nos marchés, quel devrait être le profil idéal de nos ressources à long terme entre fonds propres et capitaux empruntés ?

□ Une société américaine désirant exporter en Europe nous a interrogés sur les points

suivants concernant neuf pays : Quelle sera la demande du marché pour notre produit au cours des prochaines années ? Quelles sont les conditions de vente les plus répandues ? Quels sont les principaux clients potentiels ? Quelles sont les caractéristiques des différents marchés dont nous devrions tenir compte afin d'améliorer nos chances de succès ?

□ Une société industrielle allemande hésitait devant le prix demandé pour une acquisition envisagée. Ses questions étaient : En quoi notre perception diffère-t-elle de celle du vendeur ? Quel prix serait équitable ? Comment devrions-nous financer l'opération ?

Pour en savoir plus sur la façon dont nous pourrions vous aider à résoudre des problèmes de stratégie financière, prenez contact avec votre interlocuteur habituel chez Morgan ou adressez-vous à : Sybille Wenger-Schneider, Vice President, Financial Analysis Department, à Paris.

Morgan Guaranty Trust Company of New York.
En France : 14, place Vendôme - 75001 Paris
Tél. : 260.35.60.

Banque Morgan

Membre FDIC

DIPLOMATIE

UN ENTRETIEN AVEC LE PRÉSIDENT DU PARLEMENT EUROPÉEN

Il faut miser sur la volonté politique des Allemands de faire l'Europe nous déclare M. Pierre Pflimlin

M. Pierre Pflimlin a été élu président du Parlement européen, le 24 juillet dernier, plus facilement que ne le laissent prévoir la répartition des forces au sein de l'hémicycle des Dix. A soixante-dix-sept ans, l'ancien président du conseil s'est lancé dans cette nouvelle carrière avec la ferme intention d'aider l'Assemblée qui l'a porté à sa tête à mieux trouver sa place, et à jouer plus pleinement son rôle, dans l'ensemble des institutions communautaires.

« On a actuellement l'impression que les rapports entre les trois principales institutions communautaires — Parlement, Commission, conseil — manquent pour le moins d'harmonie, et que les deux premières sont tentées de faire cause commune contre la troisième. Comment voyez-vous l'avenir de leurs rapports ? »

« Que la Commission et le Parlement apparaissent parfois comme des alliés objectifs face aux conseils des ministres des Dix, voire aux chefs d'Etat et de gouvernement, n'est pas nouveau. Mais, ces dernières années, on a souvent reproché, dans les milieux européens, son état de faiblesse à la Commission de Bruxelles. On estimait qu'elle avait cessé de jouer dans la Communauté européenne le rôle qui lui était dévolu par le traité de Rome, celui d'un élément moteur, voire d'une sorte de préfiguration d'un futur gouvernement de l'Europe. Hallstein y avait veillé jusqu'en 1965, mais cela a cessé d'être vrai par la suite, et nul ne saurait reprocher à Gaston Thorn de n'être pas parvenu à rendre toute son influence à l'institution dont il a hérité. Il me semble que Jacques Delors démarre avec les meilleures intentions du monde. Son discours devant le Parlement a été très explicite à cet égard, et nous accueillons très favorablement son projet d'améliorer la coopération entre la Commission et le Parlement.

« Il y a tout de même eu, cet automne, le rejet du projet de budget.

« Le Parlement l'a en effet repoussé, à une écrasante majorité, parce qu'il ne couvrait que les dépenses de dix mois. J'ai rencontré, depuis, des hommes d'Etat comme François Mitterrand, Helmut Kohl, des ministres allemands, italiens, etc. Personne ne m'en a fait le moindre reproche, même allusif. Tous avaient compris que ce défaut de méthode le rendait inacceptable. Mais cette affaire n'est pas le seul épisode d'une sorte de guéguerre entre le Parlement et les gouvernements des Dix. Elle est l'illustration, la révélation, d'un conflit majeur sur cette question entre ces gouvernements eux-mêmes.

« Ce désaccord au sommet — ou plutôt, justement, après le sommet que vous citez — n'illustre-t-il pas l'existence de deux visions sinon inconciliables, en tout cas contradictoires, de l'avenir de la Communauté ? »

« Je le crains. Il y a nettement deux tendances chez les Dix : l'une statique et l'autre dynamique. La vision statique, c'est que la CEE doit coûter le moins cher possible, persévérer dans l'être, certes, mais sans plus. Ce sentiment est très fort chez les Danois, il est manifeste aussi chez les Britanniques, du moins dans leur conception de la politique agricole commune, mais il existe aussi chez certains Allemands, comme leur ministre des finances, M. Stöckert. Le paradoxe est d'ailleurs que, si l'on s'en tenait aux prévisions de ces contempteurs de la PAC (ou du moins de son poids budgétaire excessif), la Communauté finirait sans doute, justement, par ce résumé à la politique agricole commune.

« Et puis, il y a la tendance dynamique. Celle qui considère que la CEE est une institution très jeune, en tout cas au regard de l'histoire de notre vieux continent. Et que c'est précisément si elle va beaucoup plus loin qu'elle trouve sa pleine justification.

« Vous avez cité les réserves allemandes. On s'interroge beaucoup, actuellement, sur le jeu de Bonn en matière communautaire.

« Je ne crois pas qu'il y ait vraiment un divorce à l'intérieur du gouvernement de la République fédérale sur l'Europe. Mais on ne peut pas ne pas être frappé du contraste entre la tonalité très communautaire du discours du chancelier Kohl — en particulier lors des sommets franco-allemands — et le souci de M. Stöckert de « sortir la vie ». Cela dit, j'ai été moi-même ministre des finances, j'ai saisi bien quelles obsessions l'on a dans cette fonction. Il y a aussi le problème de la Bundesbank, qui a une marge d'autonomie sensiblement supérieure à celle dont jouit chez nous la Banque de France, et qui est plutôt hostile à l'instauration de l'ECU comme véritable monnaie européenne : les Allemands redoutent manifestement que, dans une telle éventualité, le Mark soit en quelque sorte tiré vers le bas par les monnaies faibles du « panier ». Il faut convaincre Bonn de l'importance du courant qui existe actuellement en faveur de l'ECU — qui est beaucoup plus qu'un gadget, qui est en train de devenir une vraie devise transactionnelle — et aussi miser sur la volonté politique des Allemands de faire l'Europe, volonté dont, pour ma part, je ne doute pas.

Trois idées qui vont dans le bon sens

« Justement, quelles réflexions vous inspirent les différents projets qui sont dans l'air », celui que le président du Parlement européen a voté à partir du texte de M. Spiehl, les travaux du comité Dooge (1), celui de l'indemnité de Fontainebleau, l'initiative — voire la « surprise » — qu'annonce M. Mitterrand pour les mois qui viennent ?

« Ces différents projets, en fait, se reprennent et se complètent les uns les autres. On pourrait toujours discuter point par point, mais je relève au moins trois grandes idées qui me semblent aller dans le bon sens. La première est que le Parlement européen devrait recouvrer au moins une partie du pouvoir législatif européen. Car c'est là une bizarrerie juridique — pour ne pas dire une entorse aux principes démocratiques qui nous rassemblent — que notre Assemblée n'ait pas bénéficié, jusqu'à présent, des pouvoirs que l'on a retirés aux Parlements nationaux.

« Deuxième idée intéressante : il n'est plus tabou d'oser parler de défense. Le rapport de Maurice Faure, représentant personnel du président de la République au comité Dooge, y fait clairement référence, même s'il demeure prudent.

« Troisième idée : il faut développer la coopération politique entre les Dix, et demain les Douze, jusqu'à mettre en place les mécanismes qui permettront demain la définition d'une politique étrangère commune. Dans l'affirmation de la personnalité européenne, une réflexion sur la sécurité et sur la diplomatie est évidemment essentielle.

« Mais, pour en revenir au Parlement, j'enregistre avec beaucoup de satisfaction que, comme nous l'avait dit M. Mitterrand l'an dernier à Strasbourg, le projet qui servira de point de départ aux travaux d'une éventuelle conférence intergouvernementale, après le sommet de Milan en juin, sera le plus fidèle possible à l'inspiration de celui que les députés européens ont adopté. Et que, désormais, des hommes comme le président français et le chancelier allemand en parlent ouvertement.

« Mais la marche à l'union européenne — saura-t-elle résoudre, ou contourner, la question de l'Europe à deux vitesses ? »

« D'abord, nous ne sommes pas encore assurés qu'un nombre suffisant d'Etats membres de la CEE ont fait ce saut qualitatif. Ensuite, il faudra régler, alors que le traité de Rome ne pouvait évidemment le prévoir, le problème des relations entre le premier et le deuxième cercle de l'Europe communautaire. Mais on peut aussi avoir de bonnes surprises. Du côté de l'Allemagne, par exemple, le crois qui Londres voudrait être de l'Union, pour ne pas renouveler l'erreur qui a consisté jadis à se tenir à l'écart de la CEE. D'autres pays sont plus réticents, comme le Danemark, la Grèce — il est vrai imprévisible — et aussi l'Irlande, soucieuse, entre autres choses, de préserver sa neutralité militaire, du moins si nous avançons sur ce terrain-là aussi.

« Il faudra aussi voir comment nous réglons la question du processus de décision. L'unanimité, déjà si souvent paralysante, sera évidemment encore plus difficile à obtenir à douze qu'à dix. Etant entendu que, pour d'évidentes raisons politiques, on ne peut qu'être favorable à l'élargissement même si de sérieux problèmes économiques demeurent.

« Y a-t-il un domaine sur lequel vous souhaiteriez que le Parlement européen mette le doigt dans les mois qui viennent ? »

« D'une manière générale, il me semble indispensable de mieux organiser nos travaux, ne serait-ce que pour que les médias les « couvrent » plus facilement, autrement dit pour que nos différentes opinions publiques s'y intéressent davantage. Mais il y a aussi un domaine sur lequel nous devons concentrer nos efforts : celui de la recherche technologique. Il s'agit là d'un champ d'action où le retard de l'Europe face aux Etats-Unis et au Japon est devenu dramatique. Si nous laissons ce retard s'aggraver, la reprise économique ne sera qu'un vain espoir et, pire encore, nous glisserons sur la voie du déclin. On retrouve là aussi une question fondamentale : chaque pays doit-il, en matière de recherche, poursuivre sa propre politique séparément des autres, ou bien sommes-nous prêts à engager, dans le cadre de la Communauté européenne, une politique commune de recherche — la seule qui, dans des domaines essentiels, puisse être efficace — en mettant en commun une partie de nos ressources et de nos cerveaux ? C'est de la réponse faite à cette question que dans une large mesure dépendra notre destin.

Propos recueillis par BERNARD BRIGOUTEIX.

(1) Le comité Dooge — du nom, que l'on doit prononcer « doog », de son président irlandais, sénateur du Fine Gael — a été créé par les Dix lors du sommet de Fontainebleau en juin 1984. Il est composé de représentants personnels des dix chefs d'Etat et de gouvernement (celui de M. Mitterrand est M. Maurice Faure, auteur du rapport de synthèse) et a pour mission de faire des propositions au Conseil européen sur l'avenir institutionnel de la Communauté. Il vient de tenir une réunion de travail à Bruxelles.

Le fait le plus remarquable est sans doute que, parmi les drapeaux rouges socialistes, les drapeaux verts chrétiens-sociaux, les drapeaux noirs anarchistes et tous les calicots antismistères, les organisations flamandes faisaient preuve d'une prépondérance écrasante. Alors que le royaume connaît déjà assez de tensions internes, ce ne peut être là, à long terme, qu'un sujet supplémentaire de préoccupations.

JEAN WETZ.

SELON LE « WASHINGTON POST »

L'URSS aurait commencé à installer des missiles SS-25

Le Washington Post a indiqué, dimanche 17 mars, que l'URSS semblait avoir commencé à installer de nouveaux missiles balistiques intercontinentaux (ICBM) mobiles de type SS-25, pour remplacer d'anciens missiles placés dans des silos, et qui pourraient être détruits.

Cette opération, selon le quotidien américain, peut signifier que l'Union soviétique a l'intention d'adhérer aux limites prévues par le traité de SALT-2. C'est du moins l'avis de certains responsables du gouvernement américain pour lesquels les missiles mobiles constitueraient un arsenal nucléaire moins menaçant. Mais d'autres responsables, écrit le Washington Post, estiment au contraire que le déploiement des premiers missiles mobiles SS-25 à une ogive nucléaire constitue une violation de SALT-2. Ils soulignent que le déploiement du SS-25 autorisé, ainsi que du SS-24 (à dix ogives) mobile sur rail, est un facteur déstabilisant, susceptible de déclencher une nouvelle course aux armements nucléaires.

Citant des sources des services de renseignements, le journal écrit que vingt-quatre sites de missiles SS-25 ont été préparés sur les bases de missiles de Yushkarola et de Yuyra, à 600 kilomètres environ à l'est de Moscou. La transformation de quelques sites abritant des anciens SS-13 à Yushkarola pourrait signifier que les nouveaux SS-25 prendraient leur place, ajoute le Washington Post.

A Moscou, le chef de la délégation soviétique aux pourparlers de Genève, M. Karpoz, a estimé que les Etats-Unis cherchaient à faire de l'espace « une source de tension » avec l'initiative de défense stratégique du président Reagan. La Pravda, d'autre part, a vivement critiqué dimanche, la décision belge d'accueillir les euromissiles de l'OTAN sur son sol (le Monde des 16 et 17-18 mars), décision qui « sape l'indépendance et la souveraineté de la Belgique et crée une menace supplémentaire sur sa sécurité ». Le quotidien soviétique estime, en outre, que « le gel des arsenaux nucléaires en Europe pourrait sensiblement contribuer au succès des pourparlers de Genève ».

Controverse à Londres

A Londres, le Times s'en prend vivement, dans un éditorial publié ce lundi, aux propos récemment tenus par Sir Jeffrey Howe, secrétaire au Foreign Office. Devant un groupe

de diplomates, le ministre britannique des affaires étrangères avait exprimé des réserves sur les projets de défense spatiale du président américain, projets auxquels M^{me} Thatcher avait, au contraire, apporté son appui lors de son dernier voyage à Washington. Le quotidien indépendant écrit : « Le discours du secrétaire au Foreign Office sur l'initiative de défense stratégique peut avoir causé un tort considérable à la cohésion de l'alliance atlantique, au moment critique où se renouent les négociations Est-Ouest. (...) Dans les circonstances de Genève, on pourrait l'appeler de façon plus appropriée l'« amendement Gorbatchev ». L'émotion du Times semble partagée par les milieux atlantiques de Londres et de Washington.

L'actualité d'une rencontre entre MM. Gorbatchev et Reagan a, par ailleurs, été évoquée samedi, à l'occasion d'une réception offerte au corps diplomatique par l'ambassadeur d'URSS à Washington, M. Douguine, qui a ensuite eu un entretien en tête-à-tête avec le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz. Ce dernier a confirmé que les Etats-Unis étaient favorables à une telle rencontre. — (AFP, AP, Reuters.)

Belgique

Les organisations flamandes ont dominé la manifestation contre l'installation des missiles de croisière

De notre correspondant

Bruxelles. — Quarante mille personnes selon la gendarmerie, plus de cent mille pour les organisateurs, ont défilé pacifiquement le dimanche 17 mars, en dépit d'un vent glacial dans le centre de Bruxelles, pour protester contre l'installation des premiers missiles Cruise, déjà arrivés à la base de Florennes quelques heures après que le gouvernement eut annoncé vendredi soir qu'il acceptait leur installation.

Cette manifestation s'est déroulée dans un contexte inhabituel. Deux heures plus tôt, le premier ministre, M. Martens, s'était vu demander au cours d'une émission télévisée s'il allait lui aussi prendre part au défilé. La question n'était pas aussi impertinente qu'on pourrait le croire, car M. Martens a répondu que « son cœur » était du côté des manifestants mais que « sa raison » ne lui permettait malheureusement pas de le suivre. Le premier ministre a ajouté qu'en respectant comme il vient de le faire la « discipline atlantique » le gouvernement belge se trouvait aujourd'hui dans une position beaucoup plus forte pour influencer dans un sens favorable les négociations américano-soviétiques. M. Martens a également déclaré que l'Europe devait être associée au programme américain de « guerre

des étoiles », afin d'être « protégée par ce bouclier » destiné à neutraliser les missiles nucléaires.

La manifestation a réuni des mouvements pacifistes, des écologistes, des socialistes flamands et même des socialistes de Wallonie. Le président du parti socialiste francophone, M. Guy Spitaels, était en tout cas dans le cortège, bien que son organisation ait été associée en 1979 à la double décision de l'OTAN, qui prévoyait la mise en place des missiles Cruise sur le territoire belge.

L'objectif de cette manifestation était naturellement de faire pression sur le Parlement, en général, et sur les sociaux-chrétiens flamands, en particulier, en vue du vote de confiance au gouvernement prévu pour mardi.

Le fait le plus remarquable est sans doute que, parmi les drapeaux rouges socialistes, les drapeaux verts chrétiens-sociaux, les drapeaux noirs anarchistes et tous les calicots antismistères, les organisations flamandes faisaient preuve d'une prépondérance écrasante. Alors que le royaume connaît déjà assez de tensions internes, ce ne peut être là, à long terme, qu'un sujet supplémentaire de préoccupations.

JEAN WETZ.

AFRIQUE

AU « GRAND JURY RTL-LE MONDE »

M. Mzali : Bourguiba et moi-même continuons de lutter contre le fanatisme et l'extrémisme

M. Mohamed Mzali, premier ministre tunisien, était, dimanche soir 17 mars, l'invité du « Grand Jury RTL-Le Monde ». Interrogé sur l'après-Bourguiba, la société tunisienne et son devenir, la poussée de l'islamisme et le fanatisme religieux, M. Mzali a notamment répondu : « Le président Bourguiba, moi-même, toute la génération qu'il a formée, nous avons tous lutté et nous continuons de lutter contre le fanatisme, contre l'extrémisme et contre l'extravagance idéologique. Nous estimons que rien n'est plus précieux que la tolérance. (...) A mon avis, il ne faut pas s'inquiéter, il n'y aura pas de khomisme en Tunisie. »

Quand a été abordée la position de la Tunisie, aux confins du monde occidental et arabe, le premier ministre tunisien a considéré que « cette question découle d'une vue manichéenne des choses » selon laquelle « ou bien on est occidental ou bien on est arabo-musulman ». Il a ajouté : « Je suis tunisien et je suis authentiquement tunisien, à savoir que je suis de langue arabe, de religion musulmane, de sensibilité et de tempérament méditerranéen. En moi peut et doit se faire une synthèse qui est beaucoup plus humaine et humaniste que sectaire ou blanc ou noir. »

M. Mzali, qui a été aussi ministre de l'éducation, s'est expliqué sur la « politique efficace et vigoureuse » d'arabisation qu'il a menée. « Je ne suis pas antifrancophone », a-t-il dit le premier ministre, mais je ne suis pas français non plus. Je suis tunisien et je revendique mon droit à la tunisianité. Je défends les intérêts de mon pays, je défends ma quiddité et mon être tunisien. » Si vous me connaissez, a-t-il poursuivi, si vous

lisez mes livres, si vous voyez mon action depuis quarante ans, vous comprendrez que je ne suis pas antifrancophone. Je suis un francophile, je ne suis pas un francophone. (...) Il y a dix ans, l'enseignement de la langue française posait un problème, parce que, à l'époque, elle était perçue comme concurrentielle de l'arabe. Lorsque j'étais à l'éducation nationale, pendant quatre ans, j'ai mis en œuvre — et j'ai réussi — une réforme qui réalise cette synthèse entre la langue arabe comme langue nationale et le français comme langue adjointe. Maintenant, le français ne pose plus de problème : il est accepté comme langue enrichissante. »

A propos du colonel Kadhafi, M. Mzali a répondu très prudemment : « Je juge que c'est un voisin. Dans une famille, il y a parfois des frères qui se chamaillent, mais on se supporte. » Interrogé sur les « chamailleries », le premier ministre a conclu, en appelant à la solidarité : « Raison de plus pour être vigilant et pour que les gens qui tiennent à la stabilité de la région aident la Tunisie et non pas seulement mettent en exergue quelques difficultés conjoncturelles. Il faut aider la Tunisie. Si vous estimez que la Tunisie est un pays dont le schéma de civilisation et le régime politique doivent être confortés, il faut nous aider à trouver du travail pour les jeunes et non pas se demander quel sera l'avenir de la Tunisie. L'avenir de la Tunisie sera ce que les Tunisiens voudront qu'il soit. Nous aurons pour ce que soit un avenir qui assure aux générations montantes liberté, démocratie et socialisme, donc dignité de l'homme. »

République sud-africaine

Le gouvernement reconnaît implicitement que l'accord avec le Mozambique n'est pas respecté

De notre correspondant

Johannesburg. — L'Afrique du Sud a admis que la RNM (Résistance nationale du Mozambique) recevait de l'aide à partir de son territoire. M. « Piki » Botha, ministre des affaires étrangères, a fourni, samedi 16 mars, au cours d'une conférence de presse, des détails concernant ces violations de l'accord de Nkomati. Dans son article 3, le pacte de non-agression et de bon voisinage prévoit, en effet, que les territoires des deux Etats « ne peuvent être utilisés par des organisations ou des individus qui projettent et préparent des actes de terrorisme et de violence, ou des agressions ».

Ce texte précise que l'Afrique du Sud doit exercer un « contrôle strict » et empêcher toute aide de quelque nature que ce soit — sous-entendu — à la RNM. Or, M. Botha a annoncé que la police avait démantelé un gang de criminels lié à la RNM, qu'un certain nombre de personnes avaient été arrêtées, que deux autres avaient fui en Europe, que du matériel de propagande avait été saisi, ainsi qu'une importante quantité de faux billets de 50 rands (250 FF) et de 100 dollars. Cet argent est destiné à payer aux Mozambicains des produits de contrebande (ivoire, diamants, pierres semi-précieuses, voire des crevettes).

M. Botha a une nouvelle fois réaffirmé la volonté du gouvernement de respecter l'accord tout en reprochant à Maputo de toujours donner une aide morale, psychologique, et un soutien diplomatique à l'ANC (Congrès national africain).

L'Afrique du Sud a-t-elle l'intention d'envoyer des troupes au Mozambique pour protéger la population et la centrale hydro-électrique de Caborra-Bassa ? Le chef de l'Etat, M. Pieter Botha, avait affirmé samedi que si « des sources occidentales (lui) demandaient d'intervenir militairement, [il] présenterait le pour et le contre » et qu'il faudrait que M. Samora Machel en exprime le désir. Pour sa part, le ministre des affaires étrangères estime que la coopération militaire est « improbable » car les Mozambicains n'y semblent pas favorables pour éviter d'être « humiliés ». Il pense que la paix viendra « tôt ou tard », et bien que les relations entre Pretoria et la RNM soient « plutôt mauvaises », il faudra que les deux parties s'assoient à la table des négociations, car le Mozambique est « au bord de la ruine ».

MICHEL BOLE-RICHARD.

Angola

L'UNITA A LIBÉRÉ VINGT-SEPT OTAGES

Vingt-sept personnes, capturées le 28 décembre 1984 par l'UNITA (Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola), sont arrivées, samedi 16 mars, à l'aéroport de Johannesburg, à bord d'un avion affrété par le Comité international de la Croix-Rouge (CICR). Aux vingt-deux otages (dix-sept Portugais, trois Britanniques et deux Américains) sont venus s'ajouter cinq mineurs portugais détenus également par l'UNITA.

Vingt-deux des otages libérés avaient été capturés lors d'une attaque contre la ville minière de Kafunko, dans le nord-est de l'Angola. Ils avaient été, ensuite, faire une marche forcée pour rejoindre la base des rebelles à Jamba, à proximité de la frontière namibienne.

L'un des Britanniques libérés, M. Glen Dixon, a, notamment, déclaré, lors d'une conférence de presse, à l'aéroport de Johannesburg : « Les FAPLA (armée angolaise) nous avaient toujours fait croire que l'UNITA n'était qu'une bande de voyous. Mais une fois capturés, nous avons vu à quel point ils étaient organisés. » — (AFP.)

Esso
le producteur



sports

SPORT ÉQUESTRE

Le bon sang de Philippe Rozier

Philippe Rozier, sur *Jiva*, a gagné, devant Frédéric Cottier sur *Flambeau*, dimanche 17 mars, au Palais omnisports de Paris-Bercy, le Grand Prix du jumping international de Paris, qualificatif pour la finale de la Coupe du monde du 17 au 21 avril, à Berlin-Ouest.

Anteur d'un sans-faute au terme d'un barrage, les deux cavaliers ont été départagés au temps ; ils ont précédé le Suisse Willi Melliger sur *Beethoven*, les Allemands de l'Ouest Michael Rüping sur *Cafetto* et Fritz Ligges sur *Rauzes* et le Belge Eric Wauters sur *Miss Carlsberg*. Avec respectivement 57 et 55 points, Frédéric Cottier et Philippe Rozier sont pratiquement qualifiés pour la finale de la Coupe du monde.

sont laissé bêtement surprendre. Philippe Rozier a fait preuve tout à tour d'intelligence et d'expérience. Le jeune cavalier, qui est âgé de vingt et un ans, est originaire de Belle-Isle (Seine-et-Marne). Il est le fils de Marcel Rozier, champion olympique par équipes en 1967 à Montréal avec Hubert Parrot, Michel Roche et Marc Rognet, et entraîneur national depuis 1978.

Bon sang ne saurait mentir. Philippe n'a pas échappé à la voie tracée par son père. Il a appris l'équitation en montant des poneys. A dix-sept ans, il remportait déjà une médaille d'or avec l'équipe de France aux championnats d'Europe juniors.

Son père n'ignorait pas alors qu'un jour son fils pourrait entrer dans l'équipe de France. Marcel

Rozier n'est pas du genre, en effet, à favoriser les siens. « S'il fait aujourd'hui partie de l'équipe, c'est qu'il est réellement l'un des meilleurs. » Il ne s'est pas trompé. Avec *Jiva*, un étalon anglo-arabe âgé de dix ans, Philippe n'a pas mieux réussi que les autres Français aux Jeux olympiques de Los Angeles où il a terminé à la vingtième place du concours individuel, mais il s'est, en revanche, définitivement imposé en gagnant, en décembre dernier, le grand prix de Bruxelles.

Les Rozier n'ont pas fini d'étonner. Derrière Philippe, il y a aussi Thierry, vingt ans, qui a fait des débuts remarquables au Jumping international de Paris organisé à l'occasion du dernier Salon du cheval. Seul des trois enfants, Gilles, dix-sept ans, préfère l'ébénisterie au cheval.

GILLES MARTINEAU.

CYCLISME

Kuiper a su attendre son heure

Distançant sur les pentes du Poggio, à 5 kilomètres de l'arrivée, par l'Italien Rocco mais aussi par son équipier Theun van Vliet, Henrie Kuiper a su conserver un sang-froid qui lui a permis d'inscrire son nom, samedi 16 mars, au palmarès de Milan - San-Remo.

Le champion néerlandais, routier d'expérience, s'est appliqué à terminer l'ascension du dernier obstacle à son rythme pour opérer la jonction avec ses deux compagnons d'échappée dans la descente très sinueuse vers San-Remo, puis attaquer habilement à proximité du but.

Kuiper a triomphé grâce à son rythme, qui est celui d'un coureur de trente ans rompu à toutes les situations. Il a donné le leçon aux jeunes, ainsi que l'avait déjà fait Joop Zoetemelk (trente-huit ans) en gagnant, trois jours plus tôt, le Tirreno Adriatico.

Les deux succès consécutifs obtenus sur les routes d'Italie par des vétérans originaires l'un et l'autre des Pays-Bas, s'expliquent aussi par une longévité peu commune, s'expliquent aussi par un certain affaiblissement de l'effectif auquel l'absence momentanée de Laurent Fignon et de Bernard Hinault ne serait pas étrangère.

Henrie Kuiper ajoute, quant à lui, une nouvelle pièce de choix à un registre qui comprend des victoires remarquables dans le championnat du monde, Paris - Roubaix, le Tour des Flandres et le Tour de Lombardie.

J. A.

SQUASH-RAQUETTES

Jahangir Kahn sans rival

Le Pakistanais Jahangir Khan, champion du monde de squash- raquettes, invaincu depuis avril 1981, a de bonnes raisons de revenir à Paris. Moins d'une demi-heure lui a suffi, samedi 16 mars, pour s'assurer une troisième victoire dans les troisièmes internationaux Guy Laroche, en battant en finale le Néo-Zélandais Stuart Davenport (numéro 7 mondial), dominé par un début de grippe (9-0, 9-1, 9-1).

Ce premier tournoi du nouveau grand prix de la Fédération internationale, qui est le mieux doté d'Europe continentale avec 300 000 F de prix, dont 54 000 F au vainqueur, était en fait un peu dévalué sportivement après les forfaits de l'Australien Dean Williams, finaliste l'an dernier, et surtout du Pakistanais Omar Zaman (numéro 2 mondial) et du Néo-Zélandais Ross Norman (numéro 3 mondial), tous deux grippés. Seul l'Australien Chris Dittmar (numéro 4 mondial) parvenait susceptible d'inquiéter Kahn. En finale des internationaux du Pakistan, en décembre dernier, il avait en effet accroché le champion du monde en gagnant un premier jeu marathon de 1 h 20 mn, puis en menant encore 8 points à 5 dans le deuxième jeu avant de s'effondrer.

En parfaite condition physique et variant son jeu à la perfection, le rouquin australien a récidivé en demi-finale à Paris. Vainqueur du premier jeu (9-4 en 21 minutes), il s'est encore détaché 4-1 dans le deuxième. Le visage impassible de Jahangir Kahn ne trahissait pourtant aucune inquiétude. Sa vie d'ascète musulman très croyant et son entraînement quotidien, fait de courses (10 miles et des séries de 400 mètres en fractionné), de quatre à cinq heures de squash puis de trois quarts d'heure de natation pour se déstresser, lui assurent une confiance et une résistance à toute épreuve.

Obligé d'opérer en « sur-régime » pour imposer son jeu très offensif, Chris Dittmar s'effondrait effectivement après une demi-heure et s'inclinait 4-9, 9-5, 9-1, 9-2. A vingt et un ans, Jahangir Kahn ne semble toujours pas prêt de trouver son maître.

G. A.

Basket-ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE NATIONAL 1

(Dixième tour retour)

*St Etienne b. Stade Français	101-86
A. Romen : Antibes b. Le Mans	88-85
*Monaco b. Caen	93-79
*Tours b. Chailans	110-95
Villeurbanne b. *Mulhouse	94-92
*Limoges b. Vichy	148-93
*Orthez b. Avignon	86-71
Classement. - 1. Limoges, 59 pts ;	
2. Villeurbanne, 56 ; 3. Antibes, 53 ; 4.	
Stade Français, 49.	

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE Première division

Le RC-Paris a battu Nancy par 1 à 0, le 16 mars au Parc des Princes, dans le dernier match comptant pour la vingt-huitième journée.

Deuxième division (Vingt-huitième journée)

Deuxième division
(Vingt-sixième journée)

GROUPE A

Orléans b. *Dunkerque	2-1
Châteauroux b. *Red Star	1-0
*Abbeville b. Valenciennes	2-0
*Beaune et Rennes	1-1
*Stade Français « 92 » b. Angers	2-1
Le Havre b. *Caen	4-1
Mulhouse b. *Quimper	1-0
*Guingamp b. Amiens	3-0
*Reims b. Sedan	2-0

Classement. — 1. Mulhouse, 37 pts ;
 2. Le Havre, 36 ; 3. Rennes et Guingamp, 33.

LES RÉSULTATS

GROUPE B

*Lyon b. Als	2-1
*Nîmes b. Béziers	3-0
Cannes b. Cuséaux-Louhans	1-0
Thonon et Martignes	0-0
*Gueugnon et Montpellier	2-2
*Nice b. La Roche	6-0
*Le Puy b. Limoges	2-0
Saint-Etienne b. *Grenoble	2-1
*Sète b. Valence	1-0
Classement. — 1. Nice, 36 pts ;	
Saint-Etienne, 34 ; 3. Montpellier et	
Nîmes, 31.	

Hockey sur glace

CHAMPIONNAT DU MONDE « C » EN HAUTE-SAVOIE (Troisième tour)

EN HAUTE-SAVOIE
(Troisième tour)

France b. Corée du Nord	12-0
Roumanie b. Espagne	8-2
Yougoslavie b. Danemark	4-3
Chine b. Bulgarie	10-4

Classement. — 1. Yougoslavie, 6 pts; 2. France, 5; 3. Danemark et Roumanie, 4; 5. Chine, 3; 6. Bulgarie, 2; 7. Corée du Nord et Espagne, 0.

Rugby

TOURNOI DES CINQ NATIONS

Irlande b. Pays de Galles	21-9
*Angleterre b. Ecosse	10-7
Classement. - 1. Irlande, 5 pts ; 2. France, 4 ; 3. Angleterre, 3 ; 4. Pays de Galles, 2 ; 5. Ecosse, 0 (couleur de bois après le grand chelem de 1984).	

POULE 4

*Bourgnon b. Mont-de-Marsan ..	16-15
Nice b. *Toulon	13-6
*Albi b. Perpignan	33-15
*Nîmes b. Castres	39-7
Graulhet b. *Tulle	13-9
Classement. — 1. Nice, 47 pts; 2.	
Toulon, 44; 3. Graulhet, 42.	

Ski alpin

COUPE DU MONDE

Valley (*New Hampshire*). —
Tamara McKinney (E-U), 1 m 33 s 10; 2. Maria-Rose Quario (It.), 3 s; Ann Kroschke (Aut.), 5 s; 5. Perrine Pelet (Fra.).

● **Slalom géant féminin de Whistler Valley (*New Hampshire*).** — 1. Vren Schneider (E-U), 1 m 8 s 11; 2. Diana Roffe (Sui.), 3 s; Trudi Haecher (FRA); (—) 6. Catherine Quittet (FRA); 7. Perrine Pelet (Fra.); (—) 11. Christelle Guignard (Fra.).

● **Descente masculine de Panoramica (*Canada*).** — 1. Mueller (Sui.), 2 m 3 s 12; 2. Maher (Sui.); 3. Helmut Hoelzlner (Aut.); 4. Zurbriggen (Sui.).

● **Super-géant de Panoramica (*Canada*).** — 1. Zurbriggen (Sui.), 1 m 47 s 10; 2. Erbacher (It.); 3. Buegler (Sui.); (—) 8. Piccard (Fra.).

POULE 2

*Romans b. Oloron	21- 6
*Biarritz b. Bègles-Bordeaux ...	22- 6
*Le Boucau b. Hyères	9- 6
*Valence b. La Rochelle	15- 9
*Agen b. Dax	21-15
Classement. — 1. Agen, 46 pts ; 2.	

POULE 3

*Brive b. Le Crensat	33-6
La Voulte b. *Angoulême	6-0
*Lourdes b. Bayonne	8-0
*Pau et Montferrand	3-3
Grenoble - Bagnères	(rep.)
Classement. — 1. Lourdes; 47 pts ;	
2. Montferrand, 46 ; 3. Brive; 39.	

Tennis

TOURNOI DE BRUXELLES (210 000 dollars)

FINALE	
A. Jarryd (Aust.) b. M. Wilander (Sue.)	6-4, 3-6, 7-5.

Esso en France

1^{er} producteur de pétrole brut.

Avec plus de 70 % du pétrole brut extrait du sol français depuis 30 ans, Esso est le premier producteur de pétrole brut en France.

Esso vient de trouver à Chaunoy, en Ile-de-France, le plus important gisement de pétrole brut du Bassin Parisien.

Esso poursuit ses efforts intenses de recherches en France, contribuant ainsi au développement économique de notre pays.

Avec nous, soyez plus exigeants.

société

LA COMMISSION PRESSE-JUSTICE REND PUBLIC SON RAPPORT

La fiction du secret de l'instruction

Il ne fallait pas attendre de miracle de la commission presse-justice nommée en février 1984 par M. Robert Badinter, garde des sceaux. Et, de fait, le rapport de cette commission, rendu public lundi 18 mars à Paris par son président, M. Roger Errera, conseiller d'État, ne contient rien de bouleversant (1). M. Errera propose notamment, comme d'autres l'ont fait à quatre reprises et sans succès avant lui, une réforme du secret de l'instruction, ni inutile ni absurde, mais dont on ne voit pas comment elle pourrait changer des comportements comme ceux qui ont fait dérapier l'enquête sur l'assassinat de Grégory Villemin.

M. Errera qualifie de « profondément malsaine » la situation actuelle, et il est vrai que le secret de l'instruction n'est qu'une fiction lorsque l'enquête est menée à micro ouvert par les magistrats, les policiers ou les gendarmes qui en sont chargés. Censé garantir la présomption d'innocence, l'article 11 du code de procédure pénale est un peu responsable de cette situation. Il affirme que, « sans préjudice des droits de la défense, la procédure au cours de l'enquête et de l'instruction est secrète » et ajoute : « Toute personne qui concourt à cette procédure est tenue au secret professionnel ».

Il en découle, si on se livre à une explication de texte, que ni l'inculpé ni la victime, ni les journalistes ne sont obligés de tenir leur langue, car ils ne « concourent » pas à la procédure. Quant aux avocats, sans qui les journalistes seraient souvent bien en peine de nourrir leurs « papiers », ils ont eux aussi l'autorisation de parler — qui ferait taire un avocat ? — s'ils estiment que les droits de la défense ne sont pas respectés.

L'article 11 est ainsi une passeoire qui ne s'applique vraiment qu'aux magistrats et aux policiers, lesquels, de toute façon, tenus par leur statut, au secret professionnel. C'est dire si cet article est inutile. De plus, il ne garantit en rien la présomption d'innocence. Il avait du reste failli ne pas voir le jour lors de la réforme du code de procédure à la fin des années 50.

M. Errera estime cependant que cet article a du bon, même si des rectoche ne sont pas superflues. Il

note que la commission a écarté, au cours de ses travaux, deux solutions extrêmes : « La première consistait à ne pas modifier l'article 11 (...) et à se satisfaire à bon compte de ce qui tend à devenir une fiction malsaine pour tous les intéressés. La seconde reviendrait à abroger complètement l'article 11. Il est inutile, ajoute ce rapport, d'insister sur les conséquences très graves qui en résulteraient pour l'action de la justice et le respect des droits des personnes mises en cause ».

Pour cette raison, le rapport est essentiellement juridique rédigé par M. Errera suggère de modifier l'article 11, en organisant en quelque sorte les fuites qu'il juge implicitement inévitables. Les mesures suivantes seraient adoptées : « Au cours de l'enquête préliminaire, seul le procureur de la République a qualité pour rendre publiques certaines informations. Il peut, sous sa responsabilité, autoriser spécialement un officier de police judiciaire à le faire. Pendant l'instruction, il ne peut toutefois donner à un officier de police judiciaire l'autorisation précitée. Seul le procureur de la République ou de la partie civile ont le droit de rendre publiques certaines informations ».

Le juge d'instruction demeure assésé au silence. Dans certains cas, il peut cependant, à titre exceptionnel, demander au président du tribunal de grande instance de rendre publique une rectification ou une mise en garde s'avérant particulièrement nécessaires.

Un droit à dédommagement

Il y a sans doute une certaine naïveté à vouloir organiser et canaliser ainsi l'information sur les affaires judiciaires « grand public », en espérant, par ce moyen « mettre un terme à l'hypocrisie actuelle tout en sauvegardant les droits de chacun ». M. Errera voit certainement plus juste lorsqu'il remarque que, « salariés d'employeurs soumis aux rudes impératifs de la concurrence (...), les journalistes exercent

leur activité dans de mauvaises conditions ».

Cela n'excuse rien, mais la surenchère à laquelle se laissent aller certains journalistes explique bien des dérapages. Il arrive du reste qu'un communiqué du procureur lance la presse sur une piste hasardeuse, comme dans l'affaire de l'hôpital de Poitiers. Pour autant, de tels communiqués ne sont pas superflus lorsqu'ils ont pour objet de couper court à certaines rumeurs.

Sans doute faut-il se faire à l'idée que si les journalistes doivent toujours garder à l'esprit le principe de la présomption d'innocence, il est vain d'espérer leur faire respecter le secret de l'instruction. Dans ce genre d'affaires, les fuites sont inévitables et la mission de la presse est de toute façon d'informer.

Ce à quoi il faut tendre, c'est à une plus grande prudence de la presse, à davantage de rigueur, des principes évidemment impossibles à graver dans le code. Parce qu'il ne se fait sans doute guère d'illusion sur ce point, M. Errera suggère d'offrir un droit à réparation aux personnes auxquelles la presse porte exagérément tort. C'est la proposition la plus significative de la commission.

Ainsi M. Errera préconise-t-il d'autoriser les personnes gravement et injustement mises en cause par la presse à réclamer aux tribunaux civils des dédommagements pour le tort qu'ils ont subi. « Au plus tard dans les trois mois », la décision judiciaire, émise par le tribunal de grande instance, doit être rendue publique. Elle doit être faite à propos de laquelle elles ont été mises en cause, lesdites personnes pourraient demander des dommages-intérêts aux directeurs des publications ou éditeurs, ainsi qu'aux auteurs ».

BERTRAND LE GENDRE.

(1) Ont participé, en plus de M. Errera, aux travaux de la commission, trois magistrats : M. Michel Berger, M. Jacqueline Coehard et M. Claude Hanoteau ; sept journalistes : M. Patrick Berthoulet, Charles Bouchard, Philippe Bouchard, Albert du Roy, François Régis Huth, M. Amette Kahn et Maurice Siéglé (décédé depuis) ; deux avocats : M. Bertrand Favreau et Georges Klejman ; et une universitaire, M. Danièle Mayer.

UNE DÉCOUVERTE FRANCO-AMÉRICAINE

Le code génétique n'est pas universel

Le code génétique, qu'on croyait universel, admet des exceptions. Deux équipes de biologistes — les Français François Caron et Eric Meyer, du Centre de génétique moléculaire du CNRS, et les Américains J.-R. Preer, L.-R. Preer, R.-M. Radman et A.-J. Barnett, de l'université de l'Indiana — viennent de montrer que certains gènes d'un petit organisme unicellulaire, la paramécie, ne suivent pas le code génétique normal (1). C'est la première fois que l'universalité de ce code est mise en défaut dans un gène cellulaire. Une telle découverte peut amener à s'interroger sur la théorie de l'évolution.

Le code génétique est la règle de correspondance entre les gènes et les protéines. Les protéines, constituées de chaînes de molécules biologiques, sont des enchaînements d'acides aminés. Les gènes sont des portions de l'ADN (acide désoxyribonucléique). Cette longue molécule peut être considérée comme une échelle virillée. Les barreaux de l'échelle appartiennent à quatre types différents, et c'est l'ordre dans lequel ils se succèdent qui contient l'information génétique. Plus précisément, chaque triplet de barreaux, appelé codon, indique la présence d'un certain acide aminé dans la protéine. Les codons sont désignés par des mots de trois lettres. On peut en former soixante-quatre. Soixante et un indiquent un acide aminé, mais trois codons, TAA, TAG et TGA, servent de signal pour

marquer la fin du gène. C'est cette dernière règle qui n'est pas vérifiée chez les paramécies étudiées : seul le codon TGA met fin à la synthèse de la protéine, tandis que TAA et TAG semblent être traduits en acides aminés.

La violation observée par les équipes françaises et américaines n'est pas très forte, et n'a été constatée que pour deux espèces de paramécies, microbes recouverts de cils qui vivent dans les eaux stagnantes. Deux des trois codons qui, dans le code habituel, marquent la fin d'un gène, n'ont pas cette fonction chez les paramécies et indiquent probablement, comme les autres codons, la présence d'un acide aminé. L'équipe française estime que cet acide aminé serait l'acide glutamique ou la glutamine, mais cette attribution se fonde sur des critères probabilistes et n'est donc pas prouvée.

Revoir la théorie de l'évolution ?

La signification de cette violation du code génétique n'est pas encore claire. L'universalité du code a toujours été comprise comme signifiant que toutes les espèces vivantes ont des ancêtres communs, et que la différenciation des espèces s'est produite après l'établissement du code génétique. Pour expliquer que celui-ci soit resté inchangé au long d'une évolution qui a duré plusieurs milliards d'années, on supposait que toute modification, en provoquant

des changements dans les milliers ou millions de protéines de l'organisme chez qui elle se produirait, serait certainement mortelle. A contrario, on pouvait ainsi justifier que le code génétique soit légèrement différent dans les mitochondries, ces organes qui permettent la respiration des cellules. En effet, ces mitochondries sont pratiquement indépendantes de la cellule qui les contient, elles ont leurs propres gènes, qui ne dirigent la synthèse que d'un petit nombre de protéines : la raison donnée plus haut pour le maintien du code ne s'appliquerait donc pas.

La découverte qui vient d'être faite remet en cause cette explication, puisque le code modifié semble contrôler toutes les protéines de la paramécie. Si on la rapproche d'autres résultats, on peut supposer que le code génétique est modifié non seulement chez les paramécies, mais chez tous les protozoaires ciliés, organismes unicellulaires dont la membrane externe est couverte de cils.

La découverte franco-américaine amène à s'interroger sur la théorie de l'évolution. Il a été souvent constaté, en effet, que les différences biochimiques entre deux êtres vivants sont d'autant plus importantes que leurs lignées se sont séparées plus tôt. Ce critère, appliqué à la lettre, indiquerait que les protozoaires ciliés se sont séparés des autres organismes avant que la vie ne soit apparue sur Terre.

MAURICE ARVONNY.

(1) Un compte rendu sera publié prochainement par la revue scientifique *Nature*.

EN BREF

Après la mort d'un jeune Algérien deux syndicats de police dénoncent « un racisme anti-filic »

Six cents personnes environ ont défilé dans le centre de Lyon, samedi 16 mars, après-midi, pour demander l'inculpation d'un policier qu'ils accusent d'être responsable de la mort, le 8 mars à Lyon, d'un jeune Algérien de seize ans, Barded Barka, après une chute de vélo-moteur à Vaulx-en-Velin (Rhône) (le Monde du 13 mars). A la hauteur du palais de justice, quelques personnes, rapidement contenues par le service d'ordre, ont lancé des projectiles en direction des forces de police. Le cortège s'est dispersé, sans autre incident, vers 17 heures.

De leur côté, le Syndicat indépendant de la police nationale (SIPN) et le Syndicat CGC-police regrettent que, dans un tract diffusé par les organisateurs de la manifestation, « les circonstances accidentelles du décès d'un adolescent soient exploitées par des inconscients sans scrupules qui tentent de transporter les faits pour les présenter comme un acte raciste ». Les syndicats dénoncent cette attitude irresponsable qui, à travers un racisme « anti-filic » primaire, espère déstabiliser les institutions républicaines et détruire les chances d'intégration des immigrés dans notre démocratie ».

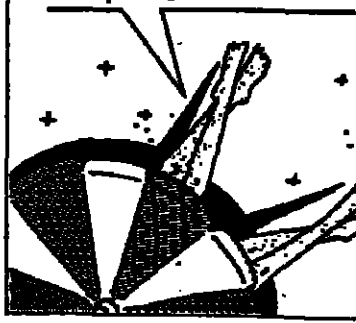
Rappelons que, selon certains témoins, l'adolescent aurait été frappé par un des policiers ; mais l'autopsie n'a révélé aucune trace de violence volontaire.

(Publié)

En COMPTABILITÉ

démarrer plutôt avec un B.T.S. COMPTABILITÉ Vous pouvez dès maintenant préparer tranquillement chez vous le B.T.S. « Comptabilité et Gestion d'entreprise ». Vous aurez alors la qualification professionnelle pour exercer dans la comptabilité et la gestion. Ce cours bénéficie de notre garantie Catelana ou pour le même prix multipliez vos chances par 2. Inscription toute l'année. Brochure gratuite n° H3965 à Ecole Française de Comptabilité, Organisme Privé - 92270 Bois-Colombes.

Sympa les stages spécial vacances ! Du 1^{er} au 13 avril, 3 heures par jour pendant 10 jours, avec un prof Anglais, Allemand ou Espagnol... 30 heures en tout... Par groupe de 2 à 4 personnes... le tout 3051,40F TTC, livre compris ! j'aime...



Manifestations en faveur de deux insoumis emprisonnés

Une cinquantaine de personnes ont manifesté, samedi 16 mars, à Paris, devant le ministère de la justice, leur soutien à M. Serge Beausoleil, ouvrier agricole de vingt-cinq ans, actuellement détenu à Fresnes après une condamnation à six mois de prison pour insoumission et refus d'obéissance. M. Beausoleil, arrêté à Périgueux le 13 février 1985, observe actuellement une grève de la faim. Son avocat, M. Jean-Jacques de Félice, a présenté pour lui un recours en grâce ainsi qu'en faveur d'un autre insoumis, M. Thierry Méricourt, lui aussi condamné et détenu à Fresnes.

A Besançon, un comité de soutien dans lequel figurent l'écrivain Bernard Clavel et le cinéaste Claude Autant-Lara, s'est constitué en faveur d'un autre insoumis, M. Dominique Sot, originaire de Pontarlier, qui refuse d'accomplir son service national et se trouve actuellement emprisonné à Dijon.

Seisme en Guadeloupe : six blessés

Un tremblement de terre de magnitude 6,5 a fortement secoué la Guadeloupe dans la journée du 16 mars, faisant six blessés légers à quelques kilomètres de Pointe-à-Pitre. Il semble cependant que cette secousse, dont l'épicentre aurait été situé à 80 kilomètres environ de Basse-Terre, ait provoqué peu de dégâts matériels. Pour les spécialistes, ce séisme est à mettre au rang de ceux qui se produisent tous les dix ou douze ans dans l'arc des petites Antilles. Le seul très gros séisme connu de la période historique (qui commence au seizième siècle) est celui du 8 février 1843.

Par ailleurs, un séisme de magnitude 5, qui a frappé, le 17 mars, les côtes du Chili dans la région de Valparaíso, n'a provoqué que des dégâts matériels mineurs. La population s'est cependant vivement inquiétée, compte tenu du tremblement de terre du 3 mars, qui avait fait de nombreuses victimes.

M^{re} Thatcher part en guerre contre les « voyous du football »

M^{re} Margaret Thatcher, premier ministre britannique, part en guerre contre les « voyous du football » qui sèment la terreur sur les stades de son pays.

Après les incidents qui ont marqué, mercredi dernier, le match de Coupe d'Angleterre entre Luton et Millwall, faisant quarante et un blessés dont trente et un policiers, M^{re} Thatcher a formé un « cabinet de guerre », qu'elle préside, autour du ministre de l'Intérieur, M. Leon Brittan, du ministre de l'Environnement, M. Patrick Jenkin, et du ministre des sports, M. Neil MacFarlane.

A la demande de M^{re} Thatcher, M. MacFarlane a ordonné à la fédération de football d'établir un rapport sur les moyens d'éliminer les actes de vandalisme dans les stades. Il a notamment évoqué, à la Chambre des communes, l'interdiction de la vente d'alcool. Les ministres envisagent également de renforcer les sanctions infligées aux « hooligans ».

● Attention manqué contre une association islamique à Saint-Etienne. — Vingt-cinq bâtons de dynamite placés dans une caisse en carton ont été découverts, samedi 16 mars, vers 14 heures, contre la porte du local de l'Association islamique dans le quartier du Marais, à Saint-Etienne. Ils étaient reliés à une mèche qui avait brûlé, mais sans provoquer l'explosion de la charge.

On peut penser que les auteurs de cet attentat manqué visaient, en fait, la future mosquée de Saint-Etienne, et qu'ils se sont trompés de cible. L'inscription « mosquée » en arabe et en français est, en effet, apposée au fronton de cette petite construction qui n'abrite que des bureaux et sont organisées les fêtes religieuses des musulmans de la ville (principalement pour les Marocains). En retrait de ce bâtiment, la mosquée ne s'ouvrira qu'en mai prochain. — (Corresp.)

ÉDUCATION

DEUX CONGRÈS D'ENSEIGNANTS

La percée de Force ouvrière inquiète les autres syndicats

Deux syndicats d'enseignants réunissent leur congrès, cette semaine. A Besançon, le Syndicat national des enseignants de second degré (SNES) ; à La Rochelle, le Syndicat national des enseignants techniques et professionnels (SNETP).

La percée du syndicat Force ouvrière dans le monde enseignant n'a pas fini de faire des vagues. Même si ce syndicat n'a réussi à capter que 12 % des suffrages enseignants aux élections professionnelles de décembre dernier, sa présence bouscule les habitudes du milieu. Et même au-delà, puisque M. Henri Krasucki, le secrétaire général de la CGT, a déclaré, en février : « Il est choquant et inacceptable que la direction de la FEN et son secrétaire général aient [lors de son congrès] dit fort peu de chose sur l'agression de FO et s'en soient pris avec véhémence à la CGT ».

Car M. Krasucki considère que FO, en développant ses syndicats enseignants, a rompu une trêve qui existait depuis 1947. Il n'apprécie pas que les 12 % recueillis par FO se traduisent concrètement par un gain, pour ce syndicat, de cent vingt permanents syndicaux, grâce au système des décharges syndicales de service. Au moment où la CGT est confrontée à la désyndicalisation et aux licenciements, qui la privent de militants, son responsable supporte mal que son concurrent bénéficie d'un apport de nouveaux permanents. Des militants actifs, d'ailleurs, qui, dans les fédérations départementales, n'hésitent pas à donner un « coup de main » à leurs camarades d'autres secteurs professionnels.

La colère de M. Krasucki est sans doute à l'origine de la décision de la CGT d'occuper, elle aussi, le terrain enseignant. Dans cet univers, elle possède, depuis près de quarante ans, un syndicat qui regroupe des personnels des lycées d'enseignement professionnel (LEP). Le Syndicat national des enseignants techniques et professionnels (SNETP-CGT), héritier des salariés du secteur privé devenus enseignants des centres d'apprentissage, rassemble une dizaine de milliers d'adhérents et a obtenu 29 % des voix dans les LEP aux dernières élections. Malgré une baisse de 2,5 % par rapport à 1982, ce syndicat est quand même la deuxième organisation représentative dans les LEP, après la FEN (41 % des voix).

Le 25^e congrès de cette organisation, qui se réunit à La Rochelle du 18 au 22 mars, doit se prononcer sur une « résolution particulière », qui propose tout simplement de créer dans les autres ordres d'enseignement des syndicats CGT. « La confédération, précise la motion, doit prendre en compte la situation nouvelle créée, et mener sous sa responsabilité un vaste débat avec l'ensemble des personnels de l'éducation nationale et de la recherche afin de créer, partout où cela est souhaité par les personnels eux-mêmes, des syndicats CGT dans les établissements scolaires, universitaires, les centres de recherche ».

Les congressistes doivent par ailleurs débattre de la création d'un « syndicat départemental de l'éducation nationale », d'unions nationales et régionales. Les structures sont donc déjà prévues pour rassembler dans les établissements, et ensuite au niveau des départements, les syndicats se réclamant de la CGT quelle que soit leur fonction dans l'éducation nationale. La machine CGT prépare le terrain, même si les décisions définitives n'interviendront qu'après le congrès de cette confédération, qui a lieu en novembre.

Qui seront ces militants qui, « souhaiteront » la création de syndicats CGT dans les écoles primaires, les collèges ou les universités ? On pense a priori aux adhérents du PC, souvent proches des positions développées par la CGT. Mais ces derniers sont déjà membres de la FEN, où ils militent à l'intérieur du courant de pensée Unité et action. Le quitteront-ils ?

La tactique de M. Krasucki

C'est une des questions qui peut se poser au congrès du Syndicat des enseignants de second degré (SNES-FEN), qui a lieu à Besançon jusqu'au 22 mars. Le syndicat, qui déclare compter 70 000 professeurs de lycées et collèges, est dirigé par des militants Unité et action, en majorité proches du PC, à l'exception de quelques adhérents du PS.

Ces deux organisations pourtant éloignées, peinent à l'une appartient à la FEN et l'autre à la CGT, ont une préoccupation commune : comment résister à l'offensive de Force ouvrière dans l'éducation nationale ?

Le SNES a assez bien résisté dans son secteur à l'offensive de FO, même s'il perd 6 points chez les agrégés et un peu moins chez les certifiés. Il demeure, avec 48,56 %, la première force syndicale dans le second degré, loin devant FO (14,8 %). Aiguillon de la direction de la FEN (proche des socialistes), ce syndicat n'hésite pas à critiquer les « compromis » et le refus d'action de la direction fédérale. Présent de longue date dans les lycées, le SNES sait mettre en avant la défense des personnels de ces établissements, aussi bien contre les transformations jugées trop novatrices de M. Savary que face aux « redistributions des moyens » mises en avant par M. Chevènement.

Défenseur des conditions de vie et de travail des enseignants du secondaire, le SNES, souvent critiqué par les professeurs, reste pourtant un appui, grâce à ses élus dans les commissions paritaires, pour les candidats à une promotion ou à une mutation. Mais il n'est pas sûr que les adhérents et surtout tous les électeurs de ce syndicat soient prêts à abandonner l'autonomie pour rejoindre la CGT.

Et d'ailleurs, les responsables communistes du SNES le souhaitent-ils eux-mêmes ? Les enseignants du PC, divisés par les débats internes de leur parti, ne voudraient pas s'isoler dans un syndicat minoritaire (1). La tactique de M. Krasucki vise plutôt à créer seulement des structures d'attente dans tous les établissements scolaires. Des syndicats prêts à accueillir plus d'adhérents le jour où la FEN éclaterait...

SERGE BOLLOCH.

(1) Dans une déclaration rendue publique le 18 mars, les élus Unité et action au bureau fédéral de la FEN, parmi lesquels M^{me} Monique Vuillat, secrétaire générale du SNES, confirment ce refus en exprimant leur « désaccord » avec le projet de la CGT de créer des syndicats enseignants. « Nous sommes convaincus, écrivent-ils, que la CGT ne fera rien qui (...) faciliterait les tentatives de ceux qui en définitive, cherchent à affaiblir l'ensemble du mouvement syndical ».

culture

LE WEEK-END
de Philippe Boucher

• Le jour du temps retrouvé • Les naufrageurs de l'Opéra • Le «garum» a disparu • Dans Paris, Rome

Première urgence : comme chaque semaine, échapper au cyclisme, à l'athlétisme, au hip-hop et au ballon sous toutes ses formes. Deuxième urgence, contingente : l'ouvrage avec radio et télévision pour ne subir de la sage cantonale, indifférente au Parisien, que des échos réduits en attendant lundi à treize heures que le Monde en dise tout.

Durant ce jour ambigu qu'est le samedi, saison de décompression entre les jours fébriles et le jour de repos, le marché s'y passe sur tout autre sous.

Les pratiques se présentent tard au marché Edgar-Quinet. La rigoureuse règle lyonnaise ne pourrait y être appliquée qui cède à midi sonnant le marché du quai de Seine, où Catherine, la meilleure des cuisinières qui n'en font pas métier, vient chercher de quoi séduire ses hôtes.

Dans ce coin de Montparnasse, le plus fort des vents commence vers onze heures. Comme à l'habitude, croisé à mi-chemin du boulevard marchand, Gilles, pas très éveillé non plus, traîne sa fille qui a, pour les amis de son père, des averses de vieille fille.

Les états reflètent encore la misère de l'hiver. La couleur des fruits avoue le parfum sans durée, la consistance médiocre, le goût des fruits forcés, qu'ils soient pour le dessert ou pour le corps du repas. Ce ne sera donc pas un week-end à soupe. Au vrai, il n'y a que l'été pour les soupes de légumes.

Imaginerait-on dans ces pages un récit qui serait consacré à des recettes de cuisine ? Il n'y a que le cher Jack Lang, ministre hédoniste, pour croire que la cuisine serait culture. Elle est bien plus que cela. Elle est l'identification d'une civilisation. Il suffit de deux ouvrages pour décrire une société : un livre de cuisine et un code pénal. Manger, puis, tout est dit.

Mommeen et Gibbon

Y a-t-il dans Théodore Mommeen, dont la merveilleuse collection « Bouquins » vient de rééditer l'histoire romaine (une des acquisitions de la semaine), un regard de sanctions et de recettes qui éclaireront, mieux que la procédure d'adoption impériale, l'ordre successoral dans l'Empire ? Ou bien faut-il aller chercher dans Apicius, dans Jérôme Carcopino, dans l'excellent Fasti en prose, de Jean-François Revel ?

Mommeen a des lacunes. D'ailleurs, qu'importe ! La disparition, absolue aujourd'hui, du garum, indispensable à toute cuisine

romaine, empêche de se métonner un authentique plat du temps de Claude. D'autant que ce César-là n'avait pas l'âme gastronomique de ses pairs. Ce n'était pas sa seule différence. Il fut le seul « des quinze premiers Césars », comme l'affirme dès le dix-huitième siècle Edward Gibbon, autre historien de Rome, « à avoir les amours n'ayant pas fait rougir la nature ».

Rome a laissé peu de traces dans ce Paris auquel elle est jumelée depuis quelques dizaines d'années. Un quartier, dit Latin parce que les Gallo-Romains l'habitaient, voué désormais aux déambulations paresseuses d'étudiants intermittents, n'a préservé de l'époque luthérienne que des Thermes, flanqués de l'hôtel de Cluny, et des arènes qui se cachent rue de Navarre. Les travaux d'exécution d'un parc de stationnement (aussi est-ce à tort qu'on vilipende ces entreprises qui font souvent figure d'explorateurs du passé) ont mis au jour les vestiges du mur gallo-romain de Lutèce. C'est tout.

Il y a quelques jours, l'Etat a proposé à la Ville (que de majesté dans ces majuscules), que l'ensemble Thermes-Cluny soit consacré à un Musée de Paris, dont la capitale est dépourvue, contrairement à Rome ou à Londres.

L'occasion serait ainsi trouvée de restaurer ces thermes, qui datent des années 200, et qui, dix-huit cents ans plus tard, sont devenus des ruines sans charme, qu'anime parfois l'été un concert organisé dans le... frigidaire.

Au moins ces ruines auraient-elles été la restauration de type tuteur qui fut le lot des arènes, si roides, si revêches à présent qu'elles se marieraient mieux avec les tours de béton du troisième arrondissement qu'avec ce morceau de colline latine que le week-end éteint.

Existent aussi le septième arrondissement, où la rue de Varenne et ses effluents sont tout apaisés, que le pouvoir ait rangé, l'espace de quarante-huit heures, ce qui le rassure, voitures, chauffeurs et gardes républicains.

A ce moment de la semaine, Paris bécote. Des quartiers changent de mains. Opéra, Champs-Élysées sont de ceux-là. Les semaines boursocratiques ont cédé le place. Au profit du timbre, mais des touristes venus de banlieue. Comme autrefois le littoral breton avait ses naufrageurs, les affiches de cinéma clignotent pour que les salles obscures aient leurs victimes.

Obscure aussi, mais combien plus paisible, la crypte du parvis Notre-Dame, dont l'agencement mérite l'éloge. Les remblais qui, au cours des siècles, ont élevé de 4 mètres le sol de la Cité ont laissé à leur pesant d'histoire qui va de l'expansion de Rome au triomphe d'Hausmann. Mais le Musée de Paris vaut mieux que cette pénombre.

Le Musée de Cluny est, lui, tout lumière, et c'est par un paradoxe involontaire qu'y est installée, pour les aveugles, une salle où il peuvent voir des pièces originales en en palpent les moulages.

Le soleil ment

La lumière qui traverse cet hôtel est celle, noire et scintillante, des ciels de neige sur Paris. Les nuages qui s'entrouvent de temps à autre laissent passer un soleil qui ne chauffe rien. Le soleil ment : il fait froid. C'est le temps du thé, pour honorer le guide amical et patient qui sait tout de tout, y compris que déjà le silence du lendemain exerce sa tentation.

Le dimanche, qui n'est plus guère consacré à Dieu, l'est à soi-même. C'est le jour de l'égoïsme permis, de la mise en jachère, comme autrefois la terre. C'est aussi le moment de nettoyer le semaine écoulée des fautes commises, amis mal traités, livres négligés, comme jadis les moines déblaieraient les champs quand ils étaient dispensés de produire.

Le moment de clarté acide qu'est le dimanche matin du printemps qui vient fait bon ménage avec le courrier. Un petit tas de lettres est là, qui n'a pas encore reçu de réponse, lettres d'ennui ou au contraire lettres aimées qui s'enroulent deux fois, par une longue réponse. Le devoir et le plaisir se mêlent.

Dimanche, le jour du temps retrouvé, qui n'est que si chaque geste, chaque rite, est accompli lentement : écrire, cuisiner, regarder, rêver, sortir peut-être. Sortir ou ne pas sortir, se contenter de ce qui arrive, radio, télévision, ou de ce qui est là, lire, cuisiner ; ou bien aller dehors pour constater que le dimanche de Paris n'est pas moins sinistre que celui de la province. Il n'est que plus fatidique.

La question est sans objet. Par l'effet des cantonales, l'article est attendu pour la fin de l'après-midi. Alors, comme le narrateur commençait *Paludes*, l'article s'achève en racontant qu'il s'écrit.

CONCOURS CLAUDE KAHN.
Le premier prix du concours international de piano Claude Kahn a été remporté à Paris par Igor Kamenz, vingt ans (Union soviétique).

CINÉMA

« LA PETITE FILLE AU TAMBOUR », de George Roy Hill

Une femme et un piège

Pour coincer Khalil, le Palestinien, qui signe ses attentats d'un petit rouleau de fil en trop, on va se servir de son frère. Pour utiliser le frère, on va sacrifier une femme.

On le comprend plus tard : elle doit être disponible, facile à embrigader, intelligente, douée pour endosser de multiples rôles. C'est en Angleterre que les services secrets israéliens vont dénicher l'appât idéal. Elle s'appelle Charlie, elle est actrice, elle est disposée à marier amour et révolution. Reste à la piéger.

Le piège se met en place sans la complicité du spectateur. Il plonge en plein cauchemar en même temps que Charlie, il s'enfoncé avec elle dans une mécanique diabolique, où les apparences mentent, où les situations se retournent, où les masques ne révèlent jamais les vrais visages en tombant.

Maître du jeu : Kurtz, agent israélien. Exécutant : un homme qui pourrait être arabe, et qui séduit Charlie. Théâtre des opérations : l'Europe, Israël, Beyrouth. Des deux côtés, la guerre est faite dans l'ombre par des génies de l'espionnage, qui déplacent et détruisent leurs pions vivants.

John Le Carré avait inventé des rouages subtils, qui lui permettaient d'exposer les points de vue israéliens et palestiniens sans ralentir son récit. Charlie n'était pas seulement amoureuse de l'homme qui la livrait à Kurtz. Elle l'était aussi du frère de Khalil, dont l'homme lui apprenait les secrets les plus intimes, pour qu'elle puisse pénétrer un jour dans le camp ennemi, une fois disparu l'amant qu'on lui avait inventé.

George Roy Hill conserve les rouages, mais les dénoue, au point

de ne s'intéresser qu'à la marche des opérations, et non à leur contenu. Le processus qui démolit Charlie perd alors de sa vraisemblance et sa richesse, et les situations deviennent parfois schématiques. Même si Klaus Kinski (Kurtz), Diane Keaton (Charlie), et Sami Frey (Khalil), défendent leurs personnages avec finesse.

Pour l'écrivain, le terrorisme relevait du théâtre. Il n'est plus ici que du cinéma. Du cinéma habile. Le réalisateur joue avec nous au chat et à la souris, en redoutable technicien du suspense qu'il était déjà dans *l'Arnaque*. Si l'on veut profiter du film, il convient alors de ne pas connaître l'histoire, de ne pas avoir lu le livre, ni l'affiche, ni aucun compte rendu.

CLAIRE DEVARRIEUX.
* Voir les films nouveaux.

MUSIQUE

« HIPPOLYTE ET ARICIE », à la salle Favart

Rameau dans sa plénitude

En retardant de deux ans la reprise de ce merveilleux *Hippolyte et Aricie* du Festival d'Aix-en-Provence 1983, l'Opéra de Paris a évité que « l'Année Rameau », si brillante, ne paraisse un feu de paille et a, en quelque sorte, associé notre musicien à ses deux cadets saxons dans « l'Année européenne de la musique », ce qui n'est que justice. Mais surtout, au moment où le feu d'artifice Haendel éclate de partout, la représentation de la salle Favart permet une confrontation fort intéressante de deux formes de théâtre chanté contemporaines et très différentes, dont on aura un bel exemple avec *Arion* à partir du 25 mars, au Théâtre des Champs-Élysées.

Quo de bonheurs à la fois ! Paris n'aura pas attendu en vain, car la production de Pier Luigi Pizzi est aussi superbe qu'à Aix (*le Monde* du 19 juillet 1983), malgré un changement complet de distribution. Cortes, l'imposant décor de piliers, où des esclaves noirs descendent les colonnes de leur chapiteau d'or, images de la fatalité suspendue sur nos têtes, s'efface quelque peu sur la scène plus réservée de l'Opéra-Comique. Mais, dans cet espace épuré, Pizzi a su recréer ses grandes visions idylliques, infernales ou tragiques : le bois des prêtresses et Diane montées sur son cerf, les danses des furies-vampires, l'immense voile violet de la tempête, le monstre à trois têtes qui engloutit Hippolyte, ou le cortège funèbre de Phèdre passant derrière le pavois apporté par des Atlantes sur lequel apparaissent les dieux.

Mais au-delà de cette présentation scénique, où rien ne jure avec la tradition historique, ni les gestes ni les costumes (tout au plus ces « bonnes sœurs » en blanc, prêtresses de Diane qui lèvent gaillardement la jambe !), l'admirable est d'avoir ressuscité l'opéra de Rameau dans sa plénitude, d'avoir donné toute sa force à cette alternance de la tragédie et des divertissements dansés et chantés, qui sont indisso-

ciables, par un ton qui reste toujours grand et profond. Tel ce ballet joyeux qui accueille le retour de Thésée et dont on sent bien qu'il expose sur une équivoque, dans l'occultation du roi haïné par la vision de Phèdre aux pieds d'Hippolyte.

Il y a surtout l'intensité prodigieuse qui unit ces mouvements puissamment architecturés, ces attitudes d'une vérité dramatique et d'une suavité bouleversante, avec la splendeur de l'interprétation de William Christie. Celui-ci fouille au plus profond la musique de Rameau, en tire la plus rude, la plus dense et la plus lumineuse beauté (avec un excellent ensemble baroque qui porte son nom), et arrache à tous les protagonistes des accents sublimes, modelés sur le fabuleux style vocal de Rameau, d'une souplesse et d'une diversité inégalables, déployant toute la gamme des expressions de la parole, de la tragédie racinienne la plus concentrée jusqu'au lyrisme le plus fleur.

La grandiose Jessye Norman écrivait quelque peu la représentation d'Aix, véritable monstre sacré, spectacle dans le spectacle. Anne Howells, plus humaine, marque fortement le rôle de Phèdre, par des gestes d'une simplicité tragique et une voix flamboyante d'une ligne très noble où tremble un cœur torturé. Ian Honeyman est un Hippolyte exquis et profond, comme la délicate Aricie de Danielle Bors, dont le drame affleure sous les expressions pudiques, les inflexions délicatement « baroques » d'une jeune fille soumise à une éducation rigoureuse.

Sans avoir la même stature vocale que José van Dam, Ludwig Baumann incarne un Thésée émouvant, au phrasé expressif, poignant dans son grand air d'adieu. Véronique Dietschy, Diane ravissante malgré une voix un peu faible, Agnès Mellon (l'Amour), Stephen Dupont dans le triple rôle des deux tonants, et un ensemble de jeunes

chanteurs complètent cette brillante distribution. Les chœurs, préparés par Philippe Cantor et rompus au style si particulier de cette musique, manquent juste un peu d'habitude de la scène, ce qui explique quelques décalages.

On n'omettra pas les danseurs de l'ensemble Ris et danceries, qui peu à peu réalisent dans leur art le même retour à un style disparu que les musiciens baroques, et, malgré une certaine raideur d'expression, sont bien près de les rejoindre dans cette chorégraphie de François Raffinot.

JACQUES LONCHAMPT.

* Prochaines représentations les 18, 20, 22, 23, 25, 26, 28 et 30 mars, 1^{re}, 6 et 8 avril (19 h 30).

PEINTURE

Jappé ou la fureur de peindre

Jean-Paul Jappé ou la fureur de peindre... On l'imagine mal en effet recouvrant de sang-froid ses toiles d'un réseau serré de ratures. Or ces traits fiévreux tissent la trame même de la peinture. Grilles appliquées sur le paysage, maritime et breton, comme pour le décoder, en biffer la première impression saisie sur le motif, en révéler l'essence, fusionner avec elle.

Alors l'enchantement originel d'un ciel rougissant, d'une envahissante mer bleue, d'un rideau végétal, resurgit avec une puissance démultipliée. Oubliée, bien que présente, la nature métamorphosée en jouissance picturale. Jappé nous avait accoutumés à ces spectacles, mais jamais avec autant d'intensité.

J.-M. D.

* Galerie Nane Stern, 25, avenue de Tourville. Jusqu'au 30 mars.

PATRIMOINE

NOUVEAUX MUSÉES DU CAIRE ET D'ASSOUAN

Européens et Américains à la rescousse ?

La commission française pour l'UNESCO et le Comité national français du Conseil international des musées (ICOM) ont organisé, du 12 au 14 mars, au siège de l'UNESCO à Paris, une réunion destinée à intéresser et à faire participer les conservateurs de seize grandes collections d'égyptologie à la campagne internationale pour la création du musée de la Nubie à Assouan et du musée national de la civilisation égyptienne au Caire.

De 1960 à 1980, la campagne internationale de sauvegarde des monuments de Nubie a mobilisé le monde entier. La campagne actuelle pour les musées d'Assouan et du Caire est moins spectaculaire et la conjoncture économique mondiale est difficile. C'est ce qui explique, très probablement, que l'appel lancé en mars 1982 par M. Amadou Mahtar M'Bow, directeur général de l'UNESCO, ait peu de succès : il a rapporté, à ce jour, 2 031 000 dollars, sur les 87 133 000 dollars nécessaires.

Le musée de la Nubie sera un établissement régional. Il rassemblera et présentera au grand public l'environnement et la culture de cette région qui a été, pendant des millénaires, le lieu de rencontre des civilisations de la Méditerranée, de la vallée du Nil et de l'Afrique transsaharienne. Il sera aussi un centre d'études où les spécialistes disposeront de la documentation et des

équipements scientifiques nécessaires à leurs recherches.

Le musée national de la civilisation égyptienne sera très différent. Il aura, pour la population locale et les visiteurs étrangers, un rôle éducatif et synthétique qui préparera l'une et les autres à tirer le meilleur profit possible de la visite des autres musées (du Caire en particulier), des monuments et des sites archéologiques.

L'idée qui a été la plus de succès, lors de la réunion de Paris, serait d'organiser de grandes expositions itinérantes où seraient présentés dans diverses métropoles du monde des objets venant, non seulement des musées égyptiens, mais aussi des musées européens et américains. Bien entendu, ces expositions devraient être spectaculaires de façon à attirer et à attirer le grand public de ces métropoles et ainsi à faire des bénéfices qui seraient affectés aux musées d'Assouan et du Caire.

Il faut souhaiter que les deux musées puissent ainsi être ouverts au public, celui d'Assouan en 1987, celui du Caire en 1989, conformément aux prévisions. Mais il faut souhaiter aussi que les musées existants ne soient pas oubliés. Au Caire, en particulier, la présentation des admirables et très riches collections du Musée égyptien ont un besoin criant de réorganisation et de modernisation.

Y. R.

MERCREDI

Prix de la 1^{re} œuvre FESTIVAL DE VENISE 1984
Prix du Public FESTIVAL DE NICE 1984
Meilleure Actrice FESTIVAL DE RIO 1984

GAUMONT PRÉSENTE

PIANO FORTE



UN FILM DE FRANCESCA COMENCINI
GIULIA BOSCHI / FRANÇOIS SIENER
AVEC LA PARTICIPATION DE
MARIE-CHRISTINE BARRAUT
MUSIQUE KETH JARRETT.

COMPAGNIE RENAUD-BARRAUT

THEATRE DU ROND-POINT

LES OISEUX

D'APRÈS ARISTOPHANE
ADAPTATION PIERRE BOURGADE MISE EN SCÈNE JEAN-LOUIS BARRAUT DISPOSITIF SCÉNIQUE PACE-COSTUMES JACQUES SCHMIDT ET EMMANUEL PEDUZZI MUSIQUE GEORGES AURIC DIRECTION MUSICALE ANDRÉ GIRARD
AVEC JEAN-LOUIS BARRAUT GÉRARD LORIN ET LES COMÉDIENS DE LA COMPAGNIE
EN ALTERNANCE
A PARTIR DU 20 MARS

LA MUSICA

DE MARGUERITE DURAS
MISE EN SCÈNE MARGUERITE DURAS DÉCOR ROBERTO PLATE COSTUME PIERRE BALMAIN
AVEC MIQU-MIQU ET SAMI FREY
PETIT ROND-POINT

L'ARBRE DES TROPIQUES

DE YUKIO MISHIMA
ADAPTATION ANDRÉ PÉREYRE DE MANDIARGUES MISE EN SCÈNE JEAN-PIERRE GRANVAL DÉCOR ET COSTUMES GIBSLAIN UHRY MUSIQUE ORIGINALE DOMINIQUE PROBST AVEC ANNE CONSIGNY ANDRÉ FALCON LUCIENNE HAMON STÉPHANE JOBERT DANIELE LEBRUN
AVENUE FRANKLIN-ROOSEVELT 75008 PARIS - TEL 256.70.80

ACO AMERICAINE
est pas universel

part en guerre
contre les « rats
du fondail »

Quatre-vingt
mille

BERLIN

RADIO-TÉLÉVISION

DÉFENSE

CARNET DU Monde

Lundi 18 mars

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

50 AFFAIRES SINGER

EXEMPLE:
MACHINE A COUDRE
Réf. 7184
Automatique 5 points

2.495 F
- 400 F

2.095 F

Offre valable du 25 février au 27 avril 1985

SINGER

- 20 h 35 L'avenir du futur.
Émission de J.-P. Hottin.
- 20 h 40 Cinéma : *Wofan*.
Film américain de M. Wadleigh (1981), avec A. Finney, D. Venon, E.I. Omos, G. Hines, T. Nozawa.
Après un promoteur immobilier de Manhattan, et sa femme, des clochards du Bronx sont effrayés par un inspecteur de police découvre que des créatures opèrent des puits de loup défendent, ainsi, leur territoire. Des problèmes de civilisation dans un film fantastique. Original, qui comporte de troublants effets optiques.
- 22 h 30 Dédicace : les grandes espèces en voie de disparition.
A force de squatter la Terre, nous faisons reculer chaque jour le territoire des animaux. Alors qu'on constatait la disparition de deux espèces tous les cinquante ans, le phénomène s'accroît jusqu'à compter l'extinction de cinquante espèces pour la dernière période. Qui est responsable ? Que pouvons-nous faire ? Dédicace avec des spécialistes.
- 23 h 45 Journal.
- 0 h 05 C'est à lire.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 20 h 35 Magazine : L'Heure de vérité.
Mgr Albert Decourt, archevêque de Lyon, répond

aux questions des téléspectateurs et des journalistes F.-H. de Virieu, A. du Roy, A. Duhamel (A2), et de notre collaborateur Robert Solé.

21 h 55 La petite chère.
Aérobatas, de L. Horvitz.

22 h 15 Document : *L'Ataïer*.
Réal. A. Tchindé.
Des jeunes élèves du Théâtre des Amateurs jouent des extraits de la vie des nationalistes, d'après Bergman, Luce de Fel, d'après Pascal Bruckner, les Possédés, de Dostoevski, sous l'œil vigilant d'André Tchindé. Pas de commentaire, une série de gros plans qui tentent d'évaluer les tensions qui traversent le jeu des comédiens.

23 h Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 20 h 30 Cinéma : *la Formule*.
Film américain de J.-G. Avildsen (1980), avec G.-C. Scott, M. Brando, M. Keller, J. Gielgud, G.-D. Spradlin.
A partir d'un meurtre commis à Los Angeles, un policier américain remonte une piste qui le conduit à la formule d'un carburant de synthèse mise au point par les nazis et disparue depuis près de quarante ans. Mélange un peu envahissant d'histoire criminelle et de politique-fiction, mais on se laisse prendre à l'atmosphère de mystère.
- 22 h 35 Journal.
- 23 h 45 Prélude à la nuit.

FR 3 PARIS ÎLE-DE-FRANCE

- 17 h 5, Série : *Quantum Durward* : 18 h, Rallye avion : *Toussaint-Saint-Louis-du-Séguin* : 18 h 30, Sports : 18 h 50, *Artes Plein* : 19 h, *Feuilleton* : *Janique Aimée* : 19 h 15, Informations.

CANAL PLUS

- 20 h 30, *Courage*, *Jeune fille*, film de Y. Robert : 22 h 10, *Boxe* : 23 h 15, *Basket américain* : 1 h 4, *Hill Street Blues* : 1 h 50, *Michel Bonjehau au Splendid* : 2 h 40, *Top 50*.

FRANCE-CULTURE

- 20 h 30 *Le Journal de Marie Bashkirtseff*.
21 h 45 *Musique* : *l'heure des musiques traditionnelles*.
22 h 30 *Nuits magiques* : Ça suit son cours.

FRANCE-MUSIQUE

- 20 h 30 *Concert* : *Sonate pour piano n° 13 en mi bémol majeur*, *Sonate pour piano n° 7 en ré majeur*, *Sonate pour piano n° 27 en mi mineur*, *Sonate pour piano n° 21 en ut majeur*, de Beethoven, par Daniel Barenboim, piano.
- 22 h 30 *Les soirées de France-Musique* : *feuilleton* : *Zarah, Marlène et Hildegarde* : *Hildegarde Kneff* : à 23 h 5 : *Le musicien de minuit* : *Ariël Donat, écriture*.

Mardi 19 mars

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 11 h 15 *ANTIOPE 1*.
11 h 45 *La Une chez vous*.
12 h *Feuilleton* : *Jean Pinot*, médecin d'aujourd'hui.
12 h 30 *La bouteille à la mer*.
13 h *Journal*.
13 h 45 *A pleine vue*.
17 h 30 *La chance aux chansons*.
18 h *Nounours*.
18 h 5 *Le village dans les nuages*.
18 h 25 *Midi-Journal* pour les jeunes.
18 h 40 *Série Huit* qui suffit.
19 h 15 *Jeu* : *Anagramme*.
19 h 40 *Émission d'expression directe* : CFDT-FEN.
20 h *Journal*.
20 h 30 *D'accord, pas d'accord (INC)*.
20 h 35 *Jeu* : *Enigmes du bout du monde*.
Sur une idée de J. Antoine. Présenté par G. Schneider. *Épreuves aux États-Unis, en France, à Rome, en Turquie, en Cameroun*.
21 h 35 *Série* : *La passion de la vie*.
De Jacques Châtel et André Voinet.
Troisième volet de cette série consacrée à la thérapie primale. Avec le docteur Frédéric Leboyer, le docteur David Cheval, différents patients qui ont bien voulu décrire, à l'aide de leur vécu, à quel point certains troubles peuvent être liés à des situations vécues (puls oubliées) au moment de la naissance. Mémoire prête à remonter.
- 22 h 30 *Tirant d'air*.
Le magazine est consacré au violoniste et chef d'orchestre Emmanuel Krivine. *Confidences et musique*.
23 h *Journal*.
23 h 50 *C'est à lire*.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 6 h 45 *Télématin* (à 630, feuilleton : *Trois sans toit*).
10 h 30 *ANTIOPE*.
12 h *Journal et météo*.
12 h 10 *Jeu* : *L'Académie des neufs*.
12 h 45 *Journal*.
13 h 30 *Feuilleton* : *Les amours des années folles*.
14 h 45 *Aujourd'hui la vie*.
14 h 50 *Série* : *Fachoda*.
La mission Marchand, une page mouvementée de l'expédition française en Afrique.
15 h 40 *Reprise* : *Le grand raid*.
16 h 45 *Le Journal d'un siècle*.
17 h 45 *Révisé A2*.
18 h 30 *C'est la vie*.
18 h 50 *Jeu* : *Des chiffres et des lettres*.
19 h 15 *Émissions régionales*.
19 h 40 *Le théâtre de Boulevard*.
20 h *Journal*.
20 h 30 *D'accord, pas d'accord (INC)*.

Inutile de courir !
Vous avez tout votre temps.
La Samaritaine-Rivoli est
ouverte jusqu'à 20 h 30 (comme
tous les mardis et vendredis).

- 20 h 35 Cinéma : *Cours après moi shérif*.
Film américain d'H. Needham (1977), avec B. Reynolds, S. Field, J. Reed, J. Gleason, M. Henry, P. McCormick (Rédiffusion).
Pour toucher une forte prime, un cantonnier indépendant et son ami s'en vont chercher au Texas 400 caisses d'une bière interdite en Géorgie, qu'ils doivent transporter à Atlanta. *Burt Reynolds en héros intrépide et goguenard, un parcours mouvementé, une marée en furie, un shérif traqué, et la solidarité des gens de la route*.
- 22 h 15 Magazine : *Lire c'est vivre*.
Proposé et présenté par Pierre Dumayot, réalisés par Robert Bobet.
« Le Complexe de Broadway », de Damon Runyon. Pour aborder Damon Runyon, le chroniqueur des piliers de bars de Broadway, P. Dumayot a tout naturellement installé ses invités dans un bistro. Des longueurs mais aussi petites musiques et chuchotements.

23 h 15 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 17 h *Télévision régionale*.
19 h 55 *Dessin animé* : *Lucky Luke*.
20 h 5 *Les jeux*.
20 h 30 *D'accord, pas d'accord (INC)*.
20 h 35 Cinéma : *Manon des sources*.
Film français de M. Pagnol (1952), avec J. Pagnol, R. Pellegrin, R. Vattier, F. Sardon, C. Blavette, H. Poupin, M. Génat (N.).
La fable collective des habitants d'un village de Provence se trouve étalée au grand jour par la vengeance d'une jeune gardienne de chèvres vivant en sauvageonne dans la montagne. *Le problème de l'eau, l'indépendance aux terres, est à la base de ce film de conte, où la parole coule comme un fleuve, où la nature participe à une sorte d'épopée*.
- 22 h 40 Journal.
- 23 h 5 Cinéma : *Manon des sources (suite et fin)*.
0 h 55 *Prélude à la nuit*.

CANAL PLUS

- 7 h, 7/9 *Hill Street Blues* : 9 h 45, *Soap* : 10 h 10, *Robin des Bois* : 11 h 5, *Tout le monde se trompe*, film de J. Couderc : 12 h 30, *Cabon Cadin* (Pascal Pénelope) : 13 h 05, *Rue Carnot* : 14 h, *Eraserhead*, film de David Lynch : 15 h 30, *Le jeune marié*, film de B. Stern : 17 h 4, *Tubes et transistors* : 17 h 30, *Cabon Cadin* (Paul et les Drogues) : 18 h, *Jeu* : *TLC* : 18 h 40, *Jeu* : les affaires sont les affaires : 19 h 10, *Zébul* : 19 h 45, *Tout s'achève* : 20 h 5, *Top 50* : 20 h 30, *Ronde de nuit*, film de J.-C. Missiaen : 22 h 5, *Préface*, film de J.-L. Godard : 23 h 25, *Un justicier dans la ville*, film de M. Winner : 0 h 55, *Julio Iglesias en concert* : 1 h 45, *Document* : *Médecine* : les médecines de l'ère : 2 h 40, *Top 50*.

FRANCE-MUSIQUE

- 6 h, *Jacques Cartier* : le voyage imaginaire 1534-1984 : 7 h, *Le goût du jour* : 8 h 15, *Les enjeux internationaux* : 8 h 30, *Les chaînes de la connaissance* : le corps humain à travers les âges (et à 10 h 50 : *Uwe Johnson*) : 9 h 5, *La météo des astres* : le regard : 10 h 30, *Musique* : *Mémoires* (et à 17 h) : 11 h 10, *L'écrit des poètes et des écrivains* : la terre, moyen privilégié d'expression : 11 h 30 *Feuilleton* : *Le paysan parvenu* : 12 h, *Panorama* : *entretien avec M. Krivine-Vabromont* : à 12 h 45, *Le club de la presse* : à 13 h 30, *Révisé dans le piano* : 13 h 40, *Musique instrumentale* : *Michel Portal* : 14 h, *Un film, des voix* : *Raymond Abbado* : « La Fosse de Babel » : 14 h 30, *Dramatique* : *L'arbre aux oiseaux* et *Parole perdue* : 15 h 30, *Les mariés du théâtre* : *Métophénie*, le théâtre universitaire : 17 h 10, *Le pays d'ici*, en direct de Bayreuth : 18 h, *Schubert* : *Agave* : 18 h 35, *Tire la langue* : à 19 h 15, *Rétro* : à 19 h 25, *Jazz à l'ancienne* : 19 h 30, *Perspectives scientifiques* : 20 h, *Musique mode d'emploi* : le violon de Delacroix.
20 h 30 *Pour aller plus loin* : la poésie étrangère.
21 h *Charlotte Perriand ou l'art d'habiter*.
21 h 30 *Musique* : *Diagonales* ou l'actualité de la chanson française et étrangère.
22 h 30 *Nuits magiques* : séance tenante.

FRANCE-MUSIQUE

- 6 h, *Musique Noire* : 7 h 10, *L'imprévu* : magazine d'actualité musicale : 9 h 15, *Le média des musiciens* : *Carl Maria Von Weber* - l'instrument en représentation : 12 h 5, *Le temps de jazz* : *feuilleton* *Gil Evans* : 12 h 30, *Concert* : *œuvres de Vivaldi, Telemann*, par l'ensemble *Musica Antiqua* de Cologne. (39^e semaines musicales d'Ascom) : 14 h 2, *Reprises contemporaines* : 14 h 30, *Les concerts d'Orphée* : école classique : 15 h, *Les après-midi de France-Musique* : *Maurice Delage* : « Daller la-bas » : *œuvres de Delage, Emmanuel, Messiaen* : à 16 h 30, *Bertioz* à travers ses écrits : *œuvres de Berlioz, Mozart, Beethoven, Schumann, Stockhausen, Debussy, Boulez* : 18 h 2, *Accompagnement* : *œuvres de Diomidi, Bonouchevich* : 18 h 30, *Jazz d'aujourd'hui* : lecture au laser : 19 h 15, *Prémiers logs* : *Riccardo Stracciari*, baryton, interprète des airs de Donizetti, Meyerbeer, Verdi, Leoncavallo, Thomas, Catalani, Rossini : 20 h 4, *Ararat-concert*.
20 h 30 *Concert* : *Dans la nature*, *Carnaval*, *Othello*, de Dvornik : *Concerto pour piano et orchestre n° 1 en ré bémol majeur*, de Prokofiev : *Sinfonietta*, de Janacek par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. M. Janowski, sol. F.-J. Thiollier, piano.
22 h 30 *Les soirées de France-Musique* : *feuilleton* : *Zarah, Marlène et Hildegarde* : à 23 h 5 *Jazz club* (en direct du Petit Olympe).

LE VICE-MINISTRE SAOUDIEN DE LA DÉFENSE SE FAIT PRÉSENTER LE MIRAGE-2000

Le vice-ministre saoudien de la défense, le prince Abdul Rahman Ibn Abdel Aziz, est depuis lundi 18 mars en visite officielle en France, sur l'invitation de M. Charles Hernu.

Durant cette visite, dont la durée n'a pas été officiellement précisée, mais qui serait de cinq jours, le ministre saoudien ira rendre sur la base aérienne de Dijon, où est stationné un escadron de Mirage-2000. Il sera également reçu par le préfet maritime de Toulon, le vice-amiral Cagliardi, avant de monter à bord de la frégate saoudienne *El Medina* commandée par Ryad dans le cadre du programme Sawaï, qui prévoit l'achat à la France de quatre frégates du même type et de deux pétroliers-ravitailleurs d'escadre de 10 000 tonnes.

A Paris, les deux ministres devraient discuter du projet de l'Arabie saoudite d'acquiescer entre quarante et cinquante avions de combat Mirage-2000 au prix de 22 millions de dollars l'unité. Ce contrat, s'il était prochainement conclu, supposerait, en échange, la livraison de pétrole saoudien à la France à des conditions particulièrement favorables.

L'an dernier, Ryad a commandé à la France pour 4 200 millions de dollars de matériels d'armements anti-aériens (des missiles sol-air Shabine et des radars conçus par la société Thomson) qui sont installés sur des véhicules blindés.

MÉDECINE

La grève des internes... Les internes des centres hospitalo-universitaires poursuivent leurs réunions lundi 18 et mardi 19 mars pour décider de la reprise éventuelle de leur grève, en dépit des négociations engagées au ministère des affaires sociales. Le cabinet de Mme Georgina Dufoux a donné aux internes les garanties qu'ils demandaient sur le nombre de postes de chef de clinique à attribuer aux spécialistes, mais la discussion sur les salaires est beaucoup plus difficile.

Prélèvement du cœur d'un forcené abattu par des policiers... Le cœur de Gérard Guillemin, trente ans, abattu le 14 mars par des policiers qui s'étaient vu menacés par le sabre qu'il brandissait, a été prélevé à l'hôpital de la Pitié, puis greffé quelques heures plus tard sur un jeune malade de vingt-six ans. L'intervention, conduite par le professeur Christian Cabrol, a duré six heures. La famille de Gérard Guillemin avait donné son accord pour ce prélèvement. Le blessé se trouvait dans un état de coma dépassé.

PRESSE

La presse écrite, Canal Plus et le marché publicitaire... Le Syndicat de la presse parisienne, que préside M. André Audinot - président du conseil de surveillance du *Figaro* - s'inquiète, dans un communiqué, de l'autorisation donnée à Canal Plus d'augmenter son temps d'émission « en clair » et de rechercher un financement publicitaire. « Il serait illusoire de prétendre que la télévision est libre et, auparavant, le marché de la publicité est absorbé par les trois chaînes d'Etat et par Canal Plus », déclare le SPP, qui réclame l'élaboration d'un « cahier des compensations pour préjudices subis à concéder à la presse écrite pendant la période au cours de laquelle la pluralité de la presse sera mise en danger », et d'un « projet sur les modalités de privatisation d'une ou de plusieurs des chaînes existantes, que la TV par satellite rendra inévitable ». « En tout état de cause, il importe que le régime économique de la presse soit complété (...). De même, le système de compensation doit être élaboré sans tarder », ajoute le Syndicat, qui conclut : « Faut de prendre ces précautions élémentaires dans les mois qui viennent, la libre expression en France subira inévitablement des dommages irréparables ».

Le football à la télévision... TF 1 retransmettra en direct, le mercredi 20 mars, le match retour de Coupe d'Europe Bordeaux-Dnipro, à partir de 17 heures. D'autre part, Antenne 2 pourra retransmettre les matches de Coupe d'Europe, de Coupe de France et ceux de l'équipe de France que TF 1 ne retransmettrait pas. La direction d'Antenne 2 a fait savoir au président de la Ligue nationale de football (LNF) que la chaîne était d'accord pour payer un droit d'entrée dans le club des sociétés de télévision, ainsi nommé par le président de la LNF, Jean Sadoul. Des contacts ont été également pris avec la direction de FR 3, qui pourrait, à son tour, entrer dans le club.

Naissances

Christiane ROSSOLLIN, Jérôme BETH, Suzanne et Victor, ont la joie d'annoncer la naissance de

Constance,

le 10 mars 1985.

41, rue de la Duée, Paris-20^e.

M. André MAIREY et M^{me}, née Denise Desbrières, ont la joie d'annoncer la naissance de

David,

le 15 mars 1985.

28, rue Vauquelin, 75005 Paris.

Décès

Alain BERCAULT, sa compagne pendant soixante-deux ans, Jean-Jacques, Marié et Monique Bercault, ses enfants, Nicolas et Olivier Bercault, ses petits-enfants, tous sa famille. Et ses nombreux amis qui l'aimaient tant, ont l'immense chagrin d'annoncer le décès de

René BERCAULT, croix du combattant volontaire 1914-1918, médaille militaire, chevalier de la Légion d'honneur, survenu le mardi 12 mars 1985, dans sa quatre-vingt-septième année.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité familiale.

51, rue Borthier, 78000 Versailles.

M. et M^{me} Jean-Louis Blain, M. et M^{me} Jacques Terlin, M. et M^{me} Pierre Blain, leurs enfants et petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Paul A. BLAIN, croix de guerre 1914-1918, chevalier de la Légion d'honneur, survenu le 16 mars 1985 dans sa quatre-vingt-cinquième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Pierre de Gros-Caillois, Paris-7^e, le mercredi 20 mars, à 8 h 30.

9, avenue Elisée-Reclus, 75007 Paris. *Ingénieur arts et métiers et ESE, Paul Blain a été pendant la première guerre mondiale, un des pionniers des télécommunications radio. Il avait ensuite fait une longue et exceptionnelle carrière dans la sidérurgie.*

Suzanne Guillon, son épouse, Jacques et Alice Guillon et leurs fils, François et Annie Guillon et leurs enfants, Louis et Michèle Guillon et leurs fils. Sa famille, parents et amis, ont la tristesse de faire part du décès, à l'âge de quatre-vingt-six ans, de

Charles GUILLON.

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 21 mars, à 16 heures, en sa paroisse de Saint-François-Xavier.

18, avenue de Breteuil, 75007 Paris.

STERN
GRAVEUR
depuis 1840
Pour votre Société
papiers à lettres et
imprimés de haute qualité
Le prestige
d'une gravure traditionnelle
Ateliers et Bureaux :
47, Passage des Panoramas
75002 PARIS
Tél. : 236.94.48 - 508.86.45

L'Éducation
MARS 1985
ÉLEVER SEUL
SON ENFANT
EN VENTE CHEZ VOTRE
MARCHAND DE JOURNAUX
11,50 F

LA MESURE ARMAND THIERY

Costumes
à partir de 1.000 F 1.690 F
Vestes
à partir de 1.300 F 1.180 F
Pantalon
à partir de 550 F 465 F

On nous prie d'annoncer le décès, dans sa quatre-vingt-dix-huitième année, de

M. Lionel HUTCHINGS.

De la part de M. Gérard Hutchings, ses enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Michel Chesneau, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Didier Hutchings et leurs enfants. La cérémonie religieuse a été célébrée dans l'intimité familiale, en l'église réformée de l'Étoile à Paris, le 14 mars 1985.

16, avenue Sainte-Foy, 92200 Neuilly-sur-Seine.

Dinaud, M. et M^{me} Serge Borochovitch et leurs fils Patrick, M. et M^{me} Michel Borochovitch et leurs enfants, M^{me} Joëlle Le Goff et ses enfants, M^{me} Anne-Marie Le Goff et ses enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} veuve LE GOFF, née Marguerite Fillozat, survenue dans sa quatre-vingt-deuxième année.

Les obsèques religieuses ont été célébrées le jeudi 14 mars 1985 à Plerout (Ille-et-Vilaine) dans la plus stricte intimité.

39, avenue Eugé, 78600 Maisons-Laffitte.

58-60, rue Botzaris, 75020 Paris.

Paul Rumpf, Michèle, Francis et Frédéric Rumpf, Julie Montet, Françoise, Jean-Claude, Dominique, Maurice, Joëlle, Guy et Michel, Bertrand et Jacques Rumpf, Martine, Gérard et Louis, Jeanne et Gérard Montet, Sa famille et ses amis de Guillestre, Partinello et Paris, ont la tristesse de faire part du décès de

Blanche RUMPF, née Marchand, survenue le 6 mars 1985 en son domicile, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

L'incinération a eu lieu dans l'intimité au cimetière du Père-Lachaise, le 15 mars.

Cet avis tient lieu de faire-part.

23, rue Gazan, 75014 Paris.

M. et M^{me} Jean-François Ossude, M. et M^{me} Patrick Ossude, M. et M^{me} Henry-Georges Vignon, Comte et comtesse Philippe Keller, profondément touchés par les marques de sympathie qui leur ont été témoignées à l'occasion du décès de

M^{me} François OSSUDE, expriment ici leur profonde reconnaissance.

Jacques Roos, Paul et Madeleine Roos-Levy et leurs enfants, Et toute la famille,

très sensibles à l'amitié qui leur a été manifestée lors du décès de

M. Roger ROOS, prient tous ceux qui se sont associés à leur chagrin de trouver ici l'expression de leurs sincères remerciements.

Anniversaires

Il y a vingt ans, le 18 mars 1965, mourait

Jean VERPEAUX. Une pensée fidèle est demandée à ceux qui l'ont connu et aimé.

Communications diverses

Loge d'étude et de recherche Louis de Clermont, rite français traditionnel. Mercredi 27 mars, à 19 h 30. « Étude de la divulgation de Samuel Prichard (1730) ». Sur invitation LNF. BP 81-75160 Paris Cedex 04. Envoi de la Charte de la Maçonnerie traditionnelle libre sur demande.

Nos abonnés, bénéficient d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.



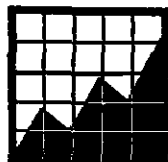
LA PETITE FILLE AU TAMBOUR

OFFRES D'EMPLOIS	La ligne	La ligne TTC
DEMANDES D'EMPLOI	104,00	123,34
IMMOBILIER	31,00	36,76
AUTOMOBILES	69,00	81,63
AGENDA	69,00	81,63
PROP. COMM. CAPITALUX	204,00	241,94

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	La ligne	La ligne TTC
OFFRES D'EMPLOI	69,00	81,63
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,16
IMMOBILIER	45,00	53,37
AUTOMOBILES	45,00	53,37
AGENDA	45,00	53,37

* Dégressivité selon surface ou nombre de parutions.



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Directeur de la distribution - VPC

salaire ouvert

Une solide formation de base (HEC, ESSEC...) et une expérience réussie dans la diffusion de produits de consommation non alimentaire et/ou d'équipement ont fait de vous l'HOMME DE LA COMMUNICATION sachant pratiquer A BON ESCIENT tous les moyens d'information qui peuvent déterminer et fidéliser les comportements d'achat d'une clientèle exigeante.

Votre parcours de carrière doit impérativement comporter une expérience opérationnelle de la Grande Distribution, ainsi que de la VPC (au niveau de la définition du plan de communication des publications).

Vous avez au moins 38 ans et vous êtes capable de prendre en charge la Distribution d'UN DES PLUS GRANDS DE LA VPC EN FRANCE, en contrôlant l'ensemble des moyens de communication dont vous disposez : catalogues, magazines, relations clients, tout en gérant des budgets et des effectifs TRÈS IMPORTANTS.

Votre dossier de candidature, s/réf. 84047/LM, sera examiné en toute confidentialité par notre Conseil.

Sonia Lifszyc

HAY Management

13 rue Alphonse de Neuville 75017 PARIS ☎ 267 44 64

Vivre dans les Alpes et tout près du Léman, n'est-ce pas un projet attirant pour un

directeur général

prêt à faire ses preuves dans une petite affaire industrielle (40 MF), connaissant des difficultés passagères, mais située sur un marché très porteur ?
Auprès d'un P.D.G. dynamique, au profil commercial, vous prenez la responsabilité de l'entreprise : animation des services techniques, organisation et gestion. Pour un ingénieur, ayant déjà été patron d'un centre de profit industriel, c'est une opportunité.
Une prise de participation est possible.

Notre consultante, Mme G. DILL, vous remercie de lui écrire (réf. 1044 LM).



ALEXANDRE TIC SA
7, RUE SERVIENT - 69003 LYON
PARIS - LILLE - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTec

Région Paris-Centre Ouest

Plus qu'un contrôleur de gestion l'adjoint du directeur de région.

Si vous voulez participer à toutes les décisions de direction d'une PME, rejoignez notre société (plus d'un milliard de francs de C.A.). Nous vous proposons d'être le gestionnaire de l'une de nos régions qui groupe 6 magasins.

Votre patron : le directeur de région, vous confie :

- une mission d'animation : vous participez aux recrutements, formez, animez, contrôlez les responsables administratifs de magasins ;
- une mission d'organisation : vous faites vivre, évoluez les méthodes et procédures (comptabilité, administration du personnel, informatique...).
- une mission de gestion : vos tableaux de bord, votre suivi budgétaire vous permettent de clarifier, de cerner les priorités, d'être un véritable moteur dans les prises de décision ;
- une mission de politique d'entreprise : vous participez pleinement avec le directeur de région aux définitions des orientations humaines, de gestion et... commerciales.

Vous êtes âgé d'au moins 28 ans, diplômé d'une école de commerce ou de gestion, vous justifiez d'une première expérience de gestionnaire au sein d'une PME qui répond bien à votre tempérament d'homme rigoureux. Vous aimez convaincre et influencer sur les événements.

Gilbert RAYNAUD, notre conseil, vous remercie de lui adresser votre candidature qu'il traite confidentiellement sous la référence 5131 LM en précisant votre salaire :

argos

DEPARTEMENT CONSEIL EN RECRUTEMENT
135, avenue de Wagram - 75017 PARIS - Tél. : (1) 227.96.49

PARIS - LILLE - MONTREAL

MIDI MEDITERRANEEEN TECHNOLOGIES DE POINTE

DIRECTEUR DE L'UNITE DE PRODUCTION

Notre entreprise, filiale d'un très important groupe, conçoit des produits et matériel de haute technologie. Nous recherchons le DIRECTEUR DE PRODUCTION de notre unité usinage et assemblage mécanique.

Agé de plus de 35 ans, vous avez une formation d'ingénieur mécanicien ou électromécanicien. Votre expérience en production a renforcé vos connaissances en gestion, votre compétence technique ainsi que votre goût des contacts humains aussi bien pour animer votre équipe que pour vos relations fonctionnelles au sein de l'entreprise.

A la tête d'une équipe de 80 personnes, vous dirigerez la production tant du point de vue humain que technique (gestion, coût, délais, qualité, etc.). Votre pratique de l'anglais vous aidera dans vos contacts techniques avec nos clients français et étrangers.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, lettre manuscrite, photo et prétentions), sous réf. 10727 (mentionnée sur l'enveloppe), à Média-System, 29 La Canetière, 13001 Marseille, qui transmettra.

Directeur de filiale

Produits de grande consommation

Nous sommes une société allemande spécialisée dans les articles de marque et bien implantée sur les marchés européens. Nos produits sont appréciés par des millions de consommateurs.

Nous recherchons, pour notre filiale de distribution française qui est en expansion (chiffre d'affaires supérieur à 100 millions de francs), le dirigeant qui sera à même, après une courte période d'adaptation, d'assurer la responsabilité totale du chiffre d'affaires, du résultat ainsi que du développement de la société. Il rendra compte directement à la maison-mère.

Les exigences liées à cette importante responsabilité requièrent un candidat, âgé de 35 ans au moins, présentant une forte personnalité, dominant les techniques du marketing de par son expérience et maîtrisant parfaitement la distribution de produits de grande consommation (alimentaires par exemple).

En plus d'une formation professionnelle basée sur le sens de l'analyse du détail et de l'action méthodique, nous attendons de ce candidat une grande capacité d'engagement personnel, une volonté de réussir certaine ainsi qu'un talent d'animateur s'appuyant sur des qualités plus générales d'homme de contact. Une excellente maîtrise de la langue française est bien entendu nécessaire ; des connaissances en allemand ou en anglais constitueront un avantage supplémentaire. Le niveau du poste justifie une rémunération au-dessus de la moyenne. La base de travail se situe à Paris.

Si vous vous sentez concerné par cette mission, nous souhaiterions vous rencontrer. Pour un premier contact, veuillez adresser votre dossier de candidature complet : CV, photo, certificats, prétentions et disponibilité sous référence FM 1122 à notre conseil qui vous garantira une totale discrétion :

PA

PA Personalberatung

Wiesbaden 27-29, 6000 Frankfurt (Main) 1, Tél. : 069/7109-0

Ein Unternehmen der PA Consulting-Gruppe

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer lieusement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit de « Monde Publicité » ou d'une agence.

INGÉNIEUR COMMERCIAL TRÈS HAUT NIVEAU

Venez nous rejoindre pour valoriser votre talent, votre expérience, vos ambitions en devenant le

DIRECTEUR DES VENTES

D'UNE S.S.L. LEADER DANS SON DOMAINE

La qualité de nos produits, le dynamisme de nos équipes et la souplesse de notre structure constituent une réelle opportunité pour un candidat à fort potentiel.

Ecrire sous réf. 306 à : C.E.E.P.
124, rue de La Boétie, 75008 PARIS.

Un important organisme de formation d'adultes de la Région Parisienne recrute pour juillet 1985 son

DIRECTEUR GÉNÉRAL

pour conduire la politique générale et assurer la représentation d'un organisme à caractère associatif ayant pour vocation la promotion sociale et professionnelle des adultes de bas niveau de qualification.

- Il aura à orienter et superviser le travail du siège et de onze centres de formation.
- Il négociera avec les pouvoirs publics et les partenaires sociaux l'évolution des actions de formation.
- Le salaire annuel sera de l'ordre de 114.000 F.
- Il est demandé aux candidats une première expérience et un fort potentiel en matière de direction, négociation, stratégie et relations sociales.

Les candidats devront adresser avant le 29-03-85 leur C.V. et une photo à RÉGIE PRESSE sous n° 202.785 M, 7, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

Diriger notre SAV : une fonction tremplin dans notre structure commerciale.

Nous sommes l'une des filiales d'un important groupe industriel et commercial français. Notre SAV (une véritable PMI d'une centaine de personnes) est implanté à ORLEANS dans notre unité de production d'appareils de cuisson (1 800 personnes). Partie intégrante de notre structure commerciale, sa vocation est d'assurer la meilleure qualité de services à notre clientèle : la grande distribution et des grossistes. Le patron que nous recherchons est un gestionnaire rigoureux, rompu à l'outil informatique. Il supervise et coordonne les achats et approvis, l'atelier de réparation, l'administration des commandes, le magasin pièces de rechange. (C.A. 30 M.F./an). Il sera jugé sur les améliorations qu'il apportera à ses services. Un ingénieur ou un Sup. de Co. d'environ 30 ans, ayant une expérience significative au sein d'un SAV, de préférence secteur Grand Public, devrait pouvoir assumer avec succès cette fonction dynamique qui lui servira de tremplin vers des responsabilités élargies. Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo, rémunération actuelle et souhaitée) sous référence 85466 M à



226, rue du Faubourg Saint Honoré 75008 PARIS.

SOCIÉTÉ DE GESTION ET D'ENTRETIEN D'IMMEUBLE PROFESSIONNEL EN CO-PROPRIÉTÉ BUREAUX ET ENTREPRISES

RECHERCHE POUR POSTE DE DIRECTION

COLLABORATEUR CONNAISSANCES TECHNIQUES ET RELATIONS HUMAINES, ANGLAIS ÉCRIT ET PARLÉ, AGE 40 ANS. RÉMUNÉRATION EN FONCTION DE L'EXPÉRIENCE. POSSIBILITÉ SELON MÉRITE D'ACCÉDER À DIRECTION GÉNÉRALE.

Ecr. n° 7.044 Le Monde Pub., services ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Centre universitaire offre à HOMME ou FEMME de profil universitaire (minimum maîtrise) :

— un poste de direction des formations ;

— un poste d'enseignant-chercheur (niveau maîtrise) ;

— un poste d'enseignant-chercheur (niveau maîtrise) ;

— un poste d'enseignant-chercheur (niveau maîtrise) ;

— un poste d'enseignant-chercheur (niveau maîtrise) ;

— un poste d'enseignant-chercheur (niveau maîtrise) ;

— un poste d'enseignant-chercheur (niveau maîtrise) ;

— un poste d'enseignant-chercheur (niveau maîtrise) ;

— un poste d'enseignant-chercheur (niveau maîtrise) ;

— un poste d'enseignant-chercheur (niveau maîtrise) ;

— un poste d'enseignant-chercheur (niveau maîtrise) ;

— un poste d'enseignant-chercheur (niveau maîtrise) ;

— un poste d'enseignant-chercheur (niveau maîtrise) ;

— un poste d'enseignant-chercheur (niveau maîtrise) ;

— un poste d'enseignant-chercheur (niveau maîtrise) ;

— un poste d'enseignant-chercheur (niveau maîtrise) ;

— un poste d'enseignant-chercheur (niveau maîtrise) ;

— un poste d'enseignant-chercheur (niveau maîtrise) ;

— un poste d'enseignant-chercheur (niveau maîtrise) ;

— un poste d'enseignant-chercheur (niveau maîtrise) ;

— un poste d'enseignant-chercheur (niveau maîtrise) ;

— un poste d'enseignant-chercheur (niveau maîtrise) ;

— un poste d'enseignant-chercheur (niveau maîtrise) ;

— un poste d'enseignant-chercheur (niveau maîtrise) ;

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Imaginons le futur ensemble

Ingénieurs électroniciens futurs managers de nos activités industrielles

GRENOBLE: NOTRE DIVISION ORDINATEURS PERSONNELS

se caractérise par une technologie de très haut niveau en constante évolution, des méthodes de fabrication performantes, un environnement international motivant (échange avec nos divisions américaines et européennes). Dans ce contexte, nous recrutons aujourd'hui les ingénieurs qui demain feront partie de nos équipes de direction.

Les postes ouverts aujourd'hui sont:

- Ingénieur production
- Ingénieur composants électroniques
- Ingénieur test
- Ingénieur process.

Après 1 à 3 ans, si vous avez fait vos preuves, nous vous proposons les postes suivants:

- Directeur d'une ligne de production
- Directeur de l'ordonnancement
- Directeur de l'industrialisation.

L'objectif de ces postes est essentiellement de vous amener à bien connaître une unité, son environnement, ses hommes; à travailler dans des équipes pluridisciplinaires et à mettre en valeur vos capacités d'analyse, de créativité, de négociation et de réalisation, ce qui vous permettra par la suite un choix de fonction de management très varié. Vous êtes diplômés d'une grande école d'ingénieur, vous avez de un à trois ans d'expérience et parlez couramment l'anglais. Ces postes sont basés à Grenoble.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature - CV, photo et prétentions - sous réf. GPCD/17/M en précisant le poste choisi, à Blandine Thiery, Service Recrutement, Hewlett-Packard France, 5 avenue Raymond Chanay, 38320 Eybens.

Hewlett-Packard France: le partenaire de vos ambitions **HEWLETT PACKARD**

Nantes

Dans le cadre de son développement, cette association d'assistance technique en comptabilité et gestion, intervenant auprès d'une cinquantaine d'organismes consulaires recherche un

JEUNE CADRE GESTION FINANCIERE

Il aura pour principale mission d'assister les organismes consulaires dans leur politique financière, afin d'optimiser la gestion de leurs disponibilités. Il analysera chaque situation et négociera les conditions bancaires, établira les prévisions de trésorerie, ainsi que les moyens de contrôle. Nous souhaitons rencontrer pour ce poste, des candidats âgés de 28 ans minimum, de formation supérieure comptable (E.C., D.E.C.S.) et ayant une expérience significative (3 ans) de la gestion financière et des négociations bancaires en secteur industriel.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous référence M 17/1078 G, à:

EGOR OUEST-ATLANTIQUE
15, rue Charles Monselet - 44000 Nantes.

PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUISSELDORF LONDON MADRID TOKYO **egor** MONTREAL

Angers

COORDINATION DE PRODUCTION

Cette société de 1600 personnes (400 millions de chiffre d'affaires), filiale d'un important groupe industriel allemand, est spécialisée dans la conception, la fabrication et l'entretien de biens d'équipement, recherche le responsable de son service Coordination. Rattaché au Directeur de Production, il sera chargé, en autorité sur une quinzaine de personnes, du lancement et du suivi des programmes de fabrication, de la gestion des stocks et des approvisionnements. Il assumera par ailleurs la responsabilité de la mise en place de la gestion de production assistée par ordinateur (GPAO).

Nous souhaitons rencontrer pour ce poste un jeune ingénieur mécanicien, diplômé d'une grande école, âgé de 28 ans au moins, et pouvant justifier d'une expérience industrielle, de trois années au moins, acquise en fabrication, dans des fonctions d'encadrement et d'organisation. Une première approche de la GPAO serait vivement appréciée. La pratique correcte de l'allemand ou, à défaut, de l'anglais, constituera un atout déterminant. La réussite à ce poste exige des qualités de rigueur et d'organisation, une bonne autorité naturelle, ainsi que de réelles aptitudes relationnelles.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous référence M 1/1029 J, à:

EGOR OUEST ATLANTIQUE
15, rue Charles Monselet - 44000 Nantes.

PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUISSELDORF LONDON MADRID TOKYO **egor** MONTREAL

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

emplois internationaux (et départements d'Outre Mer)

emplois internationaux (et départements d'Outre Mer)

GENERAL MANAGER PERFUMERY

MUSCAT

Over £35,000 P.A.
+ excellent benefits

A leading Omani Group, manufacturing an exclusive and expensive perfume, wishes to recruit a General Manager to head the operations of their Perfumery. He will report to the Chief Executive of the holding company.

The incumbent will be responsible for all aspects of the operations of the Perfumery including manufacturing, marketing and finance. In particular, he will be expected to contribute to and further strengthen the market position of the perfume both in the Gulf and international markets. He should be able to demonstrate a proven capability in creative and innovative marketing techniques and show a fresh and dynamic approach in establishing this prestigious project in the fiercely competitive world of perfumes.

Candidates should have a strong sales and marketing background with previous experience either in the Perfumery or Cosmetic Industry. A business management degree and an ability to understand the minds of the potential (Arab) customer are desirable.

Besides the salary indicated above, benefits include free furnished air-conditioned housing, a company maintained car, annual home leave (42 days per annum) with fares for self and family, free utilities, generous medical insurance etc. The entire package will be tax free.

Please air mail applications giving details of age, qualifications, experience and salaries drawn to:

The Chief Executive
P.O. Box 4086, Ruwi
Sultanate of Oman

All applications will be treated in strict confidence.

Bureau d'ingénieurs de SUISSE
romande spécialisé dans le domaine
routier désire engager un

INGÉNIEUR CIVIL diplômé

Ayant une bonne expérience des problèmes de
GÉOTECHNIQUE (études, laboratoire et chantier) liés
à la réalisation de projets routiers.

Cet ingénieur devra être capable d'assumer de manière
très autonome la responsabilité du fonctionnement d'une
de nos succursales situées dans une région de Suisse
romande offrant d'importantes perspectives de développe-
ment de nos activités.

Sem. de 5 jours, avantages sociaux, voiture d'entreprise.
Ecr. s/r 7.042 le Monde Pub. service annonces classées,
5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Importante société recherche
pour ses chantiers à l'étranger

Animateur

25 ans minimum. Expérience
villages vacances souhaitée.
Adressez C.V. complet, sous la
réf. 3438/LM, à MEDIA P.A.,
9, bd des Italiens, 75002 PARIS,
qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
d'INGÉNIEURIE
recherche
UN INGÉNIEUR HYDRAULICIEN
(SÉLECTIONNÉ PAR LE
pour suivi et contrôle de tra-
vaux sur matériel électroméca-
nique, consultations et matériel
d'irrigation pour Madagascar,
d'une durée prévisionnelle de
six mois.
Expérience souhaitée.
Ecr. s/r 7.040 le Monde Pub.
service ANNONCES CLASSÉES,
5, rue des Italiens, 75008 Paris.

C.M.P.E. recrute des CHARGÉS D'INFORMATION POUR ANIMER DES CENTRES D'INFORMATION RÉGIONAUX

NOUS SOUHAITONS:

- Connaissance des problèmes d'information locale (élus, autorités administratives, presse locale, population, etc.);
- Expérience réussie auprès de collectivités ou organismes publics en qualité de responsable de communication;
- Capacité de concevoir, préparer et organiser des actions d'information, et en assurer le suivi.

NOUS OFFRONS:

- Un poste passionnant en province, en relation avec une équipe de professionnels jeune, dynamique et performante;
- Une possibilité d'évolution dans le poste ou sur Paris en fonction du succès de l'intervention et des opportunités de développement du groupe;
- Une rémunération attractive tenant compte de l'expérience et de l'efficacité.

Si vous êtes passionné (e) par la communication et libre immédiatement, écrivez sous référence CIV/RP. Sotnick BEVAN, C.M.P.E. 59, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS.

CARRIERE BANCAIRE

Une grande Banque Internationale
recherche
pour son Réseau de Province

Un exploitant confirmé CLIVV

connaissant bien la clientèle Grandes En-
treprises et les opérations avec l'Etranger.
Trois ans d'expérience réussie comme
Directeur d'Agence dans le Midi débou-
chant sur de larges responsabilités au
sein du réseau international.

Adressez C.V. + photo sous réf. 4644/MS à
M. PANEL - 158, rue du Théâtre
75015 PARIS (qui transmettra)



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Ingénieurs chefs de projet

Organisation - traitement de l'information - logistique - Parce qu'il s'appuie sur des technologies nouvelles contribuant à l'optimisation constante du service à la clientèle et à l'amélioration des niveaux de productivité, le secteur de la VPC est appelé à faire évoluer en permanence ses systèmes d'information, d'organisation administrative et d'exploitation industrielle. A des ingénieurs diplômés, soucieux de voir leur carrière évoluer dans un tel environnement, un des grands de la VPC offre une opportunité de carrière. En tant que chefs de projet, ils auront, en concertation avec les différents secteurs de l'entreprise, à conduire l'analyse, la conception, la mise en œuvre et le contrôle d'applications organisationnelles et informatiques novatrices. Les carrières de ces chefs de projet se poursuivent dans des services de production, marketing, contrôle de gestion... Pour ce poste, nous souhaitons rencontrer des ingénieurs diplômés grandes écoles (Centrale, AM, IDN, ISEN ou équivalent) ayant acquis, si possible, une première expérience dans une fonction étude-organisation. La politique salariale de cette entreprise, dont le siège est basé en métropole Nord, saura motiver des candidats de valeur. Ecrire à J.P. FRAY en précisant la référence A/4721M.

PA

19, Résidence Flandre - 59170 CROIX - Tél. (20) 72.52.25
Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

IBM

France

recherche pour son
Centre d'Etudes
et Recherches
près de Nice

**Jeunes
Ingénieurs
H/F**

Notre Centre d'Etudes et Recherches situé à La Gaude, près de Nice, souhaite renforcer ses équipes dans le domaine du **développement de ses produits de télécommunication** (contrôleurs de communication, convertisseurs de signaux, réseaux).

Il fait appel à des
INGENIEURS GRANDE ECOLE

(X, ESE, ENST, ECP, ...)

• **CONFIRMES**

Ils ont une expérience de 2 à 5 ans dans le développement de produits avec utilisation des technologies VLSI.

• **DEBUTANTS**

Ils sont intéressés par les activités de développement de logiciel ou de matériel de télécommunication.

Les personnalités de valeur pourront accéder à des responsabilités techniques et humaines à haut niveau, au sein de la Compagnie.

Ces postes comportent des possibilités de détachement aux Etats-Unis et impliquent une bonne connaissance de l'anglais.

Merci d'adresser C.V. détaillé sous référence M18/2 à l'attention de :
Louis SAHUC - Service du Personnel - IBM France - 06610 LA GAUDE

THOMSON SEMICONDUCTEURS

De l'élaboration du silicium monocristallin aux transistors hyperfréquence en passant par les technologies de diffusion les plus fines, notre usine de TOURS est au cœur des techniques avancées. Nos résultats, nous les devons aussi à la qualité de nos équipes qui ont su mettre en place les méthodes d'organisation et de gestion les plus performantes. Nous proposons à un **JEUNE DIPLOMÉ GRANDE ÉCOLE A FORT POTENTIEL** de nous rejoindre. Le poste à pourvoir à l'ordonnancement central, charnière entre le marketing, la production et la clientèle, est une position-clé dans l'entreprise. Il confère une pratique des mécanismes de l'organisation et de la gestion qui met sur la ligne de départ pour des fonctions de management. C'est une opportunité pour un diplômé d'une école d'ingénieurs ou de commerce, débutant ou avec première expérience industrielle, attiré par les fonctions d'organisation et de gestion. Il faut parler anglais couramment.

Si en plus vous avez une mentalité de "challenger", venez rejoindre notre équipe et écrivez à notre conseil

CORT

Maysee PERCHE vous remercie de lui adresser votre CV avec photo, s/réf. 3069M à CORT, 65, av. Kléber, 75116 PARIS.

**THOMSON
SEMICONDUCTEURS**

**Gillette
France**

ANNECY

recherche, pour son département
audit opérationnel

AUDITEUR INTERNE

De formation Ecole Supérieure de Commerce, vous possédez le DECS et éventuellement des certificats supérieurs d'expertise comptable. Vous avez acquis une expérience de 2 ans minimum dans une fonction similaire ou dans un cabinet d'audit anglo-saxon. L'anglais écrit et parlé est indispensable. Le poste est basé au siège à Annecy (Haute-Savoie). Le candidat pourra évoluer ultérieurement vers d'autres postes de responsabilités dans les divers secteurs du groupe. Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et références à la Direction du Personnel, Gillette France, BP 26, 74010 Annecy.

ADJOINT/DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Belfort

Situé aux tous premiers rangs des fabricants de peinture française, le Groupe, avec 1.100 personnes commercialisées au travers de ses filiales de distribution une large gamme de produits de second œuvre du bâtiment.

Le Directeur Administratif et Financier actuel cherche aujourd'hui pour le succéder dans ses tâches son Adjoint à qui il donnera une large part de responsabilités, en interface entre les services financiers et les services commerciaux.

Jeune et équilibré, le candidat sera capable de s'impliquer personnellement et sera reconnu, par sa personnalité, de qualité de meneur d'hommes. Ses contacts avec les divers services concernés seront faits de fermeté et de diplomatie. Environ 32 ans. Expérience minimum de 6 à 7 ans. Formation ESCA ou équivalent avec option financière.

Adresser CV détaillé sous réf. 652/02M à

**France
Finances** 22, rue Saint-Augustin 75002 Paris.

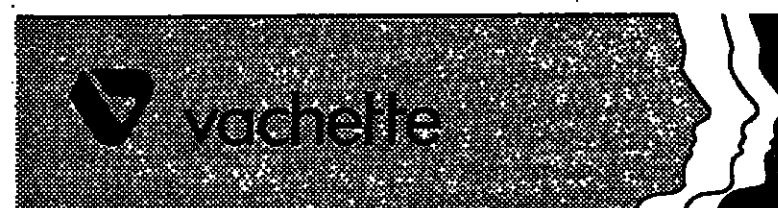
SOREP MICROÉLECTRONIQUE
entreprise de technologies à forte croissance
RENNES, PARIS, HOUSTON / 230 personnes
circuits hybrides et réseaux prédéfinis

Faites équipe avec nous !
nous recherchons (H/F)
**INGÉNIEUR
ÉLECTRONICIEN
ORIENTÉ MARKETING**

voire mission : à partir de l'analyse des perspectives d'utilisation de composants, définir les cahiers de charges d'une nouvelle ligne de produits catalogues, accompagner leur conception et leur démarrage commercial.

vous devez : une formation d'ingénieur électronicien, quelques années d'expérience, le souhait de travailler dans une équipe jeune et motivée.

Merci d'adresser votre candidature à : SOREP S.A.
Service du Personnel - B.P. 5 / 35220 CHATEAUBOURG



Premier fabricant français de serrures, en fort développement sur le marché français comme à l'exportation, recherche son

CHEF DU PERSONNEL

Rattaché au Directeur Général de la société, il sera responsable de l'ensemble du personnel (1200 personnes) réparti en trois établissements.

Sa mission consistera à mettre en place la politique de gestion du personnel (politique sociale, formation, promotions, politique salariale, ...) et à contrôler son exécution dans chacun des établissements.

Il prendra en outre une part active dans la détermination de certaines normes de production.

Ce poste s'adresse à un homme ayant exercé une fonction similaire pendant au moins 10 ans dans une industrie de main-d'œuvre.

Le poste est basé à Troyes. De nombreux déplacements sont à prévoir.

Merci de nous adresser CV, photo récente et rémunération actuelle au réf. 808 125 M (à mentionner sur l'enveloppe).

Département Industrie

BKC BERNARD KRIEF CONSULTANTS
PARIS-NEW YORK 115, rue du Bac - 75007 PARIS.

Conseil et Formation LYON

Nous sommes une équipe de Conseils en Formation d'une dizaine de personnes, fondée en 1973.

Nous intervenons dans les Entreprises, moyennes et grandes, sur le territoire national.

Nous recherchons celui qui viendra renforcer notre équipe. Il sera chargé progressivement de plusieurs missions :

- Animer des sessions de formation (au départ : Encadrement, Groupes de Progrès) ;
- Créer de nouvelles actions de formation ;
- Conseiller les directions d'entreprises sur leur politique de formation.

Vous avez au moins 30 ans, une formation initiale minimum Bac + 4, une expérience de terrain dans un poste à responsabilité hiérarchique d'au moins 5 ans, une motivation pour les problèmes humains de l'Entreprise.

Envoyez-nous votre C.V. :

faral

104, bd du 11 Novembre
69100 VILLEURBANNE

Nous renforçons notre division achats
par un spécialiste, pour un poste
à la fois d'étude et de terrain.
Nous recherchons :

UN CADRE ACHATS NEGOCIATEUR DE CONTRATS

Vous devrez élaborer et faire approuver les contrats d'achat liés à des projets importants : dans un contexte de développement (études, réalisation de prototypes...), de sous-traitance à des prestataires de service (frais généraux, instituts de recherche, SSII, sociétés engineering).

Vous devrez orienter et conseiller nos interfaces techniques internes dans toutes études de marché. Vous aurez à terme à mettre en place des contrats types.

Vous êtes cadre confirmé, de formation commerciale ou technique, vous avez des compétences juridiques et vous connaissez le marché des prestataires de service. - Anglais souhaité. Ecrivez-nous :

Bull Périmériques
P. Fabry
Service Recrutement
6, avenue des Usines
90001 Belfort

Bull

Jeune Ingénieur
Méthodes Industrielles

Banque
Populaire

Ingénieurs
chefs de projet
Informaticiens de
BSA, ESI, DI

Chef compt
Provence

I.G. Conseils

مكتبة النخيل

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

**Jeune Ingénieur
Méthodes Industrialisation**

170.000 +

Becage Vendée. Filiale performante d'un groupe renommé (35.000 personnes), nous concevons, fabriquons et commercialisons des biens de consommation durables "Grand Public" dont les marques à très forte notoriété bénéficient d'un important soutien publicitaire. Notre Centre de Recherche, notre Laboratoire et notre outil de production sont parmi les plus modernes d'Europe. Issu d'une grande Ecole d'ingénieurs, vous avez acquis de bonnes connaissances en électricité, automatique et robotique, ainsi qu'une première expérience dans l'industrie (si possible dans un Service Méthodes ou Fabrication). Au sein d'une Unité de production, vous serez responsable du développement des nouveaux produits d'industrialisation et de la maintenance de l'outil. D'importants investissements sont en cours; vous en assurerez la gestion et étudierez de nouveaux projets. Outre la rémunération, qui est intéressante, nous offrons à un candidat de valeur d'importantes perspectives d'évolution au sein de notre Société (2000 personnes) et de notre Groupe. Une fonction de Chef d'Unité de Production est d'ores et déjà envisageable pour un ingénieur à fort potentiel. Le poste à pourvoir est situé dans une ville très agréable de l'Ouest de la France à proximité de la mer.

ORION, à qui nous avons confié ce recrutement, vous garantit une discrétion absolue et vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous la réf. M503366 en précisant si vous le désirez les sociétés auxquelles vous ne souhaitez pas qu'il soit transmis.

35, rue du Rocher 75008 Paris



**ingénieur commercial
(chimiste ou physicien) basé à Grenoble-38**

Réf. 389.19/A

Rattaché à l'agence que nous ouvrons à Grenoble, vous développerez la vente de systèmes d'analyse de gaz de haute qualité. Vous interviendrez dans les principaux secteurs de l'industrie et de la recherche scientifique de la moitié Sud de la France en bénéficiant de l'assistance technique nécessaire.

Vous êtes, de préférence, titulaire d'un diplôme d'ingénieur, vous avez une bonne connaissance de l'allemand ou l'anglais et vous pouvez vous prévaloir d'une expérience de la vente de produits industriels.

**cadre technico-commercial
basé à Valence-26**

Réf. 389.19/B

Vous intensifiez notre action commerciale dans le domaine des pompes à vide en pénétrant le marché des industries du Sud-Est de la France. Nous vous dispensons une formation et vous apportons également l'appui de notre service technique implanté dans la région.

Vous êtes âgé de 25 ans minimum, vous avez reçu une formation supérieure en mécanique et vous avez acquis une première expérience dans un service technique ou dans une équipe de vente de produits industriels.

Nous vous remercions d'écrire, en précisant la référence, à Hélène REFREGIER qui étudiera votre candidature à titre confidentiel.

SERTI 49, av. de l'Opéra
75002 PARIS

Banque Populaire Auvergne et Corrèze

recherche, pour les associer à son développement :

**UN (E) RESPONSABLE D'EQUIPE
DE CHARGES DE RELATIONS
ENTREPRISES**

au sein de la principale agence de la Haute-Loire (L.E.P.O.Y.)

Mission :
- Gestion et développement d'un portefeuille d'entreprises;
- Animation de l'équipe de chargés de clientèle.

Le candidat devra posséder une bonne expérience bancaire acquise auprès d'une clientèle d'entreprises. CE POSTE PREPARE A DES FONCTIONS DE DIRECTEUR D'AGENCE DANS LA CIRCONS-
SCRIPTION DE LA BANQUE.

La classification et la rémunération seront fonction de l'expérience acquise et en rapport avec le poste proposé.

**CANDIDAT (ES)
A FORT TEMPERAMENT
COMMERCIAL**

- Expérience bancaire;
- Capable d'animer une équipe de chargés de relations particulières ou entreprises;
- Postes localisés en HAUTE-LOIRE ET EN CORRÈZE ET OFFRANT DES PERSPECTIVES DE CARRIERE ULTERIEURES DANS LA REGION AUVERGNE ET LIMOUSIN.

Candidature manuscrite accompagnée d'un C.V. détaillé, photo, rémunération actuelle et prétentions à adresser à :

Direction des Relations Humaines
BANQUE POPULAIRE AUVERGNE ET CORRÈZE
18, boulevard Jean-Moulin, 63002 CLERMONT-FERRAND CEDEX.

**Ingénieurs
chefs de projets
Informatique de gestion
INSA, ENSI, DEA...**

Var - Côte-d'Azur

Etablissement de 8 500 personnes travaillant dans un secteur de techniques de pointe, nous recherchons 2 ingénieurs spécialisés en informatique de gestion.

Intégrés au Centre d'Etudes Informatiques d'un service doté de moyens puissants, vous serez les maîtres d'œuvre de projets qui vous seront confiés et qui concerneront la gestion interne de notre établissement.

Vous participerez également aux décisions, quant au choix de matériels et de logiciels devant répondre à nos besoins.

Les liaisons permanentes avec les différents groupes du service (Traitement, Systèmes, Méthodes...) ainsi qu'avec les promoteurs de projets, fournisseurs et utilisateurs requièrent des capacités relationnelles certaines.

Des connaissances complémentaires en bureautique et télématique seront appréciées.

Merci d'adresser lettre man., C.V., photo, s/réf. 8515/LM, à Jacques Carloti - CA Evolic - La Bastide Blanche, B5 - 13127 VITROLLES, qui traitera confidentiellement les candidatures.

CAPEOR

PARIS - LYON - AL-MARSEILLE - NANTES - CAEN
ANGERS - BREST - MONTLION - MONTPELLIER - NIMES - QUIMPER - RENNES

Chef comptable

Provence

Société industrielle de taille moyenne (900 personnes - 900 millions de C.A.) et en développement constant, nous recherchons, en vue du départ à la retraite prochain de l'actuel titulaire, notre chef comptable.

Responsable de la comptabilité générale jusqu'aux bilans, des comptes d'exploitation, de la comptabilité analytique pour 3 centres de production et des déclarations fiscales, il devra assurer l'encadrement d'une équipe de 6 personnes dont il aura le souci du développement professionnel constant.

Il devra, en outre, dans le cadre de ses attributions, contribuer activement à un effort de coordination avec les services informatiques et de gestion.

Le candidat, âgé d'au moins 35 ans, sera impérativement de formation supérieure comptable (DUT, DEC., ...) et disposera d'une connaissance technique assez large de la fonction incluant une première expérience d'encadrement, acquise de préférence dans le secteur industriel.

Merci d'adresser votre candidature avec C.V., photo et prétentions à :

LG Conseils

18, rue E.-Delangle - 13006 MARSEILLE

LE LEADER DE L'IMMOBILIER DE LOISIRS
recherche pour sa filiale de la Côte d'Azur

**UN RESPONSABLE
DE PROGRAMMES**

qui devra s'intégrer à une équipe déjà constituée dans laquelle il assurera l'ensemble des missions de la promotion immobilière, de la recherche foncière au traitement des décomptes définitifs.

Pour ces fonctions aussi bien commerciales que financières, administratives et techniques, une expérience d'au moins trois ans dans une entreprise de promotion est nécessaire.

NIVEAU D'ETUDES REQUIS : diplôme d'enseignement supérieur type ESSEC, ESTP ou équivalent.

Adressez lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous n° 7.030 à la Monde Publiée, service annonces classées, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

SAGE-FEMME CHEF

vacant
au Centre de Recherche
LUCIEN HUSSEL
à VIEUX-LEZ-TOURNAI

Poste réservé par mutation aux sages-femmes titulaires des établissements publics hospitaliers ayant atteint le 6^e échelon de leur grade.

Les candidatures avec curriculum vitae détaillé sont à adresser à M. le Directeur, BP 127, 38200 Vienne.

**CONSTRUCTION
AERONAUTIQUE**

Excellente opportunité dans le Sud de la France. Sous-traitant aéronautique recherche cadre supérieur production, expérimenté, formation aéronautique. Sera second à la tête usine de production technologie de pointe, en croissance rapide, implantée dans ville agréable. Doit être citoyen français, bilingue anglais. Connaissances production, méthodes, contrôle qualité en ingénierie industrielle/production. Poste requiert solides compétences d'encadrement et expérience industrie aéronautique.

Env. s/n° 8.738 la Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Village de vacances tourisme social, situé en Auvergne (Puy-de-Dôme), recherche pour saison d'été et hiver 85/86 son

**RESPONSABLE
D'ANIMATION**

Durée d'emploi : 11 mois et complémentaires. Homme ou femme âgé au minimum de 25 à 30 ans, ayant dans la responsabilité plusieurs années d'expérience d'animation en village de vacances. Capable de diriger et d'organiser le travail d'une équipe de 10 animateurs dans des secteurs comme :

- L'animation générale;
- L'animation sportive;
- L'animation enfants;
- Les travaux manuels;

Assurez l'entretien d'un budget de 150.000 F. Les candidats ou candidates doivent obligatoirement posséder une formation musicale, chant, instruments.

Env. s/n° 7019 la Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

LABO CHRIS dispose

BOUSTES OFFRE pour préparation thèse physique-chimie matériaux-catalyse.

Domaine de recherche : FIBRES OPTIQUES. Ecrire à G. Clouet, C.R.M., 6, rue Boussingault, 67083 Strasbourg Cedex, tél. (03) 61-15-15.

Société de forge et d'estampage région Est recherche

**RESPONSABLE
EXPORT**

soit un ingénieur métallurgie ayant le goût et l'expérience du commercial.

soit un Commercial de formation supérieure ayant l'expérience de la vente de biens industriels à l'exportation.

Anglais indispensable. Allemand souhaitable. Adressez CV et prétentions à PROFILES, 43 rue Vineuse, 75016 Paris, sous réf. CC 219.

**INGENIEUR SPECIFICATION
TECHNIQUE D'ACHAT
D'IMPRIMANTES**

Au sein d'un département qualité nous vous offrons un poste à la fois d'étude et de terrain où vous aurez des responsabilités de rédaction de spécifications techniques d'achat, de négociations des termes de ces spécifications avec les fournisseurs, de relation avec les produits planning système, et de synthèse des évaluations faites au sein de ce département. Vous devrez acquérir les connaissances de l'état de l'art des technologies et les tendances d'évolution du marché des imprimantes.

Vous êtes ingénieur généraliste avec une expérience industrielle de 5 ans de préférence sur matériel informatique, vous maîtrisez l'anglais technique parlé et écrit, vous êtes autonome et rigoureux dans vos actions (quelques déplacements France/Etranger). Venez nous rejoindre en Franche-Comté, écrivez-nous à :

Bull Périphériques
P. Fabry
Service Recrutement
6, avenue des Usines
90001 Belfort





emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Des responsabilités immédiates pour un jeune ingénieur

Filiale du Groupe Luchaire, NCS dispose à 20 km de Rouen d'une unité de fabrication en plein développement. L'ingénieur, que nous cherchons pour cette usine, est débutant ou 1^{ère} expérience et possède une formation A et M ou école d'électricité. Il prendra la responsabilité d'une chaîne de fabrication et sera rapidement orienté vers des missions plus larges le conduisant dans un délai relativement court à la direction de notre établissement. Nous souhaitons trouver chez vous ambition, stabilité, sens des responsabilités et compétence.

Si nous sommes exigeants, c'est que l'opportunité offerte, est rare. Pour l'exploiter avec nous, adressez lettre manuscrite et CV, à :

GESTION ET METHODES, CONSULTANTS D'ENTREPRISES
1 bis, place du Commerce,
MEMBRE DE SYNTIC

THOMSON-TITN

recherche pour son DEPARTEMENT COMMUNICATIONS

JEUNE INGENIEUR COMMERCIAL

Vous vous êtes familiarisé avec le secteur de l'informatique des communications lors d'une première expérience. Vous recherchez un poste évolutif vous permettant à terme de confronter votre savoir-faire aux challenges commerciaux qu'offre l'export, et bien sûr, vous maîtrisez la langue anglaise.

Nous vous proposons de rejoindre notre équipe chargée de vendre des systèmes de messagerie électronique.

Assurant l'interface entre des responsables de haut niveau et nos ingénieurs, vous seconderez dans un premier temps un commercial « senior » pour peu à peu prendre des responsabilités dans la recherche de nouveaux marchés.

Merci d'adresser lettre, C.V., photo et prétentions à
Madame CHARTIER - THOMSON-TITN
1 à 5, rue Gustave Eiffel - 91420 MORANGIS - sous la réf. C / C.

Si vous avez envie de mettre le cap plein sud et si vous possédez, outre le sens du management, les qualités d'un

Chef des services Comptable, Administratif et Financier

alors, sachez que l'Agence de Marseille d'une importante Société Maritime d'armement, d'ailleurs, de transport et de consignation recherche son candidat.

- Vous avez le D.E.C.S. ou l'Expertise Comptable ou ... les deux.
 - Vous êtes familiarisé avec l'informatique.
 - Vous maîtrisez l'Anglais.
 - Vous avez une expérience réussie de management (si possible dans le secteur maritime).
 - Vous êtes partant pour la cité phocéenne, alors... nous vous attendons.
- Adressez lettre manuscrite et CV sous réf. 4408M à notre Conseil Nicole WEERTS

Impact Développement

Monnaie Commercial Building, 38 rue de Lisbonne 75008 PARIS

Spécialiste de rang international dans les études et réalisations d'équipements électriques, de systèmes de contrôle-commande, d'automatismes industriels renforce son action dans les régions PROVENCE - COTE D'AZUR et RHONE-ALPES et recherche

2 INGENIEURS RESPONSABLES D'AFFAIRES

Ayant acquis une bonne maîtrise de la conception et réalisations d'affaires dans les domaines industriels et tertiaires relatifs à l'électricité, à l'instrumentation, et aux automatismes.

Ces postes conviennent à des hommes de terrain capables d'autonomie et souhaitant valoriser leurs expériences tant technique que commerciale ou sein d'une implantation régionale dynamique.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. 7331 à
CONTESSÉ PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra,
75040 Paris cedex 01, qui transmettra.

CONTESSÉ TELEMARKETING : UTILISEZ VOTRE MINUTE, 01 50 50 50 50

SOCIÉTÉ MATÉRIEL MÉDICO-CHIRURGICAL

recherche

responsable production

Placé sous la responsabilité du Directeur d'Usine, il assurera la gestion de la production, l'amélioration de la productivité et de la qualité.

Il attachera une importance toute particulière aux relations humaines et à la sécurité dans son service.

De formation Ingénieur mécanique, niveau ENSI, il possèdera impérativement une première expérience en production 2 à 3 ans. Anglais indispensable.

Ce poste est basé dans la région Chartres/Rambouillet

Adressez CV, photo et prétentions sous réf. 53259 à
PROJETS 12, rue des Pyramides 75001 Paris
qui fera suivre en toute discrétion.

Société Leader Mondial d'Équipements Electromécaniques et Automatiques en forte expansion en HAUTE-SAVOIE, proche de GENÈVE recherche

ADJOINT RESPONSABLE METHODES CHRONOMETREUR - ANALYSEUR-GAMMISTE

Pour études de temps, préparations et modifications de postes de travail et gammes.

- BTS/DUT électromécanique et/ou mécatronique.
- Formation et expériences indispensables en électronique et MTM (pour assemblage de composants), si possible dans société de matériel électromécanique.

Adressez lettre man. C.V. et salaire actuel sous réf. 40.858 à CONTESSÉ Publicité, 74, rue Bécheweil, 69363 LYON Cedex 07, qui transmettra.

Provence
Chef du service achat

Notre société est spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de produits agro-alimentaires. Face à notre développement (CA 350 millions de F) nous CHERCHONS la fonction de Chef du Service Achat.

Ce poste conviendrait à un candidat de formation supérieure (DESS, ESA ...) justifiant d'une expérience réussie de la fonction dans les milieux agro-alimentaires et idéalement il aura éprouvé ses qualités d'organisateur et de négociateur.

Responsable devant le Directeur d'usine d'un budget de 200 millions de F, vous vous documenterez en permanence sur les marchés correspondants et rechercherez les meilleurs fournisseurs. Vous négocieriez au mieux les contrats d'achats des matières premières tout en respectant les critères de qualité définis par notre laboratoire. Enfin, vous devrez assurer la vente des sous produits.

Envoyer votre candidature (lettre manuscrite, CV et photo) sous réf. 10685 (mentionnée sur l'enveloppe) à Média-System, 29 La Canebrière, 13001 Marseille, qui transmettra.

VALLEE DU RHONE
PMI à taille humaine, spécialisée dans une technologie de pointe produisant des équipements industriels alliant la mécanique, l'électronique et l'informatique, filiale d'un groupe français à rayonnement international crée le poste suivant:

Ingénieur électronicien méthodes

Nous accueillerons un jeune ingénieur possédant une première expérience significative de l'industrie et souhaitant évoluer dans une petite cellule méthodes d'industrialisation. En liaison étroite avec les B.E., il optimisera les processus de fabrication et mettra en oeuvre des nouveaux moyens de production dans le domaine de produits à dominante électronique. Evolution possible vers la production.

Ecrire au CABINET GATIER, 32 Rue Barrière 69006 LYON, sous réf. 600 M.

Cabinet Gatier

CENTRE D'ETUDES JURIDIQUES LYON

recherche pour son service consultations

UN SPECIALISTE CONFIRME EN FISCALITE ET DROIT DES SOCIETES

Envoyer C.V. et prétentions à CRIDON, 59 bis, rue de Créqui 69452 LYON Cedex 06.

ITT

COMPOSANTS ET INSTRUMENTS
Division Instruments METRIX

dans le cadre de son développement technologique recherche pour son centre d'études

INGENIEURS ELECTRONICIENS

Ayant une expérience en circuits logiques, application des microprocesseurs et micro-informatique, et/ou ayant une expérience en circuit analogique haute fréquence.

INGENIEURS MICRO-ELECTRONICIENS

Ayant une expérience en conception de circuits intégrés C MOS, analogiques et numériques.

Les candidats (H/F) diplômés Grandes Ecoles, auront à travailler sur des projets complexes avec des ingénieurs plus spécialisés et devront faire preuve d'une grande faculté d'adaptation aux problèmes posés. Le goût et la capacité des candidats à prendre la responsabilité de projets et à assurer l'animation d'équipes de développement seront pris en considération. La pratique courante de la langue anglaise est nécessaire.

Adressez lettre manuscrite, CV et prétentions en précisant la référence à METRIX Monsieur CARRIER - BP N°90 - 74010 ANNECY Cedex - Discretions assurées.

Ingénieurs Grandes Ecoles H/F

Filiale de l'un des plus grands groupes industriels français, notre société conçoit et fabrique des produits hautement spécialisés, de renommée mondiale. Pour faire face à l'accroissement de ses activités, la Direction des Etudes et du Développement renforce ses équipes et recrute pour l'un de ses centres situé à 120 kms Sud de Paris.

Ingénieurs Débutants Centrale ou équivalent pour devenir Chef de Programme et diriger une cellule de travail. Réf. 213.

Ingénieur AM possédant quelques années d'expérience en fabrication mécanique ou BE pour prendre la responsabilité des études métallurgiques et conduire une petite équipe. Réf. 214.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, CV et prétentions en précisant bien la référence du poste choisi à notre Conseil



47, rue Richer 75009 PARIS.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



crédit foncier de france

organise à Paris, les 2 et 3 mai 1985 un concours pour le recrutement d'

INFORMATIENS CONFIRMÉS

Titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur (BAC + 3 années minimum) à dominante informatique (Grandes Ecoles ou Université), ils possèdent une réelle expérience professionnelle.

Analystes de projet ou d'exploitation, ils participeront à la gestion informatique de l'entreprise dans un environnement MVS/XA - IMS/DB/DC - TSO.

La clôture des inscriptions interviendra le 4 avril 1985 inclus.

Conditions d'inscription :

- Age maximum : moins de 32 ans au 1er janvier 1985.
- Nationalité française ou celle d'un autre Etat membre de la Communauté Economique Européenne.

Rémunération attractive et avantages divers.

Renseignements complémentaires et documentation peuvent être obtenus à : CREDIT FONCIER de FRANCE, Service du Personnel, 19, rue des Capucines, B.P. 65, 75050 PARIS CEDEX 01, Tél. : (1) 244.80.66 ou 244.80.67.

CONTESSÉ TELEMARKETING : UTILISEZ VOTRE MINUTE, 01 50 50 50 50

Informatique & finance
Une vocation : consultant



240 KF +

Nous sommes une des plus importantes sociétés de conseil offrant aux 300 premières entreprises françaises des systèmes d'informations financiers.

Sous les ordres du "Directeur de l'Ingénierie", vous analyserez, concevrez, piloterez et gèrerez la mise en oeuvre de vos solutions informatiques en harmonie avec la politique commerciale.

CONSULTANT, vous avez déjà rempli avec succès des missions complexes. Votre formation supérieure allée à votre double compétence : informatique et finance, vous permettra d'intégrer une cellule d'EXPERTS reconnus auprès des directions générales, financières et informatiques. Poste basé à PARIS.

Envoyer CV et photo sous référence 1475 M à notre Conseil :

43, rue Liancourt 75014 PARIS. Tél. (1) 320.69.29

هكمان الاصل

OFFRES D'EMPLOIS

SECTEUR COMMERCIAL

ACTE DE NOTARIAT

INGENIEUR INFORMATIQUE

Diplôme d'ingénieur, ...

Inspecteur commercial

LE CONTIN

Responsable sinistre

Gras Savoye

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Filiale Française d'un des plus grands Exportateurs Mondiaux de Produits Phytosanitaires et d'intermédiaires pour ces produits, souhaitez développer nos ventes en France et en Afrique Francophone, pour cela recherchez :

CADRE TECHNIQUE-COMMERCIAL

- 25 ans minimum.
- Bien introduit dans le secteur phytosanitaire.
- Bonne maîtrise de l'anglais, si possible de l'allemand.
- Pourrait voyager 50 % de son temps.
- Libre immédiatement.

Pour base à Neuilly (92).

Rémunération sur base fixe + frais + intéressement aux résultats.

Bonne à l'Agence PRESSE sous # 302.814 M
7, rue de Montesson, 75007 PARIS.

CITE DES SCIENCES ET DE L'INDUSTRIE

AVIS D'APPEL DE CANDIDATURES

Nature des prestations : traduction de textes scientifiques et techniques en anglais, espagnol, italien et allemand.

Candidatures : le 5 avril 1985
Consulter le R.O.A.M.P. du 19 mars 1985.

Jeune directeur financier

La filiale française d'un important groupe américain commercialise des appareils à ultrasons à usage industriel. Elle réalise un chiffre d'affaires de 70 millions de francs et ses activités sont réparties en trois divisions autonomes (sondage, contrôle, nettoyage). Pour son siège basé en banlieue Sud, elle recherche son directeur financier. Sous l'autorité du président-directeur général, il dirigera une équipe de 10 personnes (dont un chef comptable) et couvrira l'ensemble des problèmes financiers, comptables, administratifs et informatiques de la filiale. Il effectuera le reporting des trois divisions auprès des responsables financiers européens dont elles dépendent. Ce poste s'adresse à un candidat âgé d'au moins 28 ans, doté d'une formation supérieure (type ESC + DECS ou équivalent) et parlant couramment l'anglais. Il justifiera d'une expérience réelle de la fonction (3 ans minimum) acquise de préférence au sein d'une filiale d'un groupe international. Il sera familiarisé à la comptabilité anglo-saxonne et aux techniques de reporting. Ce poste peut représenter une excellente opportunité pour un candidat provenant d'un cabinet d'audit international et désirant s'impliquer réellement dans des responsabilités de haut niveau. La rémunération, motivante, sera fonction de l'âge et de l'expérience du candidat. Ecrire à H. MICHERON en précisant la référence A/R5098M.

PA

3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Jeune ingénieur commercial export

200.000 F

Micro-électronique - Etats-Unis - Innover, innover sans cesse en cherchant toujours de nouveaux besoins à satisfaire dans le domaine de la création d'images synthétiques, explique la croissance à la japonaise que cette PME grenobloise connaît depuis sa création début 81. Diplômé d'une école supérieure de commerce, vous avez acquis une première expérience commerciale d'au moins deux ans aux Etats-Unis. Basé à Grenoble, rattaché au directeur commercial, vous prendrez en charge au plan marketing et commercial, une ou plusieurs lignes de produits, dont vous suivrez le développement export aux Etats-Unis mais aussi en Europe. Votre évolution dans l'entreprise ? à l'image de votre réussite, elle sera à la hauteur de vos ambitions à l'exportation. Ecrivez à J. SCARINOFF à Neuilly en précisant la référence A/2652M.

PA

3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

INGENIEURS INFORMATIENS

Diplôme d'ingénieur, MIAAGE...

L'AFPA, principal organe d'intervention du Ministère de la Formation Professionnelle (10.000 personnes - 150 établissements) recherche pour ses Centres d'Amiens, Bercy, Bordeaux, Clermont-Ferrand, Dijon, Evreux, Lyon, Metz, Toulouse, des informaticiens ayant une expérience professionnelle d'au moins 5 ans en informatique de gestion et/ou en productivité (CAO, CFAO, MAO).

Après une formation pédagogique d'environ 6 mois, ils deviendront FORMATEURS AFPA et conduiront des stages pour adultes.

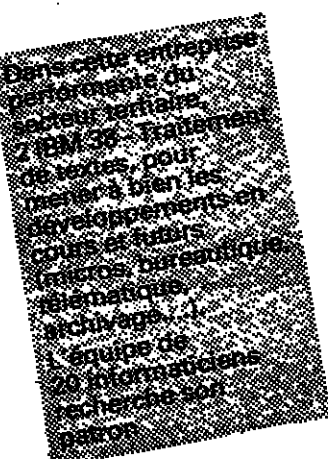
Pour son Centre Technique et Pédagogique de Neuilly sur Marne, l'AFPA recherche deux informaticiens chargés de concevoir de nouveaux produits de formation informatique et d'animer des stages.

- Un ingénieur ayant au moins 5 ans d'expérience dans les domaines suivants :
 - * conduite de projets avec responsabilité de la conception d'applications dans un environnement transactionnel et base de données,
 - * pratique d'outils méthodologiques (MERISE apprécié) et de développement.
- Un ingénieur ayant au moins 2 ans de pratique dans l'un ou plusieurs des domaines suivants :
 - * architecture de systèmes, * procédure de télécommunications et réseaux,
 - * systèmes d'exploitation orientés temps réel, * génie logiciel.

Rémunération au 1er Janvier 85 : 195. KF.

afpa

Si l'un de ces postes vous intéresse, adressez votre candidature avec CV très complet avant le 25 Mars, en nous précisant bien le ou les centres choisis à N. Lardreau - CPTA B.P. 155 - Z.I. Les Chanoux 93330 NEUILLY SUR MARNE



RESPONSABLE INFORMATIQUE

DE HAUT NIVEAU - DIPLOME GRANDE ECOLE OU UNIVERSITAIRE

- Son autorité naturelle, sa rigueur, ses qualités relationnelles, son dynamisme.
- Ses préoccupations permanentes de rentabilité, ses compétences de gestionnaire.
- Sa pratique de négociations avec les fournisseurs (constructeurs, SSII...).
- Sa parfaite maîtrise des méthodes modernes d'analyse, son sens pédagogique.
- Son expérience réussie (une dizaine d'années) de la conduite de projets de gestion dans un environnement IBM.

apparaissent indispensables pour lui permettre :

- d'encadrer et coordonner les équipes de développement,
- d'étudier et prévoir les besoins des utilisateurs,
- de concevoir les évolutions à court et moyen termes,
- de recruter puis d'évaluer ses collaborateurs,
- de prétendre à une rémunération attractive.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé avec photo (restituée), rémunération actuelle et prétentions sous référence 7442 à CONTEXTE PUBLICTE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01, qui transmettra.

SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS

CHEF DE PROJET CONFIRMÉ, DEVEZ "MONÉTICIEN"

Notre division Moyens de Paiement (92-Puteaux), qui gère la Carte Bleue depuis 12 ans, a élargi ses compétences à l'ensemble des systèmes cartes et occupe aujourd'hui la place incontestée de leader européen.

Vous pilotez chez nous un grand projet monétique tel que : création de serveurs d'autorisation, terminaux point de vente, applications de la carte à mémoire...

Vous disposez d'une formation supérieure et avez acquis en 5 ans ou plus votre savoir-faire informatique chez un constructeur, une SSII, un établissement bancaire ou financier ou, enfin, dans la distribution. Faites fructifier cette expérience.

Notre consultante, Mlle A. HUAUME, vous remercie de lui écrire (réf. 4628 LM) "Carrières de l'Informatique". ALEXANDRE TIC S.A. 10, rue Royale, 75008 PARIS

L'ASSURANCE des particuliers et des entreprises : c'est notre métier. Notre force : un groupe privé à taille humaine évoluant dans un souci de contact et de dialogue avec tous ses clients (ils sont 500.000) et tous ses partenaires.

Afin d'être mieux présents auprès de nos apporteurs, Agents Généraux ou Courtiers, nous recherchons aujourd'hui nos futurs

Inspecteurs commerciaux

Responsables sur un territoire défini :

- du recrutement et de la formation de nos Agents Généraux.
- de leur animation et de la vente de nos produits.
- de leur assistance dans les domaines techniques et administratifs.

Ils devront avoir :

- une formation supérieure commerciale et/ou juridique.
- un sens affirmé de la communication et une mobilité totale.
- une première expérience professionnelle est souhaitée que nous compléterons par une formation adaptée tant au siège que sur le terrain.

Merci d'envoyer CV, lettre manuscrite, photo et prétentions, sous réf. IC/M à Michel Solé, Directeur des Relations Humaines 62 rue de Richelieu 75002 Paris.

LE CONTINENT

L'ASSURANCE DE VOTRE TRANQUILLITÉ.

Responsable sinistres industriels

Nous sommes l'un des tout premiers courtiers d'Europe. Nous recherchons pour notre département international un professionnel du règlement des sinistres industriels.

Ce cadre dirige et anime un petit service de 4 personnes. Il règle les sinistres de notre clientèle industrielle en matière de dommages et de pertes d'exploitation.

Outre son rôle de conseil auprès de nos clients qui viennent de subir un sinistre, il négocie avec les experts et compagnies d'assurances pour faciliter les règlements.

Quelques années d'expérience en Cabinet d'experts et/ou dans une compagnie d'assurances ainsi que la connaissance de l'anglais, lui permettront de réussir dans cette fonction.

Si ce poste, basé à NEUILLY, vous intéresse, adressez votre candidature (lettre, CV, photo, rémunération actuelle et souhaitée) au Directeur du Personnel.

Gras Savoye

2, rue Ancelle - 92200 NEUILLY SUR SEINE

L'Assurance aujourd'hui et demain

APPLIQUEZ VOTRE PREMIÈRE EXPÉRIENCE AUX TÉLÉCOMS DU FUTUR

Rejoignez l'entreprise leader qui conçoit et réalise les équipements de radiocommunications, de la VLF aux UHF, répondant aux grands besoins nationaux et internationaux (Paris-Nord).

Devenez chef de projet logiciel

(Réf. 4630 LM)

A la tête d'une petite équipe et en liaison étroite avec les hommes du hard, vous réalisez en pleine responsabilité le logiciel d'un équipement de radiocommunications portable.

En trois ans d'expérience vous avez fait vos premières armes en hard-soft, appris à jongler avec les architectures de cartes et à maîtriser le temps réel ; la pratique du 68000 et du PASCAL est un atout.

Devenez ingénieur traitement du signal

(Réf. 4631 LM)

Notre maquette d'analyse spectrale en temps réel est au point ; votre œil critique est nécessaire pour repenser l'analyse organique et préparer l'industrialisation.

Vous avez complété votre formation en traitement du signal par 1 à 2 ans de pratique ; vous aimez "torturer" la FFT et les architectures multiprocesseurs rapides.

Notre consultant, J. TALLIEU, vous remercie de lui écrire sous référence correspondante, à "Carrières de l'Informatique".



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTec

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

cegos

technique
industrie

Pour répondre à une demande croissante de nos clients, nous recherchons
Consultant en organisation qualité

Ingenieur, diplômé, le candidat doit impérativement avoir pratiqué la fonction qualité dans une entreprise à haute expérience, avec une approche participative. Sa mission consistera à développer dans les entreprises l'esprit et les méthodes conduisant à la maîtrise de la qualité, ceci par des actions de conseil et de formation. Au sein d'une équipe jeune, qui s'intéresse à la Qualité dans son sens le plus large, et qui s'est tracé un programme très ambitieux, il exercera un métier passionnant, réclamant un fort engagement personnel, beaucoup d'initiative et d'autonomie. Sa rémunération et sa progression seront directement liées à sa réussite. Veuillez adresser votre candidature, CV + lettre man., à Gérard de LIGNY, Directeur de CEGOS Technique-Industrie, Tour Chenonceaux, 204 rond-point du Pont de Sèvres, 92516 BOULOGNE Cédex.

Séle-CEGOS participera à ce recrutement.

MCEPL

La Mutuelle Générale du Personnel des Collectivités Locales (CA 400 MF)
cherche son

**Responsable des services
comptable et financier**

Chargé de la tenue et de la consolidation des comptes, il aura essentiellement une action de conseil, d'organisation et de contrôle auprès des services Comptabilité de nos 68 sections départementales ; il sera aidé dans cette mission par une équipe de 7 personnes. En liaison avec la Direction Générale, il se verra confier la mise en place de la comptabilité analytique et budgétaire, participera activement au développement des moyens informatiques. Nous souhaitons rencontrer des candidats de formation supérieure de gestion + DECS ayant acquis une première expérience au sein d'un service comptable d'une société à établissements multiples. Basé à Paris, le poste comporte des déplacements de courte durée. Merci d'adresser lettre manuscrite, CV détaillé et salaire actuel sous référence 1116/M à Michèle RUDLOFF, Séle-CEGOS, Tour Chenonceaux, 92516 BOULOGNE. Réponse et discrétion assurées.

**Séle
CEGOS**

SNPE

notre futur responsable système
s'est formé sur main-frame

Entreprise de taille nationale (7.000 p., C.A. 2.500 MF) aux activités variées mettant en œuvre des techniques complexes : autopropulsion, poudres et explosifs, matériaux composites, nous restructurons notre service informatique (Paris) afin de mieux répondre aux besoins du siège et de nos 9 établissements.

A la tête d'une équipe de 3 ingénieurs, vous supportez et développez le système d'exploitation comme les logiciels de base du site : parat (UNIVAC 1100/80), des sites décentralisés (MINI 6, VAX 750) et du réseau. A vous de conseiller les études comme les informaticiens des usines tout en vous portant garant de la cohérence de l'architecture technique.

Ingenieur ou universitaire, prudent, patient mais tenace, vous avez acquis en une dizaine d'années, votre expérience sur grands systèmes dans une entreprise multi-sites et maîtrisez un système d'exploitation (EXEC 8, GCOS, MVS...).

Notre consultant, J. TALLIEU, vous remercie de lui écrire (réf. 4632 LM) à "Carrières de l'informatique".



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTec

HEC, ESSEC, SC. PO, Ingénieurs Grandes Ecoles...

commencez par la finance



Important GROUPE FINANCIER privé, nous sommes au tout premier rang dans le domaine du financement en France. Nous recherchons des jeunes diplômés pour
L'INSPECTION GENERALE et la DIRECTION DES ETUDES FINANCIERES.

Pendant deux années environ, au cours des diverses missions qui vous seront confiées, vous apprendrez à vivre les méthodes et le savoir-faire d'un groupe dont les résultats sont reconnus par la profession. Toujours à l'intérieur de petites équipes, vous évoluerez dans un contexte très personnalisé, favorisant l'émergence des qualités personnelles. A l'issue de ces deux années, vous serez prêts à exercer des postes de responsabilités et d'encadrement dans l'une de nos directions. Vous êtes débutants ou avez une première expérience professionnelle de 1 à 2 ans, nous vous proposons un premier entretien avec les responsables de l'une de ces directions.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 5034M à notre Conseil CINOREN, 69 rue Lafayette - 75001 Paris, qui nous assiste dans cette recherche.

cinoren

Grande
Ecole
Scientifique,
ENSAE

**Des études économiques
au management opérationnel**

Après une formation Grande Ecole Scientifique (plus formation économique complémentaire) ou ENSAE, vous avez pratiqué la macro-économie (analyse de la conjoncture, comptabilité nationale, modèles et prévisions à court et moyen terme, analyse de la politique économique et monétaire) dans une grande entreprise, une banque ou une administration. Vous avez également acquis des connaissances de micro-économie et de calcul financier.

Rejoignez-nous. Notre réputation dans ces domaines est largement reconnue.

Au sein d'une petite structure, proche de la Direction Générale, vous prévierez l'environnement du Groupe et contribuerez à l'élaboration de ses stratégies avec des outils adaptés. Vos talents de rédacteur seront mis en valeur par la diffusion de notes et d'articles économiques et monétaires, tant au niveau interne qu'à l'extérieur du Groupe.

Votre passage au département planification du Groupe doit constituer pour vous un tremplin de carrière vers un poste de management opérationnel.

Pour un premier contact, merci d'adresser votre dossier de candidature, sous référence ALM, à Annie Lion, Compagnie Bancaire, 5, avenue Kléber, 75116 Paris.

groupe de la compagnie bancaire

Créer des Outils de Gestion

Nous sommes une jeune société spécialisée dans la fabrication et la distribution de matériel médical de haute technicité. Notre forte croissance nous amène à créer auprès de la Direction Générale une fonction destinée à développer des outils qui fourniront les informations nécessaires à la prise de décision. Nous recherchons un

Contrôleur de Gestion

Il sera chargé de mettre en place des systèmes de gestion prévisionnels : tableaux de bord, budgets, analyse des écarts. Il conseillera la Direction sur le plan financier, gèrera la trésorerie, montera les dossiers de financement, vérifiera la fiabilité des opérations comptables et financières et développera une comptabilité industrielle. Il disposera d'un outil informatique performant.

A ce poste clé, nous voyons un candidat de 35 ans environ, de formation supérieure, ayant une expérience du contrôle de gestion ou de l'audit suivi d'un poste opérationnel, de préférence en PME.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV détaillé, photo et salaire actuel en précisant la référence M38503 à Nicole Marichez TEG, 18, place Henri Bergson - 75008 Paris.

The Executive Group
(Paris)
Management

BANQUE PRIVEE

Paris 8^e

recherche pour son

DÉPARTEMENT DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES

et des

RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONNELS

ATTACHÉ DE DIRECTION

ou FONDÉ DE POUVOIR

selon expérience

Sa mission :

- assurer les relations avec les banques chefs de file pour déterminer la part de la Banque dans les émissions ;
- participer activement au placement des produits financiers et notamment des produits obligataires auprès des institutionnels ;
- mener des études diverses sur le marché financier et les techniques nouvelles.

Son profil :

- formation supérieure : universitaire, école de commerce ou d'ingénieurs + IAE ;
- de préférence, quelques années d'expérience dans des fonctions liées aux techniques financières et à l'évolution des marchés financiers ;
- ou, débutant, si très motivé et déjà préparé par des options ou des stages orientés sur ces questions ;
- qualités marquées pour une activité commerciale ;
- solides bases en mathématiques financières.

Le poste s'adresse à un candidat évolutif qui pourra accompagner l'expansion de l'activité financière de la Banque.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à PLAIN CHAMPS, sous réf. 10954 37, rue Froidevaux, 75014 PARIS.

Très importante Société Industrielle
recherche son

TRESORIER-ADJOINT

Basé en Région Parisienne

En étroite collaboration avec le Trésorier auquel il sera directement rattaché, le titulaire aura en charge le budget de trésorerie de la société ainsi que son suivi mensuel. Le candidat est jeune et il a une expérience de deux à trois ans des opérations bancaires en milieu industriel ainsi que de l'utilisation de l'outil informatique.

Une certaine pratique dans différents services d'un établissement bancaire est souhaitable. Sa formation est universitaire ou d'une grande école. Le DECS serait apprécié.

Ecrire avec CV, photo et prétentions s/réf. 7816 à CONTEXTE PUBLICTE, 20, av. de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

C.E.P.E.

FILIALE DE THOMSON-CSF

Notre Société est connue au niveau mondial pour sa haute technologie dans le domaine des composants piézo-électriques et électroniques associés (résonateurs - Fibres à Ondes de Volume et à Ondes de Surface - Oscillateurs).

Pour développer les Etudes et accroître notre Potentiel Technique, nous recherchons des

**INGÉNIEURS
ÉLECTRONICIENS**

de formation Ingénieur Electronique - ESE, ENSI ou équivalent.

Bonne connaissance de l'Anglais requise.

Expérience professionnelle de 3 à 5 ans en étude et conception de sous-ensembles électroniques mettant en œuvre des technologies modernes.

Merci d'envoyer dossier de candidature (CV, lettre manuscrite avec photo) et prétentions au Service du Personnel - C.E.P.E., 44, avenue de la Glacière, 95100 ARGENTEUIL.



THOMSON
BRANCHE COMPOSANTS

**Vous êtes Ingénieur et le monde de
l'informatique vous passionne.**

**Metsys avec 5 ans d'existence et un
CA en progression de 200% par an
est leader dans sa spécialité.**

Si cette offre de carrière pas comme les autres vous motive, adressez votre CV complet, photo et prétentions à l'attention de Monsieur ROULLAND-METSYs-4, passage St Antoine 92500 RUEIL MALMAISON.

METSYs
SSI

Société de Services
et d'Ingénierie
en Informatique

OFFRES D'EMPLOIS

Communiquer avec les

Ingenieur
commerc

BANK XERO

UNILOG

INGENIEURS
DEBUTANTS

Groupe Financier Pri
jeune diplôm
HEC, ESSEC

مخازن الكتب

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Communiquer avec les agriculteurs

Vous ?

- vous avez fait des études supérieures (lettres, commerciales, agronomie, etc.)
- durant vos études, la rédaction était votre partie forte
- vous êtes de préférence fils d'agriculteur; en tout cas, vous vous intéressez à l'agriculture, aux techniques agricoles ainsi qu'aux agriculteurs
- vous voulez réussir mais vous aimez à rendre service aux autres
- vous débutez dans la vie ou vous avez déjà une expérience professionnelle
- vous acceptez de prendre des responsabilités et de travailler dur

Nous ?

- conseils en marketing et en publicité, spécialisés dans le domaine agricole
- PME (9 personnes), basée à PARIS, en expansion
- il y a beaucoup de pain sur la planche et nous sommes perfectionnistes!

Votre avenir ?

- vous vous formerez progressivement sur le tas et à notre contact
- vous prendrez en charge une partie de notre travail qui est très varié : conception, rédaction et présentation d'annonces ainsi que de toutes autres actions promotionnelles ou publicitaires, relations-clients, etc.
- si vous êtes capable de nous aider, voire de nous remplacer, votre avenir matériel est assuré. Possibilité ultérieure d'association au capital et à la direction de l'entreprise.

Louis MARILLONNET

Dominique THOUROUDE

Envoyer lettre manuscrite, photo et CV détaillé à :

MADISON FRANCE - 16, rue Clément-Marot - 75008 PARIS

SCOR

La comptabilité en réassurance une autre dimension...

SCOR, premier groupe français de réassurance, implanté sur les cinq continents, réalise en 1984 un CA supérieur à 4,6 milliards de francs. Le souci constant de faciliter par des structures évolutives notre efficacité et notre développement, nous amène à rechercher pour notre siège à la Défense, quatre nouveaux collaborateurs qui parlent anglais.

L'adjoint du directeur des comptabilités 170 000 +

Diplômé d'école de commerce, DECS, maîtrise de gestion, 23-26 ans, vous êtes dans un cabinet d'audit, une banque, l'assurance ou une multinationale. Vous serez le bras droit du directeur et à ce titre, chargé au plan technique de l'ensemble des dossiers juridiques, fiscaux, sociaux... et aussi des statistiques. Réf. 2152 M.

L'adjoint du responsable de la comptabilité générale 150 000 +

BTS-DUT, ou mieux DECS, la trentaine, vous avez 5 ans d'expérience de comptabilité générale comme adjoint ou chef d'un service. Vous serez responsable pour notre siège et ses filiales françaises, de l'ensemble des déclarations comptables et fiscales, de la liaison tant interne avec les comptabilités auxiliaires qu'externe avec un certain nombre d'organismes. Patron en second du service, vous en serez bien sûr aussi l'organisateur et l'animateur (9 personnes). Réf. 2153 M.

Deux chefs de groupe en comptabilité générale 140 000 +

BTS, DUT, 35 ans minimum, actuellement dans le secteur assurance ou réassurance, vous êtes plus qu'un professionnel de la comptabilité; vous êtes un animateur ayant déjà dirigé avec succès une équipe d'une douzaine de personnes. Vous couvrirez l'ensemble de la comptabilité réassurance avec la mission de mettre en place et de faire vivre des systèmes de contrôle. Avec un rôle très opérationnel, vous aurez aussi le souci de mettre la main à la pâte pour résoudre les difficultés. Réf. 2154 M.

Bernard Julhiet Psycom vous assure étude sérieuse de votre dossier (lettre, CV, photo), réponse et discrétion. Merci d'écrire sous référence choisie, 24 rue Flachat - 75017 Paris.

Bernard Julhiet Psycom

Membre de Syntec

THOMSON-C.S.F.
DIVISION TUBES ÉLECTRONIQUES

Nous sommes parmi les premiers mondiaux dans les domaines des Tubes Électroniques Professionnels, utilisés dans les radars, les télécommunications terrestres et spatiales ainsi que dans l'imagerie électronique.

Notre force de vente riche de plus de cinquante Ingénieurs et Cadres, s'exerce sur les 5 continents.

Pour améliorer encore notre position mondiale, nous voulons partir à la conquête de nouveaux marchés, tant en France qu'à l'Export. Dans ce but, notre Directeur Commercial cherche à rejoindre le concours de plusieurs

INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS
GRANDES ÉCOLES
(SUPÉLEC, ENSERG, ENSEEIHT, ISEP...)

ayant de bonnes connaissances en électronique et présentant, si possible, une première expérience professionnelle de quelques années.

La dimension internationale de nos activités nécessite, suivant les postes, de fréquents déplacements à l'étranger; ainsi que la maîtrise de l'anglais courant.

Vous êtes diplômé d'une Grande École, vous avez un fort potentiel et vous voulez prouver votre performance dans un secteur d'activité de haute technologie.

Nous vous invitons à envoyer vos C.V., photo et prétentions sous réf. IEM à notre Responsable des Affaires Sociales: M. SURBIER, THOMSON-C.S.F. - D.T.E., 38, rue Vauthier, 92100 BOULOGNE.

THOMSON
BRANCHE ÉQUIPEMENTS ET SYSTÈMES

Pour faire face à la croissance de son activité intelligence artificielle, RANK XEROX recherche un

Ingénieur commercial
de haut niveau

Profil : Formation supérieure en informatique (Grande École, 3^{ème} cycle). Expérience 3 ans Vente de systèmes sur grands comptes. Connaissance de langages LISP. Anglais courant indispensable.

Mission : À l'aide d'un support technico-commercial de haut niveau et en relation avec la Direction du Marketing, il sera en charge de la commercialisation, au niveau national, de cette ligne de produits (XEROX 1108).

Formation assurée sur INTERLISP-D et LOOPS. Merci d'adresser lettre de candidature, CV, photo et prétentions, sous réf. DLM 52, à Brigitte Bruot, Rank Xerox, Service Recrutement, 93607 Aubrey-sous-Bois Cedex.

RANK XEROX

UNILOG

UNILOG, groupe indépendant de Sociétés de Services et d'Ingénierie Informatique - 8 sociétés, 450 Ingénieurs - renforce ses équipes et recrute des

INGÉNIEURS
DEBUTANTS

Diplômés Grandes Écoles ou 3^{ème} cycle d'études supérieures scientifiques

Ils reçoivent, dès leur

intégration, une formation théorique et pratique considérée comme l'une des plus solides du secteur. Ensuite, au sein d'équipes opérationnelles, ils interviennent sur des projets en relation avec les entreprises clientes de la société. Ils acquièrent ainsi les compétences et un sens des responsabilités les préparant à la conduite de projets et, par la suite, à des missions d'audit et de conseil. Les prochaines sessions de formation débuteront les 14 mai et 3 juin 1985. Adressez-nous dès maintenant votre candidature s/réf. 451

UNILOG
9, rue Alfred de Vigny
75008 PARIS.

MEMBRE DE SYNTÈC - Informatique

Groupe Financier Privé Paris
renforce sa Direction Financière et recherche

jeune diplômé(e)
HEC, ESSEC... + DECS

pour notamment : concevoir et mettre en place le contrôle budgétaire et financier - superviser la formalisation des procédures administratives de la direction et plus généralement :

- optimiser la structure financière pour faire face à son développement. Cette création de poste s'adresse à un candidat justifiant d'une expérience d'environ 3 ans dans une fonction similaire au sein d'un établissement bancaire ou financier ou en cabinet d'audit anglo-saxon. Des connaissances informatiques constitueront un atout supplémentaire.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prêt. sous réf. 2244 à Lévi Tournay Asscom - 31, Bd Bonne Nouvelle 75003 Paris Cedex 02 qui transmettra

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE DISTRIBUTION
recherche urgent
pour son bureau parisien

JEUNE COLLABORATEUR

- Formation comptable.
- Expérience pratique comptabilité informatisée.
- Devra, après formation, assister responsable exploitation informatique.

Adresser curriculum vitae + lettre à RÉGIE PRESSE sous n° 302.875 M 7, rue de Montesson, 75007 PARIS.

Groupe International d'Informatique
recherche

Juriste d'Affaires

Intervenant dans le domaine du droit des affaires, vous conseillerez nos ingénieurs commerciaux et les assisterez dans la rédaction de leurs contrats, vous proposerez les orientations et les choix qui faciliteront les interactions entre nos commerciaux et nos clients et vous étendrez vos activités aux domaines des litiges, contentieux et SVP juridique. De formation juridique, maîtrise du droit des affaires, vous avez acquis au minimum 5 ans d'expérience dans une fonction similaire. Lieu de travail: Paris.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 405 M à Lévi Tournay Asscom - 31, Bd Bonne Nouvelle 75003 Paris Cedex 02 - qui transmettra.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

PARIS SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES

Juriste droit bancaire HF

L'évolution rapide des techniques et de la législation bancaires, fait surgir des problèmes complexes nécessitant des approches originales.

Ce poste implique :

- de concevoir des solutions juridiques à des questions importantes, nouvelles et diversifiées ;
- de travailler en équipe dans le cadre d'un service spécialisé ;
- d'avoir des relations suivies avec les différentes Directions de l'établissement, les organismes professionnels et, le cas échéant, les entreprises.

Il convient à un (e) candidat (e) de formation supérieure en droit privé, disposant d'une bonne expérience du droit bancaire (5 à 8 ans) acquise, si possible, dans une banque ou un établissement financier.

La pratique de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions sous la réf. 321 JB à :

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Service du Recrutement - 7, rue Caumartin - 75009 PARIS

CAP GEMINI SOGETI

Premier groupe européen de services informatiques

Informatique Industrielle

Depuis deux ans vous participez à des développements de logiciel. Vous connaissez au moins l'un de ces domaines :

Micro-processeurs - Systèmes temps réel
Contrôle de processus
Automatismes - Réseaux

aujourd'hui vous voulez
Concevoir... Gérer... Encadrer...
diversifier et valoriser votre expérience.

Alors CAP SOGETI INDUSTRIE vous intéresse.

Le Directeur de votre future Agence, Alexandre LEVY attend votre dossier de candidature ou votre appel

CAP SOGETI INDUSTRIE

41, rue Vigny 92900 Neuilly-sur-Seine
 Tél. : 788.11.10 poste 464.

Ingénieurs,
valorisez votre formation en faisant carrière dans l'Assurance

Factory Mutual System

Factory Mutual International

Nous sommes la branche française du FACTORY MUTUAL SYSTEM, l'un des premiers groupes américains d'assurances en risques industriels. Notre expansion constante est fondée sur notre expertise dans le domaine de l'ingénierie des risques.

- Après formation interne à nos techniques, votre rôle sera d'analyser les risques (incendie et divers) afin, notamment, de proposer des programmes d'amélioration préventive

aux directions de notre clientèle. Nous souhaitons intégrer dans nos équipes en France 2 ingénieurs, Grandes Ecoles, parfaitement bilingues français (langue maternelle)/anglais et disponibles pour les déplacements (fréquents mais de courte durée) en France et à l'étranger.

- Une expérience d'au moins 1 an dans une entreprise industrielle est indispensable, la connaissance de la prévention des risques peut constituer un atout supplémentaire.

Les dossiers de candidatures (C.V., photo, salaire actuel), sous réf. 84048/LM, seront étudiés en toute confidentialité par notre Conseil

Sonia Lipoyec
HAY Managers 13, rue Alphonse-de-Neuville - 75017 PARIS

Un journaliste qui connaît bien les entreprises HF

Nous sommes un Groupe de presse de premier plan. Nos journaux sont connus et appréciés, notre développement régulier.

Le journaliste qui nous rejoindra aura en charge les problèmes de l'entreprise, notamment sous les aspects marketing, commercial et logistique (y compris l'exportation). Homme de terrain, il privilégie le vécu et approfondit son domaine pour devenir un véritable spécialiste. Il est organisé, car il travaille sur plusieurs publications.

Il a donc une expérience de journaliste d'au moins 2 à 3 ans et a déjà écrit sur les problèmes de l'entreprise qu'il connaît bien. La maîtrise de l'Anglais est nécessaire, celle de l'Allemand souhaitée.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature sous la référence 5663.

Vous pouvez préciser les groupes de presse avec lesquels vous ne souhaitez pas être mis en relation.

Nous vous garantissons une parfaite discrétion.

Organisation et Publicité

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

Consultants

HAUT NIVEAU

Notre dynamisme nous a permis, en quelques années, de nous classer parmi les premières sociétés de services en informatique : 500 collaborateurs et une croissance annuelle de 70 %...

Notre volonté de développer notre activité conseil, schémas directeurs, audit, nous amène à recruter plusieurs consultants de haut niveau.

Vous êtes Ingénieur Grande Ecole (X, Mines, Centrale...) et vous avez déjà une expérience en organisation et en informatique.

Nous offrons : un salaire attractif, de réelles perspectives d'évolution au sein du Groupe, des responsabilités à la mesure de vos ambitions.

Merci d'adresser votre candidature, sous la réf. PFCS, à IBSI S.A. - 385, av. de Vaugirard - 75015 PARIS. (Réponse et discrétion assurées.)

BANQUE NATIONALE DE PREMIER PLAN

recherche

JEUNES CADRES EXPLOITANTS

avec une PREMIÈRE EXPÉRIENCE (de 2 à 4 ans) de la CLIENTÈLE ENTREPRISE.

Les candidat(es) sont diplômé(es) de l'enseignement supérieur ou du CESB ou de l'ITB, motivé(es) pour des postes d'exploitant(es) confirmé(es) à Paris ou en province.

Larges possibilités d'évolution de carrière.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 81431 M à HAVAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS, qui transmettra. Les dossiers seront étudiés en toute discrétion.

NOUS SOMMES
 UNE SOCIÉTÉ DE PROMOTION IMMOBILIÈRE.
 FILIALE D'UN GRAND CONSTRUCTEUR.
 DE MAISONS INDIVIDUELLES.
 NOUS RECHERCHONS

Responsable administratif et financier.

Rattaché à la direction générale, il prend en charge l'ensemble des aspects financiers (services comptables, budgets, trésorerie) et administratifs (personnel, services généraux) et assure le suivi des procédures au sein des délégations régionales.

De formation supérieure, il possède une expérience dans la gestion d'opérations de promotion immobilière.

Lieu de travail : Paris.

Adresser CV, lettre manuscrite, photo récente et prétentions, en précisant sur l'enveloppe la référence 8167, à Média System 104, rue Réaumur 75081 Paris Cedex 02, qui transmettra.

Contrôleur de gestion

CORNING FRANCE est la filiale de CORNING GLASSWORKS, leader mondial sur le marché des verres spéciaux et réputée pour la rigueur de ses méthodes de gestion. Nous regroupons en France plus de 3 000 personnes dans nos différents établissements, siège, usines, filiales.

Nous souhaitons compléter notre équipe de contrôleurs par un jeune diplômé HEC, ESSEC, ESC..., titulaire, si possible, du DECS et disposant d'une première expérience de 2-3 ans acquise, soit dans un cabinet d'audit, soit dans une société à comptabilité anglo-saxonne.

Rattaché au Directeur d'un département, vous serez placé immédiatement dans une responsabilité opérationnelle et prendrez en charge les prévisions, suivi de budgets, reporting, comptabilités, plan de son unité. Vous superviserez une petite équipe et participerez aux objectifs de la Direction centrale du contrôle.

Ultérieurement, notre Groupe pourra offrir de larges évolutions de carrière au potentiel d'un candidat de valeur.

Une bonne maîtrise de la langue anglaise est indispensable.

Lieu de travail : Fontainebleau/Neuvers.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous la réf. CG/M, à CORNING FRANCE - Direction du Développement du Personnel - 44, avenue de Valvins - 77210 AVON.

CORNING FRANCE

OFFRES D'EMPLOIS

Cadre finan

INGÉNIEURS TECHNI

Bull

CHEFS DE PROJET

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

LTX

CONFERENCES FORMATION CLIENTS

LTX (Europe) Limited, filiale européenne du plus grand fabricant mondial de matériel de test automatique linéaire, recherche des conférenciers pour la formation de ses clients, qui opéreront depuis son nouveau centre de formation proche de Paris.

Les candidats devront avoir une expérience dans le domaine de la formation professionnelle, avoir une licence ou un diplôme technique d'électronique, de physique ou de mathématiques, et être prêts à vivre et travailler dans Paris.

LTX offrira des conditions généreuses aux meilleurs candidats.

Ecrire (confidentialité assurée)

P. Lecossais,
Directeur de la formation Europe,
LTX (France) SA,
50 Boulevard Rabelais,
94100 Saint-Maur.

Cadre financier

Leader sur le marché de la Communication, le Groupe HACHETTE réalise un CA de 10 milliards de francs à travers plus d'une centaine de filiales. La Trésorerie Centrale qui exploite un système d'analyse de flux très avancé recherche à la suite d'une mutation un cadre ayant en charge l'étude des besoins en trésorerie des sociétés du groupe et la mise en place des moyens de financement correspondant.

Il participera à l'établissement des plans de trésorerie en veillant à l'équilibre de la structure financière des sociétés, analysera régulièrement les flux de trésorerie, constituera les dossiers de demande de crédit et réalisera des études financières.

Vous avez une formation supérieure en gestion et vous apportez une expérience de 3 ans minimum d'analyse de flux ou d'analyse financière, acquise de préférence dans les services spécialisés d'une grande entreprise ou d'une banque.

Lieu de travail : Paris 14^e Plateau de Vanves
Adressez votre candidature (lettre manuscrite + CV), sous référence 543 au Service Gestion des Cadres, 12 rue François 1^{er}, 75008 Paris.

HACHETTE

Afin de renforcer ses Equipes de Documentation Technique, Bull Systèmes recherche des

TRADUCTEURS TECHNIQUES

Intégrés à un service d'une quinzaine de personnes, ils devront traduire dans leur langue maternelle (français ou anglais), des documents techniques (matériel - logiciel - applications), destinés à la clientèle. Les candidats diplômés de l'enseignement supérieur (Université ou Ecole de Traduction), devront posséder une large expérience de la traduction technique (de l'ordre de 5 ans, dont au moins 2 ans en informatique).

Lieu de travail : PARIS.

Envoyer lettre manuscrite et curriculum vitae en précisant la référence 101 M à
B. Simon
PC 11009D
Cii Honeywell Bull
94, avenue Gambetta
75990 PARIS CEDEX 20.

Bull

CREDINFOR
SSI DU GROUPE C.L.C.
recherche

ANALYSTE-PROGRAMMEUR

• Titulaire d'un DUT, BTS ou diplôme équivalent ;
• Maîtrise du COBOL ;
• Connaissance matériel Wang appliquée ;
Lieu de travail : PARIS.
Adressez lettre manuscrite, curriculum vitae, photo et prétentions à CREDINFOR, 2, boulevard de Strasbourg, 94130 NOGENT-SUR-MARNE.

Sté d'assistance technique dans le secteur bancaire recherche CL 8 et IV, seniors à pouvoir d'initiative, titres, engagements, polyvalence, disponibilité.
Adressez C.V. et prétentions à :
Ecr. n° 2083 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSES, 6, rue des Italiens, 75008 Paris.

ATTACHE D'AFFAIRES

Capable de développer relations avec investisseurs institutionnels, banques, C.A. d'entreprises, en vue de vendre en bloc, programmes immobiliers. Sont des relations humaines, contacts extérieurs, portefeuille (M) constitué apprécié. Formation supérieure exigée. Ce poste, en relation directe avec la Direction Générale, ouvre de larges perspectives d'évolution pour candidats sérieux et expérimentés.
Envoyer C.V. + photo Ecr. sous le n° 302 844 M
RÉGIE-PRESSE
7, rue de Montmoy, Paris-7^e.

Fédération sportive recherche STENO-DACTYLO expérimentée emploi du 1-5 au 31-12-85 39 H/5 J. Adressez C.V. Rédaction de bons français, 25, bd des Italiens, PARIS-2^e.

Société de services recherche ANALYSTE-PROGRAMMEUR connaissant SAP pour IBM S/360, avec C.V. et prétentions à :
EAG
52, r. de Tubig, 75003 PARIS.

LE GROUPE ESSEC recherche
Un Enseignant Perennant en FINANCE
haute qualité
Env. C.V. à Elyse ROSELLO
ESSEC, S.P. 105, 95021 Cergy-Pontoise Cedex.

Sté d'édition de L'Université générale (Boulevard) recherche

CHEF DE FABRIQUE

expérimenté
Env. lettre manuscrite, C.V. avec photo et photo à M.O.E., 216, bd St-Germain, PARIS-7^e.

GENOSYS SYSTEMES rech.

INGENIEURS

LOGICIEL T.R.
SOLAR, PDP, VAX
pour grande projets
Tel. : 606-36-80.

IMPORTANT CONSTRUCTEUR PARISIEN RECHERCHE

RESPONSABLE SERVICE COMPTABLE

DECS expérimenté pour tenir comptabilité SCI, comptes consolidés, études budgétaires et financières. Poste à haute responsabilité. Envoyer C.V. + photo sous le n° 303.172 M
RÉGIE-PRESSE
7, rue de Montmoy, Paris-7^e.

BANQUE PARIS 8ème
Filiale d'un Grand Groupe Industriel recherche pour son
DEPARTEMENT BANCAIRE "FRANCE"

CADRE EXPLOITANT

H/F
Diplômé de l'Enseignement Supérieur (HEC, ESSEC, SUP DE CO, SCIENCES-PO, CESA) de 28 ans minimum, ayant une première expérience bancaire et de bonnes connaissances d'Analyse Financière. Il sera responsable des dossiers d'une clientèle «Grandes Entreprises» auprès de qui il aura, en outre, à promouvoir les différents services de la banque.

Env. lettre manus., CV, photo et prêt. ss réf. 8420M à OCBF - 66, rue de la Chaussée d'Antin 75009 PARIS.

services vous assiste dans le recrutement bancaire

DEPARTEMENT INTERNATIONAL
de société de transport, magasinage, distribution à couverture nationale recherche pour son
SERVICE LOTS ROUTE EUROPE (GARONOR)

AFFRETEUR INTERNATIONAL

Niveau Chef de Groupe, Responsable de zone géographique.

Langue allemande souhaitée. Connaissances réglementaires, techniques du transport routier international. Expérience d'encadrement d'unité d'exploitation routière appréciée, habitudes du contact humain, de la négociation recherchées.

Ecrire avec CV, photo et prétentions à :
réf. 7245 à COFFISSE PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra, 75004 Paris Cedex 01 q.t.r.

SOCIETE DE PRODUITS DE HAUTE TECHNOLOGIE
IMPLANTÉE PRES FONTAINEBLEAU
filiale d'un grand Groupe Industriel Français de dimension internationale recherche

1 ANIMATEUR DE GESTION BUDGETAIRE

H/F
- grande école commerciale, expertise comptable ou école d'ingénieur.
- possibilité d'évolution ultérieure.
- disponibilité rapide.

Adressez lettre manuscrite, C.V. et photo à :
N. 4494 PUBLICITES REUNIES
112, Bd Voltaire - 75011 Paris qui transm.

AG. PUBLICITE Pavillons/Bois rech. démarch. pub. salariés ou indépend. - Tél. 843-88-87.

URGENT
M. J. ACHÉRES, 78 recherche

1 ANIMATEUR-DIRECTEUR

expérience animation exigée
Adressez C.V.
M. SIMON, président
91, rue St-Germain
75280 ACHÉRES.

Fiduciaire Paris recherche

FISCALISTE

E.N.I. et expérience administrative. 5 ans connaissance clientèle privée souhaitée. Envoyer C.V. et prétentions à :
Ecr. n° 7.041 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSES, 6, rue des Italiens, 75008 Paris.

P.M.I. ELECTRONIQUE C.A. 100 MF EVRY
recherche d'urgence

CHEF COMPTABLE

Sous la dépendance du Directeur Financier, vous aurez à exercer les fonctions suivantes :

- animation et coordination du service comptable avec les autres fonctions de l'entreprise,
- contrôle et exécution des tâches comptables informatisées (comptabilité générale et analytique, gestion de trésorerie, déclarations sociales et fiscales...) pour deux unités,
- tenue de tableaux de bord et exploitation des outils informatiques à des fins d'analyse de gestion.

Vous avez une formation niveau D.E.C.S., vous pratiquez la comptabilité, le contrôle de gestion et l'utilisation de l'informatique depuis 3 ans au moins avec succès.

Nous vous proposons de nous rencontrer.

Veuillez écrire à MARIE-JO MARTIAL - Tour Manhattan
6, place de l'Iris - 92095 PARIS LA DEFENSE 2
sous référence M 5032.

BIAO

AFRIBANK

proposé à de jeunes diplômés (libérés des O.M.) HEC, ESSEC, SUP DE CO, IEP écofin, ou équivalent, de les préparer à une carrière internationale en leur confiant dans un premier temps des postes de

Chargés d'Etudes

au sein de ses départements Analyse de crédits et Contrôle de gestion

Les candidatures (lettre manuscrite, C.V. + photo) devront être adressées, sous réf. 11, à la Direction du Personnel - BIAO
9, avenue de Messine - 75008 PARIS

BANQUE PRIVÉE

Paris 8^e

recherche pour sa

DIRECTION INTERNATIONALE

Département du Commerce Extérieur

JEUNE CADRE

Classe V

Le poste : au sein d'une équipe de 3 personnes, participer à l'étude, à la négociation et au montage des crédits à moyen et long terme à l'exportation.

Le profil :
- formation supérieure,
- 3 à 5 ans d'expérience des crédits à l'exportation,
- bonne pratique de l'Anglais,
- sens et goût des contacts.

Possibilités d'évolution à terme dans d'autres secteurs de la Direction Internationale ou au sein de la Banque.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V., photo et prétentions à PLAIN CHAMPS, sous réf. 10953, 37, rue Froidevaux, 75014 PARIS.

Filiale d'un important groupe industriel français de l'électronique, nous occupons une place de première importance dans la réalisation des systèmes situés au carrefour des techniques de transmission, d'automatisation et du traitement des informations en temps réel.

Nous recherchons un

chef de département études

Cet ingénieur de haut niveau, de formation grande école, possède une expérience de plusieurs années tant en logiciel qu'en électronique (en particulier axée sur les microprocesseurs 8 et 16 bits).

Ajoutées à sa pratique de la direction de projets, des compétences « télécom » seraient un atout supplémentaire pour réussir dans les responsabilités que nous lui confierons : l'animation et l'encadrement d'une équipe d'une cinquantaine d'ingénieurs et techniciens pour réaliser « en clés en main » d'importants projets de téléconduite, télésurveillance..., dans les domaines industriels, bancaires... Poste situé banlieue ouest.

Merci d'adresser lettre, C.V., photo et prétentions à
PIERRE LICHOU S.A. - sous réf. 11912 -
BP 220 - 75083 PARIS CEDEX 02 qui transmettra.

TELECOMMUNICATIONS



Centre National d'Etudes des Télécommunications

(MINISTÈRES des POSTES, des TELECOMMUNICATIONS et de la TÉLÉDIFFUSION)

à ISSY-LES-MOULINEAUX recrute :

ingénieur

(formation Grande École ou universitaire, D.E.A. ou Maîtrise de Mathématiques ou d'Informatique)

pour participer :
- à l'étude de l'introduction de nouveaux services dans le réseau téléphonique,
- à l'étude d'une nouvelle génération de terminaux pour l'exploitation des systèmes de commutation.

Adressez les candidatures avec C.V. détaillé, références et prétentions à :

cnet

Division "CENTRES ET LOGICIELS DE COMMUTATION" - Centre Paris A - Centre National d'Etudes des Télécommunications - 38-40, rue du Général-Leclerc - 92131 ISSY-LES-MOULINEAUX.

économie

SOCIAL

« La baisse du pouvoir d'achat aggrave fortement les injustices sociales » nous déclare M. Louis Viannet, secrétaire de la CGT

Secrétaire national de la CGT et numéro deux de la centrale syndicale, M. Louis Viannet, dans l'entretien qu'il nous a accordé, ne méconnaît pas l'évolution du monde du travail. Mais il estime qu'il faut bien en analyser les conséquences pour la mobilisation et l'action que la CGT continue d'appeler de ses vœux. M. Viannet pense en effet que la baisse du pouvoir d'achat accroît les inégalités sociales.

« En appelant au développement de l'action, avec la perspective d'une « grève générale », la CGT ne risque-t-elle pas d'apparaître en opposition politique avec le gouvernement ?

— Lorsque la CGT appelle au développement de l'action, elle part d'abord de la situation que vivent les salariés. La CGT joue son rôle d'organisation syndicale. Nous n'ignorons pas le gouvernement, car la plupart des décisions que nous sommes amenés à combattre relèvent de son autorité, mais nous restons dans notre rôle syndical.

« Je suis frappé par l'effort qui est fait pour accréditer l'idée que la combativité diminue. La situation appelle une riposte plus énergique que ce qu'elle est, mais on aurait tort de sous-estimer ce qui se passe dans le monde du travail. Il y a des luttes fortes au niveau fédéral mais c'est sur le lieu de travail que se produit l'essentiel dans des formes qui tendent à se diversifier. Cela ne s'apprécie pas seulement avec des statistiques.

« Le contenu et les objectifs des luttes tendent à s'élever (contrôle du

chômage partiel, embauches, problèmes de gestion) avec un souci plus grand d'associer l'opinion publique. Sur le pouvoir d'achat il y a des actions avec des succès. Alors que nous sommes en période de crise, que nous approchons des 3 millions de chômeurs, qu'il y a une forte pression idéologique sur la « nécessité des sacrifices », un tel bilan montre que ceux qui raisonnent à partir d'un état d'esprit de résignation risquent d'avoir des surprises. Dans les entreprises, c'est le contraire d'un climat social apaisé. Le mécontentement grandit.

« Mais il s'exprime avant tout dans les urnes... »

— Ce mécontentement s'exprime de façon diverse. Il y a des retombées dans le comportement électoral. Mais ce qui m'intéresse c'est l'action syndicale. L'idée que la lutte peut faire reculer le patronat, modifier des décisions, est en train de faire son chemin, avec tous les méandres que cela implique.

« Pensez-vous, comme le gouvernement, qu'un redressement économique s'amorce, même au détriment du pouvoir d'achat ?

— On ne regarde pas la situation à partir de la même fenêtre. Il y a aggravation et non pas amélioration. C'est vrai sur l'emploi, sur le pouvoir d'achat, sur les libertés syndicales. Quant aux critères à partir desquels on parle d'amélioration, je demande à discuter. Ralentissement de l'inflation, oui mais au prix d'une formidable ponction de la consommation dont les salariés font les frais sans véritables mesures pour s'attaquer aux causes. Il y a donc un risque de

voir repartir à tout moment le thermomètre de l'inflation...

« Pour le pouvoir d'achat, c'est la cote d'alerte ?

— Absolument, on est en présence d'une évolution qui aggrave fortement les injustices sociales et qui va peser de plus en plus sensiblement sur l'activité économique. Mis à part le gouvernement, plus personne ne conteste qu'il y ait une baisse générale du pouvoir d'achat. Les chiffres publiés tendent à minimiser la réalité en faisant l'impasse sur les conséquences des réductions d'horaires et du chômage partiel, sur l'intégration de certaines primes dans le salaire ou la disparition pure et simple d'autres... La situation est plus grave que ce que révèlent les statistiques. Aucun secteur, privé, public, nationalisé, n'est épargné. La désindexation n'est rien d'autre que l'organisation systématique de la baisse du pouvoir d'achat.

« Même le SMIC est en situation de baisse du pouvoir d'achat et pourtant c'est la dernière garantie contraignante qui existe en matière de salaires. Si on le fait sauter, il ne reste plus rien. Il y a déjà un tassement des salaires vers le bas. Si on supprimait le SMIC, comme le veut le patronat, ce serait vraiment dramatique. On est décidé à engager une grande campagne pour qu'il n'y ait pas de salaire inférieur à 4 000 F net par mois. Je défie quiconque de dire que demander 4 000 F net pour vivre c'est de la démagogie.

« M. Maire parle d'une CGT « hors jeu des défits de notre époque ». Allez-vous montrer que vous les prenez en compte lors de votre congrès confédéral en novembre ?

— Je laisse Edmond Maire à ses problèmes. Je préfère ne pas avoir à les partager. La CGT prépare son 42^e Congrès avec la volonté d'approfondir sa réflexion sur les conditions permettant de porter l'action syndicale au niveau nécessaire pour faire face à la gravité de la situation. Toutes les initiatives de la CGT, dans la dernière période, montrent au contraire que loin de se replier sur elle-même, elle est décidée à investir largement le champ d'intervention de l'action syndicale. C'est sa mission. Nous sommes tout à fait conscients que de profondes transformations traversent aujourd'hui le monde du travail. Le souci d'avoir une bonne connaissance des conséquences de ces transformations pour adapter l'action syndicale va occuper une grande place dans les travaux de notre congrès et dans sa préparation. Cela va permettre d'approfondir la réflexion du 41^e Congrès sur la CGT qu'il nous faut et sur la recherche des formes d'action les meilleures pour entraîner le plus grand nombre possible de salariés. C'est un congrès qui va nous permettre d'affirmer de façon encore plus nette le caractère syndical et indépendant de notre démarche.

MICHEL NOBLECOURT.

« 2 073 983 chômeurs indemnisés en février. — Le nombre de chômeurs et de préretraités en cours d'indemnisation à la fin février atteignait 2 073 983, selon des statistiques publiées vendredi 15 mars par l'UNEDIC, soit 0,9 % de plus qu'à la fin de janvier.

REPÈRES

Dollar : en léger repli

Sur des marchés très calmes en début de semaine, les cours du dollar ont légèrement fléchi, revenant, lundi 18 mars, de 3,3850 DM à 3,37 DM et de 10,35 F à 10,30 F environ. Les opérateurs sont restés sur la réserve, complètement désorientés par les nouvelles en provenance des Etats-Unis, où les prix industriels ont baissé de 0,1 % en février, tandis que la production industrielle se contractait de 0,6 %. Inflation en recul, activité économique aussi : les signaux sont brouillés.

Chantiers navals : restructuration aux Ateliers français de l'Ouest

Le plan de restructuration des Ateliers français de l'Ouest (AFO), qui connaissent d'importantes difficultés financières, vient d'être adopté au CIRI (Comité interministériel de restructuration industrielle). Les AFO vont être divisés en deux branches : la réparation proprement dite sur les sites de Saint-Nazaire, Brest, La Havre, Dieppe, Dunkerque et, pour Paris, du Grand-Quevilly (Seine-Maritime), qui conserveront deux mille deux cents personnes, va être reprise en location-gérance par Cif-Loire Compagnie industrielle et financière des ateliers et chantiers de la Loire) pour au moins dix-huit mois. La nouvelle société s'appellera, désormais, ARNO (Ateliers réunis du Nord et de l'Ouest), dotée d'un capital de 30 millions de francs ; la construction navale dans une partie du chantier du Grand-Quevilly, avec des effectifs ramenés à trois cent onze personnes, sera reprise par les ACM (Ateliers et Chantiers de la Manche), qui construisent, par ailleurs, des navires (chalutiers, remorqueurs) à Dieppe et à Saint-Malo. Une nouvelle société sera créée et recevra une aide de l'ordre de 35 millions de francs.

Matières plastiques : les prix vont augmenter de 10 %

Les prix des matières plastiques de grande consommation, à savoir le polyéthylène basse et haute densité (pebd, pehd) et le polypropylène, vont augmenter de 10 % en moyenne avant la fin du mois de mars. Les trois principaux producteurs européens ICI, Shell et BP, ont ainsi décidé, afin de combler une partie du retard pris l'an dernier dans le rajustement des tarifs. La relative pénurie existant actuellement sur le marché européen et le très bas niveau des stocks fournissent une bonne occasion aux fabricants d'appliquer leurs majorations, qui interviennent à un mois et demi à peine avant l'arrivée des premières livraisons en provenance d'Arabie saoudite. Les fabricants français n'ont pas encore fait connaître leur position, mais il ne fait guère de doute qu'ils rallieront le mouvement lancé début mars par les Italiens.

Grève des cheminots sur les réseaux Sud-Ouest, Sud-Est et Ouest le 19 mars

Le trafic SNCF devrait être perturbé, le mardi 19 mars, sur les réseaux Sud-Ouest, Sud-Est et Ouest (Paris-Montparnasse) et quai d'Orléans (Paris-Saint-Lazare). En effet, des motifs d'ordre de grève de vingt-quatre heures ont été lancés par deux syndicats qui ont refusé l'accord salarial 1985 signé le 12 mars par FO, la CFTC, la CGC et la FMC (cadres autonomes). La FGAAC (autonomes), qui représente un quart des agents de conduite, appelle à une grève nationale d'une journée. De son côté, la CGT, qui parle au nom de la moitié des conducteurs, organise localement des arrêts de travail.

Selon la SNCF, les perturbations concerneront les deux tiers du trafic des grandes lignes et du réseau banlieue au départ des gares de Paris-Austerlitz, Paris-Lyon et Paris-Montparnasse. Le service sera normal sur les autres réseaux qu'il s'agit des grandes lignes ou de la banlieue.

INSTITUT SUPERIEUR DE GESTION
PROGRAMME NATIONAL - PROGRAMME MULTINATIONAL : EUROPE, USA, ASIE

CONCOURS 85 - 2^e et 3^e CYCLES

LE SENS DE LA REUSSITE

2^e CYCLE
DEUG - LICENCE - MATH SPÉ - BTS - DUT

3^e CYCLE
DIPLOMÉS ENSEIGNEMENT SUPERIEUR :
MULTIMEDIA - INF - INFORMATIQUE - MECANIQUE
PLASTIQUE - ARCHITECTURE...

1^{ère} SESSION
Inscriptions avant le 14 juin 1985
Examen : du 1^{er} au 6 juillet 1985

2^eme SESSION
Inscriptions avant le 14 juillet 1985
Examen : du 26 au 28 septembre 1985

ISIG
INSTITUT SUPERIEUR DE GESTION

Réglementation de l'enseignement supérieur - 8, rue de Lota - 75116 Paris

CENTRE D'INFORMATION ET D'ORIENTATION
123, RUE DE LONGCHAMP - 75116 PARIS - TEL. (1) 727.95.99

SLIGOS

La micro-informatique n'est pas qu'une belle machine

La monétique n'est pas qu'un jeu de cartes

La télématique n'est pas qu'un terminal intelligent

L'ingénierie informatique n'est pas qu'un super logiciel

MICRO INFORMATIQUE

C'est un véritable système de traitement de l'information qui exige la mise en œuvre conjointe d'études, d'ingénierie, d'installation, de formation, de logiciels, de maintenance... que seule une grande société de services informatiques, comme SLIGOS, peut assurer efficacement.

MONETIQUE

Derrière les cartes de paiement, la chaîne monétique est un système complet de gestion de transactions ; elle met en œuvre des moyens et des compétences d'ingénierie, de services, de traitement et de production que SLIGOS est, au monde, l'une des rares à réunir.

TELEMATIQUE

C'est un système électronique de communication capable de collecter, mettre en forme et diffuser des informations. C'est aussi la gestion à l'échelle industrielle de centres serveurs. Cette double capacité, seules de grandes sociétés de services informatiques comme SLIGOS la possèdent.

INGENIERE

L'ingénierie informatique s'identifie à la construction de systèmes d'information. C'est, de la définition à la mise en service, une chaîne de compétences opérationnelles et techniques, en particulier dans les grands domaines que sont la micro-informatique, la monétique et la télématique.

SLIGOS est l'une des toutes premières sociétés françaises de services et d'ingénierie informatique. Sa force réside dans son avance et son expérience dans quatre domaines majeurs : la micro-informatique, la monétique, la télématique et l'ingénierie.

SLIGOS
LA VALEUR AJOUTÉE INFORMATIQUE

Sigée social : 91, rue Jean-Jaurès - 92807 Puteaux Cedex - Tél. (1) 776 42 42

ÉTRANGER

LES GRANDES BANQUES DE L'OHIO SONT CONVÉES À REPRENDRE 71 ÉTABLISSEMENTS D'ÉPARGNE EN DIFFICULTÉ

Un état-major de crise, comprenant le gouverneur et les principaux dirigeants politiques de l'Etat de l'Ohio, et réuni à l'initiative de la Réserve fédérale de Cleveland, a vivement pressé les principales banques commerciales installées dans cet Etat de reprendre les soixante et onze institutions d'épargne et de prêts (Savings and Loans Associations of Banks) en difficulté.

Les guichets de ces établissements avaient été fermés vendredi matin 15 mars sur ordre du gouverneur, M. Richard Celeste, pour stopper un mouvement de panique qui menaçait leurs dépôts (*le Monde* daté 17-18 mars 1985). Cette panique avait été déclenchée par la suspension des opérations de la Home State Savings Bank de Cincinnati, prise dans le gel des actifs d'un établissement financier de Floride, l'ESM Government Securities, spécialisée dans les opérations sur fonds d'Etat, et suspendu par décision de justice pour dissimulation de pertes. Or la Home State ne bénéficie pas de la couverture, pour ses dépôts, de l'organisme fédéral d'assurance (FDIC), mais seulement de celle d'un organisme privé contrôlé par l'Etat de l'Ohio (ODGF), qui assure également soixante et onze autres institutions d'épargne et de prêts. Craignant que les ressources de l'ODGF (130 millions de dollars) ne soient pas suffisantes pour couvrir les pertes de la Home State, les déposants de ces soixante et onze institutions s'étaient rués vers leurs guichets pour retirer leurs dépôts (plus de 60 millions de dollars en quelques heures). Nul ne savait si ces guichets seraient réouverts en début de semaine, les négociations pour le sauvetage des institutions en difficulté étant toujours en cours.

L'ESPAGNE ET LE PORTUGAL À L'ORDRE DU JOUR À BRUXELLES

Trois jours pour réussir à élargir la Communauté le 1^{er} janvier 1986

Bruxelles (Communauté européenne). - L'ultime phase des négociations d'adhésion de l'Espagne et du Portugal a commencé dimanche 17 mars. Tout devrait être réglé en principe d'ici à mercredi soir... ou bien l'adhésion sera reportée au-delà du 1^{er} janvier 1986. Voici, en ordre de difficulté croissante, les dossiers traités : la pêche, les fruits et légumes, les produits agricoles dits continentaux (céréales, produits de l'élevage, sucre), le vin, l'huile d'olive, les questions sociales.

L'objet de la négociation est dans chaque cas de définir les modalités de la période de transition, autrement dit les conditions d'intégration de l'Espagne et du Portugal à la réglementation communautaire. Avec le Portugal, sans doute quelques problèmes subsistent-ils, mais il est certain que l'on pourra les régler rapidement, moyennant un minimum d'efforts. Les Portugais ne sont encore là que parce qu'on a décidé un jour que les deux négociations devaient progresser de manière parallèle.

Les vraies difficultés concernent l'Espagne. On en est-on ? M. Andreotti, ministre italien des

affaires étrangères, qui préside les travaux du conseil, a consacré la soirée de dimanche à sonder les Dix. Alors que l'exercice n'était pas encore achevé, M. Genscher, son collègue allemand, faisait savoir qu'il n'était pas très optimiste, que les positions exprimées n'étaient guère encourageantes. Le ministre allemand soulignait que le temps était venu d'envisager des « concessions politiques », laissant ainsi entendre que, lui, était prêt à les consentir et les autres pas. Les porte-parole allemand, britannique et italien, comme s'ils s'étaient donné le ton, chuchotaient que les principaux obstacles se trouvaient du côté français. Voilà pour l'ambiance.

Un front lézardé

S'agissant de la pêche, les paramètres à prendre en considération sont : la durée de la période pendant laquelle l'Espagne sera victime d'une discrimination, le nombre de bateaux espagnols autorisés à pêcher au large des côtes des Dix, les quotas de capture qui leur seront attribués, les zones de pêche auxquelles ils auront accès, la restructuration, c'est-à-dire la réduction du nombre d'unités de la flotte espagnole.

La présidence italienne a fait circuler, dimanche soir, un projet de compromis qui effleure et contourne les problèmes plutôt qu'il ne les traite. « Ceci pourrait nous convenir », indique-t-on cependant du côté britannique, comme si l'essentiel était de manifester un souci d'ouverture. Une telle disponibilité à penser que le « front » que les cinq principaux pays pêcheurs de l'actuelle CEE (Royaume-Uni, France, Irlande, Danemark, RFA)

De notre correspondant

formaient jusqu'ici pour s'opposer aux revendications espagnoles et aux tentatives de conciliation jugées excessives de la Commission européenne, n'est plus aussi solide qu'il y a quinze jours ou trois semaines.

Il ressort des pourparlers qu'un lien devra être établi entre la restructuration de la flotte espagnole et le moment où l'Espagne cessera d'être soumise à un traitement particulier. Le deuxième grand problème est de savoir à partir de quand les bateaux espagnols pourront aller pêcher dans une zone protégée de la mer d'Irlande.

La période de transition applicable aux fruits et légumes sera de dix ans. Durant quatre ans, à quelques très modestes nuances près, la protection du marché des Dix restera ce qu'elle est aujourd'hui. Durant les six années suivantes, cette protection sera peu à peu allégée, mais un mécanisme de surveillance appelé MCE (mécanisme complémentaire aux échanges) permettra de déclencher des mesures de sauvegarde si les exportations espagnoles se développent à un rythme jugé dangereux. Telle est l'offre actuelle, peu affirmative, que les Espagnols vont essayer d'améliorer. En sens inverse, Madrid entend pouvoir protéger la partie la plus vulnérable de son agriculture.

On parle de difficultés nouvelles surgies du fait de la France à propos du vin. Du côté français, on minimise l'affaire, faisant valoir que pour l'essentiel les Dix s'en tiendront à leur nouvelle réglementation, c'est-à-dire à l'idée de réguler le marché par le biais d'une distillation obligatoire à bas prix des excédents. Le problème soulevé ces derniers jours concerne l'égalisation des prix espagnols et communautaires durant

la période de transition. Des « montants compensatoires adhésion » seront appliqués dans les échanges durant la période de transition afin d'accomplir cette égalisation. Le différend porte sur la manière dont ces MCA seront calculés.

Notons que les Dix vont devoir s'entendre sur les dispositions budgétaires applicables à l'Espagne durant la période de transition. L'idée est de faire en sorte que les Espagnols ne soient en aucun cas des « contributeurs nets » au budget européen.

Enfin, dernier point d'accrochage important entre les Dix : il leur faut trouver un compromis sur les programmes méditerranéens intégrés, c'est-à-dire sur l'effort financier à consentir en faveur du développement des régions méridionales de l'actuelle Communauté. La Commission a soumis un compromis. Les Grecs le trouvent insuffisant. Les pays du Nord, trop généreux.

PHILIPPE LEMAITRE.

MAFFAIRES

M. Tapie : gouverner, c'est expulser

Invité du « Club de la presse » d'Europe 1, le dimanche 17 mars, après avoir joué au « Jeu de la vérité » de TF 1, le vendredi précédent, M. Bernard Tapie va essayer de « créer » quinze mille entrepreneurs.

« C'est un projet qui me tenait à cœur depuis deux ans, mais on tournait autour sans avoir trouvé vraiment la solution, et là, je crois qu'on a trouvé l'opportunité. Ce ne sont pas des emplois mais des professions libérales que je vais créer à partir de chômeurs qui n'ont pas de spécialité ; cela concerne des jeunes qui vont pouvoir, s'ils ont un peu de courage, du bon sens, un petit peu d'ambition, participer à une opération que je vais monter pour eux. Le projet est maintenant terminé. On va commencer en septembre dans trois régions. »

Interrogé sur les financements nécessaires, M. Tapie a répondu qu'ils étaient « complètement au point ». En général, quand on fait un projet, c'est qu'on s'en est assuré.

Après avoir, il avait échangé des propos assez vifs avec Michel Tardieu, directeur du *Nouvel Economiste*. Comme ce dernier le pressait vivement de fournir des comptes consolidés pour son groupe, tout en lui reconnaissant le « droit au silence » que lui permet juridiquement la structure du groupe, M. Tapie le taxa de « méchanceté » et d'« incompé-

tence : l'incompétence est critique, la méchanceté non ».

Ses rapports avec les milieux politiques ? « Je n'ai pas de rapports avec les pouvoirs publics, j'ai des rapports avec des hommes politiques, de droite et de gauche... mais je ne suis pas en odeur de sainteté. » Comme on lui faisait remarquer qu'il avait assez vigoureusement attaqué l'ancien président de la République et démissionné un sénateur à M. Bédégovry, il répondit : « Je suis qu'aujourd'hui, lorsqu'il existe un jugement d'expulsion d'une usine, il est exécuté, alors que, sous Giscard d'Estaing, il ne l'était pas. »

D'une manière générale, que ce soit au « Club de la presse » ou à TF 1, M. Tapie a pu donner libre cours à ce qu'il appelle « l'échange au plan médiatique ». Ventant ses produits et ses entreprises, repoussant avec indignation, chiffres à l'appui, les soupçons de ses interlocuteurs sur la santé réelle de son groupe, philosopant sur la nature humaine et le sens de la vie, il a réussi un bon one man show, poussant même la chansonnette à la télévision en compagnie des Cocoriffs. De quoi faire s'étonner le CNPF, avec qui « il ne s'est jamais rencontré » et auquel il n'adhère pas. On s'en doutait un peu... F.R.

● Une usine franco-norvégienne en Bretagne. - La firme norvégienne Tandberg, qui occupe une place importante en Europe sur le marché des terminaux d'ordinateurs, vient de signer un accord avec le groupe nationalisé CGE prévoyant la construction d'une usine en Bretagne. Cette usine, dont les effectifs devraient atteindre 75 personnes d'ici à deux ans, sera construite dans la région du Trégor (Côtes-du-Nord) où existent de nombreuses firmes de télécommunications ayant commencé d'importantes procédures de suppressions d'emplois.

● Restructuration de Phoenix-Steel, filiale de Creusot-Loire. - Phoenix-Steel, la société sidérurgique américaine détenue à 56 % par Creusot-Loire, a proposé un plan de restructuration à ses principaux créanciers. La firme, qui a encore perdu 6,4 millions de dollars en 1984, est en règlement judiciaire depuis août 1983. Phoenix-Steel serait rachetée par deux investisseurs qui reprendraient gratuitement la participation de Creusot-Loire. Quatre banques françaises engagées à hauteur de 26 millions de dollars recevraient 11,5 millions de dollars et des actions préférentielles de la nouvelle société.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SEPT MOIS
	+ base	+ base	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.
SE-U	10,3810	10,3800	+ 155 + 165	+ 275 + 300
DM	7,4268	7,4412	- 27 - 4	- 64 - 30
Yen (100)	3,9551	3,9585	+ 142 + 150	+ 281 + 299
DM	3,0540	3,0573	+ 123 + 131	+ 232 + 244
Frch	2,6991	2,7018	+ 81 + 87	+ 154 + 164
ES (100)	15,1977	15,2110	+ 4 + 41	+ 24 + 106
F.S.	3,3852	3,3877	+ 152 + 163	+ 287 + 304
L (1 000)	4,8430	4,8499	- 183 - 160	- 351 - 324
E (1 000)	11,2178	11,2335	- 337 - 295	- 508 - 490

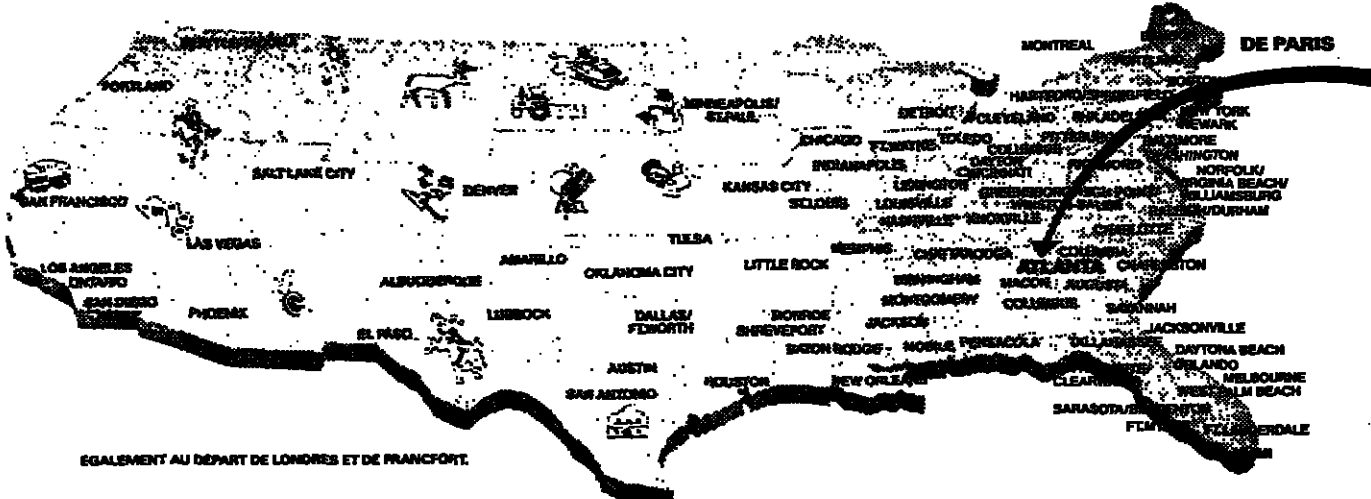
TAUX DES EUROMONNAIES

	8 11/15	8 11/16	8 7/8	9	9 1/8	9 1/8	9 7/8	10
SE-U	5 7/8	6	6 1/8	6 1/8	6 1/8	6 1/8	6 1/8	6 1/8
DM	7 7/8	8	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8
Frch	10 3/8	10 7/8	10 11/16	10 7/8	10 3/8	11	10 13/16	11 1/16
ES (100)	1 3/8	1 5/8	1 1/2	1 5/8	1 3/8	1 5/16	1 5/8	1 5/8
L (1 000)	14 1/2	15 1/2	14 1/4	14 3/4	14 1/2	15 1/8	15 1/8	15 1/4
E (1 000)	14 7/8	15 1/8	14 3/16	14 5/16	13 7/8	14	12 5/8	12 3/4
E (100)	10 1/2	10 3/4	10 5/8	10 7/8	10 1/8	11 1/8	11 1/2	11 1/2

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Une nouvelle porte ouverte sur les USA ATLANTA SUR DELTA

A partir du 2 Avril, Delta, la compagnie qui dessert plus de 90 villes aux USA, décolle de Paris.



Les longs-courriers Tristar de Delta décollent de Paris à 12h25 et arrivent à Atlanta à 14h40. Quatre fois par semaine, le mardi, jeudi, samedi et dimanche.

Delta est une des premières compagnies mondiales.

La flotte Delta compte plus de 200 jets, dont les Tristar longs-courriers, les Boeing 767 longs-courriers, les B737 et les nouveaux B757. Delta s'envole plus de 1400 fois chaque jour vers 100 villes aux USA et dans le monde.

Atlanta, porte d'entrée de Delta aux USA.

Delta offre plus de vols au départ d'Atlanta que n'importe quelle autre compagnie aérienne et que de n'importe quelle autre plaque tournante aux USA. Plus de 360 départs chaque jour vers plus de 90 villes américaines de l'Est à l'Ouest, dont Chicago, Los Angeles, La Nouvelle Orléans, Miami et Orlando, où se trouvent l'Epcot Center et Disney World.

Les installations du vaste aéroport international d'Atlanta offrent de nombreuses facilités aux voyageurs.

Les opérations relatives aux vols nationaux et internationaux s'effectuent dans un même ensemble d'aérogares. Douane et contrôle d'immigration sont regroupés en un seul endroit. Delta réachemine directement les bagages sur les vols en correspondance.

Delta en classe affaire "Médaille"

C'est du luxe à un prix économique. Volez en Classe Affaires "Médaille" ou en Première Classe Delta avec des sièges-couchettes.

Nos clients apprécient le confort de nos superjets, notre cuisine internationale, la projection des tous derniers films et les huit programmes en stéréo à chaque siège.

Atlanta est une porte d'entrée idéale sur les États-Unis, avec des liaisons Delta pratiques sur les villes américaines de la côte Est à la côte Ouest.

Pour toute information complémentaire contactez votre agent de voyages ou DELTA AIR LINES au (1)335.40.80.



DELTA: ALLEZ-Y, NOUS Y ALLONS

MOI
ENC

Deux ouvrages de la COLLECTION

Amphithéâtre

LE DROIT ADMINISTRATIF FRANÇAIS
Guy BRAIBANT 568 pages, 196 F

LES INSTITUTIONS ADMINISTRATIVES
FRANÇAISES : LES STRUCTURES

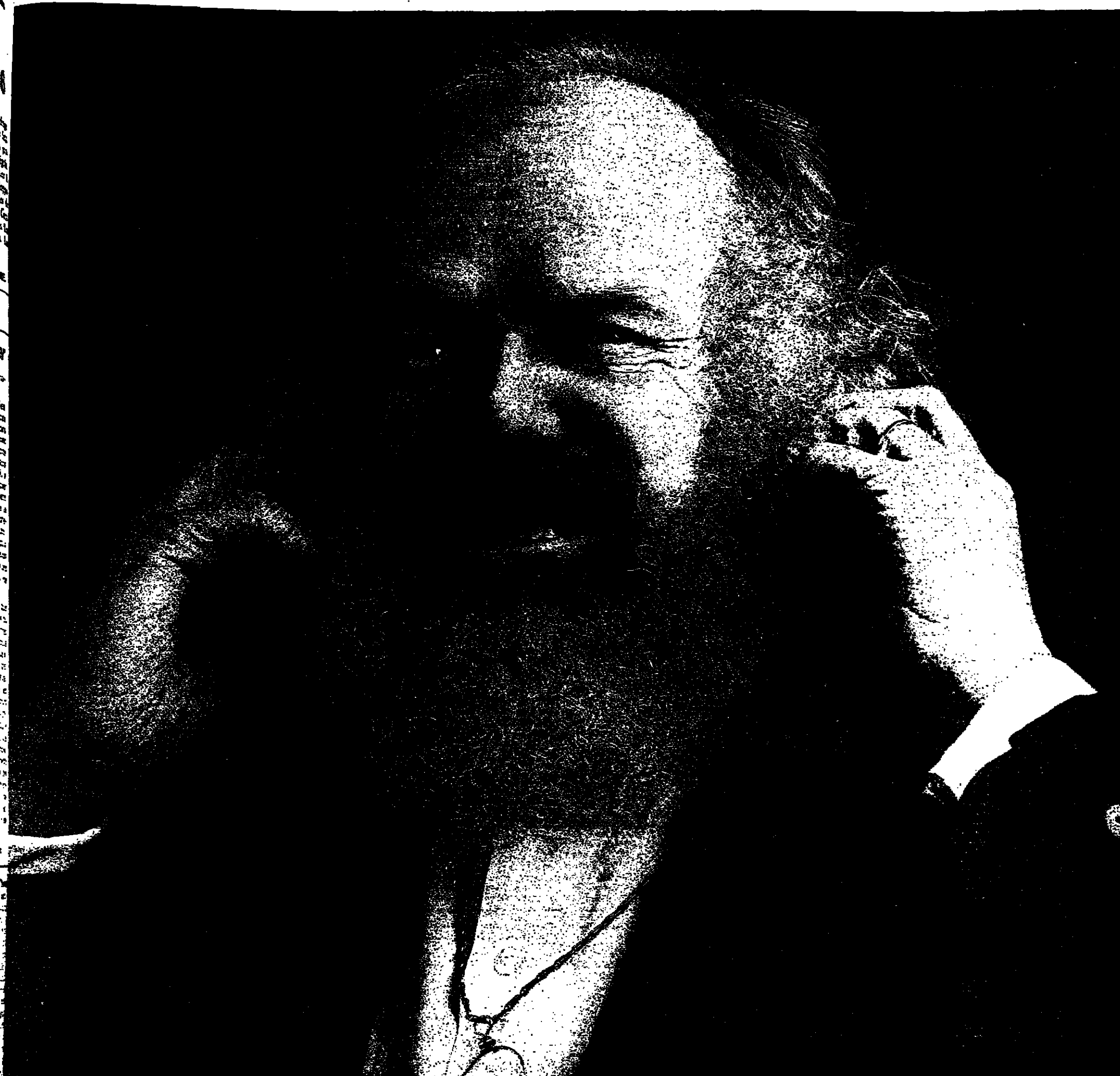
Jacques RIGAUD et Xavier DELCROS 416 pages, 120 F
"On ne peut que conseiller de lire "Le Braibant" et "Le Rigaud" André PASSERON, "Le Monde"

PRESES DE LA FONDATION NATIONALE
DES SCIENCES POLITIQUES & DALLOZ

Diffusion DALLOZ

11, rue Soufflot 75240 Paris Cedex 05

مكتبة الأنجلو



MOINS D'EXPLOITATION. ENCORE PLUS DE PROFIT.

L'histoire se déroule rarement comme l'ont racontée les prophètes! La preuve : Colt, en améliorant les conditions de travail, permet à tout chef d'Entreprise d'augmenter ses profits. Comment?

- La ventilation Colt des postes de travail surchauffés, diminue les risques d'accidents (à 30 °C, les risques sont accrus de 50 %).
- La ventilation Colt libère l'environnement de la poussière, des gaz ou des odeurs. Résultat : moins de maladie, de fatigue ou d'absentéisme.
- La ventilation Colt accroît la productivité (à 30 °C, elle baisse de 20 %).
- La ventilation Colt, en évacuant chaleur et fumée, facilite

l'intervention en cas d'incendie, et protège votre personnel et votre capital.

- La ventilation Colt, en recyclant l'air chaud, soulage jusqu'à 30 % vos factures de chauffage.
- La ventilation Colt est un principe qui n'occasionne aucun frais de fonctionnement. L'entretien est minimum et les produits garantis 10 ans.
- Colt met gratuitement à votre disposition son bureau d'études pour vous aider à déterminer la meilleure installation sur le plan technique et financier.

Alors, au nez et à la barbe du bon Karl, avec la ventilation Colt, exploitez moins et gagnez plus!
Pour plus d'informations, appelez-nous au : (3) 030.93.55.

COLT
International

**LA VENTILATION INDUSTRIELLE
UN ARGUMENT CAPITAL.**

INFORMATIONS « SERVICES »

MODE

LES ARTISANES DE LA COUTURE

Bien que leur nombre soit passé de huit mille en 1983 à six mille cinq cents aujourd'hui, les artisanes de la couture se portent plutôt bien. Elles ont présidé l'évolution de leur travail lors d'un défilé organisé au Grand Hôtel par l'Union nationale artisanale de la couture et la Confédération nationale de l'artisanat et des métiers : plus de cent cinquante modèles, dont certains rappellent l'esprit de Pierre Cardin ou de Jean-Louis Scherrer.

Ces maisons emploient une ou deux ouvrières et habillent chacune une cinquantaine de clientes. La plupart ont pignon sur rue et touchent une nouvelle clientèle de jeunes femmes ayant succombé à la beauté d'un tissu. Les contacts s'établissent facilement par dessins ou toiles, avant la joie de porter un modèle spécialement réalisé à leur intention. Les prix commencent à 2500 F (tissu compris) le tailleur, 1200 F le chemisier de soie, 2700 F la robe, 3500 F le manteau, le tout livré en quinze jours environ.

NATHALIE MONT-SERVAN.

* L'UNACAC (Union nationale artisanale de la couture et des activités connexes) donne la liste de ses adhérentes à travers la France. Tél. (1) 266-92-07.

JOURNAL OFFICIEL

Sont parus au Journal officiel du dimanche 17 mars :

UN DÉCRET

Modifiant le décret du 12 mai 1981 relatif à l'institut géographique national.

DÉSARRÊTÉS

Portant réévaluation du salaire de référence pris en considération pour le calcul des allocations spéciales dues aux bénéficiaires des contrats de solidarité et des conventions d'allocation spéciale du Fonds national de l'emploi.

Fixant le revenu de remplacement garanti aux bénéficiaires des contrats de solidarité et des conventions d'allocation spéciale du Fonds national de l'emploi.

EN BREF

CONFÉRENCES

IL ÉTAIT UNE FOIS LA GAULE. - Le Musée en herbe du Jardin d'acclimatation propose, à partir du 26 février, des visites-conférences sur le thème : « La civilisation gauloise au premier siècle avant Jésus-Christ », dans un village reconstitué par des archéologues (le Monde du 8 décembre 1984). Elles auront lieu tous les mardis, jeudis et samedis, à 14 h 30.

* Jardin d'acclimatation, boulevard des Sablons, bois de Boulogne, 75116 Paris. Tél. : (1) 747-47-66.

ENVIRONNEMENT

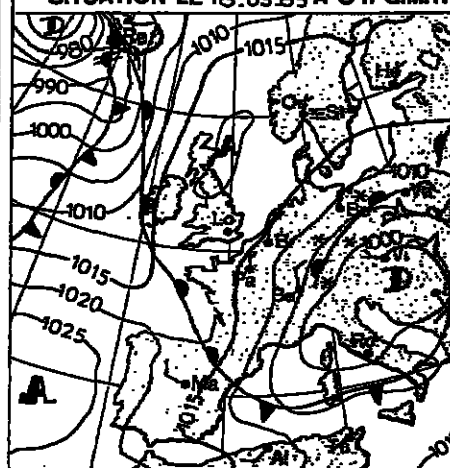
IL FAUT ÉLIMINER. - L'Institut français de l'énergie organise du 25 au 28 mars un cycle de quatre jours sur le thème « Élimination et valorisation énergétique des déchets ménagers ». Ce stage, qui comprend des exposés généraux, la visite commentée de deux installations et l'étude détaillée de cas concrets, ainsi que la procédure administrative et le dossier financier, s'adresse plus particulièrement aux ingénieurs et responsables de l'administration, des collectivités locales, des établissements industriels, des constructeurs et exploitants d'installations.

* Inscriptions et renseignements : Institut français de l'énergie, 3, rue Henri-Helme, 75016 Paris. Tél. : (1) 524-46-14.

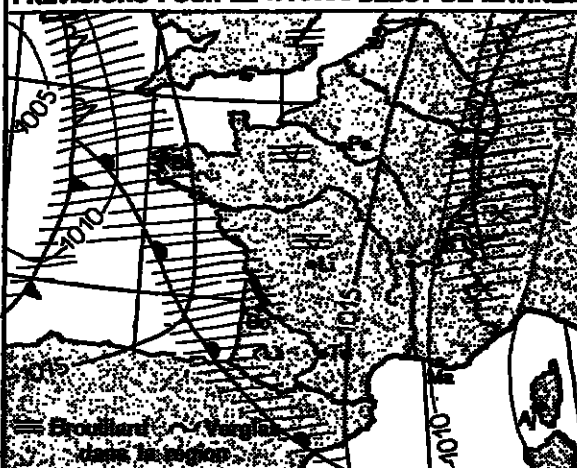
L'OTO		TRACÉ DU SARCOS	
n° 17		10 MARS 1985	
3 16 20 25 33 43		31	
PROCHAIN TRACÉ : VENDREDI 22 MARS ET SARCOS 23 MARS 1985		compteur de la	
VALIDATION : 10 H 00 - 11 H 00 - 12 H 00		A 15 F - TRACÉ DE 10 F	
L'OTO : 10 F		SARCOS : 10 F	
TOTAL : 20 F		TOTAL : 20 F	

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 18.03.85 A 0 h GMT.



PRÉVISIONS POUR LE 19.3.85 DÉBUT DE MATINÉE



Evolution probable du temps en France entre le lundi 18 mars à 0 heure et le mardi 19 mars à 24 heures.

La zone dépressionnaire centrée sur le nord de l'Italie se déplace très lentement vers l'est, ainsi que la zone de mauvais temps associée ; d'autre part, une perturbation atlantique, freinée par l'air froid, se dirige vers les régions du Sud-Ouest.

Mardi matin, c'est un temps froid et ensoleillé qui prédominera sur le pays avec quelques bancs de brouillard du Bassin Parisien aux régions du Centre. Cependant, de la Franche-Comté au nord des Alpes, les nuages, abondants, seront souvent accompagnés de précipitations neigeuses ; d'autre part, des côtes atlantiques aux Pyrénées, la nébulosité sera importante avec un risque de faibles précipitations verglaçantes sur la Bretagne et le Pays basque.

An cours de la journée, le temps peu nuageux et frais s'étendra lentement aux régions de l'Est, avec une diminution du risque d'averses (encore possibles sur les versants nord des massifs). Près des côtes atlantiques, le ciel restera très nuageux ou couvert, mais le mauvais temps s'étendra du Pays basque aux Pyrénées-Orientales et au Roussillon, où les précipitations risquent d'être fréquentes et parfois abondantes sur le relief pyrénéen.

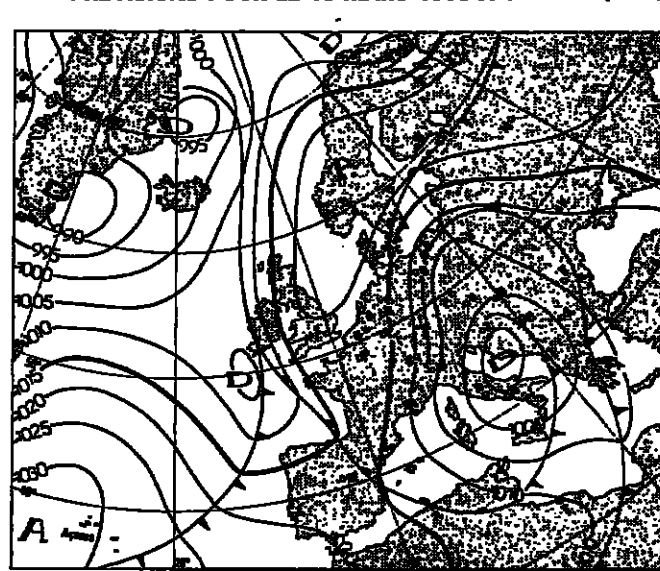
En fin d'après-midi, les nuages, accompagnés de faibles précipitations neigeuses, réapparaîtront sur les régions du Nord-Est.

Le mistral, encore assez fort le matin, s'atténuera progressivement avec orientation du vent à l'est, près de la Méditerranée.

Les températures, légèrement négatives le matin en général, atteindront l'après-midi 4 à 11 degrés du Nord au Sud.

La pression atmosphérique redra au niveau de la mer 761, à Paris le lundi

PRÉVISIONS POUR LE 19 MARS 1985 A 0 HEURE (GMT)



18 mars à 7 heures, de 1015,6 millibars, soit 761,8 millibars de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 17 mars ; le second, le minimum de la nuit du 17 mars au 18 mars) : Ajaccio, 10 et 1 degrés ; Biarritz, 11 et 4 ; Bordeaux, 8 et -3 ; Bourges, 5 et -2 ; Brest, 7 et 0 ; Caen, 5 et -1 ; Cherbourg, 4 et -1 ; Clermont-Ferrand, 5 et -1 ; Dijon, 4 et 0 ; Grenoble-St-M-H., 10 et 1 ; Marseille-Marguare, 10 et -1 ; Lyon, 3 et -1 ; Nantes, 7 et -2 ; Nice-Côte d'Azur, 13 et 3 ; Paris-Montsouris, 5 et -1 ; Paris-Orly, 5 et -1 ; Pau, 8 et 0 ; Perpignan, 8 et -2 ; Rennes, 6 et -3 ; Strasbourg, 3 et -2 ;

Tours, 6 et -3 ; Toulouse, 6 et 0 ; Pointe-à-Pierre, 28 et 22. Températures relevées à l'étranger : Alger, 15 et 5 ; Amsterdam, 5 et -4 ; Athènes, 16 et 9 ; Berlin, 2 et 0 ; Bonn, 4 et -2 ; Bruxelles, 4 et -2 ; Le Caire, 25 et 17 ; Los Angeles, 21 et 15 ; Coppenhague, 0 et -5 ; Dakar, 22 et 17 ; Djibouti, 22 et 9 ; Genève, 1 (max.) ; Istanbul, 18 et 8 ; Jérusalem, 22 et 12 ; Lisbonne, 15 et 9 ; Londres, 6 et -2 ; Luxembourg, 1 et -4 ; Madrid, 12 et 0 ; Montréal, -3 et -9 ; Moscou, 2 et -1 ; Nairobi, 30 et 16 ; New-York, 13 et 1 ; Palma-de-Majorque, 14 et 3 ; Rio-de-Janeiro, 32 et 24 ; Rome, 12 et 3 ; Stockholm, 0 et -5 ; Téhéran, 21 et 10 ; Tunis, 19 et 7.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3925

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II									
III									
IV									
V									
VI									
VII									
VIII									
IX									
X									
XI									

HORIZONTALEMENT

I. Bien des gens se confient à lui. - II. Mise sous la protection de la police. - III. Note. Soins de la peau. - IV. Fait peu de bruit ou beaucoup de tapage. Fait donc un signe de reconnaissance. - V. Fait partie des contributions directes. Symbole chimique. - VI. Est parfois pris pour une « cloche ». - VII. Qui a donc un caractère de cochon. - VIII. Faisaient jadis de bons « plats ». Immobilisé. - IX. Lieu de naissance de certains « Parisiens ». - X. Belle de jeu. Endroit de rangement ou lieu de désordre. - XI. Symbole chimique. On la prend pour se calmer, on la donne pour se soulager.

VERTICALEMENT

1. Table de chevet. Pointe d'organe. - 2. La pointe du combat.

Mathématicien français. - 3. Prati ques. Naguère reconnu comme écrivain, mais non comme auteur. - 4. Bonne humeur. Coup de fer. S'est fait raler certains, ce n'est pas de mécontentement. - 5. Opération de change. Une manière de taper dans le milieu. - 6. Un volet pour une arrivée d'air. - 7. Entourent des Bordelaises. Possessif. - 8. S'exprime par un cri. Col montant. - 9. Visible à Pâques ou à la Trinité. Quartier de Nice.

Solution du problème n° 3924

Horizontalement

I. Porte-drapeau. CA. - II. Obus. Râles ! Las. - III. Ultimatum. Boas. - IV. BA. Gag. Np. Lèche. - V. Etiage. Aleule. - VI. Enneigement. - VII. Lunette. Herbes. CI. - VIII. ENA. T6. Urasie. IX. Liscuse. Tem. - X. Acoustage. TI. Er. - XI. Morne. UI. Tronc. - XII. Blague. Nominale. - XIII. Roser. Des. Vu. - XIV. Era. Co. Syllabe. - XV. S6c. Semense.

Verticalement

1. Poubelle. Ambres. - 2. Oblat. Unicolore. - 3. Rut. Iéna. Crasse. - 4. Isigne. Longé. - 5. Magnétiseur. - 6. Dragée. Est. Co. - 7. Rat. Ih. Eau. Dom. - 8. Ahuaga. Ugu. - 9. Pompiet. Se. Ossu. - 10. Embue. Tm. Vs. - 11. As. Lueur. Trille. - 12. Balmation. - 13. Lact. Ne. Naval. - 14. Cash. Ciné-club. - 15. Assembleur. Et.

GUY BROUTY.

PARIS EN VISITES

MARDI 19 MARS

« Le Vieux Montferrat », 14 h 30, métro Concorde-Daubenton. « Du square du Temple à l'hôtel du Grand-Veneur », 15 heures, métro Temple.

« Fêtes pour un tridentaire : Georg Friedrich Hegel », 14 h 30, salle Chailion-Galliera, 28, avenue George-V. « Cent vignes des jardins italiens, d'Isola Bella à la villa des monnes de Bonarzo de Tivoli aux villas florentines », 17 heures, même adresse.

« Le musée Scheffer », 15 heures, 16, rue Chapin.

« Hôtels Directoire de la Nouvelle France, autour du faubourg Poissonnière », 15 heures, métro Cadet.

« Couilles et collection d'un grand coureur », 15 heures, inscription tél. (1) 233-01-53.

« La cristallerie de Baccarat », 15 heures, 30 bis, rue de Paradis.

« Le Conciergerie et la Sainte-Chapelle », 14 h 30, 1, quai de l'Horloge.

« L'abbaye de Saint-Martin-des-Champs et le musée des Arts et Métiers. De la chapelle du XV^e siècle à la première église gothique de Paris », 15 heures, métro Arts-et-Métiers.

« Hôtels, églises et ruelles du Vieux Paris », 14 h 30, métro Saint-Paul.

« Le plus grandiose, bien que plus petit, châteaux de Paris : l'Arc de triomphe », 14 h 45, métro RER Étoile, côté avenue Hoche (Vincent de Langle).

CONFÉRENCES

17 h 30, 6, rue Ferrus : « Le Pakistan face à la crise afghane », M. J.-C. Victor.

14 h 30, 62, rue Madame : « Le renouvellement de l'iconographie religieuse au XVIII^e siècle ».

18 h 30, Carole républicain : « La géopolitique de la science », M^{me} Alice Samier-Séné (Inscription 5, avenue de l'Opéra (1) 260-60-95).

20 h 30, 60, boulevard de Latour-Maubourg : « La solution introspective », M^{me} Jeanine Solotareff.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

BRAVO LES INNOVATEURS!

Ce n'est un secret pour personne : le groupe ICI se porte bien. Récemment, le succès spectaculaire de sa nouvelle politique a fait la une dans la presse. Mais une réussite n'arrive jamais seule. Nous tenons à remercier chaleureusement nos amis et clients français et étrangers, nos collaborateurs et nos partenaires financiers, petits et grands actionnaires, qui nous ont accordé leur confiance. En 1985, ICI poursuivra sa politique axée sur l'innovation, l'écoute des marchés et la compétitivité. Le groupe accroîtra ses positions dans les domaines de l'agrochimie, les biotechnologies et l'électronique. Contribuer à bâtir une chimie mondiale au service de l'homme constitue l'un de ses objectifs fondamentaux.



INNOVER C'EST PAYANT.

CHIFFRE D'AFFAIRES DU GROUPE	9 909 MILLIONS
BÉNÉFICE AVANT IMPÔTS DU GROUPE	1 034 MILLIONS
BÉNÉFICE NET	841 MILLIONS
INVESTISSEMENTS	299 MILLIONS
RECHERCHE	180 MILLIONS
DIVIDENDES DISTRIBUÉS	
SOIT 30 PENCE PAR ACTION	
ICI France S.A. - Service des Relations Publiques	
1, avenue Newton - 92140 CLAMART Cedex - Tél. (1) 537-51-11	

446	C.G.P.P.	595	686	890	- 0 71	181	Mar. Wind	215	215	200	40	- 2 80	396	336	636	636	636	+ 3 77
448	Changoua S.A.	496	482	480	- 0 11	1080	Maria-Giulia	1916	1880	380	- 1 57	380	380	394	394	394	394	+ 0 25
457	Changoua S.A.	342	340	340	- 0 06	1620	Maria	1610	1610	1640	+ 2 77	2000	2000	2000	2000	2000	2000	+ 0 00
1250	C.I.T. Alstom	1248	1240	1241	- 0 08	1620	Michèle	1610	1610	1640	+ 2 77	2000	2000	2000	2000	2000	2000	+ 0 00
1262	Club Méditerranée	1226	1207	1207	- 1 46	2288	M.I. (Cal)	2228	2215	2211	- 0 40	2780	2670	3060	3060	3060	3060	+ 3 03
140	Club Méditerranée	141	140	140	- 0 01	140	M.I. (Cal)	140	140	140	- 0 01	140	140	140	140	140	140	+ 0 00
142	Club Méditerranée	141	140	140	- 0 01	140	M.I. (Cal)	140	140	140	- 0 01	140	140	140	140	140	140	+ 0 00
142	Club Méditerranée	141	140	140	- 0 01	140	M.I. (Cal)	140	140	140	- 0 01	140	140	140	140	140	140	+ 0 00
142	Club Méditerranée	141	140	140	- 0 01	140	M.I. (Cal)	140	140	140	- 0 01	140	140	140	140	140	140	+ 0 00
142	Club Méditerranée	141	140	140	- 0 01	140	M.I. (Cal)	140	140	140	- 0 01	140	140	140	140	140	140	+ 0 00
142	Club Méditerranée	141	140	140	- 0 01	140	M.I. (Cal)	140	140	140	- 0 01	140	140	140	140	140	140	+ 0 00
142	Club Méditerranée	141	140	140	- 0 01	140	M.I. (Cal)	140	140	140	- 0 01	140	140	140	140	140	140	+ 0 00
142	Club Méditerranée	141	140	140	- 0 01	140	M.I. (Cal)	140	140	140	- 0 01	140	140	140	140	140	140	+ 0 00
142	Club Méditerranée	141	140	140	- 0 01	140	M.I. (Cal)	140	140	140	- 0 01	140	140	140	140	140	140	+ 0 00
142	Club Méditerranée	141	140	140	- 0 01	140	M.I. (Cal)	140	140	140	- 0 01	140	140	140	140	140	140	+ 0 00
142	Club Méditerranée	141	140	140	- 0 01	140	M.I. (Cal)	140	140	140	- 0 01	140	140	140	140	140	140	+ 0 00
142	Club Méditerranée	141	140	140	- 0 01	140	M.I. (Cal)	140	140	140	- 0 01	140	140	140	140	140	140	+ 0 00
142	Club Méditerranée	141	140	140	- 0 01	140	M.I. (Cal)	140	140	140	- 0 01	140	140	140	140	140	140	+ 0 00
142	Club Méditerranée	141	140	140	- 0 01	140	M.I. (Cal)	140	140	140	- 0 01	140	140	140	140	140	140	+ 0 00
142	Club Méditerranée	141	140	140	- 0 01	140	M.I. (Cal)	140	140	140	- 0 01	140	140	140	140	140	140	+ 0 00
142	Club Méditerranée	141	140	140	- 0 01	140	M.I. (Cal)	140	140	140	- 0 01	140	140	140	140	140	140	+ 0 00
142	Club Méditerranée	141	140	140	- 0 01	140	M.I. (Cal)	140	140	140	- 0 01	140	140	140	140	140	140	+ 0 00
142	Club Méditerranée	141	140	140	- 0 01	140	M.I. (Cal)	140	140	140	- 0 01	140	140	140	140	140	140	+ 0 00
142	Club Méditerranée	141	140	140	- 0 01	140	M.I. (Cal)	140	140	140	- 0 01	140	140	140	140	140	140	+ 0 00
142	Club Méditerranée	141	140	140	- 0 01	140	M.I. (Cal)	140	140	140	- 0 01	140	140	140	140	140	140	+ 0 00
142	Club Méditerranée	141	140	140	- 0 01	140	M.I. (Cal)	140	140	140	- 0 01	140	140	140	140	140	140	+ 0 00
142	Club Méditerranée	141	140	140	- 0 01	140	M.I. (Cal)	140	140	140	- 0 01	140	140	140	140	140	140	+ 0 00
142	Club Méditerranée	141	140	140	- 0 01	140	M.I. (Cal)	140	140	140	- 0 01	140	140	140	140	140	140	+ 0 00
142	Club Méditerranée	141	140	140	- 0 01	140	M.I. (Cal)	140	140	140	- 0 01	140	140	140	140	140	140	+ 0 00
142	Club Méditerranée	141	140	140	- 0 01	140	M.I. (Cal)	140	140	140	- 0 01	140	140	140	140	140	140	+ 0 00
142	Club Méditerranée	141	140	140	- 0 01	140	M.I. (Cal)	140	140	140	- 0 01	140	140	140	140	140	140	+ 0 00
142	Club Méditerranée	141	140	140	- 0 01	140	M.I. (Cal)	140	140	140	- 0 01	140	140	140	140	140	140	+ 0 00
142	Club Méditerranée	141	140	140	- 0 01	140	M.I. (Cal)	140	140	140	- 0 01	140	140	140	140	140	140	+ 0 00
142	Club Méditerranée	141	140	140	- 0 01	140	M.I. (Cal)	140	140	140	- 0 01	140	140	140	140	140	140	+ 0 00
142	Club Méditerranée	141	140	140	- 0 01	140	M.I. (Cal)	140	140	140	- 0 01	140	140	140	140	140	140	+ 0 00
142	Club Méditerranée	141	140	140	- 0 01	140	M.I. (Cal)	140	140	140	- 0 01	140	140	140	140	140	140	+ 0 00
142	Club Méditerranée	141	140	140	- 0 01	140	M.I. (Cal)	140	140	140	- 0 01	140	140	140	140	140	140	+ 0 00
142	Club Méditerranée	141	140	140	- 0 01	140	M.I. (Cal)	140	140	140	- 0 01	140	140	140	140	140	140	+ 0 00
142	Club Méditerranée	141	140	140	- 0 01	140	M.I. (Cal)	140	140	140	- 0 01	140	140	140	140	140	140	+ 0 00
142	Club Méditerranée	141	140	140	- 0 01	140	M.I. (Cal)	140	140	140	- 0 01	140	140	140	140	140	140	+ 0 00
142	Club Méditerranée	141	140	140	- 0 01	140	M.I. (Cal)	140	140	140	- 0 01	140	140	140	140	140	140	+ 0 00
142	Club Méditerranée	141	140	140	- 0 01	140	M.I. (Cal)	140	140	140	- 0 01	140	140	140	140	140	140	+ 0 00
142	Club Méditerranée	141	140	140	- 0 01	140	M.I. (Cal)	140	140	140	- 0 01	140	140	140	140	140	140	+ 0 00
142	Club Méditerranée	141	140	140	- 0 01	140	M.I. (Cal)	140	140	140	- 0 01	140	140	140	140	140	140	+ 0 00
142	Club Méditerranée	141	140	140	- 0 01	140	M.I. (Cal)	140	140	140	- 0 01	140	140	140	140	140	140	+ 0 00
142	Club Méditerranée	141	140	140	- 0 01	140	M.I. (Cal)	140	140	140	- 0 01	140	140	140	140	140	140	+ 0 00
142	Club Méditerranée	141	140	140	- 0 01	140	M.I. (Cal)	140	140	140	- 0 01	140	140	140	140	140	140	+ 0 00
142	Club Méditerranée	141	140	140	- 0 01	140	M.I. (Cal)	140	140	140	- 0 01	140	140	140	140	140	140	+ 0 00
142	Club Méditerranée	141	140	140	- 0 01	140	M.I. (Cal)	140	140	140	- 0 01	140	140	140	140	140	140	+ 0 00
142	Club Méditerranée	141	140	140	- 0 01	140	M.I. (Cal)	140	140	140	- 0 01	140	140	140	140	140	140	+ 0 00
142	Club Méditerranée	141	140	140	- 0 01	140	M.I. (Cal)	140	140	140	- 0 01	140	140	140	140	140	140	+ 0 00
142	Club Méditerranée	141	140	140	- 0 01	140	M.I. (Cal)	140	140	140	- 0 01	140	140	140	140	140	140	+ 0 00
142	Club Méditerranée	141	140	140	- 0 01	140	M.I. (Cal)	140	140	140	- 0 01	140	140	140	140	140	140	+ 0 00
142	Club Méditerranée	141	140	140	- 0 01	140	M.I. (Cal)	140	140	140	- 0 01	140	140	140	140	140	140	+ 0 00
142	Club Méditerranée	141	140	140	- 0 01	140	M.I. (Cal)	140	140	140	- 0 01	140	140	140	140	140	140	+ 0 00
142	Club Méditerranée	141	140	140	- 0 01	140	M.I. (Cal)	140	140	140	- 0 01	140	140	140	140	140	140	+ 0 00
142	Club Méditerranée	141	140	140	- 0 01	140	M.I. (Cal)	140	140	140	- 0 01	140	140	140	140	140	140	+ 0 00
142	Club Méditerranée	141	140	140	- 0 01	140	M.I. (Cal)	140	140	140	- 0 01	140	140	140	140	140	140	+ 0 00
142	Club Méditerranée	141	140	140	- 0 01	140	M.I. (Cal)	140	140	140	- 0 01	140	140	140	140	140	140	+ 0 00
142	Club Méditerranée	141	140	140	- 0 01	140	M.I. (Cal)	140	140	140	- 0 01	140	140	140	140	140	140	+ 0 00
142	Club Méditerranée	141	140	140	- 0 01	140	M.I. (Cal)	140	140	140	- 0 01	140	140	140	140	140	140	+ 0 00
142	Club Méditerranée	141	140	140	- 0 01	140	M.I. (Cal)	140	140	140	- 0 01	140	140	140	140	140	140	+ 0 00
142	Club Méditerranée	141	140	140	- 0 01	140	M.I. (Cal)	140	140	140	- 0 01	140	140	140	140	140	140	+ 0 00
142	Club Méditerranée	141	140	140	- 0 01	140	M.I. (Cal)	140	140	140	- 0 01	140	140	140	140	140	140	+ 0 00
142	Club Méditerranée	141	140	140	- 0 01	140	M.I. (Cal)	140	140	140	- 0 01	140	140	140	140	140	140	+ 0 00
142	Club Méditerranée	141	140	140	- 0 01	140	M.I. (Cal)	140	140	140	- 0 01	140	140	140	140	140	140	+ 0 00
142	Club Méditerranée	141	140	140	- 0 01	140	M.I. (Cal)	140	140	140	- 0 01	140	140	140	140	140	140	+ 0 00
142	Club Méditerranée	141	140	140	- 0 01	140	M.I. (Cal)	140	140	140	- 0 01	140	140	140	140	140	140	+ 0 00
142	Club Méditerranée	141	140	140	- 0 01	140	M.I. (Cal)	140	140	140	- 0 01	140	140	140	140	140	140	+ 0 00
142	Club Méditerranée	141	140	140	- 0 01	140	M.I. (Cal)	140	140	140	- 0 01	140	140	140	140	140	140	+ 0 00
142	Club Méditerranée	141	140	140	- 0 01	140	M.I. (Cal)	140	140	140	- 0 01	140	140	140	140	140	140	+ 0 00
142	Club Méditerranée	141	140	140	- 0 01	140	M.I. (Cal)	140	140	140	- 0 01	140	140	140	140	140	140	+ 0 00
142	Club Méditerranée	141	140	140	- 0 01	140	M.I. (Cal)	140	140	140	- 0 01	140	140	140	140	140	140	+ 0 00
142	Club Méditerranée	141	140	140	- 0 01	140	M.I. (Cal)	140	140	140	- 0 01	140	140	140	140	140	140	+ 0 00
142	Club Méditerranée	141	140	140	- 0 01	140	M.I. (Cal)	140	140	140	- 0 01	140	140	140	140	140	140	+ 0 00
142	Club Méditerranée	141	140	140														

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

POLITIQUE

- 2 à 23. LE SECOND TOUR DES ÉLECTIONS CANTONALES.
- 2 à 4. Commentaires.
- 5 à 8. Les résultats de la région parisienne.
8. Les réactions.
- 10 à 22. Les résultats dans les départements.

89 FM

à Paris

Alto « le Monde »
232-14-14
Lundi 18 mars, 19 h 20

Au-delà des cantonales : des conseils généraux pour quoi faire ?

FRANÇOIS GROSCHARD
répond aux questions
des auditeurs et des lecteurs
Débat animé
par FRANÇOIS KOCH

ÉTRANGER

- 23-24. PROCHE-ORIENT
- Aggravation de la guerre du Golfe.
24. AMÉRIQUES
- BRÉSIL : « il est interdit de dépenser », affirme M. Neves dans un message au gouvernement.
25. AFRIQUE
25. DIPLOMATIE

SPORTS

27. SPORTS ÉQUESTRES : la famille Rozier.

SOCIÉTÉ

28. La fiction du secret de l'instruction.
- Le code génétique n'est pas universel.

CULTURE

29. LE WEEK-END DE PHILIPPE BOUCHER.
- CINÉMA : La Petite Fille au tambour, de George Roy Hill.

ÉCONOMIE

43. SOCIAL : un entretien avec M. Louis Vianet, secrétaire national de la CGT.
44. ÉTRANGER : l'Espagne et le Portugal à l'ordre du jour de Bruxelles.

RADIO-TÉLÉVISION (31) INFORMATIONS « SERVICES » (46) :
« Journal officiel » ; Météorologie ; Mots croisés ; Loto.
Annonces classées (32 à 42) ; Carnet (31) ; Programmes des spectacles (30) ; Marchés financiers (47).

« Violents combats près de San Salvador. - Les rebelles du Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN) ont lancé le samedi 16 mars une offensive contre un important centre de communications situé sur le volcan dominant la capitale. Selon le chef d'état-major de l'armée, le général Blandon, l'attaque des quatre cents guérilleros a entraîné une bataille de près de quatre heures. Il a indiqué que l'armée de l'air avait été appelée en renfort. Sept gardes nationaux et un civil ont été tués, les rebelles n'endommageant que deux antennes de télévision et un centre de communications, a-t-il précisé. - (AFP-Reuter.)

En raison de la publication des résultats des élections cantonales « le Monde de l'économie » paraîtra le 19 mars (Numéro daté mercredi 20)

RODIN
TISSUS
« COUTURE »
L'originalité et l'esprit de la mode
RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

A B C D F G H

MOINS DE CANDIDATES AU SERVICE MILITAIRE

L'armée n'attire plus les jeunes filles

Coup dur pour l'institution militaire en France : au moment où le secrétaire d'État à la défense, Mme Edwige Avice, attend beaucoup des femmes pour relancer l'esprit de défense, les armées et leurs services sont contraints de constater une sensible diminution du nombre des jeunes filles volontaires pour un service national d'un an comme les y autorise, désormais, une loi de 1983. En deux ans, le nombre des candidates a chuté de 12,5 %, toutes armées et grades confondus, à l'exception de la marine nationale qui enregistre une hausse de 25,7 %. Dans les états-majors, on explique difficilement ces résultats, sauf à admettre un engouement en 1983 sans lendemain.

En juillet 1983, une loi a permis à des Françaises volontaires, âgées de dix-huit à vingt-huit ans, de faire un service national d'un an avec, à quelques détails près, l'assurance de bénéficier des mêmes avantages et des mêmes droits que leurs camarades masculins. Ces volontaires sont sélectionnées sur dossier, puis sélectionnées au moyen des mêmes tests psychotechniques et médicaux passés par les hommes, et, enfin, choisies par les directions des personnels de chaque armée.

On a compté, en 1983, au total, jusqu'à 4 797 candidatures déposées et, seulement, 757 jeunes filles incorporées. Soit une candidature effectivement retenue pour six à sept présentées. La sélection était relativement sévère et les armées pouvaient se vanter d'avoir choisi entre des candidates de qualité.

Le bilan de 1984 est d'une tout autre nature. On a enregistré 4 265 candidatures (soit - 12,5 %) et 1 077 incorporées. Soit une candidature retenue pour quatre présentées. C'est-à-dire un taux de sélection qui s'est dégradé même si la qualité des candidates - à en juger par la nature de leurs diplômes civils et leur réussite aux tests - est demeurée ce qu'elle était précédemment.

Toutes les armées observent une baisse du nombre des candidatures, à commencer par la gendarmerie (avec - 25,7 %). Seules, la marine tire son épingle du jeu et, dans l'armée de terre, les unités parachutistes, comme si, dit un officier supérieur, « ces jeunes filles rêvaient de plaines et de bosses ». Au service de santé des armées, par exemple, la chute des candidatures est si nette que la jeune fille volontaire

pour y travailler a une chance sur trois d'être finalement admise. Sans évoquer le cas de l'Action sociale des armées (ASA), où le nombre des candidatures déposées est passé de cent dix-neuf en 1983 à vingt-huit en 1984, à croire que les armées françaises n'ont plus besoin d'assistantes sociales, dit le même officier.

Personne, dans les états-majors, n'est en mesure d'avancer des explications convaincantes pour comprendre le pourquoi d'un tel reflux. Chacun y va de son sentiment et se croit à la perspective qui voudrait que la prochaine incorporation - il y en a deux par an, en avril et en août - serait meilleure et, en tout cas, comparable à l'incorporation d'avril 1983.

Un univers d'hommes

Le chômage, qui frappe souvent les jeunes et les femmes, devrait pourtant fournir des cohortes de jeunes filles volontaires pour, durant leur année de service national, apprendre à servir les emplois administratifs et techniques qui ont des similitudes avec le secteur civil. Apparemment, ce n'est pas le cas. Et, s'il est dangereux de vouloir extrapoler à partir d'une aussi courte expérience de deux années et à partir d'un aussi faible nombre de cas par an, il serait logique de se demander si l'image des armées n'est pas en question.

De nombreuses femmes qui y servent déjà ont à se plaindre de cet univers fait par des hommes et pour des hommes. Elles sont plus diplômées, à âge égal, que leurs supérieurs masculins, mais les fonctions et les grades dans lesquels on les confie ne leur laissent aucune véritable responsabilité, ni ne leur offrent suffisamment de temps pour prendre des initiatives. Cela est particulièrement vrai dans le corps des sous-officiers, et plus spécialement celui de l'armée de terre.

Dans un article de la revue *Défense nationale* du 15 mars, M. Avice appelle les femmes à prendre leur part dans la renaissance de l'esprit de défense : les femmes au foyer, qui élèvent des enfants, mais aussi les femmes militaires d'active et, bien sûr, les premières femmes réservistes du service national institué depuis 1983. Pour que cet appel soit entendu, peut-être faudrait-il, d'abord, que les armées sachent attirer, intéresser et retenir les femmes qui s'engagent à leur service.

JACQUES ISNARD.

« Tentative d'évasion de Bruno Sulak. - Le malfaiteur Bruno Sulak s'est gravement blessé dans la nuit du 18 mars, en tentant de s'évader du centre pénitentiaire de Fleury-Mérogis (Essonnes), où il purge une peine de neuf ans d'emprisonnement. Bruno Sulak avait été condamné par la cour d'as-

sises du Tarn le 21 mars 1984 (le *Monde* du 22 mars 1984) pour une agression commise en 1978. Bruno Sulak, blessé à un poignet et victime d'un éclatement du foie, a été hospitalisé. Les gendarmes ont saisi sur lui un émetteur-récepteur portable et, dans sa cellule, plusieurs charges d'explosifs.

CRÉATEURS D'ENTREPRISES

VOTRE SIÈGE SOCIAL A PARIS A PARTIR DE 180 F HT PAR MOIS
Réception et réexpédition du courrier
Permanence téléphonique/permanence téléx
Rédaction d'actes et constitution de sociétés.

GEICA/296-41-12/66 bis, rue du Louvre, 75002 Paris

ROLEX
GENÈVE

Une Rolex mérite le prestige dont elle jouit.



La collection complète Rolex Oyster, chez:

Aldebert
PARIS : 16, place Vendôme - 1, bd de la Madeleine
70, fg Saint-Honoré - Palais des Congrès, Porte Maillot
CANNES : 19, La Croisette

LE 19 MARS 1985

Une association d'anciens d'Algérie rendra hommage aux morts

La Fédération nationale des anciens combattants en Algérie, Maroc, Tunisie (FNACA) a invité ses trois cent mille adhérents à adresser une lettre au président de la République pour solliciter la participation du chef de l'État à la cérémonie commémorative que cette organisation prévoit le mardi 19 mars, à 18 h 30, à l'Arc de triomphe de l'Étoile. Comme elle a pris l'habitude de le faire depuis vingt et un ans, la FNACA entend honorer ce jour-là, dans de très nombreuses villes de France, la mémoire des quelque trente mille hommes qui ne sont pas revenus des opérations d'Afrique du Nord. Rappelons que le 19 mars 1962 a marqué le cessez-le-feu officiel en Algérie.

Une vive controverse oppose, on le sait, plusieurs associations d'anciens combattants sur le choix de cette date, qu'elles assimilent à la signature des accords d'Évian (18 mars 1962). A la faveur d'un nouveau sondage - la FNACA en avait commandé un l'an dernier - l'IFOP a pu vérifier que 71 % des Français interrogés sont favorables au choix du 19 mars, contre 23 % d'opinions opposées.

Au-delà de cette commémoration, le bureau national de la FNACA, réuni le 3 mars, exprime son « inquiétude grandissante devant le retard pris par le gouvernement dans le règlement du contentieux en suspens. Rien n'ayant été accordé depuis la loi d'octobre 1982, les anciens d'Afrique du Nord revendiquent toujours l'égalité des droits conférée par la qualité de combattant ».

En conséquence, la FNACA va réclamer aux pouvoirs publics la constitution d'une commission tripartite - parlementaire, administrative et anciens combattants - chargée de déterminer les modalités d'attribution des bonifications de campagne.

M. Jean Laurain, secrétaire d'État chargé des anciens combattants, recevant jeudi 14 mars une délégation de la FNACA, a eu cependant l'occasion de rappeler que « la commémoration de la fin de la guerre d'Algérie n'a aucun caractère officiel et qu'aucune date n'est reconnue en tant que telle par le gouvernement ». Une circulaire publiée à ce sujet précise que seul le préfet de la région concernée est présent à ces manifestations, mais qu'aucun membre du gouvernement ne peut y participer, sauf s'il s'y rend à un autre titre, notamment en raison d'un mandat local.

« L'attentat de Pointe-à-Pitre fait une deuxième victime. - L'un des quatre citoyens américains figurant parmi les huit personnes blessées au cours de l'attentat commis le mercredi soir 13 mars dans un bar de Pointe-à-Pitre - qui avait provoqué sur le coup la mort d'une femme (le *Monde* du 15 mars) - est décédé, samedi 16 mars, dans l'avion qui le transportait vers Miami. Il s'agit de M. Mario Martiz, âgé de soixante-quinze ans, dont l'épouse avait été également grièvement blessée lors de l'explosion de la valise piégée déposée dans l'établissement, tenu par un représentant du Front national.

Sur le vif

Bis

Je ne sais pas si vous savez, mais je suis montée en grade. Maintenant le matin on tolère ma présence à la conférence des chefs de service dans le bureau du patron. Je me fais toute petite, je m'incline et parfois je happe un morceau de saucisson ou une croûte de fromage, une idée de billet.

Samedi dernier, ils étaient là, ils discutaient entre eux, ils parlaient de la une d'aujourd'hui, après le second tour des cantonales. Je ne sais pas ce qui m'a pris. Je me suis avancée, et je leur ai dit : vous cessez pas la tête. Vous faites un titre sur cinq colonnes : l'opposition a la majorité dans tant de départements. En dessous vous avez : Mitterrand envisage un retour à la proportionnelle. En bas de page, vous mettez : Irak, comment finir la guerre. L'« Au jour le jour », vous l'intitulez « Succès ». Et l'éditorial, « Révers ».

En 3 : commentaires des hommes politiques. Lecaen : la France veut le changement. Ouf-fère : le PS progresse. Olivier Stora : pour l'opposition tout reste à faire. Toubon : ce scrutin ne remet pas en cause la légitimité du gouvernement et la majorité parlementaire, mais...

Il m'ont tous regardée, sidérée. De quoi je me mêle ? Et d'où je sors tout ça ? Pas compliqué : du *Monde* du 23 mars 1982. C'était aussi un lundi. C'était aussi un lendemain d'élections cantonales. La seule différence, c'est qu'il faisait doux et qu'il pleuvait des cordes.

CLAUDE SARRAUTE.

UN COMMUNIQUÉ DU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR

M. Joxe : Aramis ne participe pas à la lutte contre le terrorisme

La publication, dans nos colonnes, sous la signature d'Aramis, des réflexions d'un des « mousquetaires » de la « cellule antiterroriste » groupée à l'Élysée autour du chef d'escadron Christian Prostet, conseiller technique de M. Mitterrand, prouve, préfet depuis le 6 mars, n'a pas laissé indifférent le ministre de l'Intérieur.

« Dans un anonymat plus transparent que réel, affirme M. Joxe, des articles ou « interviews » viennent de paraître et d'aborder les problèmes de la lutte antiterroriste avec une naïveté suffisante pour établir que leurs auteurs n'y participent pas. Les missions de police, importantes pour le pays et dangereuses pour leurs agents - surtout dans ce domaine - n'ont pas besoin de publicité, mais pourraient pâtir d'effusions irresponsables. La prétendue description de situations passées ou de structures, depuis longtemps modifiées, pouvant abuser un public non averti, je rappelle que la coordination de la lutte antiterroriste est exercée au ministère de l'Intérieur et par les services compétents de la direction générale de la police nationale. »

M. Pierre Joxe aime la discipline et rappelle parfois qu'il fut officier de la sécurité militaire en Algérie, aux périodes troubles de la lutte contre les généraux « facieux ». Aussi n'apprécie-t-il pas, à l'évidence, le comportement des « francs-tireurs » et, à lire son communiqué, il semble bien classer dans l'anonymat au nom de la « cellule élyséenne ».

La mise au point d'aujourd'hui vise tout à la fois les articles d'Aramis et une interview publiée dans le *Nouvel observateur* du 15 mars, sous le titre « Terrorisme : un super-flic révèle ». Au ministère

Dans un communiqué inhabituel, diffusé ce lundi 18 mars, M. Pierre Joxe renvoie - en quelques phrases très sèches - Aramis à ses travaux d'écriture, laissant tout à la fois entendre qu'il ne peut s'agir que d'un naïf ou d'un faublaiste, en tout cas de quelqu'un qui « ne participe pas » à la lutte antiterroriste.

de l'Intérieur, certains policiers estiment que cet entretien provient également de la cellule élyséenne et développe les thèmes déjà traités par Aramis dans nos colonnes.

M. Joxe ne met d'ailleurs pas en doute l'authenticité du document que nous avons publié, laissant même entendre - « un anonymat plus transparent que réel » - qu'il sait qui est Aramis. Les articles de ce dernier étaient un plaidoyer pro domo de la « cellule » animée par M. Prostet, cherchant tout à la fois à faire justice des accusations dont elle est l'objet et à justifier son activité présente en assurant que, quoique plus discrète, elle continue à animer et à coordonner le combat contre le terrorisme.

Faux vert ?

Faux, répond en substance M. Pierre Joxe, qui se révèle ici, à nouveau, comme un ministre sachant s'écarter de son administration. Son communiqué est en effet un écho fidèle des réactions de hauts responsables policiers à la lecture de la prose d'Aramis. Selon eux, celle-ci, « native » dans son analyse des méthodes de lutte antiterroriste, était « mensongère » dans son récit d'affaires passées et attribuées par Aramis au crédit des « mousquetaires du président ».

Ces hauts responsables policiers obtiennent satisfaction avec le communiqué de M. Joxe, qui affirme nettement ce que l'on connaissait déjà, à savoir que, depuis la fin 1983 - surtout depuis l'arrivée de M. Joxe place Beauvau et la création de l'unité de coordination de la lutte antiterroriste (UCLAT) au sein de la police nationale, - on en est revenu à la tradition policière en la matière. N'ayant plus d'activités opérationnelles, la cellule de l'Élysée ne serait, au mieux, qu'un cabinet conseil de la présidence de la République, l'informant sur l'état des mouvements terroristes et de la lutte policière contre ceux-ci.

A l'évidence, Aramis ne s'est pas livré à ce plaidoyer public sans avoir, à un niveau supérieur, reçu un feu vert. Mais, à l'évidence aussi, M. Joxe n'a pu mettre ainsi les points sur les i qu'en ayant l'accord de M. François Mitterrand !

LES HOMMES PETITS ONT ENFIN LEUR PRET-A-PORTER

Si vous êtes petit, fort ou mince, vous n'êtes plus condamné au sur-mesure pour être bien habillé.

Au 167 rue Saint-Honoré, Roland Eveline, maître-tailleur, explique : « Pourquoi déformer l'harmonie d'un vêtement en le raccourcissant ? J'ai créé, pour tous les hommes dont la taille est courte, un rayon spécial « prêt-à-porter ».

Dans ma collection de printemps je suggère, par exemple, un costume en Prince de Galles (2371F), un blazer (1585F) avec un pantalon de flanelle légère (628F) accompagné d'un imperméable réversible (1850F). Quel plaisir de partir tout de suite avec un vêtement bien coupé, bien proportionné !

ROLAND EVELINE
167, RUE SAINT-HONORÉ
75001 PARIS TEL. (1) 260.4726
(PLACE DU THÉÂTRE FRANÇAIS)